MURIELLE RAVEY
WALID BERRISSOUL

IN AMENAS, HISTOIRE D'UN PIÈGE

Témoignage de la rescapée française du massacre

Éditions de La Martinière

MURIELLE RAVEY
WALID BERRISSOUL

IN AMENAS, HISTOIRE D'UN PIÈGE

Témoignage de la rescapée française du massacre

Éditions de La Martinière

ISBN : 978-2-7324-6231-8

© 2014, Éditions de La Martinière

Une marque de La Martinière Groupe, Paris, France
Connectez-vous sur :
www.editionsdelamartiniere.fr

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

« Le silence, c’est la mort Et toi, si tu parles, tu meurs
Si tu te tais, tu meurs Alors, dis et meurs »

Attribué à Tahar Djaoût,
poète algérien assassiné en mai 1993.

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

Copyright

Préambule

PREMIÈRE PARTIE - LA SURVIVANTE - par Murielle Ravey

Chapitre 1 - Tiguentourine, mercredi 16 janvier 2013

Chapitre 2 - Incendie dans une usine à gaz

Chapitre 3 - Réseau indisponible

Chapitre 4 - Nuit de garde à Tiguentourine

Chapitre 5 - Fuir

Chapitre 6 - Un général en burnous

DEUXIÈME PARTIE - DES MORTS ET DES OMBRES - par Walid Berrissoul

Chapitre 1 - Qui a tué Yann Desjeux ?

Les questions d'un fils

Une mort sans témoins

Paris – Tiguentourine

Main Plaza et Plaza Two

Un journaliste mauritanien à Paris

« Qu'ils arrêtent de tirer ! Je vais tuer un otage ! »

L'infirmier de Tahar

Convoi piégé

Un corps et des balles de Kalachnikov

Secrets de famille

Chapitre 2 - Il ne s'est rien passé à In Amenas

Ce Sud si tranquille

Joyau de la couronne

Les anciens des forces spéciales font du gardiennage

Menaces sur les charters d'expatriés

Des missiles cachés dans le sable

Attentats kamikazes dans le Sahara

Brouillard dans le Sahara

Drôle de grève à Tiguentourine

Grève de la faim sous haute surveillance

Les familles investissent le site

Menaces de vendetta

Chapitre 3 - Le territoire des grands fauves

Paris, mercredi 16 janvier 2013, 5 h 45

Les multiples noms des djihadistes

Assaut sur Tiguentourine

Des terroristes comme chez eux

Un gamin de l'Ontario

La garde rapprochée de Belmokhtar à In Amenas

Mokhtar Belmokhtar, trabendiste du djihad

« Toi ! Deux millions ! Deux millions ! »

Chez les talibans du Sahara

Le « neveu » de Juleybib

Le disque dur de Belmokhtar

L'acte de naissance des « Signataires par le sang »

Tahar, le prof de maths devenu djihadiste

Mars 2013. Dans la région de Ghat, frontière libyenne

La passe de Salvador

L'étrange katiba « 315 »

Chapitre 4 - Les vieux démons

Tiguentourine, entre l'usine et la base de vie, jeudi 17 janvier, vers 14 heures

Les hélicoptères ont-ils tiré des missiles ?

L'armée algérienne est-elle sans voix ?

Le retour des généraux de la décennie noire

« En Algérie, on dit "sport et musique" »

De l'affaire Sonatrach à In Amenas

Retour à Tiguentourine

Épilogue de Murielle Ravey

Victimes de la prise d'otages d'In Amenas

Remerciements

Remerciements de Murielle Ravey

Remerciements de Walid Berrissoul

Préambule

Murielle affiche souvent un petit sourire en coin. Elle m'a dit qu'on le lui avait reproché. Les gens trouvent parfois cela déplacé. Car ce demi-sourire, il lui arrive de l'avoir dans des situations graves, mais qu'elle ne peut s'empêcher d'aborder avec ironie.

Lorsqu'elle s'est avancée, d'un pas décidé, vers la tribune pour témoigner lors de l'hommage national aux victimes du terrorisme, elle a eu ce petit sourire en coin. Je l'ai vu. Il n'a pas duré longtemps, à peine une fraction de seconde. Sans doute, le public – Christiane Taubira, Manuel Valls, ainsi qu'un parterre de victimes, de diplomates, de magistrats, de policiers et de journalistes – n'a rien remarqué.

Mais je suis persuadé de l'avoir vu, moi, ce petit sourire en coin. Était-ce pour se moquer de son propre trac de s'exprimer en public ? Pour rire de sa grande silhouette obligée de se pencher un peu en avant pour parler clairement dans le micro trop bas pour elle ? Sur le moment, j'ai pensé à une photo qu'elle m'avait montrée. Infirmière des armées, elle porte un uniforme, se tient au garde-à-vous. Ce devait être en 1999. L'officier qui lui remet une médaille semble bien embarrassé pour lui fixer l'épingle sans effleurer sa poitrine. Et Murielle, droite comme un i, se marre. En plein milieu d'une cérémonie solennelle, elle a ce sourire en coin.

Aux Invalides, ses yeux clairs se lèvent vers le ciel. Ils sont pleins de tristesse et de colère. À la tribune, Jean-Pierre Verdon, le père de l'otage Philippe Verdon enlevé au Mali le 24 novembre 2011 et tué

par ses ravisseurs en mars 2013, vient de lancer un « cri » de résistance « à la face des terroristes ». Murielle, elle, va jeter son amertume à la face des officiels français assis sagement à quelques mètres d'elle. Après avoir égrené les noms des quarante victimes de l'attaque d'In Amenas, elle évoque, dans un silence de plomb, le devenir des survivants, comme elle :

> « Je me suis longtemps demandé si les terroristes avaient gagné.
> Pour avoir semé la terreur, et pour longtemps, oui.
> De nombreux survivants que je vois encore sont affectés par des cauchemars. Beaucoup ont plongé dans l'alcool. Je vois mes collègues se détruire peu à peu, en silence, coupables d'avoir survécu là où d'autres ont eu moins de chance. […]
> Huit mois plus tard, je suis bien amère.
> Les enquêtes britannique, américaine et norvégienne n'ont pas apporté d'explications probantes ou sont toujours en cours […]. Huit mois plus tard, le procureur de la République, en France, n'a pas ouvert d'enquête. Aucun juge n'a été désigné. Le gouvernement a demandé à l'État algérien de fournir les conclusions de son enquête. Ils nous diront ce qu'ils voudront. Je comprends que d'autres intérêts financiers et politiques sont en jeu.
> Mais quand je vois le sourire de mon ami Yann Desjeux dans celui de son fils cadet qui lui ressemble tant, j'ai peine à expliquer, à ce jeune homme, que l'assassinat d'un Français, son père, par une organisation criminelle, intéresse peu la France.
> J'ai donc quitté mon pays, j'ai quitté ma maison, je suis allée me réfugier dans le Grand Nord, pas très loin du Cercle

> polaire. Et j'espère que son climat rude et le vent qui décape auront raison de mon sentiment d'impuissance, de colère et de désolation. »

Les feuilles des platanes alignés tout autour du jardin de l'Hôtel des Invalides sont encore gorgées de leur chlorophylle estivale. La verdure est éclatante. Mais c'est déjà l'automne. Murielle a apporté avec elle une rafale de vent du Grand Nord. Sa souffrance est trop grande, ses questions trop nombreuses, pour laisser passer l'occasion d'interpeller la République. Et la République lui a répondu. « Il n'y a aucune raison d'État qui peut empêcher la vérité », lui a dit Manuel Valls, dans son costume sombre ton sur ton. Mais, ce jour-là, les mesures concrètes annoncées concernaient plutôt les morts : statut de pupille de la nation pour les enfants de victimes du terrorisme, mention « mort pour le service de la nation » accordée aux militaires ou fonctionnaires victimes du terrorisme. « Leurs noms devront figurer sur un monument national », a ajouté le ministre de l'Intérieur. Je me suis rappelé mes cours d'histoire. Je me suis souvenu que les monuments aux morts de France avaient été dressés par les vétérans de 14-18 dans les trente-six mille communes pour que la génération suivante ne connaisse jamais la guerre.

Il y a des visages connus parmi les victimes assises qui écoutent le ministre. Beaucoup ont été à la une de l'actualité, puis elles ont retrouvé l'anonymat, souvent dans l'angoisse d'être oubliées, au fur et à mesure que l'enquête semble ne jamais leur apporter de réponses. Ah, l'enquête… Tant de lieux communs lui sont apposés. Au début, elle est en cours. Puis elle piétine. Ensuite, elle est au point mort. Au début, les victimes s'y accrochent, pleines de confiance. Puis elles en comprennent les obstacles. Beaucoup de ces victimes deviennent alors elles-mêmes des enquêteurs, sans toujours

obtenir la vérité. À cette cérémonie, il y a notamment Latifa Ibn Ziaten, la mère du premier soldat tué en mars 2012 à Toulouse par Mohammed Merah, et Françoise Rudetzki, la fondatrice de l'association SOS Attentats, grièvement blessée en décembre 1983 dans un attentat à la grenade qui a soufflé le restaurant parisien Le Grand Véfour. Cet attentat ne fut jamais élucidé, ni même revendiqué.

Ce que ces victimes ont en partage, ce sont les questions. Certaines depuis des mois, d'autres depuis trente ans. Les questions se fixent dans leur esprit dès les premiers instants où leurs vies ordinaires basculent dans l'impensable. Je l'ai compris la première fois où j'ai rencontré Murielle Ravey, un dimanche de janvier 2013. Il y avait de la neige ce jour-là. Une épaisse poudreuse sur la région parisienne, où elle vivait encore. Trois jours plus tôt, Murielle s'échappait du désert algérien. Responsable de l'antenne médicale de l'usine gazière de Tiguentourine, elle a fait partie d'un groupe d'Algériens et d'expatriés qui a pu s'échapper. Vingt-cinq heures plus tôt, un groupe djihadiste lié à Al-Qaïda envahissait le troisième plus grand site de production de gaz d'Algérie. Un immense complexe, l'équivalent de la surface du Luxembourg, où vivent et travaillent près de huit cents personnes, en majorité des Algériens et cent trente-cinq expatriés. Quarante personnes sont mortes, prises au piège entre la volonté du commando de mourir en tuant, et les tirs de l'armée algérienne, pour qui l'assaut était la seule option possible. L'attaque à laquelle Murielle a survécu est sans précédent par son ampleur et sa dimension internationale. « Les Signataires par le sang », commando-suicide créé par l'ex-émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) Mokhtar Belmokhtar, ont réussi le coup ultime : déstabiliser l'État algérien tout en frappant un site exploité par des multinationales, au cœur des intérêts des Occidentaux.

Jamais autant de pays n'avaient été concernés en même temps par une attaque terroriste : Grande-Bretagne, Norvège, Japon, États-Unis, Irlande, Philippines, Malaisie, Roumanie, et la France.

Un an après, on aurait pu s'attendre à une vaste enquête à échelle mondiale. L'attaque d'In Amenas aurait pu être l'occasion unique de mutualiser les moyens d'investigation judiciaire et de renseignement de tous ces pays pour avancer un grand coup dans cette « lutte contre le terrorisme » qui justifie, depuis le 11 septembre 2001, plusieurs guerres et quelques entorses au droit international…

Mais la justice franchit encore très mal les frontières. L'accès au territoire algérien est particulièrement compliqué pour les policiers et les magistrats. Seul le FBI américain, qui a un bureau à Alger, a pu interroger au mois de juin les trois membres du commando qui ont survécu à In Amenas. Les Britanniques ont pu également se rendre sur place pour faire des constatations et des prélèvements au titre de « l'aide technique apportée aux Algériens ». Et la France ? Le 18 janvier 2013, dès l'annonce de la mort de Yann Desjeux, la section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire. Les enquêteurs ont cherché à se rendre sur les lieux, alors que l'attaque n'était pas terminée. Ils en ont été dissuadés. Depuis, la technique des policiers de la DCRI chargés de l'enquête consiste à obtenir des informations auprès de leurs collègues étrangers, notamment en Grande-Bretagne. Au mois de novembre 2013 doit se tenir à La Haye une réunion regroupant tous les services de police et de justice des pays concernés par la tuerie d'In Amenas, dans le cadre du programme de coopération judiciaire Eurojust, sorte d'embryon de parquet européen. Au parquet de Paris, on indique que cela pourrait permettre des échanges d'informations assez poussés, peut-être même d'obtenir par le biais des États-Unis

les auditions des trois terroristes survivants du commando. Pourquoi la France ne demande-t-elle pas directement à l'Algérie ? Parce que entre le bureau du procureur d'Alger et celui de Paris, la ligne est coupée. Le 16 mai 2013, quatre mois après l'attaque, le parquet a envoyé une demande d'entraide judiciaire en matière pénale avec l'Algérie. Et, fin octobre 2013, on me dit :

– Bien sûr, la coopération judiciaire a été demandée dans le cadre de ce dossier, mais, comme elle doit se dérouler en Algérie, c'est compliqué à mettre en place… Pour des raisons historiques, diplomatiques…

Je demande :

– En clair, qu'est-ce qu'ils vous ont répondu ?

– Rien.

Paris, Hôtel national des Invalides,

19 septembre 2013

Walid Berrissoul

PREMIÈRE PARTIE

LA SURVIVANTE

par Murielle Ravey

À Yann, Paul, Hans, Thomas, Carson, Illuminado, Kenny
Et à toutes les autres victimes pour que leurs noms ne soient pas oubliés
À Florian

CHAPITRE 1

Tiguentourine, mercredi 16 janvier 2013

Mon réveil sonne une première fois à 5 h 30. La tête encore dans l'oreiller, je tends le bras et tâte la table de nuit, à la recherche de la surface lisse de mon téléphone portable qui joue à tue-tête de la marimba. J'ai envie de repousser le moment de me lever, de cinq minutes en cinq minutes, et de me réfugier encore un peu plus profondément sous la couette. À travers les murs blanchâtres, pas plus épais que du carton, le froid des petits matins du Sahara passe allègrement. L'hiver offre des nuits plutôt rudes, dans ce coin perdu du désert algérien.

5 h 40. Troisième marimba. La petite lumière blanche de l'écran du téléphone éclaire à nouveau très légèrement le plafond. Dehors, il fait encore nuit noire. Je me dis qu'il faut *vraiment* que je me lève. Comme tous les matins, dimanches compris, j'ouvre ma clinique à 6 heures. Pour rejoindre mon poste, je n'ai qu'à passer d'un bâtiment à l'autre ; marcher une petite dizaine de mètres en foulant le sol goudronné et couvert d'une poussière rougeâtre des allées entre les préfabriqués. Je me demande combien de personnes, prises de soi-disant maux de tête, vont venir me voir aujourd'hui.

Les consultations, la bobologie, c'est le tout-venant, mais pas ma mission principale. J'ai été embauchée sur le site de Tiguentourine pour faire du soin d'urgence, de l'organisation de secours en cas de

catastrophe industrielle ou d'accident majeur sur la route. Pour être là, au cas où. Le cœur de mon métier, c'est de gérer un afflux de blessés. D'être capable de juger de l'état d'un patient en moins de dix secondes. En médecine d'urgence, on appelle cela le triage. Dans le langage commun, cela revient à faire le tri entre des blessés et des mourants. Cela revient à ne pas réanimer un patient en arrêt cardiaque pendant vingt minutes pour sauver six ou sept autres victimes dans le même laps de temps. Laisser mourir un seul pour en sauver plusieurs : personne d'autre que moi n'a cette responsabilité sur le site. Régulièrement, je m'y entraîne sur des mannequins en plastique. Mais occuper le poste de *Medic* à Tiguentourine, c'est aussi être à la fois médecin du travail, pharmacienne, inspectrice des mesures d'hygiène. J'ai la charge des dossiers médicaux de l'ensemble des expatriés du site, une grosse centaine de personnes originaires du monde entier.

Au mois de janvier, il n'est pas rare d'entendre des éternuements résonner dans le silence du Sahara. Ces derniers temps, la fatigue des troupes fait venir beaucoup d'enrhumés du désert dans ma clinique. Ils sont surtout en quête du certificat médical qui leur sera délivré quatre kilomètres plus loin par le médecin de la base de vie. Sésame qui leur permettra de s'offrir une journée de répit, une seule, sur les vingt-huit d'affilée que doit effectuer tout individu travaillant à Tiguentourine.

C'est ainsi : faire sortir de terre l'une des plus grosses productions de gaz au monde exige une ressource humaine colossale. À la hauteur des quatre gisements et des trois gazoducs en exploitation permanente. Nous sommes nombreux, venant de toute l'Algérie, mais surtout du monde entier, à nous trouver là, en plein milieu du néant, acceptant une vie rude, les tempêtes de sable, les scorpions, et l'ennui, pour y chercher notre salaire. Un salaire à

peine suffisant pour les Algériens. Un salaire élevé pour les expatriés qui ont fait ce choix. La moitié de l'année, loin de la belle maison, de l'assurance-vie et de l'école privée à plusieurs milliers d'euros par an pour les enfants. Loin de tout ce que cet éloignement permet de s'offrir. Loin de leurs proches qui en profitent sans eux un mois sur deux.

5 h 45. Quatrième marimba. Mon estomac me rappelle que je ne vais jamais avoir le temps de prendre mon petit déjeuner avant d'entamer une nouvelle journée de travail. Juste une seule journée de répit ! Je termine ma troisième semaine de rotation, et elle a été particulièrement pénible : quelques jours après mon arrivée, notre hiérarchie nous a enjoint d'organiser en moins d'une semaine un « exercice majeur ». Un scénario d'accident industriel impliquant des blessés et des morts. J'y ai consacré toutes mes journées, entre le recrutement de bénévoles prêts à jouer les fausses « victimes », l'envoi de demandes officielles à l'armée pour une escorte et la coordination de mon équipe médicale avec celles des autres compagnies sous-traitantes, équipes qui ne sont pas pressées de nous prêter main-forte. Cela devait avoir lieu dimanche, mais le matin même la nouvelle est tombée. L'exercice est annulé. J'ai demandé une explication. On m'a dit que les chauffeurs touaregs étaient à nouveau en grève, et que l'exercice serait sans doute reporté à la semaine prochaine. Évidemment, personne n'y croit. Cela fait des mois que rien ne fonctionne normalement sur le site. Je n'ai désormais plus d'autre motivation que celle de compter les journées qui me séparent de mon retour en France. Vingt-huit jours de travail dans le désert algérien, puis vingt-huit jours de congés. Je vis à ce rythme schizophrénique depuis maintenant deux ans et, ce matin du 16 janvier 2013, je n'ai absolument aucune envie de me lever.

Une sirène a retenti à 5 h 50. Un son perçant, aigu, et bientôt lancinant. Je bondis hors de mon lit. Immédiatement, je reconnais au son de l'alarme qu'il s'agit sans doute d'un incendie. Pour m'en souvenir, j'avais noté dans un petit calepin que je garde toujours sur moi les différentes sortes d'alertes sonores. Il est dans l'une des poches de ma tenue spéciale pour le feu que je cherche en tâtonnant avec la main, avant de me souvenir qu'elle se trouve dans mon ambulance. Les battements de mon cœur, soulevé par la surprise, semblent se caler sur le rythme des pulsations sonores.

La pénombre qui règne dans ma chambre est maintenant perturbée par une lumière blafarde au-dessus de la porte d'entrée. Le mot « exit » est écrit en blanc, sous le petit bonhomme vert en train de courir : il n'y a plus de courant. En cas de coupure d'électricité, la veilleuse d'urgence s'allume automatiquement. Un bref coup d'œil à la fenêtre en écartant le rideau me confirme que c'est le site tout entier qui est plongé dans l'obscurité. Aucun lampadaire, aucune lumière ne sont allumés. La procédure, je la connais sur le bout des doigts. Je l'ai appliquée souvent, lors d'exercices ou de véritables incidents.

À chacun de ses hurlements, la sirène me crispe, mais n'altère en rien ma concentration. Je sais exactement ce que j'ai à faire : foncer vers le hangar des pompiers et me préparer à intervenir auprès d'éventuels blessés. L'ambulance est garée juste devant l'entrée. Je dois y retrouver Djamel, mon ambulancier, et attendre les consignes. Afin de pouvoir me glisser plus facilement dans ma tenue d'intervention, j'enfile un débardeur et un pantalon en coton.

Dans le couloir, j'ai l'impression d'entendre l'alarme de plus en plus fort. Cette sirène, je l'entendrai, à nouveau, quelques semaines plus tard, à Londres, en pleine rue. Je me suis retrouvée tétanisée sur le trottoir. Tremblante. Trempée de sueurs froides. Comme si la

paralysie mortelle que j'avais réussi à éviter avait fini par m'atteindre, bien longtemps après le cauchemar d'In Amenas.

Dans la demi-obscurité cassée par les veilleuses disposées au-dessus de chaque porte, le décor est digne d'un couloir de vaisseau spatial dans le film d'épouvante *Alien*, au moment où les choses commencent à vraiment mal tourner pour l'équipage du *Nostromo*. Je cours. Mes collègues algériens sont en train de sauter dans leurs tenues de pompiers. Tout le monde se précipite vers le hangar. Cela fait deux ans que je suis la *medic* de l'usine d'In Amenas, mais lorsque je rejoins cet endroit en courant, c'est en général pour un simple exercice d'entraînement.

Le camion de pompiers de couleur jaune est garé sous la gigantesque voûte en tôle ondulée qui recouvre le hangar. Les six pompiers algériens s'agitent devant la porte de leur petit vestiaire. Certains ont déjà leur casque antifeu brillant sur la tête. Je fonce à l'arrière de l'ambulance où je récupère ma tenue anti-incendie. Elle est orange, lourde et encombrante. Je ne prête attention à Djamel que dans un second temps. Il est posté à côté de la portière, déjà prêt à bondir dans le véhicule, moteur en route. Djamel, grand Kabyle au front large, a toujours le regard porté vers le lointain. Ce matin-là, ses yeux balaient le sol, ses sourcils sont froncés.

Un bruit sourd nous fige. Une explosion, sans doute, à plusieurs centaines de mètres. À peu près à la même distance, nous devinons assez nettement le bruit d'une rafale de fusil-mitrailleur. Un son sec, presque étouffé, mais au rythme rapide. Quelque part sur l'immense complexe, des gens se tirent dessus. Djamel me lance un regard qui demande : « Que se passe-t-il ? »

Plusieurs minutes s'écoulent. Nouvelle rafale, au loin. Puis plus rien. En principe, au cours d'un exercice, il faut moins d'une minute et demie pour que Rabah, le chef algérien des pompiers, se mette en

rapport *via* sa radio avec la salle de contrôle de l'usine pour savoir d'où vient le problème. Quatre minutes… Cinq minutes. Toujours pas d'information sur un feu à aller éteindre, toujours pas de générateur en proie aux flammes dans quelque recoin de l'usine. Djamel tient sa radio dans une main, j'appuie mon oreille contre le récepteur pour essayer d'entendre la moindre souffle, la moindre parole. Rien. Mais il se passe *forcément* quelque chose. Il y a trop de procédures, trop de sécurité sur le complexe pour imaginer que l'alarme puisse se déclencher sans que l'on sache rapidement pourquoi. Quelqu'un, quelque part, l'a forcément activée pour une raison bien précise, un motif d'urgence, et j'attends, l'oreille collée à la radio, de savoir de quoi il s'agit.

J'obtiens la réponse dans un sursaut. Un cri déchire le fond sonore angoissant de l'alarme :

– Les terroristes ! Les terroristes !

Cela ne vient pas de la radio, mais de l'allée, à l'extérieur. Je me retourne et fige mon regard sur la silhouette de Farid, désarticulée par la panique. Le jeune ingénieur algérien du service de l'environnement de l'usine court vers nous. Ses bras et ses jambes s'élancent dans le désespoir. Ses yeux légèrement en amande et son visage poupin sont complètement déformés par la peur. Un masque de terreur, pétrifié, comme celui d'un habitant de Pompéi dont la dernière vision avant de mourir aurait été celle d'une vague de lave en fusion lui fonçant dessus à la vitesse de l'éclair :

– C'est une attaque terroriste ! C'est une attaque terroriste ! Ils arrivent !

Le jeune ingénieur algérien termine sa course au milieu de notre groupe de pompiers, totalement essoufflé. Ses phrases sont hachées. Il essaie de happer un peu d'oxygène entre deux mots, prononcés

frénétiquement dans un mélange d'arabe dialectal algérien et de français. Nous l'entourons :

– Farid ! Farid ! Calme-toi ! Explique-nous ce qu'il se passe !

Son regard saisi par l'horreur se plante dans le mien. Le jeune Algérien vient d'avoir la peur de sa vie. Farid a la trentaine. Il appartient à cette génération privée de jeunesse pendant des années par ceux-là mêmes qu'il vient de désigner. Les « terroristes » sont donc à In Amenas. Dans les yeux sidérés de Farid, les sanglantes années 1990 viennent avec fracas de faire leur réapparition sur le sol algérien.

Je l'attrape par le bras, et je répète, la voix durcie par la nervosité :

– Farid ! Farid ! Essaie de te calmer. Respire un grand coup ! Il faut que tu nous expliques !

Le jeune ingénieur peine à reprendre son souffle.

– J'ai vu les terroristes, ils ont pris des expatriés ! Ils étaient à l'entrée. Il y a un blessé. Ils m'ont donné l'ordre de venir vous chercher, ils ont dit que vous deviez les rejoindre et vous rassembler sur le parking. Mais il ne faut surtout pas y aller ! Ils sont armés. Ils sont habillés en militaires et ils ont des Kalachnikov !

Tout autour de moi, les visages sont devenus blêmes. Bob, le coach britannique des pompiers, se glisse dans le groupe. Je ne m'étais même pas aperçue qu'il n'était pas dans le hangar. Mais lui aussi, en cas d'alarme, sait précisément ce qu'il doit faire : se rendre en tenue spéciale pour le feu à la salle de contrôle de l'usine en passant par le poste de garde à l'entrée, précisément là où Farid dit avoir vu le groupe de terroristes. Et donc Bob y allait, sans se douter de rien. Chemin faisant, il a croisé Farid, à deux cents mètres du hangar. Le tatoué au crâne chauve, le *biker* natif de Belfast mais qui

a grandi au Kenya – « Je suis un apatride », aime-t-il à répéter –, a rebroussé chemin.

Je lui prête à peine attention, trop focalisée sur chaque parole de Farid, qui nous apporte une précision capitale :

– Ils ont pris ma radio !

Ils écoutent donc nos communications.

Comme après un coup de fusil dans une prairie colonisée par des centaines de lapins, notre groupe se disperse dans tous les sens. Je me précipite vers le bâtiment HSE, où se trouvent ma chambre et les bureaux. Quelques minutes, peut-être quelques secondes, pour se cacher. Chacun se raccroche aux consignes, aussi sibyllines que celles que l'on trouve sur les dépliants des avions en cas de crash. Le petit matin est glacial, à peine plus de quatre degrés, mais d'un seul coup, j'ai chaud. Mon cœur bat vite. Les terroristes arrivent. Ils vont surgir dans le hangar. Une décharge d'adrénaline phénoménale dilate mes vaisseaux sanguins, mon cerveau semble mieux fonctionner. Je me surprends même à me réciter intérieurement les quelques phrases du « mode d'emploi » offert à chaque nouvel employé d'In Amenas :

> « En cas d'attaque terroriste : se réfugier dans les chambres ou dans les bureaux. Fermer toutes les portes et pousser les meubles devant la porte d'entrée. Occulter les fenêtres. Éteindre la lumière, stopper tout bruit. Se cacher sous la table et attendre que l'armée vienne vous délivrer. »

Dans la cavalcade, je m'attends à entendre un coup de feu claquer dans l'air. Ça n'est qu'une question de secondes, a dit Farid. Mais tant qu'ils ne sont pas là, on a encore une chance.

– Murielle !

Une voix aux intonations françaises crépite dans ma radio. C'est Yann Desjeux. Yann est l'adjoint à la sécurité sur la base de vie, située à quatre kilomètres de l'usine.

« Et merde ! Les terroristes écoutent », me dis-je, tout en m'apprêtant à lui répondre.

*

1er janvier 2013, clinique de l'usine de Tiguentourine.

– Dis-moi, Yann, t'es pas vraiment là pour faire seulement la sécurité, si ? Tu fais un peu de renseignement, non ?

Les fossettes de Yann Desjeux se plissèrent dans un gentil sourire. Il m'a servi un verre de camensac, rapporté en douce, bravant l'interdiction de consommer de l'alcool sur le site. Mais il fallait bien ça, une boîte de foie gras, un saucisson et un camembert pour fêter dignement la nouvelle année. Une petite heure, en fin d'après-midi, en guise de réveillon. Une petite heure, volée à nos obligations respectives, lui à la base de vie, et moi, quatre kilomètres plus loin, à l'usine. Pour se déplacer de l'un à l'autre, une autorisation et une escorte de l'armée sont obligatoires.

– Crois ce que tu veux, ma grande.

Voilà sa réponse, en substance, et en toute bienveillance. Mais un peu après, il me confiera, évasif, que, quand il entend parler de quelque chose, il « fait remonter l'info ». J'avais posé la même question à son prédécesseur, Kevin Jones. Il avait éclaté de rire et ne m'avait pas répondu.

Kevin Jones est un ancien des SAS, le Special Air Service, les forces spéciales britanniques. Yann Desjeux est un vétéran du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Bayonne. C'est également un régiment de forces spéciales. À In Amenas, Kevin

et Yann occupaient le même poste : « officier de liaison ». C'est-à-dire le responsable de la sécurité du site.

Et Kevin comme Yann ne parlent jamais de choses sensibles. Yann évoque avec passion ses fils, Rose, sa nouvelle compagne, le rugby, et son restaurant La Mouche qui louche, dont la terrasse offre une jolie vue sur les vagues et les surfeurs d'Anglet. Pour le reste, je respecte son silence.

Ces hommes, je les connais. Leur profil professionnel devient leur personnalité. Leur façon d'être, je la connais par cœur. En quittant l'armée, j'ai suivi « l'un des leurs », et j'ai découvert le monde des compagnies pétrolières.

*

– Murielle, que se passe-t-il chez vous ? Fais-moi un bilan.

J'essaie de peser mes mots, je m'efforce de trouver la meilleure formulation pour donner le moins d'indications possible aux terroristes, mais ma voix et mon accent français eux-mêmes me trahissent. À l'instant où je prononce la toute première syllabe à travers l'émetteur radio, je sais que je livre ces deux informations à nos assaillants : je suis une femme, et je suis française. Et merde. Tant pis !

– Yann ! Les terroristes ont attaqué le CPF[1]. Ils arrivent, on va se cacher.

Je ne peux pas en dire plus. Je sais de toute façon que Yann, en ancien des forces spéciales, ne me demandera pas de lui raconter ma vie. J'ajoute :

– Ils ont pris les radios.

– OK.

C'est la dernière fois que j'entends le son de la voix de Yann Desjeux.

J’entre dans le bâtiment et je tombe sur mon supérieur hiérarchique, Ian Wetherhill, le chef du service « HSE » de l’usine, un cadre de BP débarqué de son Royaume-Uni il y a quelques semaines pour une première prise de contact à In Amenas. C’est un jeune quadragénaire, joggeur, aux yeux et à la peau clairs, avec quelques taches de rousseur. Il est avec l’un de ses adjoints, Alan Wright, devant la porte de son bureau dans lequel nous nous précipitons.

– Ian, il ne faut absolument pas qu’ils nous trouvent.

Le regard du cadre de BP n’exprime pas la moindre émotion.

– Oui, je sais.

– Mais moi, s’ils me prennent, ça va être pire ! Parce que je suis une femme, et parce que je suis française. Et tu sais que les Français ont attaqué le Mali la semaine dernière.

– Oui, oui. Je comprends. On va aller se cacher dans mon bureau.

Je ne sais pas si ce sont mes dix-sept ans passés dans l’armée mêlés à l’urgence de la catastrophe qui vient, mais, à cet instant précis, je me fie totalement à cet homme que je connais à peine. Sur le papier, Ian Wetherhill est mon chef. Il a pris ce poste il y a quelques semaines, mais à cause d’un visa algérien qui a tardé, il n’est sur le site que depuis quelques jours. Et le chef dit qu’il faut appliquer les consignes : *tout le monde se cache dans les bureaux*.

Nous entrons dans la petite pièce faiblement éclairée par la lointaine lumière de l’aube. Face à la porte d’entrée, quelques rayons passent en oblique à travers les lamelles des stores de la fenêtre, que Ian s’empresse de tourner avec une cordelette, avant de nous enfermer à double tour. Par réflexe, je jette un coup d’œil dans le couloir en regardant à travers la vitre de la porte. Rien à signaler.

D’un seul coup, je me fige : si je peux voir à l’extérieur, alors l’inverse est tout à fait possible.

– La petite fenêtre… dans la porte !

À peine le jeune chef anglais a-t-il eu le temps de me lancer un regard surpris que je suis déjà en train de fouiller son bureau à la recherche d’une feuille, d’un cahier, d’un prospectus, quelque chose de suffisamment large pour recouvrir efficacement la vitre. Devant son ordinateur, je trouve une feuille imprimée format A3 avec un tableur Excel, sans doute les statistiques du mois.

– Ian, ça ne te dérange pas ?

Je n’attends même pas sa réponse. Je me précipite vers la porte… Et pas de Scotch pour faire tenir le bout de papier. L’annonce en catastrophe de Farid me revient comme un boomerang : « Ils arrivent ! »

Je cherche en vain sur le bureau de Ian un banal rouleau de papier adhésif. À cet instant précis, notre seule chance de ne pas être vus par les terroristes tient dans ce petit objet de bureautique, qu’on cherche effectivement tout le temps, mais rarement pour des questions de vie ou de mort. Bob me fait signe d’abandonner mes recherches :

– Il y a un rouleau dans mon bureau. Allons le récupérer.

– Hors de question ! s’étrangle Ian. Vous ne sortez pas ! Il ne faut plus sortir du bureau !

L’assurance de l’Anglais se transforme d’un seul coup en peur panique. Tous les muscles de son visage semblent s’être crispés en même temps, alors qu’il nous somme de ne pas bouger.

– Je comprends bien, Ian, mais il faut absolument occulter cette fenêtre. Si quelqu’un passe dans le couloir, on va nous voir !

Bob me fait un clin d’œil et s’emploie déjà à tourner la clé dans la serrure, la main sur la poignée de la porte. Trop paralysé par la

peur pour protester, le chef Wetherhill nous regarde nous faufiler dans le couloir. Je comprends très vite que la survie du groupe ne peut pas dépendre de lui ; en tout cas, il est hors de question que je lui confie la mienne.

« Les terroristes arrivent ! » L'annonce funeste de Farid tourne en boucle dans ma tête, au rythme du son de l'alarme qui nous tourmente depuis maintenant vingt minutes. Il faut qu'on trouve un rouleau de Scotch.

Bob allume sa lampe de poche pour compléter la faiblesse de la lumière émise par les veilleuses d'urgence. L'électricité n'est toujours pas revenue. Les larges épaules de l'ancien militaire et son mètre quatre-vingt-dix-huit se fraient un chemin jusqu'à l'autre bout du couloir. La porte de son bureau est déjà entrouverte. Bob tire vers lui un ou deux tiroirs et brandit le petit rouleau de papier adhésif comme un trophée. Voici donc notre assurance-vie du moment, bien planquée entre une agrafeuse et un paquet de stylos-billes tout neufs.

Une pensée me traverse l'esprit. Piège en vue : et si les terroristes remarquent qu'une seule des fenêtres de portes est bouchée dans le couloir ? Ce détail m'obsède. C'est complètement stupide. Des types armés de Kalachnikov sont sur le point de nous fondre dessus, pourtant cette idée d'harmoniser la nouvelle décoration du couloir m'obsède.

– Bob, si on ne met du papier que sur notre fenêtre, cela va paraître suspect.

Le coach des pompiers passe sa main et son avant-bras tatoué sur son épais crâne chauve. L'argument semble le convaincre. J'ajoute :

– Il va falloir qu'on mette du papier pour boucher toutes les fenêtres dans tous les bureaux !

Il secoue la tête de haut en bas en plissant ses yeux clairs en signe d'approbation. Le précieux rouleau de Scotch dans une poche de sa tenue d'incendie, il reprend la fouille frénétique de son bureau à la recherche de feuilles de papier adéquates. Son adhésion à mon raisonnement que d'aucuns qualifieraient de tordu me donne confiance. L'art de la dissimulation, en pleine attaque terroriste, passe donc – pourquoi pas ? – par un atelier collage pour écoliers. Nous trouvons des affiches suffisamment grandes pour occulter toute la fenêtre. C'est un travail d'équipe : je place le Scotch à chaque extrémité de la feuille, Bob colle l'affiche sur la porte, côté intérieur.

Une première pièce.

Je jette sans cesse des coups d'œil aux entrées du couloir, situées à ses deux extrémités.

Nous passons à la deuxième pièce : ouvrir doucement la porte, refermer aussitôt. Scotcher, coller, ressortir dans le couloir.

Dans le couloir, il y a deux sorties possibles : si jamais les terroristes nous surprennent en faisant irruption par une des entrées, il me reste toujours l'option de me précipiter à toute vitesse par l'autre côté et de trouver une cachette à l'extérieur.

Nous passons à une troisième porte de bureau. Nous répétons les mêmes gestes.

À l'extérieur du bâtiment HSE, il y a ces énormes tuyaux stockés sur un parking. Des pipelines d'une dizaine de mètres de long, au diamètre suffisamment large pour que je puisse m'y engouffrer.

Nous passons au quatrième bureau.

Si jamais je me cache dans l'un de ces *pipes*, pourvu que personne ne me voie m'y engouffrer. Une arme au bout du tuyau, une pression sur la gâchette, et ce serait la fin de l'histoire.

Nous passons au cinquième bureau.

La lourde poigne de Bob se heurte à une porte fermée à clé. *Idem* pour le bureau suivant.

Le travail est incomplet, mais au moins les pistes sont relativement brouillées. Si les tueurs entrent dans le couloir, ils trouveront des bureaux aux vitres de porte occultées, comme si elles l'avaient toujours été. Ils essaieront d'ouvrir les autres portes fermées à clé, mais pourquoi un bureau fermé à clé serait-il plus suspect qu'un autre bureau fermé à clé ?

Sans doute est-ce totalement illusoire, mais pour la première fois j'ai le sentiment d'avoir une minuscule avance sur eux. Dans l'obscurité, je jette encore un coup d'œil à un bout du couloir, puis à l'autre. Par quel côté vont-ils attaquer ? Les terroristes vont-ils venir nous cueillir en faisant claquer cette porte battante, ou celle-là, à l'opposé ? Ce qui est sûr, c'est qu'ils vont se ruer dans chaque bureau, l'un après l'autre. C'est l'affaire de quelques minutes, mais cela fait déjà près d'une demi-heure qu'ils sont censés faire irruption à tout instant. Nous sommes de retour devant la porte du bureau de Ian.

– Ouvrez ! Ouvrez ! C'est nous !

Rien qu'au cliquetis très sec de la clé qui ouvre la serrure, la main du chef du service HSE me semble traversée par des décharges nerveuses. La porte tremble, s'ouvre d'un seul coup et l'Anglais se rassied immédiatement dans son fauteuil de bureau. Il s'est décalé de la fenêtre donnant sur l'allée, à l'arrière du bâtiment, pour venir se coller contre les armoires. Le chef pianote fébrilement sur son téléphone portable à la recherche de la moindre information venant de l'extérieur. Son collègue Alan, mutique, s'est assis sur une chaise contre le même mur. Ses cheveux blonds coupés au bol cachent une partie de son visage. Il regarde vers le sol, sans bouger. D'instinct, Bob vient s'installer au meilleur endroit : dans l'angle mort de la

porte d'entrée. Je récupère la pire des places, à seulement un mètre de lui, mais pile dans l'axe de la fenêtre. Si le canon d'une Kalachnikov vient briser un carreau et se met à cracher ses balles mortelles, je serai sans le moindre doute la première touchée.

6 h 30. Le soleil est en train de se lever. Dans une trentaine de minutes, notre cachette, exposée plein est, sera largement éclairée. Je me concentre sur la fenêtre. Si un terroriste passe à l'extérieur en longeant les murs, je pourrai voir sa silhouette à travers les stores. Je me répète cet étrange mantra : « Si je vois une ombre, je plonge. » Mon autre frayeur est que les terroristes passent dans le couloir et, faute de pouvoir ouvrir la porte fermée à double tour, se mettent à tirer des rafales dans le mur contre lequel nous sommes recroquevillés. Je suggère au groupe d'aménager un peu mieux le bureau.

– Est-ce qu'on ne pourrait pas tirer l'armoire pour l'installer devant la fenêtre ?

– Non, non, ça n'est pas la peine, objecte Ian, levant à peine les yeux de son portable.

Alan ne dit rien. Bob me regarde d'un air un peu désolé :

– De toute façon, ils n'ont qu'à défoncer la porte à coups de pied pour entrer dans le bureau.

Je peine à réprimer un petit sourire en coin. Bob est un vrai pessimiste, qui, bien que peu volubile, aime à expliquer à quel point ce monde est pourri, à longueur des pauses qu'on passait à boire le thé sur le banc derrière ce bâtiment. Je me revois en train de tenter de le convaincre du contraire. Mais là, Bob vient tout simplement de dire la vérité : cet endroit n'est certainement pas une cachette, c'est un piège. J'ai beau m'imaginer tous les scénarios possibles, à partir du moment où ces fous armés entrent dans le bureau, je ne vois pas comment nous pourrions leur échapper. Je ne bouge plus, la

température de mon corps redescend avec l'adrénaline qui s'évacue, mais j'ai le réflexe de prendre mon pouls. Il est à 110. Il ne redescendra que très rarement en dessous.

– Ils arrivent !

Ce cri étranglé de Farid me revient en écho, et cela me paralyse.

– Ils arrivent !

Il faut que je chasse Farid de mon esprit.

Je dois savoir ce qu'il se passe dehors.

Bob et moi avons toujours nos radios. La mienne est éteinte depuis mon bref échange avec Yann. Bob remet la sienne en route, pour quelques instants, puis l'éteint, faute d'avoir pu obtenir plus d'informations. Les terroristes ont pris des radios, ils peuvent donc se brancher sur nos fréquences. Le simple fait d'émettre quelque chose, d'occuper un canal peut leur indiquer qu'il y a encore des expatriés à chercher. Impossible de savoir ce qu'il se passe à quelques centaines de mètres de nous. Nous sommes isolés du reste de la station d'In Amenas. En revanche, à six cent cinquante kilomètres de là, à la base mère d'Hassi Messaoud, sans doute nos collègues peuvent-ils nous donner des informations utiles. Je compose un numéro, ça décroche :

– Murielle ? Ça va ?

L'accent à moitié suisse, à moitié italien de Pasquale Gizzi, le *medic* de Hassi Messaoud, s'invite dans le combiné. Un type affable, volontiers charmeur, qui, dans ces circonstances, recèle quelque chose de rassurant. Tout le monde dans la pièce semble se réjouir que j'obtienne un contact.

– Pasquale, es-tu au courant ? Nous sommes en train de nous faire attaquer.

– Oui, bien sûr qu'on est au courant ! Ils attaquent le bus, la base et l'usine en même temps. Il y a des blessés, mais je n'en sais pas

plus.

À Hassi Messaoud, ils ont activé la cellule de crise.

Le débit de parole de Pasquale est assez lent, posé, même lorsqu'il prend un ton plus interrogatif.

– Où es-tu ? Que se passe-t-il ? Comment ça se passe pour toi ?

– Nous sommes quatre expatriés. Nous sommes cachés dans le bureau de Ian Wetherhill avec Alan Wright et Bob Jones. On ne peut plus utiliser nos radios, parce qu'on a appris qu'ils en avaient récupérées.

– Vous avez bien fait. Murielle, ils fouillent les chambres à la base de vie. Ils ont défoncé des portes et pris des expatriés.

– Mais ils attaquent la base de vie et l'usine ?

– Il semble bien que oui. Mais nous n'en savons pas plus. Dès que j'ai plus d'infos, je te dis. En tout cas, c'est un groupe très organisé. Murielle, ce ne sont vraiment pas des amateurs.

Le débit de parole du *medic* italien, d'habitude si indolent – comme pour prendre le temps d'aborder les choses de la vie avec la légèreté qu'elles méritent –, se fait beaucoup plus vif, sec. Ce qui nous arrive est grave, semble-t-il vouloir nous faire comprendre, muni du peu d'informations dont il dispose.

– Murielle, il faut que tu saches…, annonce-t-il d'une voix soudain très affectée. Paul Morgan est mort. Ils ont commencé par attaquer le convoi qui roulait vers l'aéroport.

Paul Morgan a été abattu d'une balle dans la tête tirée à travers le pare-brise de son 4 × 4, alors qu'il accompagnait le convoi sur la route nationale entre le site de Tiguentourine et l'aéroport d'In Amenas. Il a été la première victime de la première attaque.

Dans la pièce, les autres scrutent mon visage frappé d'effroi. « Paul ? » À l'instant où je prononce son prénom dans un souffle, ils comprennent que je viens de parler d'un mort. Paul est mort. Je

ferme les yeux, son visage lumineux, son teint hâlé, ses yeux clairs et son sourire bienveillant m'envahissent l'esprit. Je ne parviens plus à trouver de l'air pour formuler une phrase. Je me fige. Ces coups de feu qu'on entend au loin, c'est bien la mort que l'on sème. Ces gens ont surgi de nulle part pour tuer, voilà ce que vient de m'annoncer Pasquale. Et mon ami Paul en est la première victime. Une semaine plus tôt, Paul était dans mon bureau, et profitait de la consultation pour me montrer, hilare, ses blessures de guerre.

– Reste en ligne ! On va vous passer Carl, annonce simplement le *medic* italien.

D'une main tremblante, je donne le téléphone à Ian.

Carl Dawbarn est le chef de tous les services HSE des sites exploités par la *joint venture* britannique, norvégienne et algérienne. Un gars à la hauteur de son boulot, solide, imperturbable. Je passe le téléphone à Ian, son subordonné direct. La conversation s'engage en anglais. Le visage de Ian est crispé, sa mâchoire verrouillée. Il me rend le téléphone, et se replonge sur le clavier du sien.

Un peu avant 7 heures, l'écran de mon portable s'allume :

« Message de : Pasquale.

Communications surveillées. N'utilisez plus les portables. Uniquement SMS. »

Le téléphone portable de Ian sonne à nouveau, c'est Carl. Il décroche. Crispation dans la pièce.

– Mais chuuut ! Arrêtez d'appeler, on va vraiment se faire choper, s'énerve Bob.

Pour cet ancien militaire, la possibilité d'intercepter un simple coup de fil n'a rien d'un scénario fantaisiste. Ce n'est plus une action à la seule portée des grandes oreilles des services secrets américains ou britanniques, mais de n'importe quel ado un tant soi peu rodé aux techniques de piratage informatique. En tout état de cause, nous

ne savons rien des membres du groupe armé qui nous assaille, hormis qu'ils ont les moyens d'espionner le réseau GSM. Nous ignorons seulement à quel point : peuvent-ils simplement écouter nos conversations téléphoniques ou sont-ils capables de déterminer notre emplacement à partir du moment où l'un de nos téléphones émet ou reçoit un appel, un message ?

Dans un soupir, j'appuie ma tête contre le mur. La paroi en préfabriqué est bien mince. Cinq centimètres tout au plus séparent le monde extérieur, menaçant, de ma boîte crânienne. Nous pourrions mourir sans même voir les terroristes. Ils pourraient nous occire sans même savoir que nous sommes derrière la porte. Une rafale tirée à travers le mur en guise de défouloir, et ils en auraient terminé. « Se cacher dans les bureaux et attendre que l'armée vienne vous délivrer. » La consigne de « sécurité » à laquelle nous nous accrochons me paraît de plus en plus absurde. Comme si nous consultions fébrilement la plaquette de secours dans les avions, alors qu'il n'y a plus de pilote. Paul est mort, et c'était lui le chef de la sécurité d'In Amenas.

Une nouvelle explosion sourde retentit au loin. Deuxième déflagration, comme un bruit de pétard étouffé dans une dune de sable fin. De nouveaux échanges de tirs suivent.

– Une roquette. Et deux échanges de Kalachnikov, précise Bob, d'une voix mécanique. Ça tape à plusieurs kilomètres d'ici, sans doute à la base de vie.

La tête rentrée dans les épaules, mais la mine impavide, l'ancien sous-officier se lève et écrit au feutre sur le tableau blanc :

« 6 h 56. Deux tirs de roquette. Cinq échanges de tirs à la base de vie. »

Il continue son compte-rendu minutieux :

« 7 h 12. Deux coups de feu. »

« 7 h 45. Rafale de Kalachnikov. Un tir d'obus de mortier. »

À quatre kilomètres de distance, les oreilles du Nord-Irlandais peuvent distinguer un obus de mortier d'un lanceur de roquettes RPG. Pris dans le tourbillon anxiogène de l'alarme incendie, ce n'est pas seulement un fracas indéterminé qui vient heurter régulièrement nos oreilles : ce que Bob note et ce dont il nous rend compte, ce sont des hommes qui nous attaquent à l'arme d'assaut. Ce que Bob nous décrit en temps réel avec la rigueur et la précision d'un grand professionnel, c'est la guerre.

*

Au Kosovo, je n'ai jamais vu les massacreurs serbes, ni les milices albanaises Après quinze ans dans l'armée, j'effectue ma première et unique mission à l'étranger dans un pays qui n'est officiellement plus en guerre. J'arrive au Kosovo le 1er août 1999, avec mon treillis, mon casque et mon fusil-mitrailleur Famas, dont je ne me suis pas servie depuis le début des années 1980. Les Casques Bleus sont là. Bernard Kouchner administre la province sous mandat de l'ONU depuis le mois de juillet. La paix est censée avoir été signée, mais la nuit on entend toujours des tirs d'armes automatiques et de roquettes. Les Serbes du Kosovo commencent à subir les représailles des Albanais après des années de massacres. Les affrontements, sporadiques, continuent entre les deux communautés. En fait, j'arrive au Kosovo théoriquement en paix, mais c'est là que je découvre la guerre. J'ai d'abord passé un mois d'ennui sur la base arrière de Koumanovo, en Macédoine. J'y ai appris le badminton, mais pas soigné un seul patient. De l'autre côté, nos collègues étaient débordés. J'ai fini par embarquer dans un convoi pour apporter du renfort. Je n'avais vu qu'une campagne terne au travers des grillages du camp de Koumanovo ; à l'arrière

d'une Jeep kaki, après le check-point qui marque la très récente frontière, je découvre un paysage vallonné, vert, des villages, des tracteurs chargeant des bottes de foin. Et puis, sur le bord de la route, un charnier. La Jeep roule suffisamment lentement pour me laisser voir ces tranchées creusées et ces draps blancs, posés sur une quinzaine de corps alignés parallèlement. Sont-ils morts la semaine dernière, ou il y a des années ?

À l'approche de Mitrovica, nous traversons plusieurs villages en ruine. Les maisons sont écroulées, les derniers morceaux de mur encore debout sont carbonisés. Ce sont des villages albanais qui ont subi les assauts du plan d'épuration ethnique du Serbe Slobodan Milosevic. Je ne sais plus quel homme politique, en France, s'était rué d'indignation sur les plateaux de télévision pour dénoncer « une guerre à trois heures d'avion de Paris ». J'y suis.

Les habitants de ces villages détruits viennent se faire soigner sur la base. Des gens hagards, à la peau autrefois mate et grise désormais. Les femmes portent des fichus sur la tête, attachés sous le menton par un nœud. Les hommes sont petits, burinés, moustachus, et tristes. Ils ont cinquante ans, mais en paraissent soixante-dix. Même les enfants ont l'air plus vieux. Ils sont nombreux, et malnutris. La seule chose que je peux faire, c'est les regarder dans les yeux et sourire. Eux, ne me regardent pas, ils regardent en bas, vers le sol. Comme nous n'avons pas assez de place pour prendre tous ces patients en charge, nous les transférons vers l'hôpital le plus proche, dans la ville de Mitrovica. L'hôpital est situé au nord du pont Austerlitz, de l'autre côté de la rivière Ibar, c'est-à-dire au cœur du quartier serbe. Or, nos patients sont albanais. Un médecin militaire français leur rend visite tous les jours, pour vérifier qu'ils ne sont pas maltraités, voire qu'ils ne disparaissent pas mystérieusement. À l'hôpital de Mitrovica, la haine entre les

communautés serbe et albanaise touche même les personnels soignants et les médecins. Régulièrement, les équipes, qui pourtant ont travaillé ensemble pendant des années, se battent. Baston générale en blouse blanche ! La responsable albanaise de l'unité chirurgicale nous explique que cela démarre généralement par une discussion médicale sur le cas d'un patient avant d'en venir aux mains. « La plupart du temps, dit-elle, c'est lorsqu'il est question de placer un patient albanais dans la partie serbe ou un Serbe dans la partie albanaise de l'hôpital. »

Je découvre, sidérée, la division ethnique de l'hôpital de Mitrovica. Chaque communauté a son aile. L'aile est pour les Serbes, l'aile ouest pour les Albanais, et l'universalité des soins vole en éclats. Hippocrate est mort une deuxième fois à Mitrovica.

*

Tacatacatacac… Tacatac.

Long silence…

Tacatacatacatacac…

Bob écrit sur le tableau blanc : « 7 h 53. Deux rafales de Kalachnikov. Tirs de riposte. »

À mesure qu'il consigne chaque fusillade, le chaos des coups de feu prend sens : sans doute le petit contingent de soldats algériens posté en permanence aux abords du site est-il en ce moment même en train de répliquer à l'assaut du commando. Ils sont deux cents hommes en uniformes tout au plus, seuls habilités à porter des armes. Dans l'enceinte même du site de Tiguentourine, les agents de sécurité n'en ont pas.

L'écran de mon téléphone s'éclaire. Un appel entrant. Je ne connais pas le numéro.

– Madame Ravey ?

– Oui ?

– Oui bonjour, c'est Julie du cabinet d'esthétique. Vous aviez pris rendez-vous jeudi prochain, je vous appelle pour confirmer le rendez-vous…

– …

– Allô ?

– Oui, je vous entends.

J'aimerais confirmer à cette jeune femme que je serai en vie jeudi prochain. J'ai envie de pouffer de rire.

– Euh, oui, oui, je confirme…

Je raccroche. Les yeux de mes compagnons m'interrogent.

– C'était quoi ? demande Bob.

– Non, rien. Une connerie.

Bob note de nouveaux coups de feu.

*

La première nuit de ma vie où j'ai entendu des tirs, j'ai aussi entendu des cris. Des hurlements à déchirer le ciel. À Mitrovica, nous dormions dans un grand dortoir mixte, sur des lits de camp Picot. Je m'étais installée dans un coin réservé aux femmes, et séparé par des draps en guise de rideaux. Ils préservaient notre intimité et nous protégeaient des regards indiscrets, mais pas du bruit. Il y avait les ronflements caverneux de certains, mais surtout ce cri. Presque toutes les nuits, c'était exactement le même. Répété plusieurs fois. Le lendemain, une des infirmières, voyant mes cernes et d'autres signes de mon insomnie sur mon visage, me rassura :

– C'est comme ça toutes les nuits, ou presque, mais tu vas voir, tu vas t'habituer…

– Tu sais qui c'est ?

– Oui. C'est lui, fit-elle en me le désignant du doigt. Il hurle, parce qu'il a fait le Rwanda.

L'homme qu'elle me montre s'appelle Pascal. Je l'ai connu à l'école. C'est un militaire qui était venu faire une formation d'infirmier à l'hôpital Bégin à Saint-Mandé. Son visage est un peu projeté vers l'avant, il a un gros grain de beauté noir sur la joue. Nous ne nous sommes pas vus depuis quinze ans, mais il paraît profondément changé. Nous engageons la conversation. Il s'est marié, il a des enfants. Et il a fait le Rwanda. Ça, il me le racontera quelques jours après, autour d'un café. Je lui ai demandé :

– Tu sais que tu cries dans tes rêves ?

– Oui, je sais, mes collègues s'en plaignent, mais c'est à cause du Rwanda, j'ai vu des trucs terribles, je n'arrive pas à m'en remettre.

Six ans plus tôt, Pascal a travaillé dans une antenne chirurgicale avec des réfugiés tutsis. Les habitants de villages entiers débarquaient, ensanglantés, tenant la vie par un fil. Tous présentaient des plaies abominables, victimes de coups de machette.

– Ce qui me fait hurler, poursuit Pascal, ce sont les enfants. Ils sont dans des états désespérés. Il y en a plein que l'on n'arrive pas à sauver. Et quand, le matin, ils sont morts, on ne sait pas quoi en faire. Alors, on les jette dans des sacs-poubelle en plastique. Je vois ça toutes les nuits. Des bébés dans des sacs-poubelle.

Et toutes les nuits, depuis six ans, Pascal hurle. Au Kosovo, il hurle pour les enfants du Rwanda. Un traumatisé de guerre, au milieu d'une autre guerre traumatisante.

*

Aucun renfort ne semble faire son apparition. De notre cachette aveugle, le seul signe tangible de cette aide serait d'entendre les pales des hélicoptères tourner au-dessus de nos têtes. Les

hélicoptères sont stationnés à l'aéroport d'In Amenas, à quelques minutes de vol. J'envoie un texto à Pasquale : « Pourquoi les hélicos ne sont pas là ? Pourquoi l'armée n'arrive pas ? » Message envoyé. Silence. Alan ne dit pas un mot depuis que nous sommes réfugiés dans le bureau. Il était assis sur une chaise, le voilà maintenant par terre, quasiment caché sous la table. Mon téléphone s'éclaire faiblement, sans émettre le moindre bruit. Réponse de Pasquale : « Ils attendent le feu vert du ministre de la Défense. »

Je montre l'écran à Bob, qui hausse les sourcils et esquisse un sourire.

– Pourvu que Monsieur le ministre soit du genre à se lever tôt.

J'ai besoin de sortir de la pièce. Ma vessie m'en donne l'ordre ; mon estomac, vide depuis la veille au soir, me supplie. Je pense à mes proches. Alain. Ma vieille maman. Mon téléphone portable personnel est resté dans ma chambre avec tous leurs numéros. La nouvelle de l'attaque que nous subissons est peut-être déjà arrivée en France. J'aimerais pouvoir les appeler avant. Les prévenir, leur dire que je suis vivante, cachée, et que je vais bien, pour l'instant.

– Je sors. Il faut que j'aille aux toilettes.

Ian bondit de son fauteuil de bureau en cuir.

– Non ! Il ne faut pas sortir.

Ma main serre déjà la poignée.

– De toute manière, il faut bien…

J'ai surtout envie de quitter cette pièce, au moins pour me prouver que je ne suis pas entièrement prise au piège. Je veux vérifier que je suis capable de m'en extraire à tout moment, en dépit des consignes caduques auxquelles Ian se cramponne comme une bernique à son rocher.

Sous l'œil attentif de Bob, immobile dans l'angle du bureau, je tente d'apprivoiser la serrure pour lui apprendre à ne pas faire

« clic ». Tourner la clé, tout doucement. Les muscles de mon avant-bras se durcissent. Il s'agit d'opérer par des mouvements savamment dosés. Le silence s'impose dans la pièce, malgré la mine désapprobatrice de Ian, qui doit bien s'incliner devant le fait accompli. Coup d'œil à travers la porte entrouverte. À droite, rien. À gauche, rien ni personne non plus. Je tire à nouveau la porte vers moi et la retient avec mon pied. Je me tourne vers Bob et lui chuchote en mimant le geste :

– Quand je reviens, trois coups : toc toc toc, comme ça.

Le coach des pompiers approuve d'un mouvement de tête, tout en enregistrant le rythme avec lequel je compte tambouriner à la porte pour annoncer mon retour.

Ouvrir et fermer la porte avec le plus grand soin. C'est un enchaînement de gestes délicats que je compte reproduire aussi longtemps que nous devrons rester cachés dans ce bureau.

Au milieu du couloir qui mène à ma chambre, il y a une lourde porte battante avec un hublot suffisamment éclairé par la lumière du jour pour voir à travers. Je regarde. Rien à signaler. Je pousse la porte et stoppe d'un coup net mon mouvement, le cœur soulevé par un grincement abominable. Je renouvelle ma tentative en redoublant de précautions. Rien à faire : qu'on la pousse d'un violent coup de pied ou qu'on l'ouvre avec la délicatesse d'un groom de palace, le grincement est inscrit dans l'ADN de cette porte. Elle me donne cependant accès pour la première fois à la fenêtre qui ouvre sur l'extérieur. Les rayons du soleil maintenant bien haut dans le ciel viennent rougir un peu plus la terre désertique aplanie qui borde l'allée. Il n'y a personne.

La guerre décrite d'une manière si pointilleuse par Bob n'a pas lieu, en tout cas pas ici. Je reste à guetter encore quelques dizaines de secondes, le temps d'un tour de garde, pour vérifier qu'un

homme armé n'est pas en faction autour du bâtiment, et je finis par gagner ma chambre, où je peux enfin me débarrasser de ma lourde et criarde tenue d'intervention orange, que j'avais enfilée alors que je pensais que nous allions devoir faire face à un incendie.

La température de la pièce est bien fraîche, pas encore réchauffée par les rayons du soleil. J'enfile un pull à col roulé noir et un pantalon de randonnée sombre.

Dans mon armoire, je saisis la paire de baskets dont je me sers pour mon jogging. Des chaussures de sport bien plus légères que mes boots de pompier, mais d'un rose éclatant, aux antipodes de la discrétion. J'hésite un instant, puis fixe dans mon esprit la règle du jeu de cache-cache macabre qui s'impose à nous : si les assaillants nous trouvent, il ne s'agira pas de se dissimuler sous une chaise en essayant de ne pas rendre ses baskets roses trop visibles. La vérité, c'est qu'une seule idée dominera, un verbe, une décharge électrique conjuguée à l'infinitif : courir ! Et pour piquer un cent mètres, mes baskets aux couleurs *flashy* l'emportent largement sur mes grosses chaussures de chantier qui donnent l'impression de peser près d'un kilo chacune. Mon téléphone personnel en poche, je quitte la pièce, satisfaite d'avoir pu récupérer quelques affaires, un peu de mon individualité.

Toc… toc… toc… Au dernier coup de phalange très contenu contre la porte du bureau de Ian, je chuchote, instinctivement : « C'est moi. » Ils ont besoin d'entendre ma voix, me dis-je. Si c'est moi qui parle, alors cela ne peut être quelqu'un d'autre. Comme s'il avait entendu ce raisonnement, Bob m'ouvre la porte dans la foulée.

*

À la base de vie, un des otages, l'Écossais Kenneth Hugh Whiteside, a été forcé de frapper aux portes des chambres dans

lesquelles ses collègues expatriés s'étaient cachés. Il arpentait le couloir : « C'est moi, c'est moi, ouvrez la porte, vous ne risquez rien, c'est moi. » Derrière lui, il y avait un djihadiste armé d'un fusil-mitrailleur. La funeste ruse marchait à tous les coups. Sitôt sa sinistre tâche accomplie sous la contrainte d'une arme, Kenneth Hugh Whiteside fut lui aussi exécuté d'une balle dans la tête.

De cette tuerie froidement exécutée, il n'y aura qu'un seul survivant, un Norvégien qui a eu le réflexe de plonger sous un bureau, alors que ses trois autres collègues, eux, se sont instinctivement retournés, intrigués par le cliquetis de la porte s'ouvrant sur le couloir.

*

– Un petit carré de chocolat ?

Je sors de ma poche trois plaques de chocolat noir belge. Mes trois dernières tablettes, ultimes réserves d'un stock bien plus important que j'apporte à chaque nouvelle rotation. Bob me sourit. Ce sont là les fragments d'un rituel qui appartient déjà à un monde disparu : les pauses où nous sirotions le thé sur le banc, derrière ma clinique. Pour Bob, Gary et les autres, j'étais celle qui apportait les carrés de chocolat accompagnant le Earl Grey fumant et les petits biscuits. Dans ce désert hostile bien que spectaculaire, nous instaurions ces petits instants de civilité. Et dans notre précaire cachette, comme pour défier cette sauvagerie imperceptible qui rôde tout autour de nous, je distribue là encore à mes compagnons des carrés de chocolat. Les estomacs étant vides, l'affaire se règle promptement. Les visages tourmentés par l'angoisse se détendent peu à peu, au fur et à mesure que mes trois tablettes de chocolat ne sont plus que papier d'aluminium. À ce moment d'altruisme succède un jugement nettement plus égoïste : si nous devons rester cachés

plusieurs jours, je n'aurai plus rien à manger, ces trois plaques de chocolat belge étaient mes seules provisions de nourriture.

Après avoir ingurgité à la hâte quelques carrés noirs, Ian replonge instantanément dans son pianotage de portable, triturant nerveusement l'appareil dans les moments d'attente de réponse. Toujours les mêmes échanges, que je lis en me penchant au-dessus de l'épaule du chef du service HSE.

Hassi Messaoud : « Ça va ? »

Nous : « Oui. Toujours rien ? »

Hassi Messaoud : « On attend des nouvelles de l'armée, restez bien où vous êtes. »

Ma vieille maman et Alain sont là, dans le répertoire électronique du téléphone portable fourré au fond de ma poche. Ici comme à Paris, il est aux alentours de 9 heures du matin. Je ne suis pas certaine qu'ils soient déjà au courant. Ma mère est sans doute en train de finir son petit déjeuner, la radio est allumée mais je n'imagine pas que l'attaque que nous subissons à In Amenas fasse déjà la une des bulletins d'information.

– Bob, tu as prévenu ta famille ?

Son mouvement de tête de gauche à droite installe dans mon esprit un doute encore plus écrasant : pourquoi inquiéter mes proches inutilement, alors qu'ils ne sont au courant de rien, et que, si ça se trouve, l'armée va venir dans les prochaines minutes pour nous délivrer ? Pourvu qu'il se lève tôt, oui, le ministre de la Défense algérien, dans sa villa de fonction, à mille cinq cent trente et un kilomètres de notre piège mortel. Alors ? Prévenir ma famille ou pas ? Je range mon téléphone dans ma poche. Trop tôt pour trancher.

J'ai repris ma place, assise sur ma chaise, face à la fenêtre. *Une ombre, je plonge*. Je me ressaisis régulièrement dans un léger sursaut,

dos droit, jambes prêtes à bondir. Caché dans l'ombre du bureau, Alan est maintenant allongé à même le sol, en position de fœtus. Je lui ai apporté une veste en polaire qu'il a roulée en boule pour s'en servir d'oreiller et une tenue de pompier en Nomex car il grelotte. Les premiers rudiments de secourisme enseignent que la position fœtale est la plus appropriée à la survie. Posture salutaire pour tout naufragé ayant passé des heures cruciales dans un radeau de survie ; posture instinctive, offrant à celui qui l'adopte le refuge d'un cocon placentaire. Mais, face à la violence des hommes et des armes, la position fœtale d'Alan n'est qu'une position de torpeur. Ne pas se relâcher. Ils vont arriver, ils vont arriver. Ne pas se relâcher. Mais comment rester alerte quand cela fait trois heures qu'ils vont arriver ?

Un claquement de porte dans le couloir. Alan se redresse immédiatement. Ian lève d'un seul coup les yeux de son téléphone et se fige. Mon cœur est soulevé par des palpitations soudaines, provoquées par un afflux d'adrénaline déclenché dans mon cerveau. Quelqu'un entre dans le couloir du bâtiment HSE. Merde, les types arrivent. Temps de trajet pour arriver au niveau de notre cachette : dix secondes. Dans dix secondes, les balles de Kalachnikov vont venir transpercer le chétif mur contre lequel nous sommes appuyés. Nous sommes là, à attendre comme des cons. Prisonnière de cette immobilité forcée, suspendue au moindre petit bruissement venant du couloir, j'ai envie de me volatiliser.

Des bruits de pas dans le couloir. Ils se rapprochent, perceptibles derrière la paroi contre laquelle mon dos est appuyé. D'instinct, je tourne la tête derrière mon épaule. Besoin de regarder à l'extérieur, mais la feuille A3 des statistiques mensuelles masque efficacement la vitre de la porte et rend notre cachette totalement aveugle. Voir, c'est être vu. Soit. Attendre, ne pas bouger. Encore des portes qui

claquent, et, d'un seul coup, les bruits de pas s'éloignent. De nouvelles portes claquent. Plus de bruit. J'ouvre les yeux. Les visages de mes camarades ressemblent à ceux de plongeurs en apnée qui viennent de goûter à leur première bouffée d'oxygène après une longue exploration des abysses. Je suis surprise par cet afflux d'air qui vient irriguer mon cerveau. Je ne m'étais pas rendu compte que j'avais arrêté de respirer.

Personne ne dit mot. *OK, ça n'est pas pour cette fois,* semble être l'idée qui traverse nos esprits à tous. Nous n'avons pas entendu de tentatives frénétiques d'ouvrir les portes fermées à clé, jusqu'à arriver à notre poignée de porte. Cette fois-ci, nous n'avons pas vu notre porte vibrer sous l'effet des coups de crosse et des coups de pied rageurs de ceux qui nous agressent. Je relis un texto de Pasquale : « Ils cassent les portes de toutes les chambres pour sortir les otages. »

Les terroristes fouillent tous les bâtiments, leur démarche est systématique. Mais ça n'est pas notre tour. Une minute. Deux minutes. Trois minutes. Toujours aucun bruit. Il s'agissait peut-être d'un éclaireur, une petite frappe venue repérer les lieux avant d'ameuter ses complices. Cinq minutes. Toujours aucun bruit. Peut-être lui faut-il du temps pour aller les prévenir. Dix minutes. Peut-être vont-ils arriver dans des pick-up et cerner notre bâtiment. Quinze minutes. Toujours aucun bruit. Alors qui a bien pu entrer dans notre couloir et en ressortir ? Et pour chercher quoi ? « Ce sont sûrement des employés qui sont venus faire un tour au réfectoire », suppose Bob. À quelques portes se trouve le restaurant de l'équipe d'intervention. Les petits déjeuners y sont servis à partir de 4 h 30.

Il s'agirait donc seulement de travailleurs algériens affamés qui viennent voir s'il ne reste pas quelques provisions. Ce ne sont pas après eux que les terroristes en ont. Ils semblent libres de circuler et

de chercher de la nourriture. Bob et moi nous dévisageons : s'il y a à manger pour eux, il y a à manger pour nous ! Je lui fais donc la proposition qui s'impose :

– Allons chercher des vivres, avant que d'autres ne prennent tout.

– Mais vous voulez vraiment qu'on se fasse repérer, bondit Ian. Je vous dis de rester ici !

L'Écossais, dévoré par la nervosité, semble perdre pied, peu à peu.

– Ian, écoute, on n'est pas plus en sécurité dans ce bureau que dehors. On ne sait pas ce qu'il se passe, on est à la merci de n'importe qui. Allons voir au moins ce qu'il se passe !

Bob m'attend sur le pas de la porte, visiblement fatigué des geignements systématiques du chef HSE.

– On va au moins récupérer de l'eau et de la nourriture. On sera bien contents d'en avoir si on doit rester quarante-huit heures dans cette planque !

Ian tord le nez, puis hausse les épaules. Au fond de lui, au fond de nous tous, la possibilité d'un séjour prolongé dans cet enfer existe. Avant tout, il nous faut de l'eau.

Nous trouvons des bouteilles d'eau minérale en quantité dans le restaurant. Accroupi pour ne pas être vu de l'autre côté des grandes fenêtres, Bob en rassemble une demi-douzaine au pied de l'une des tables à nappe en toile cirée du réfectoire. Tout est resté en l'état, figé, depuis l'instant où l'alarme s'est mise à sonner, à 5 h 50 précises. Wahid, le serveur, est sans doute lui aussi parti en courant pour se cacher, dans le mouvement de panique qui a suivi l'alarme et l'annonce glaçante de Farid. Quelques bols encore à moitié remplis de café et quelques assiettes saupoudrées de miettes de pain traînent ici et là. Il reste des œufs durs et des crêpes. Avant qu'une

bande de psychopathes vienne semer le chaos sur le site, des êtres humains sont venus prendre leurs petits déjeuners ici, solitairement pour la plupart, comme tous les matins à partir de 4 h 30.

---

1. Central Processing Facility. C’est l’usine de traitement du gaz de Tiguentourine.

CHAPITRE 2

Incendie dans une usine à gaz

– Murielle, regarde dehors, me lance Bob, dans un murmure étranglé.

Je lève tout doucement la tête vers la baie vitrée du milieu, en m'appuyant sur un coin de table. Une épaisse colonne de fumée noire, grasse et lente, vient souiller le ciel azur juste au-dessus de l'usine. Je comprends immédiatement l'hébétude du coach des pompiers : un incendie est en cours juste à côté, peut-être à l'intérieur même de l'usine de traitement du gaz.

Et nous sommes à deux cents mètres.

– D'où cela peut-il provenir d'après toi ?

– À mon avis, c'est le générateur, tranche Bob.

Voilà pourquoi l'électricité est coupée depuis le début de l'attaque. Mais c'est une explication par le pire des scénarios : un feu dans le générateur, qui est précisément *adossé* à l'usine. Depuis un peu plus de trois heures, des dizaines de litres d'essence sont donc en train de brûler, remplissant là leur fonction chimique la plus élémentaire, mais avec le terrible inconvénient de le faire juste à côté d'un formidable enchevêtrement de gros tuyaux remplis de gaz sous très haute pression. Dans ce Beaubourg ultra-explosif en plein milieu du désert, même nos chaussures sont équipées de telle sorte qu'il n'y ait pas la moindre étincelle. Depuis l'aube, le feu danse dans le ciel au-dessus de l'usine de gaz et prépare tranquillement

son œuvre : une explosion phénoménale dont nous serons les premiers spectateurs.

« *Lâ illah Il Allah… khhhhh.* »

– Ouh là ! Attends… mets plus fort !

Bob tourne le bouton de sa radio, qu'il avait rallumée en sourdine quelques minutes plus tôt. Une voix aiguë, au ton agressif, mordant, débite en arabe ce qui ressemble à une annonce officielle.

Régulièrement, nous percevions quelques mots très brefs, saisis entre les crépitements de la fréquence radio, qui ne donnaient qu'un semblant de réalité à nos assaillants.

Cette fois-ci, il s'agit d'une proclamation, dont le seul mot que nous arrivons à identifier est « Allah ». Cela ressemble à la bande-son de ces sinistres vidéos d'exécution d'otages en Irak il y a quelques années, au plus fort de la guerre civile, alors qu'Al-Qaïda commençait à semer la désolation sur les ruines de la dictature de Saddam Hussein. Sur ces images, il y avait des hommes armés aux visages cachés par leurs chèches, tenant au bout d'une lame ou d'un fusil leurs victimes hagardes. Les bourreaux récitaient toujours quelque chose en rapport avec Allah, une justification de leur fanatisme, au nom de Dieu, avant de commettre la pire des abominations. Vers 10 h 30, quelque part à In Amenas, un autre fanatique vient de faire une annonce similaire, tout aussi funeste, mais dont nous ignorons totalement le contenu.

Le « communiqué » du terroriste a duré environ une minute, laissant place au crachotement désagréable de la radio, que Bob coupe sans plus attendre, comme s'il craignait que l'effet combiné de l'alarme et du bruit parasite du talkie-walkie achève de nous rendre fous.

Pour l'heure, nous sommes surtout décontenancés. Même Alan s'est redressé, le regard en alerte. Il est absolument vital de connaître au plus vite la signification précise de ce qui vient d'être annoncé dans la radio de Bob.

Quelqu'un d'autre a gardé sa radio, c'est Djamel ! Mon ambulancier est certainement caché quelque part, pourvu qu'il ait laissé son appareil allumé, pourvu qu'il ait entendu l'annonce, pourvu qu'il ait son téléphone portable sur lui. Frénétiquement, je pianote un court message en sélectionnant « Djamel » dans mon répertoire :

« Djamel, qu'est-ce qu'ils ont dit à la radio ? Où es-tu caché ? Qu'est-ce qu'ils ont dit ? »

« Message envoyé », m'indique mon écran.

J'attends de longues minutes. Aucune réponse. Nouvelle tentative sur son téléphone personnel, peut-être l'a-t-il sur lui. « Message envoyé ». Plusieurs minutes s'écoulent. Mon téléphone reste désespérément silencieux, Djamel ne me répond pas. Il est pourtant forcément quelque part dans le bâtiment HSE, à quelques cloisons, quelques portes, quelques mètres de couloir de notre cachette.

Je lève les yeux de l'écran de mon téléphone portable, Bob ne me quitte pas du regard, en attente du verdict par ce texto qui n'arrivera jamais.

– Il faut qu'on trouve Djamel, lui dis-je.

– Non, attendez ! m'interrompt Ian. J'ai envoyé des textos à Hassi Messaoud, ils vont nous traduire…

– Mais comment auraient-ils entendu ?

– J'en sais rien, mais il faut attendre.

Je hausse le ton.

– Non, Ian ! On ne peut pas attendre ! Il faut absolument qu'on sache ce qui vient d'être dit, parce que c'est très important !

Bob met Ian devant le fait accompli en ouvrant la porte d'un coup sec. Le silence par peur d'être repéré s'impose à lui. Coup d'œil à gauche, coup d'œil à droite. Personne. Nous sortons dans le couloir envahi de pénombre en direction des chambres. Une clameur s'élève du fond du couloir. Cinq ou six portes plus loin, à un vingtaine de mètres, des silhouettes s'agitent bruyamment dans l'entrebâillement de l'entrée de la dernière chambre du couloir, je reconnais celle de Mourad, l'un des pompiers.

Ils sont huit Algériens à s'entasser dans la minuscule chambre, assis côte à côte sur le lit ou à même le sol, le dos appuyé contre le mur. Ils notent à peine notre présence, emportés par leurs palabres. Ils parlent vite, les gestes sont nerveux. Djamel se retourne, et me sourit.

– Djamel ! Tu es là ! Ça va ? Tu as des infos sur ce qui se passe ?

– Tu as entendu l'annonce, Murielle ?

– Oui. Qu'est-ce qu'ils ont dit ? Qui a parlé ?

– Le chef des terroristes.

C'était bien une annonce officielle. L'homme qui a parlé dans nos radios a déclaré qu'ils avaient pris des expatriés en otages dans l'usine ; qu'ils avaient truffé l'usine d'explosifs ; et qu'ils allaient la faire sauter si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

Une forte odeur de transpiration me saisit à la gorge. Tout ce groupe gesticule, s'invective, se crie après, de plus en plus fort. Il fait chaud. Dans la petite chambre de neuf mètres carrés, ça pue la peur.

Mourad Aberkane essaie de pousser sa voix plus haut que celle des autres. Certains restent silencieux, hagards. Il y a des ouvriers

algériens des ateliers voisins qui ont rejoint la cachette des pompiers. Djamel m'en montre un du doigt.

– Celui-là nous a dit avoir vu les terroristes.

– Où ça ?

– En haut des tours de l'usine. Il dit en avoir vu plusieurs avec leurs armes. Il dit aussi qu'ils avaient des jumelles.

– Des snipers ?

– C'est ça. Sur chacune des tours, précise-t-il.

Ces tours, je les connais bien. Une fois, pour un exercice, j'y suis montée, avec mon gros sac d'intervention d'urgence. Je devais aller chercher un mannequin en plastique, qui jouait le rôle de fausse victime, et le redescendre dans une barquette. Une manœuvre de descente périlleuse. De là-haut, la vue est panoramique et, bien sûr, tout mouvement venant de notre bâtiment est aisément repérable.

– Murielle !

Mourad m'apostrophe d'une voix ferme, me laissant à peine le temps de réaliser la nature du piège qui, doucement, se referme sur nous.

– Il faut que vous vous cachiez !

Je proteste faiblement, faisant valoir le fait que nous sommes déjà cachés dans un bureau, fenêtres occultées, rideaux fermés, etc. La paupière gauche tombante de Mourad ne l'empêche pas de me fusiller du regard.

– Murielle, vous ne devez pas rester là-dedans ! Ils ont attrapé les expatriés, il y a des blessés, peut-être des morts. Il faut vous cacher dans les plafonds !

La cachette qu'il me suggère se trouve juste au-dessus de ma tête. Des plaques en matière préfabriquée tenues par un quadrillage de fines tiges d'aluminium, à deux mètres cinquante au-dessus du sol. Rien qui puisse supporter le poids d'un être humain.

– Mais je ne peux pas me cacher dans un plafond !

– Si ! Tu dois te cacher dans ta chambre. Il faut que tu montes dans le plafond.

Cet homme de quarante-trois ans n'aime pas être contredit. Mourad Aberkane est un ancien officier de la protection civile algérienne. Ses kilos en trop lui donnent parfois un air emprunté, mais c'est un vrai meneur de troupes. Il connaît le chaos. Il l'a rencontré après le tremblement de terre meurtrier qui secoua en mai 2003 la région d'Alger, d'où il est originaire. Les autres pompiers et les ouvriers qui se sont greffés au groupe semblent l'écouter, lui, plus que les autres. Dans la confusion générale, il a une vision assez claire de la situation, et du danger qu'il y a à être un expatrié, ce matin du 16 janvier 2013, sur le site gazier de Tiguentourine.

– Murielle, c'est vous qu'ils cherchent, insiste-t-il, comme pour souligner que je ne mesure pas assez la gravité de la situation. Nous, ils nous ont dit : « Vous êtes des musulmans, comme nous, on ne vous veut aucun mal, vous allez partir tranquillement. Ce qu'on veut, ce sont les expatriés. »

– On nous a dit qu'ils fouillaient les chambres à la base de vie.

– Toutes les chambres, Murielle. Une par une ! Il faut vraiment mieux vous cacher. Faut pas rester là ! Si tu ne peux pas te cacher dans les plafonds, cache-toi sous ton lit !

Je prends note, poliment.

– OK, Mourad, on va y réfléchir.

Les Algériens n'ont pas à être inquiets, ils ne sont pas les cibles du commando. Pourtant les visages sont décomposés. J'ai très chaud. Ma poitrine est comprimée par la peur : nous sommes au milieu d'une immense chasse à l'homme et, en tant que Française, je suis sans doute la proie parmi les proies. L'usine peut exploser à tout

moment, et pourtant nous ne nous en éloignons pas. Nous retournons dans le bureau. L'endroit sera sans doute fouillé dans les prochaines minutes ou dans les prochaines heures, et pourtant nous regagnons à nouveau notre trappe, notre piège, notre tombeau.

Bob, lui, est repassé dans sa chambre, il a récupéré sa tablette tactile. Il sourit :

– J'ai quelques jeux dessus.

CHAPITRE 3

Réseau indisponible

« Merde… merde ! Merde ! » Toujours assis à son bureau, Ian appuie nerveusement du pouce sur son téléphone portable. Je sors le mien de ma poche :

RESEAU INDISP.

Le réseau téléphonique a été coupé vers 11 heures.

Ian se lève, tente de s'approcher de la fenêtre en orientant l'antenne de son téléphone, toujours rien.

– Tu as du réseau ?

– Non. Pas du tout.

Ian se rassied calmement. Son regard se perd dans le vide, abattu. Littéralement, il se décompose : la tonicité de ses muscles change. Certains se crispent, d'autres s'affaissent, formant une grimace. Un faciès effrayant aux joues creusées par sa mâchoire. À cet instant précis, malgré son apparente placidité, le chef du service HSE tremble. Il tente à plusieurs reprises d'éteindre et de rallumer son téléphone, comme un naufragé qui essaie de regonfler la bouée déjà totalement flasque à laquelle il s'accrochait désespérément pour se maintenir à flot.

Son visage n'est plus blême, il devient gris. Je découvre une couleur nouvelle sur la figure d'un être humain : le gris pâle. Avec la peur, l'adrénaline augmente. Elle dilate les gros vaisseaux sanguins, tandis que les petits vaisseaux capillaires se contractent. La peau est irriguée plus difficilement, ce qui rend le visage pâle. Dans le même

temps, les téguments privés d'oxygène prennent une teinte bleutée. Bleu pâle et blanc mélangés donnent cette couleur grisâtre. Le visage de Ian a la couleur de la terreur.

J'accuse le coup, moi aussi. Notre lien avec le monde extérieur vient d'être totalement coupé ; les radios fonctionnent encore, mais ne servent qu'à communiquer à l'intérieur du site de Tiguentourine, ce qui serait suicidaire, dans la mesure où les terroristes qui nous traquent utilisent ces mêmes radios.

La fatigue me gagne. Toujours face à la fenêtre, assise sur une chaise dos au mur, je parviens de plus en plus difficilement à me tenir droite, en alerte, prête à bondir au moindre fantôme qui se glisserait dans le jeu d'ombre et de lumière qu'offrent les stores à lamelles blanc crème alignés le long de la fenêtre. J'étends mes jambes, puis je les redresse d'un coup sec. Un bruit de pales d'hélicoptères me surprend. Bob regarde sa montre. Au loin, les tirs viennent de reprendre.

« 11 h 52. Hélicoptères. Deux tirs de roquettes. Trois échanges de coups de feu à la Kalachnikov. »

Les hélicoptères – au moins deux, *dixit* Bob – tournent au-dessus de nos têtes. Le bruit s'éloigne, puis revient. À nouveau des échanges de tirs et des explosions. L'assaut de l'armée algérienne vient-il de commencer ? Est-ce juste un vol de reconnaissance, suivi de tirs de menace des terroristes ? Dans notre piège aveugle, nous ne percevons que l'intensification des tirs, qu'on entend toujours au loin. Le bourdonnement des pales des hélicoptères, lui, se rapproche de plus en plus, donnant l'impression que les engins de guerre nous survolent à seulement quelques mètres. Bob note tout, mais ne peut rien expliquer. Alan sort de sa torpeur le temps d'un regard inquiet vers le plafond. Les hélicos semblent s'éloigner à nouveau.

– Tu crois qu'ils vont à la base de vie ?

– Oui. Sans doute, avance Bob en haussant les épaules.

Le bruit des deux hélicoptères se rapproche à nouveau de notre bâtiment, avant de s'éloigner définitivement, en prenant de l'altitude. Le survol a duré environ une heure. L'alarme, qui sonne depuis maintenant six heures, demeure. À part elle, il n'y a plus de bruit, jusqu'à ce que Bob consigne à nouveau sur le tableau des échanges de tirs.

« 12 h 32. Deux tirs d'arme à feu à la base de vie. Pas de réplique. »

Je tremble. Pour la première fois, je pense à une exécution. Les terroristes ont-ils voulu agir en représailles à ce survol de l'armée en mettant à mort l'un de leurs otages ? L'un de ces expatriés qu'ils ont pris dans les chambres, alors qu'ils tentaient de se cacher, comme nous ? Je considère Alan, recroquevillé, la tête à moitié cachée dans ses mains, le visage très pâle. Ian est assis derrière son bureau, le regard perdu. Deux silhouettes immobiles, sans défense, dans ce mirage que nous prenons pour un abri. Dans un mouvement inopiné, Alan se redresse :

– Je sors. J'ai besoin de sortir d'ici.

– T'as besoin de pisser ? demande Bob.

Sans rien répondre, l'Anglais se dirige vers la porte, d'un pas soudainement décidé, et disparaît dans le couloir comme un condamné à mort menotté aux chevilles et aux poignets qui ferait ses derniers pas avant l'injection létale. Bob referme le verrou avec prudence, son regard est pétri d'incrédulité. L'instant d'avant, Alan était paralysé. Il a peut-être décidé d'aller au-devant de la mort, de se rendre aux terroristes et d'en finir au plus vite. Cinq minutes plus tard, deux coups, nerveux et fébriles, viennent frapper à la porte. Je me précipite. Alan est de retour. Une odeur de tabac me saisit instantanément à la gorge. Je suis hébétée. L'Anglais m'évite du

regard et s'engouffre dans la pièce pour aller se recoucher, imprégné des émanations de sa cigarette. Bob s'énerve :

– Attends une seconde, t'es vraiment allé fumer ?

– Oui. Mais personne ne m'a vu, je me suis mis entre la porte et le couloir.

Bob secoue la tête et soupire en signe de réprobation, sans rien dire de plus. Alan se terre dans son embarras. Il a pris le risque de montrer ses cheveux blonds et son allure d'Occidental devant l'objectif de l'une des caméras de surveillance. Lorsque Farid a aperçu les terroristes, ils étaient devant le poste de garde, à l'intérieur duquel il y a tous les écrans de contrôle permettant de voir absolument tout ce qu'il se passe dans le camp. Le commando peut donc tout surveiller, y compris un type en train de fumer son clope à l'entrée d'un bâtiment. Pour satisfaire son addiction à la nicotine, Alan a failli nous faire repérer.

« 12 h 55. Un tir. Une réplique. » Bob vient de regarder sa montre et de noter la dernière émanation du chaos qui nous entoure.

– Tiens, les hélicoptères sont revenus !

Je prête une oreille lasse à ces nouveaux bourdonnements de pales. À quoi bon s'y intéresser si on ne sait pas ce qu'il se passe ? Bob montre quelques signes d'ennui ferme. L'après-midi est déjà bien entamé. Il recopie les informations du tableau sur une feuille. Puis il sort sa tablette numérique.

– Murielle, tu veux jouer ? souffle-t-il.

– Bob ? Jouer ? Euh…

Son visage s'illumine comme celui d'un gamin.

– Tu vas voir, j'ai un petit jeu rigolo à te montrer.

– Écoute, Bob, franchement, là, c'est pas le moment…

Les yeux du coach des pompiers se font plus rieurs à mesure que je montre mon agacement. Il me montre l'écran et m'explique le principe. Il s'agit d'un jeu de pompiers avec des simulations d'incendie.

– Alors tu vois, là, il y a différents scénarios… Tu en choisis un…

Mon regard s'arrête sur : « Incendie dans une usine à gaz. »

– Tiens, ça tombe bien, mais t'as pas une attaque terroriste dans une usine dans tes scénarios ?

– Ah ben non…

– Merde, c'est bien dommage, on ne va pas pouvoir réviser…

Devant la mine hilare de Bob, je me lance dans une petite partie. Il s'agit de déplacer des camions, de disposer de petits bonshommes avec des casques de pompier sur la tête tout autour d'un bâtiment en flammes. Il faut faire attention à beaucoup de paramètres : la température extérieure, la quantité de gaz estimée en combustion, le nombre de litres d'eau disponibles, etc. Si je progresse dans le jeu, je gagne des points et des moyens supplémentaires, le jackpot étant un joli Canadair jaune ; mais, dans l'immédiat, le but est d'empêcher l'explosion de l'usine. J'ai soixante secondes. Je tente de me concentrer, je répartis mes petits bonshommes, j'arrose les flammes avec plusieurs lances à incendie. Mais *game over*. L'usine a explosé. Il me reste encore deux tentatives. Une *vraie* usine à gaz est sur le point de faire la même chose, prête à nous pulvériser, et cette fois il n'y a pas de petits pompiers en train de s'affairer à éteindre le feu. Je tente une deuxième partie. Encore *game over*. *Recommencer ?* Nous pouffons, assis l'un à côté de l'autre. Je sens sur moi les regards incommodés des deux autres, paralysés par la peur.

– Écoute, Bob, on va arrêter, parce que c'est quand même un peu déplacé.

Alan et Ian sont silencieux, immobiles. À mille lieues d'avoir envie de se distraire. Je ressens comme de la jalousie de leur part, à nous voir glousser comme des mômes, alors que la mort rôde. Bob sourit et, devant mon air à la fois désapprobateur et embarrassé, range sa tablette. C'est lui qui a raison, bien sûr. Il veut se distraire pour garder son humanité.

De nouveaux bruits dans le couloir sont venus nous sortir de notre prostration. Des bruits de pas, de portes qui claquent. Ces mêmes battements qui nous terrifiaient nous paraissent rassurants : les collègues sont de retour. Sans que Ian proteste, Bob et moi ressortons du bureau.

– Je vais chercher le Thuraya, murmure-t-il.

Le téléphone satellite est notre unique option pour avoir des nouvelles de l'extérieur. J'attends Bob dans le couloir. Il revient avec l'appareil.

– Je peux l'utiliser deux minutes ?

– Oui, vas-y.

Bob se dirige vers le restaurant. Seule dans le couloir, je compose le numéro d'Alain. Ça décroche.

– Alain ? C'est moi…

– Oh. Murielle.

Sa voix est sur le point de flancher, terrassée par une décharge d'émotion.

– Écoute, Alain, je t'appelle d'un téléphone satellitaire. Je ne sais pas si tu es déjà au courant…

– Si, si ! Ta mère m'a prévenu, c'est aux infos depuis ce matin, ils disent que vous subissez une attaque terroriste.

– Oui, c'est chaud, mais je suis cachée, ne t'inquiète pas, je me suis cachée !

– Ils disent que c'est une réponse à l'intervention des troupes françaises au Mali, ne parle surtout pas français, tu m'entends ? Ne parle surtout pas français ! Fais-toi passer pour une Néerlandaise ou un truc comme ça…

– Oui, oui, je sais tout ça. Alain, appelle maman, dis-lui que je suis cachée.

– Oui, bien sûr. D'accord… je…

– Écoute, je ne peux pas parler longtemps car c'est un téléphone satellitaire et nous n'avons plus de courant ni de réseau, je dois raccrocher. Je te rappelle dès que je peux. Ça va aller.

Les éclats de voix provenant du restaurant sont de plus en plus forts.

Les Algériens sont assis sur les tables du réfectoire. Ils discutent avec le même volume sonore que dans la petite chambre où ils étaient ce matin, mais dans une confusion moins grande. Il y a aussi les ouvriers des ateliers en bleu de travail. Ça parlemente en arabe dialectal, chacun expose ses idées, mais personne ne s'invective. Le regard calme mais ferme de Djamel se pose sur moi.

– On réfléchit à s'en aller d'ici, m'annonce-t-il, avant de se tourner vers Mourad qui semble expliquer à la petite assemblée son plan d'évasion.

Au-dessus de l'usine de gaz, l'épaisse colonne de fumée noire se dandine toujours dans le ciel immaculé. À travers la baie vitrée du restaurant, je ne suis pas la seule à fixer cet angoissant spectacle. L'inéluctable est là, devant nous, qu'il vienne du fanatisme des extrémistes passant à l'acte ou d'une réaction chimique élémentaire – l'essence brûle, le feu chauffe, le gaz explose. Il y a, à deux cents mètres, une énorme bombe prête à nous pulvériser dans son souffle destructeur. Les Algériens veulent sauver leur peau. Je ne

comprends pas pourquoi ils palabrent aussi longtemps au lieu de s'enfuir séance tenante. Beaucoup de leurs collègues ont pu quitter la base de vie sans problèmes. Les terroristes leur ont dit : « Vous êtes musulmans, comme nous, on ne vous veut aucun mal. »

J'interpelle Djamel.

– Pourquoi vous ne partez pas maintenant ? Barrez-vous ! Vous, vous ne risquez rien, ils ne vont pas vous tirer dessus !

– On ne veut pas partir maintenant, lâche-t-il. Parce que vous êtes là.

Cette explication de Djamel me bouleverse autant qu'elle me révolte. Pourquoi se sacrifier pour quatre étrangers pris au piège ? Pourquoi être les victimes collatérales de ce terrorisme qui les a déjà tant fait souffrir ?

– Mais tirez-vous ! C'est notre problème ! N'attendez pas, l'usine va exploser !

Djamel secoue la tête de gauche à droite. Hors de question de partir sans nous. Je suis sidérée. Mourad se tourne vers moi :

– Murielle, on ne va pas partir tout de suite, parce que dehors il y a sûrement l'armée. Si on se sauve sans les prévenir, ils vont nous prendre pour des terroristes et ils vont nous tirer dessus.

L'ombrageux pompier tranche :

– Nous partirons demain.

Une porte claque. Nous sursautons. Un des pompiers sort dans le couloir, puis ressurgit dans le restaurant en courant :

– Quelqu'un arrive !

Je me précipite hors de la pièce pour rejoindre le bureau. Au milieu du couloir, je pousse d'un coup d'épaule la porte du sas. Coup d'œil à la vitre qui donne sur l'extérieur. Effroi. Un type me dévisage. Je ne le connais pas. Jamais vu à In Amenas. Ses pupilles noires au milieu de ses yeux globuleux me transpercent la poitrine.

Il a un bonnet sur la tête et une barbe très sombre et très épaisse, à la manière des musulmans salafistes. L'homme semble aussi interdit que moi. J'ai l'impression de suffoquer. Je cherche l'air en reprenant ma course effrénée vers le bureau de Ian. Je sens sur moi le regard du mystérieux barbu lorsque je m'engouffre dans la pièce, après avoir tambouriné frénétiquement à la porte.

La main fermement agrippée à la poignée, Ian tourne la clé dans la serrure. Deux fois. Bob est toujours quelque part dans le bâtiment.

– Ils arrivent ! Il y a un barbu dehors. Il m'a vue.

Les deux Anglais me scrutent.

– Il t'a vue entrer ici ?

– Oui.

Ian se crispe, puis pousse un grand soupir. Alan ne bouge pas, comme une souris paralysée par le venin d'un prédateur s'apprêtant à la dévorer. Patience, petite proie, dans quelques minutes, le temps que l'homme barbu prévienne ses copains, ton sort sera scellé. Pour ma part, peut-être aurai-je le temps de sauter à la gorge d'un de ces terroristes avant qu'il ne m'abatte d'une rafale dans le ventre.

La porte est secouée par de violents tambourinements. « *Open the door ! Open the fucking door !* » La fureur de Bob, resté enfermé dehors, me saisit. Je saute sur la serrure, où la clé était restée accrochée. Le Nord-Irlandais pousse la porte d'un geste rageur et se rue à l'intérieur.

– C'est dégueulasse ! Vous m'avez laissé dehors.

Je me sens honteuse. C'est terrible, la survie. Ces moments cruciaux où plus rien ni personne ne compte. Dans ce huis clos au milieu du piège mortel tendu par les extrémistes, nous ne sommes pas un groupe. Nous sommes juste quatre pauvres individus repliés sur nous-mêmes en attendant que la mort vienne nous cueillir.

– Bob, je pensais que tu étais revenu, excuse-moi. J'ai vu un gars dehors, Bob. Un barbu. Je ne le connais pas. Je pense que c'est un terroriste.

Le silence qui suit est terrible. Le coach des pompiers se rassied calmement, sans me répondre. Il n'y a plus rien à dire. Nous sommes débusqués. Dans quelques instants, la serrure fermée à double tour va voler en éclats sous l'effet d'une balle, ou d'un coup de rangers bien senti. Nous allons mourir, ici, ou dans l'usine avec les autres. Il n'y a plus rien à faire. Le bâtiment est sans doute déjà encerclé. Cinq minutes. Dix minutes. Rien. Une demi-heure. Toujours rien.

« 15 h 05. Tir de roquette. Base de vie. » Bob pose son marqueur. Il est tellement placide. Je lui lance, narquoise :

– Au fait, Bob, il est super bien chiadé ton exercice !

– Oh merci…

– Non vraiment, ça le fait. Avec les effets spéciaux, et tout. Mais je ne comprends pas, ça devait être jeudi, non ? On est mercredi aujourd'hui. En tout cas, dimanche, on a bien fait de reporter l'exercice, vous avez super bien bossé, les mecs !

Avec tout l'aplomb du pince-sans-rire qu'il est, Bob lève le doigt et hausse les sourcils :

– Et encore, t'as pas vu la fin !

À travers les lamelles des stores, la lumière du soleil s'atténue très légèrement. La fin de l'après-midi approche. Il doit être aux alentours de 17 heures. La nuit tombe vite en hiver. Au milieu du désert, lorsque l'on passe ses journées à travailler, on est surpris de la rapidité avec laquelle le soleil se couche. Comme si quelqu'un avait brusquement éteint un grand interrupteur. Parfois, lorsque nos emplois du temps le permettent, nous allons voir qui éteint la

lumière, et nous assistons au majestueux spectacle de l'astre rouge s'écrasant dans les dunes ocre du Sahara algérien.

– Murielle, il faut qu'on se barre d'ici.

Le chuchotement de Bob rompt le bruit lancinant de l'alarme. Le colossal ex-sous-officier passe sa main sur son avant-bras. Un tatouage en forme de tête de mort polychrome dépasse de sa manche droite. Il poursuit :

– Les Algériens s'en vont. Il faut qu'on s'en aille aussi, ça va sauter !

Je demande naïvement :

– S'ils font exploser l'usine, est-ce qu'on sera protégés ?

– Non. Absolument pas. On sera soufflés par le *blast*. On n'y survivra pas. Il faut qu'on quitte cet endroit.

En matière de risques d'explosion industrielle, Bob est la personne de référence. Il est chargé d'élaborer tous les protocoles de sécurité, d'évaluer les différents niveaux de menace. Son boulot est de s'assurer que les trois énormes réservoirs de butane, de propane, de condensat et de GPL – mélanges ô combien instables, ô combien inflammables – n'explosent pas.

Un jour, il m'a expliqué que dans le pire des scénarios, une explosion de l'usine pouvait tout vitrifier dans un rayon de cinquante kilomètres. En général, on parle de vitrifier lorsqu'il s'agit d'un bombardement atomique sur une ville, ou alors, de façon plus artisanale, de la fabrication du verre avec du sable chauffé à des températures extrêmes. À In Amenas, les terroristes ont vraisemblablement décidé de faire un peu des deux : ils ont entrepris de transformer cinquante kilomètres de désert en une vitre immense.

– Murielle, il faut qu'on se barre d'ici.

– Je suis d'accord pour qu'on se sauve, Bob. Tu penses qu'on pourrait partir avec les Algériens ?

L'Irlandais se frotte le menton et fronce les sourcils.

– Je ne sais pas. Ça a l'air fiable, leur plan ?

Bob ne comprend presque rien lorsqu'on parle en français. Je me charge de faire l'interprète de mes propres échanges avec Djamel et Mourad.

– Écoute, pour le moment, ça n'a pas l'air bien défini, mais ils parlent de s'évader demain. Apparemment, ils ont peur que l'armée postée dehors les prenne pour des terroristes en fuite.

Bob écarquille les yeux d'étonnement :

– Il ne faudrait pas s'évader demain, mais cette nuit ! Eux peuvent circuler devant les terroristes, mais pas nous. C'est bien ça, *right* ?

Bob prend l'air du joueur de poker faussement novice qui cherche à se faire réexpliquer les règles d'un jeu qu'il connaît en réalité par cœur.

– Et en plus, il y a les caméras, ajouté-je.

Des caméras de surveillance tous les vingt mètres, le long d'une double clôture digne du quartier de haute sécurité d'un pénitencier – barbelés au sommet, puis une deuxième clôture tout aussi hostile séparée de la première par un no man's land de deux mètres cinquante.

Deux petites explosions retentissent au loin. Bob saisit son marqueur et regarde sa montre.

« 18 h 03. Grenades. Base de vie. »

Cela fait longtemps qu'on n'a pas entendu les hélicoptères. À mesure que la lumière du jour faiblit, la pénombre envahit notre bureau. Il faut qu'on pense à un plan. Il faut qu'on se sauve cette nuit, mais comment procéder ? Nous avons des lampes-torches, un

GPS pour nous orienter si notre évasion se transforme en marche nocturne dans le désert. Je scrute Ian et son polo à manches courtes. Il est bien mal équipé pour un trek improvisé dans le Sahara algérien où, la nuit, la température avoisine zéro degré.

Les mines sont épuisées, hagardes. Mis à part quelques carrés de chocolat, quelques gorgées d'eau minérale et quelques bananes, nos estomacs sont vides depuis que l'alarme s'est mise à sonner, ce matin à 5 h 40.

Comme s'il n'avait rien entendu de notre conversation sur un éventuel plan d'évasion, Ian nous hèle d'une voix sèche :

– Bon, comment on s'organise pour la nuit ?

L'Anglais – resté prostré tout l'après-midi depuis que son portable s'est trouvé hors d'usage – a visiblement envie de reprendre la main. Pour qu'il n'y ait aucun malentendu, je lui fais part de notre intention de partir, dès que possible, mais que le plan n'est pas du tout abouti pour l'instant. Ian me toise avec circonspection. Je me redresse et lâche avec aplomb, comme si je donnais mes recommandations à un patient en lui signant une ordonnance médicale :

– De toute façon, il faut d'abord qu'on se repose et qu'on trouve un endroit pour ça.

Sans surprise, Ian se braque.

– Non ! Il n'est pas question qu'on quitte le bureau. Tout à l'heure, tu as failli nous faire débusquer ! Les consignes sont pourtant claires : on s'enferme et on ne bouge pas !

Éclats de voix dans notre misérable cachette.

– Moi, je dis que c'est trop dangereux de rester ici ! Ils ne sont pas venus de la journée, ils viendront cette nuit. En tout cas, moi, je ne dors pas ici. Hors de question.

Bob s'interpose et nous fait signe de baisser d'un ton.

– Murielle a raison. Depuis le temps qu'on y est, dans ce bâtiment, on s'est peut-être déjà fait repérer. Depuis ce matin, les Algériens entrent et sortent comme dans un moulin. Il va arriver un moment où ça va forcément attirer l'attention des terroristes.

L'autorité du coach irlandais des pompiers fait son effet sur le petit groupe terrorisé. Il propose que nous allions tous dormir dans sa chambre, qui est à l'opposé, au bout du couloir du bâtiment HSE.

– Ça brouillera peut-être les pistes. Et puis, surtout il y a de l'eau et des toilettes.

Ian acquiesce. Alan déplie péniblement les jambes, pour se préparer à marcher vers la chambre de Bob. Dormir dans cet espace exigu avec les deux types pétris de peur me paraît inenvisageable.

– OK, vous allez dans la chambre de Bob. Moi, je suis juste en face, dans la mienne. Au pire, s'il se passe quelque chose, vous me prévenez.

– Non ! Il faut qu'on reste ensemble, proteste Ian, il ne faut surtout pas se séparer.

– Pour mieux se faire piéger ensemble ? Écoute, Ian, si vous voulez rester là, c'est votre problème. Moi je dis depuis tout à l'heure qu'il faut qu'on se trouve une vraie cachette. Je propose la réserve de matériel, à la clinique. Si vous voulez venir, venez.

L'ombre de l'Anglais se saisit brusquement d'un objet sur son bureau. Il brandit le téléphone satellitaire Thuraya que Bob a récupéré dans l'après-midi en risquant de se faire enfermer dehors.

– Et nous, on a ce moyen de communication, annonce-t-il d'une voix ferme. Si jamais on a une info et que tu n'es pas avec nous, on ne prendra pas le risque de venir te chercher.

Chacun pour soi. En définitive rien d'autre ne commande nos fragiles existences. C'est alors que Bob attrape le téléphone fixe posé

à côté du Thuraya. Il colle son oreille au combiné : la tonalité fonctionne.

– Murielle, si tu veux, va dans ta chambre, tu seras juste en face. Si on a une info, je viendrai frapper à ta porte ou je t'appellerai sur ta ligne interne.

Je me lève, je m'étire, soulagée de partir. Rester immobile, à scruter le moindre bruit, m'épuise. Ces douze dernières heures, mis à part les quelques sorties dans le couloir, mes seuls mouvements ont consisté à me redresser régulièrement sur une chaise.

Bob pousse la porte du bureau le premier, et allume sa lampe-torche en mettant la paume de sa main devant pour cacher la lumière. Les deux employés de BP frémissent. La pénombre s'est abattue sur In Amenas. Dans le couloir, il fait totalement noir. La peur des deux Anglais semble les paralyser davantage. Au moindre bruit, ils se figent. Au moindre événement, si insignifiant soit-il, la crainte les ébranle. Chacun de leurs tressaillements me saisit. L'obscurité me permet de ne pas les regarder. Lorsque j'étais infirmière au service des grands brûlés de l'hôpital militaire Percy, à Clamart, près de Paris, je croisais ces paires d'yeux, ressortant à travers les bandages. Je ressentais, par empathie, la douleur atroce des blessés à travers leurs regards. La pénombre me préserve des regards de Ian et Alan. Je ne veux pas subir ce qu'ils subissent.

*

On n'est jamais grand brûlé par hasard. Derrière l'accident, il y a toujours des histoires familiales compliquées. Des situations sociales difficiles. Je me rappelle ce gamin que son père avait enlevé de force à sa mère. Il l'avait enfermé dans le coffre de sa voiture, où il y avait aussi un bidon d'essence. L'enfant avait cru que c'était un jeu. Et donc, il avait joué avec l'objet qu'il avait à sa disposition, et il

avait pris feu. J'ai vingt et un ans, et je fais mon premier stage dans un hôpital. Au service des grands brûlés de l'hôpital militaire Percy, à Clamart, il y a un bâtiment en verre toujours maintenu à une température de trente degrés, douze chambres, et l'horreur absolue. Un jour, j'ai regardé une grande brûlée dans les yeux. Une fille de mon âge. Elle était dans sa voiture, sur l'autoroute, lorsqu'elle dut freiner vivement à cause d'un ralentissement soudain. Le conducteur de la voiture derrière elle n'eut pas les mêmes réflexes. Il était ivre, et roulait à 150 km/h. À l'impact, la voiture de la jeune femme s'enflamma, et son corps fut brûlé à plus de 70 %. Je changeais ses pansements chaque jour. Elle était sous sédatifs, mais consciente. Un après-midi, elle me demanda :

– Comment est mon visage ?

Son nez avait fondu. Elle n'avait plus de peau. C'était un cauchemar.

– Comment est mon visage ? répéta-t-elle faiblement.

J'ai tourné la tête pour la regarder dans les yeux. Des yeux bleus, seul vestige de son visage poupin encadrés par de jolis cheveux blonds.

– Ça va aller, ne t'inquiète pas.

Je lui mens, pour éviter de lui dire qu'elle ne s'en sortira jamais. La jeune femme finira par succomber à des infections quelques semaines plus tard.

J'ai appris le détachement au service des grands brûlés de Percy, dans ces salles de garde à l'ambiance potache, où les blagues grivoises fusent, pour mieux s'ancrer du côté des vivants. Le patient à l'arrière-train brûlé a beaucoup alimenté les fous rires. Le patient à l'arrière-train brûlé, c'est cet homme qui est arrivé un après-midi. Un pur exemple de division des tâches domestiques vieux jeu qui a mal tourné : madame était en train de laver les carreaux avec de

l'alcool à brûler, monsieur était en train de lire le journal en fumant une cigarette. Lorsqu'elle eut terminé, elle déversa le reste du produit dans les toilettes, et monsieur alla finir son clope assis sur la cuvette, dans laquelle il jeta évidemment le mégot. Il fut brûlé recto verso, mais tout resta en place. La principale difficulté était de lui faire et défaire ses pansements.

*

Une rafale de fusil-mitrailleur, une de plus, éclate. Le plus calmement du monde, Bob murmure : « 19 h 34. Tirs. Base de vie. » Plus tard, il le notera sur sa feuille de papier.

C'est vrai que les Algériens circulent beaucoup, et toute cette agitation autour du bâtiment HSE ne nous met pas en sécurité. Il suffit que l'un des snipers, intrigué par tout ce mouvement, descende de sa tour ; qu'il tombe sur un ouvrier algérien ; qu'il lui demande s'il y a des expatriés à l'intérieur ; que l'ouvrier algérien lui réponde par la négative, mais que le terroriste décide d'aller voir malgré tout ; qu'il découvre alors des chambres dans ce couloir, fermées à clé, pas encore fouillées ; qu'il appelle ses complices ; qu'ils défoncent toutes les portes ; qu'ils nous trouvent ; qu'ils nous kidnappent, ou qu'ils nous abattent sur-le-champ. J'imagine la durée de l'opération : cinq minutes tout au plus. Nos vies ne tiennent à rien d'autre qu'à une toute petite connexion de deux neurones dans le cerveau d'un sniper djihadiste positionné à quelques dizaines de mètres. Ils sont si près de nous, pauvres aveugles dans l'œil du cyclone.

Le minuscule filet de lumière virevoltant dans les ténèbres du couloir se fixe sur un point précis : Bob essaie d'ouvrir la porte de sa chambre. Il y parvient, sans que la serrure fasse le moindre bruit. L'homme est imposant, mais ses gestes sont délicats. L'instant

d'après, il s'affale sur son lit, en jetant au sol sa couette et ses oreillers.

– Voilà pour vous, ça fera l'affaire pour la nuit.

Alan s'en empare et se met dans un coin. Ian s'installe dans le fauteuil beige inclinable et étend ses jambes. Dans un soupir d'agacement, l'Irlandais tourne immédiatement son dos massif au reste de la pièce, sans se préoccuper davantage du confort de ses hôtes.

Je récupère dans ma chambre une petite couverture que je donne à Ian. « Merci », murmure-t-il. Je leur répète qu'il faut vraiment dormir, tant qu'ils le peuvent.

– Demain, on ne sait pas ce qui nous attend. On ne sait pas ce qu'on va faire. Il faut vraiment dormir.

Ian se redresse nerveusement :

– Attends, Murielle, si tu parles de t'enfuir, je te le dis tout de suite, c'est non !

Je n'ai pas le temps de protester que la voix de Bob – que je croyais endormi – tonne, malgré le fait qu'il chuchote. Il s'adresse à moi, mais avec le souci que tout le monde entende son annonce :

– S'ils ne veulent pas bouger, tant pis pour eux. Nous, demain, on se casse d'ici.

Sans même écouter les arguments habituels de Ian, qui évoque l'arrivée de l'armée, et les consignes de sécurité, Bob se tourne à nouveau vers le mur de sa chambre. À travers l'obscurité, je perçois sa silhouette, allongée sur le côté, en train de respirer à un rythme de plus en plus lent.

Je quitte la chambre sans dire un mot. Demain, on s'enfuit, avec ou sans Ian et Alan. Demain, on va vers l'inconnu, mais l'idée d'y aller avec Bob me rassure. Un peu plus tôt dans la matinée, lorsqu'il

m'a vue m'asseoir contre le mur, face à la fenêtre, il m'a dit, comme si sa propre vie n'avait aucune importance :

– Si les types arrivent, je me mettrai entre toi et eux pour te protéger.

Je sais qu'il l'aurait fait.

*

Pendant l'occupation allemande, ma mère était résistante. Elle n'appartenait pourtant à aucun réseau, aucun maquis, mais elle résistait. Dans la légende orale de la famille, je ne lui connais qu'un seul acte héroïque. C'était en 1943. Ma mère vivait avec mes grands-parents, à Périgueux. Mon grand-père, un Alsacien né *de facto* allemand à la fin du XIX^e^ siècle, avait déserté au début de la Première Guerre mondiale pour aller se battre du côté des Français contre l'armée de Guillaume II. Le retour des troupes, nazies cette fois-ci, sur la rive ouest du Rhin fit de mon grand-père un traître, aux yeux de la loi du III^e^ Reich, qui s'appliquait désormais à sa région natale. Il fut condamné à mort par contumace et devint un fugitif. La famille s'enfuit dans un premier temps à Bruxelles, envahie à son tour en mai 1940, puis se réfugia dans le sud-ouest de la France, région encore non occupée par les Allemands. Périgueux avait accueilli la mairie de Strasbourg en exil, et mon grand-père, entre autres. La chasse à l'homme reprit lorsque les nazis envahirent la « zone libre » gouvernée par le régime de Vichy. Lorsque deux officiers SS firent irruption dans la maison, au lever du jour, mon grand-père était caché. Ma grand-mère leur hurla dessus en français. Et donc ma mère se leva et se planta devant la sienne à quelques centimètres de la mitraillette. Les bras croisés, les yeux dans ceux de l'officier SS. Les deux nazis firent chou blanc. En représailles, plusieurs frères de mon grand-père encore en Alsace furent déportés,

certains y ont laissé leur vie. Ma mère était résistante. Ma mère avait douze ans.

Je n'ai jamais entendu cette histoire de la voix de ma mère. Trop pudique pour le devant de la scène ; trop réservée pour tirer à soi le beau coin de la nappe lors des repas de famille. Ma mère m'a appris à résister non par les mots, mais au travers de ses actes. En se livrant à une démonstration quotidienne, elle m'a appris à ne pas subir. La résistance, c'est aussi quand une femme élève seule ses deux filles dans un petit appartement de L'Isle-Adam, pendant les huit mois sur douze d'absence paternelle. Mon père était marin, officier radiotélégraphiste à la prestigieuse Compagnie des messageries maritimes. De lui, j'ai en mémoire une carte. Un grand planisphère tendu sur le mur du couloir. Je connaissais Dakar, Port-Saïd, Zanzibar, Aden, Hong Kong, et – à peu près – l'emplacement de Papeete, avant de reconnaître les lettres de l'alphabet. C'étaient quelques-uns des ports où mon père faisait régulièrement escale, et d'où il nous rapportait des objets fascinants. Imaginez une gamine française des années 1970 jouant avec un jouet électrique japonais ! Entre les encyclopédies rangées dans la bibliothèque du salon – et que je dévorais régulièrement les samedis après-midi –, les bibelots s'accumulaient. L'appartement s'embellissait de paréos et de colliers en coquillages polynésiens, de masques d'ébène, de peaux de zèbre. Et puis, mon père disparaissait, pour sa nouvelle mission en mer, le quotidien et son lot d'impératifs réapparaissaient et ma mère résistait. Elle nous élevait, seule, ma sœur et moi. Et nous voyions l'obstination et la pugnacité s'affirmer chaque jour.

Mon père disparut définitivement lorsque j'avais treize ans. Il n'y a pas eu de naufrage. Il n'y a pas eu de maladie tropicale foudroyante ou de mauvais coup de couteau dans un comptoir glauque. Mon père est rentré du large un jour, malade d'un cancer.

Il est resté à la maison et il est mort après un an de lutte contre un crabe qui lui réduisait les os en poussière, un à un. Longtemps, on a pensé à une irradiation par les radars. Après tout, être à leur contact, c'était son métier. Mon père était aussi passé plusieurs fois par un autre coin de paradis sur la mappemonde : Mururoa.

Là aussi, ma mère résista. Cette fois, c'est à la violence du monde du travail qu'elle se confronta. Après vingt ans sans occuper d'autre emploi que celui de chef de famille, elle redevint secrétaire, à quarante-huit ans. Elle faisait face aux railleries et aux petites humiliations des collègues, qui la trouvaient bien dépassée. Avant de se consacrer à nous, ma mère avait tapé sa dernière lettre comme secrétaire de direction sur une machine à écrire mécanique. Elle découvrit les machines à écrire électroniques, qui annonçaient l'arrivée des ordinateurs de bureau. L'adversité submergeait ma mère et, tous les soirs, en rentrant à la maison, elle pleurait. Même Jean Moulin, Danielle Casanova ou Lucie Aubrac pouvaient pleurer.

*

Dans ma chambre, la veilleuse de sécurité est éteinte. Sur ma table de nuit, je saisis ma petite lampe-torche en plastique, nettement moins puissante que celle de Bob, mais qui fera l'affaire. Je laisse s'échapper un petit filet de lumière à travers la paume de ma main. Surtout, cette lampe, c'est la mienne. Je n'y vois pas grand-chose, mais je me sens entourée par mon univers. Cinq mètres sur deux. C'est un espace très impersonnel, le genre de préfabriqué qu'on pourrait visiter sur une base pétrolière d'Irak ou du Nigeria. C'est entre ces quatre murs blanchâtres que mes collègues expatriés se sont fait capturer, et peut-être assassiner, à la base de vie. Mais cette chambre me donne l'illusion d'être un sanctuaire inviolable. Dans cette pièce, j'ai accroché une reproduction d'un dessin d'Enki

Bilal, dont je ne me sépare jamais. C'est un dessin qui exprime une grande violence : une femme de profil, chauve, transpercée vraisemblablement de balles ou d'objets métalliques qui pénètrent et ressortent de sa chair ensanglantée. Sous le trait futuriste du dessinateur, l'héroïne semble traverser la mort avec rage et fracas. Une image grise, bleue, rouge. Une créature qui lutte, malgré l'inéluctable. Elle se bat dans un dernier élan désespéré.

Lorsque j'arrive de l'aéroport, au premier jour de ma rotation qui en dure vingt-huit, accrocher mon dessin d'Enki Bilal est l'un de mes premiers réflexes, avant même de défaire ma valise. En général, le travail ne commence que le lendemain et j'apprécie ces moments d'entre-deux. J'accroche aussi deux reproductions de la *Frise Beethoven*, du peintre viennois Gustav Klimt. Le regard à la fois aguicheur et plein de tendresse des naïades du symboliste autrichien a quelque chose de bienveillant. Leurs cheveux roux et dorés s'entremêlent, ondulent, embrassent l'espace pour former un cocon protecteur. Étrangement, cette fois-ci, les deux affiches sont restées dans ma valise. Je n'ai pas pensé à les accrocher. Au mur, je caresse du doigt les formes régulières et douces d'un tapis de prière. En réalité, c'est un tapis de mariage berbère qu'on m'a donné en cadeau à In Amenas. Son contact m'apaise. Dans l'obscurité totale, ça n'est pas le néant qui m'entoure, mais une extension de moi. Mon univers. Sans doute mon cerveau me joue-t-il un dangereux tour, mais dans la pénombre de mon petit univers d'une dizaine de mètres carrés à peine, je me sens protégée.

J'attrape mon poignet, mon pouls est redescendu. Je prends trois grandes inspirations. Je redresse la tête. Je n'ai plus besoin de me replier sur moi-même en me recroquevillant, mon espace est tout autour de moi ; même si je sais qu'il n'arrêtera pas les balles ni la fureur de ceux qui n'hésiteront pas à m'assassiner parce que je suis

une femme, et que je suis française. Pour la première fois depuis le début de l'attaque, je n'entends plus le bruit de l'alarme ; elle n'a pourtant jamais cessé de retentir au loin, dans l'usine, alors que les pompiers avaient désamorcé celle de notre bâtiment.

S'occuper l'esprit avant que la peur ne l'envahisse : il faut que je prépare ma fuite. Il faut que je prépare mes affaires. Je me saisis d'un sac à dos. Je prends une poignée de barres de chocolat et autres saloperies industrielles pleines de sucre, de caramel et de colorants qu'on nous donne à chaque début de rotation. En général, je n'y touche pas du séjour et je les laisse à la disposition de l'homme de ménage, en imaginant qu'il en fera meilleur usage que moi, au détriment de ses dents ou de celles de ses enfants. Je les mets dans le sac. Pas le choix. Rien d'autre sous la main que des barres chocolatées pour survivre en cas de marche prolongée dans le désert. Il me faut de l'eau, j'en prends une grande bouteille bien remplie. Une couverture militaire ultralégère mais très chaude dont je ne me sépare jamais depuis le Kosovo. Et mes affiches de Klimt.

Je devine le reste de mes affaires dans la penderie. Deux ou trois paires de chaussures, quelques pantalons, des T-shirts, ma raquette de badminton, des livres. Impossible d'emporter tout cela. Tout est aussi bien là, dans cette chambre où j'ai passé près d'un an si on additionne toutes les rotations. En préparant mon sac, je sais que, quelle que soit l'issue, je ne remettrai jamais les pieds ici.

Je m'allonge sur le lit, les yeux fixés vers le plafond. J'ai longuement hésité avant de finalement choisir de m'y reposer quelques heures. Il est confortable, mon lit. Il est réconfortant, mon petit univers. Mais, si les terroristes finissent par investir le bâtiment, ma chambre est l'un des premiers endroits où ils pénétreront. Ils me cueilleront là, endormie, au milieu de mon espace à moi. Les douze heures à guetter le moindre bruit, à me

répéter qu'il ne s'agit pas de savoir « si », mais « quand », ont fini par me rendre fataliste. Tant pis s'ils viennent me trouver pendant mon sommeil. Il faut que je dorme. L'épuisement me plonge dans un état vertigineux. Je n'ai plus entendu un seul coup de feu depuis que j'ai rejoint ma chambre. Un petit bruit suspect va-t-il me réveiller et me laisser le temps de m'enfuir ? J'hésite à enlever mes baskets roses pour dormir plus confortablement. Je décide de les garder. Au cas où.

J'aimerais chasser de mon esprit l'idée que je serai peut-être morte avant le lever du jour. Depuis ce matin, mon salut ne tient qu'au fait que les terroristes nous ont oubliés dans ce recoin de l'immense site gazier de Tiguentourine. Au milieu du chaos, je ferme les yeux. Je prends mon pouls. Il est reparti à 110. Je prends deux ou trois grandes inspirations que je bloque puis souffle doucement. Ça marche, ça m'apaise. Je suis allongée sur ce matelas où je dors toutes les nuits. J'entends à nouveau l'alarme, seul élément de la réalité qui m'indique que ce qui se passe autour de moi n'est pas tout à fait normal. L'alarme, c'est l'attaque terroriste, les fous d'Allah qui nous traquent, l'usine qui menace de nous anéantir dans son explosion. Il doit être 20 heures. Au fur et à mesure que l'endormissement me gagne, j'oublie que je serai peut-être, au milieu de mon sommeil, la prochaine victime de la fureur des hommes.

CHAPITRE 4

Nuit de garde à Tiguentourine

J'ouvre les yeux et mon cœur soulève violemment ma poitrine. Les mêmes pulsations auxquelles je m'étais habituée depuis que l'alarme s'était mise à sonner. L'alarme. La chambre. L'attaque terroriste. L'usine va exploser. Je regarde les aiguilles de ma montre, vaguement fluorescentes dans l'obscurité totale : il est minuit et demi. Heureusement, ils ne sont pas venus. Maintenant que je suis réveillée, je ne peux pas rester là. La première phase de l'évasion vient de commencer dans mon esprit. Mon premier réflexe avant même de poser le pied au sol est de me couvrir la tête d'un bonnet. Je l'avais gardé dans ma poche avant de m'endormir. Pour couper le grillage, il faut que j'aille dehors chercher la pince-monseigneur dans l'ambulance. J'attrape ma lampe-torche, et tire légèrement le rideau de ma chambre pour regarder à la fenêtre : le noir absolu. Pas une lumière au-dehors, l'électricité n'est toujours pas revenue.

J'enfonce un peu plus le bonnet sur ma tête. Dans un geste très lent, j'ouvre la porte, de manière à ne faire aucun bruit avec le loquet. Je pose un pied dans le couloir. Puis un deuxième. J'allume la lampe-torche tout en plaçant la main devant. Juste ce qu'il faut pour ne pas me cogner dans les murs. Bob, Ian, Alan, mes collègues algériens sont cachés derrière ces portes et ces murs. Je veux leur épargner d'autres moments de frayeur.

Je m'applique à effectuer chaque pas le plus silencieusement possible. D'abord le talon, ensuite la pointe du pied. Dans ce même

couloir, quelques jours plus tôt, je m'amusais à marcher derrière un de mes collègues pour le surprendre. Ma technique semble au point. Au contact prolongé de l'obscurité, je sens que mes pupilles sont dilatées. La porte qui donne sur l'extérieur grince, même si je m'efforce d'en limiter le bruit au maximum. Je suis accroupie. Je passe la tête dehors. Je frissonne. L'air frais et sec du Sahara me saisit les joues. Le ciel est criblé d'étoiles, immaculé par l'absence totale d'éclairage artificiel à plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde. L'alarme résonne toujours. Je me concentre sur les bruits qui peuvent provenir du sol. Sur la chaussée faite d'un mélange de goudron et de petits cailloux du désert, on perçoit le moindre bruit de pas à plusieurs centaines de mètres à la ronde. Je suis accroupie et je guette. Au bout de plusieurs minutes à rester immobile, je me redresse en concluant qu'il n'y a personne et je sors.

La Voie lactée trace majestueusement un large sillon blanc et lumineux. Même les quelques flammes qui s'élèvent toujours dangereusement au-dessus du réservoir de l'usine ne troublent pas le spectacle. Il n'y a que l'obscurité, et le Cosmos au-dessus de ma tête, comme jamais je n'ai pu le contempler en deux ans à travailler aux confins du désert. Je retrouve le spectacle qui était offert à moi vingt et un ans plus tôt, en janvier 1992, lors d'un trek à quelques centaines de kilomètres d'In Amenas, entre Djanet et Tamanrasset. Certaines étoiles sont au premier plan, d'autres, des milliards, tapissent la voûte céleste. L'impression de profondeur me saisit. Alors que la mort rôde, pour la première fois en deux ans je ne me sens plus enfermée dans ce désert. En provoquant une panne générale d'électricité, l'attaque terroriste aura eu pour effet de dévoiler la Voie lactée dans toute sa majesté. L'odeur de carburant en combustion pollue un air d'une pureté qui étourdit.

Mon ambulance est là, garée juste devant le hangar des véhicules des pompiers, vingt mètres en face de notre bâtiment. À la fraction de seconde où, machinalement, j'allais appuyer sur le bouton « déverrouiller », je me pétrifie. Une pression sur le bouton entraînerait un bruit sec et le clignotement des feux de détresse qui se projetterait sur les murs. J'ouvre donc l'ambulance à l'ancienne, par la porte arrière, sans faire de bruit. Je me précipite sur le caisson de matériel. Il fait totalement noir, mais cet espace exigu, je le connais par cœur, et m'y déplace avec aisance. Deux fois par mois, je fais un inventaire complet de tout le matériel disposé dans l'ambulance. La pince-monseigneur est dans le caisson, elle ne peut pas être ailleurs. Je cherche à l'intérieur. Pas de pince. Je recommence. Toujours pas de pince. J'allume alors franchement ma lampe-torche et la plonge dans le caisson, en espérant ne pas trop dégager de lumière vers l'extérieur. Je fouille d'une autre main, de plus en plus nerveusement, évacuant des attelles de traction, des sacs mortuaires, des bouteilles d'oxygène. Toujours aucune trace de cette putain de pince. Mon cœur se serre. J'ai chaud. Je transpire. Je respire vite. Je ne pourrai pas couper le grillage : la pince a disparu, et je ne comprends pas pourquoi. Pour la première fois depuis le début de l'attaque, je sens que la panique me gagne. Je me sens seule, à la merci de tout. L'alarme me transperce les tympans. Djamel ! Mais oui, Djamel y a certainement pensé avant moi et a dû passer plus tôt pour la récupérer : lui aussi est en train de se préparer à fuir, et lui aussi a les clés de l'ambulance. Cette explication me paraît logique, bien que je n'en sache absolument rien. Je respire lentement et reprends calmement mes esprits. Tu peux lui faire confiance, me répété-je, s'il a cette pince, c'est comme si toi tu l'avais. Je ressens toutefois ce qu'a dû éprouver Bob lorsque il s'est retrouvé enfermé dans le couloir : d'abord la colère de savoir

que quelqu'un prend une décision à sa place, ensuite la panique d'être privé d'un de ses moyens de survie, enfin le soulagement de pouvoir se fier, malgré tout, aux autres. Il n'empêche que le premier instinct est celui de ne compter que sur soi, et, alors que je referme le couvercle du caisson de matériel, je songe égoïstement que j'aurais préféré trouver moi-même cette pince, et la garder.

Je me surprends à ranger le matériel dans l'ambulance. Une tâche tellement routinière, tellement commandée par mes déformations professionnelles que je pourrais m'y atteler même avec un incendie dans le moteur. J'en ricane. Je sors, referme la portière, et là encore ma rigueur de *medic* chevronnée intervient. Mais cette fois-ci, elle me pose problème : dois-je verrouiller l'ambulance ou non ? Celle-ci doit être fermée. À l'intérieur, il y a du matériel de pointe, à la fois extrêmement coûteux et indispensable si une vie humaine est en jeu : défibrillateur, aspirateur, respirateur artificiel, etc. Néanmoins si, dans les cinq prochaines minutes, je suis poursuivie par des tueurs, je n'ai aucune chance d'arriver à sauter dans l'ambulance, si elle est fermée à clé. Je ne peux pas l'ouvrir avec la télécommande. Je devrai enfoncer la clé dans la serrure en tremblant. Au pire, si je n'ai pas la pince, je peux tenter de forcer la clôture en fonçant dessus avec l'ambulance. La portière de l'ambulance restera donc ouverte.

Je me dirige vers la réserve de matériel. Un… deux… trois… quatre pas. L'entrée de la réserve donne sur l'extérieur de la caserne des pompiers, à quelques pas de la clinique. Un trousseau d'environ trente clés boursoufle d'habitude la poche droite de mon pantalon. Pour éviter de ressembler au gardien de prison ivre des westerns spaghettis qui cherche péniblement la bonne clé, je n'ai gardé cette fois-ci que celles de l'ambulance, de la clinique et de la réserve.

La pièce mesure une dizaine de mètres carrés. Les étagères, qui grimpent jusqu'au plafond, envahissent l'espace. Il n'y a pas vraiment de place pour circuler. Une très grande table, recouverte d'une bâche en plastique blanc, occupe le milieu de la pièce et cache le bas des étagères. Pratique pour poser le matériel avant de le ranger. Il n'y a que ça ici : des brancards, des barquettes de survie, des armoires à roulettes avec du matériel de triage pour blessés. En face de moi : des perfusions, des seringues, des pansements, des bandages. À ma gauche : trois mannequins pour s'entraîner aux gestes de premiers secours. À ma droite : des barquettes orange pour immobiliser et transporter des polytraumatisés. L'impression instantanée que donne ce cagibi est celle d'un capharnaüm. D'un simple coup d'œil, un terroriste n'y verrait pas grand-chose.

Tout est entreposé sur des rayonnages grands et larges que je connais par cœur. Remettre chaque objet à sa place dans la réserve est essentiel dans mon travail. Je l'ai compris quand j'ai été formée à l'anesthésie et à la réanimation. Ce sont des domaines où tout peut basculer à trente secondes près. Pas le temps de laisser place à l'improvisation, à l'approximation, de chercher les drogues d'urgence ou le défibrillateur. Je sais exactement où les drogues se trouvent. Dans les seringues, certaines sont déjà prêtes à être injectées. Les équipements médicaux sont à leur place, vérifiés, entretenus.

La pièce comporte deux fenêtres ; la première est condamnée par une armoire, l'autre donne sur l'extérieur. Il fait très noir. Je pose ma lampe sur la grande table. J'ai besoin de voir, juste un tout petit peu. Je saisis un paquet de compresses pour masquer l'ampoule. La lumière éclaire très faiblement la pièce ; elle est sans doute suffisante pour signaler ma présence. Tant pis.

Sur ma droite, il y a une demi-douzaine de barquettes entreposées les unes dans les autres. Je retourne l'avant-dernière en partant du mur et me glisse dedans. Ma première cachette est un sarcophage en plastique. C'est une bien maigre protection, j'en conviens, contre les balles, mais c'est plutôt efficace contre le regard. Pour me rendre compte de l'effet produit, je recule au niveau de la porte d'entrée. On a l'impression qu'elles sont toutes les unes dans les autres, alors que l'une d'entre elles est retournée.

La deuxième cachette est une grande boîte en bois. Un coffre fabriqué par les menuisiers du service de la maintenance. Une fois l'intérieur vidé de plusieurs couvertures et autres pieds à perfusion, je me faufile à l'intérieur. Couchée, les jambes repliées, il y a suffisamment de place. Je referme le couvercle et patiente une bonne minute pour vérifier que l'air ne manque pas. Les planches en bois légèrement irrégulières laissent passer un peu d'oxygène. Le souci du détail me pousse à placer négligemment quelques couvertures sur le couvercle pour donner l'impression qu'elles ont toujours été là.

Ce même coffre me sert à confectionner la troisième cachette : je le déplace devant un tas de matelas posés à l'horizontale afin de les masquer. Il suffit de s'y allonger en repliant bien les jambes.

La quatrième cachette est la moins convaincante. Elle est également nettement moins confortable car il s'agit de s'étendre sur l'étagère où sont stockés les mannequins de bouche-à-bouche. La seule façon de se dissimuler est de tirer vers soi l'un de ces mannequins et de se blottir contre. En espérant qu'on ne viendra pas y voir de plus près. Et si j'arrêtais d'avoir de la chance ? Si nous devons venir nous réfugier tous les quatre, très égoïstement, je ne choisirai pas cette mauvaise cachette.

Avec ces barquettes et ce coffre en bois, je résiste. Je leur résiste. Encore. Ils pourraient venir dans le couloir. Je pourrais entendre leurs pas, leur respiration à deux mètres de moi, je me rendrai invisible. Et, à moins qu'ils ne tirent une rafale de fusil-mitrailleur, ils ne m'auront pas.

En cas de danger, le mieux serait tout de même de pouvoir s'échapper de la réserve par une autre issue, mais la deuxième porte est condamnée par des étagères trop lourdes à déplacer. J'entreprends un court instant d'enlever tout le matériel qui y est entreposé, puis je renonce, la mort dans l'âme. À l'instar du bureau de Ian, cette réserve est donc aussi une trappe. Mais, comme un enfant qui s'imagine un tipi d'Apaches à partir de deux balais brosse et d'un drap, je m'autorise à croire en ma survie, tout infime soit-elle, en observant attentivement la configuration de mes cachettes. Il y a de la liberté dans les quelques centimètres carrés d'air respirable d'un coffre en bois. À tout prendre, je préfère être compressée entre deux barquettes en plastique plutôt que d'attendre, assise sur une chaise, d'être fauchée par le sort.

Il est 2 h 30, peut-être déjà 3 heures. À la fenêtre, rien ne permet de deviner que le jour va se lever à nouveau sur In Amenas. Il me faut de l'eau et de la nourriture.

Je dois ressortir du bâtiment pour rejoindre la kitchenette des pompiers. Je m'efforce de respecter les précautions d'usage : coup d'œil à droite et à gauche, pas de velours, ne pas utiliser la lampe-torche. Mes yeux finissent par s'habituer à l'obscurité. Un bruit attire mon attention. Un ronronnement de moteur se distingue assez nettement des hurlements de la sirène d'alarme. Plus je m'approche, lentement, de sa source, plus le bruit me paraît familier. Le générateur électrique de secours. Il fonctionne ! Son vrombissement me revient en mémoire : nous le testons tous les lundis, avec Djamel

et Tayeb, mes deux ambulanciers. L'engin tourne tranquillement, sans tousser, sans indiquer le moindre signe de panne à venir. Il s'est mis en route automatiquement ce matin à la coupure du courant.

Dans la kitchenette, le bourdonnement aigu du réfrigérateur confirme que le générateur ne tourne pas pour rien. Le micro-ondes s'allume, le frigo réfrigère : en plein chaos, voilà que l'électroménager refuse la fatalité ; et que, dans ma solitude nocturne, ces objets ont choisi leur camp, le mien. J'ouvre plusieurs fois la porte du frigo pour vérifier sa bonne marche. La petite lampe à l'intérieur éclaire légèrement la pièce. Je referme aussitôt : pas question de se faire repérer pour si peu. Mais, s'ils arrivent et qu'ils me voient, cette fois je pourrai fuir par une autre porte. Quelques secondes et mes baskets roses pour piquer un sprint et aller me cacher dans les tuyaux géants que j'ai repérés sur le parking.

J'ouvre une dernière fois la porte du frigo pour attraper des bouteilles d'eau minérale. Sur les étagères, il y a aussi quelques paquets de biscuits. J'irai les chercher plus tard. La priorité est d'apporter de l'eau dans la réserve. Kit de survie pour tenir en cas de séjour prolongé. Je prépare mes cachettes comme une salle d'opération : aucun détail ne doit être négligé. Si nous sommes cachés ces prochaines vingt-quatre heures, encerclés, ce ne sera plus le moment d'aller chercher des bouteilles d'eau. Et le soleil saharien fera chauffer nos quatre murs, notre cercueil en préfabriqué.

Au seuil de la kitchenette, toujours aucun bruit de pas. J'avance prudemment jusqu'à la réserve. Je dépose les bouteilles sous la table et fais demi-tour. Je réalise que je peux me faire surprendre en train de circuler, il me faut une échappatoire. La clinique, toute proche, dispose d'une entrée et d'une sortie opposées qui donnent sur l'extérieur. Je décide de laisser ces deux portes ouvertes une bonne fois pour toutes. Coup d'œil à l'intérieur de ma clinique, où les

possibilités de cachettes me semblent beaucoup moins évidentes. Se cacher sous l'un des trois lits des patients ? Le sommier est suffisamment loin du sol pour qu'on y voie quelqu'un accroupi. Sinon, il y a les rideaux de courtoisie ramassés dans deux coins opposés de la pièce. Le problème, c'est qu'ils ne cachent que le haut de mon corps. Il y a bien la penderie, suffisamment haute pour y entrer, mais trop étroite : je m'y glisse, mais je ne parviens pas à refermer les portes. En désespoir de cause, je tente ma chance avec le placard sous l'évier. Après l'avoir vidé d'une bonne dizaine de produits d'entretien, j'y entre péniblement en me pliant en quatre. Si les terroristes viennent jusqu'ici, ce sera forcément pour soigner leurs hommes blessés au combat : ils vont tout fouiller, ouvrir tous les placards. Mais je les entendrai forcément arriver, dans le bruit et le fracas. J'ai deux, trois secondes d'avance sur eux.

Mes yeux tombent sur l'ordinateur de mon bureau. La petite lumière verte de veille indique bien que l'électricité du générateur l'alimente. L'interrupteur de la multiprise reliée au mur est bien allumé. Le générateur fonctionne, il y a de l'électricité, il y a donc Internet, je vais pouvoir envoyer des courriels à ma famille. J'ai l'impression que ma mère, Alain et ma sœur sont derrière le mur. Et je sais qu'ils vont mal. Il n'y a pas de décalage horaire avec Paris. Il n'est pas encore 3 heures du matin, mais je sais que mes proches ne dorment pas.

*

L'angoisse de ma mère me transperce de toutes parts, même si elle veut m'en préserver en se gardant de toute explication de la situation. J'ai sept ans. Je la vois, au petit matin, l'oreille collée au poste de radio dans la cuisine. Elle porte sa robe de chambre. Ses traits sont défaits, ses yeux sont mangés par des cernes voraces. Ma

mère n'a pas dormi de la nuit. Mon père est peut-être porté disparu. Dans le transistor, il n'y a pas de musique, pas d'émission de divertissement, ni de bulletin d'information, il y a un défilé de voix crachotantes. La fréquence est calée sur Senlis Radio, un système qui permet aux familles de marins d'écouter les télétransmissions des navires partout dans le monde. Cette nuit-là, ma mère avait entendu vers 23 heures qu'un bateau avait coulé dans le golfe de Gascogne. C'était en plein mois de janvier. La veille, en fin d'après-midi, elle avait eu mon père, qui lui avait parlé de ce navire, où se trouvent des amis à lui. Lorsqu'elle a appris qu'il avait fait naufrage, elle eut un doute : est-il à bord ? La certitude du contraire s'évanouit comme la chaleur d'une flamme dans une vieille cheminée. Alors, ma mère s'est confrontée au pire. Elle avait écouté, sans pouvoir répondre, ces voix des mers du monde entier débiter des informations qui lui étaient inutiles. De temps en temps, le nom du bateau réapparaissait. C'était pour donner un premier bilan. Les premiers secours avaient pu se rendre sur la zone. Bientôt, des corps furent repêchés. Le nom de mon père ne fut pas cité, mais il restait, au petit matin, des disparus. Et ma mère attendait, en silence, mais les yeux pétrifiés d'angoisse ; elle attendait un nom, celui qui la rendrait veuve. C'est finalement par téléphone qu'elle comprit que mon père était sur un autre navire. Le bateau maudit, sur lequel il n'était donc pas, aurait coulé à cause d'une mine allemande de la Seconde Guerre mondiale ; dans les années 1970, certaines flottaient encore en surface au large des côtes françaises. Un seul membre de l'équipage survécut au naufrage. C'était un plongeur qui avait eu le temps d'enfiler sa combinaison en néoprène avant de plonger dans une eau glacée dans laquelle on ne survit pas plus de vingt minutes.

*

Ma main s'approche de la tour de l'ordinateur. Je m'apprête à appuyer longuement sur le bouton de démarrage. Un écran bleu. Ouverture de Windows 2000 et, quelques minutes plus tard, un éditeur de courriels. Trois phrases que j'écrirai pour tout le monde : « Ne t'inquiète pas. Nous sommes toujours cachés. Nous allons nous évader ! » Juste trois phrases, pour dire en quelques mots que tout va bien. Mais au moment où le haut de ma phalange touche la surface lisse de la touche « allumer », je m'arrête brusquement. Et si les terroristes pouvaient intercepter mes courriers électroniques ? À quatre kilomètres d'ici, à la base de vie, ils ont certainement investi le bureau du service informatique. De cet endroit, les techniciens peuvent contrôler à distance tout ordinateur du site industriel, quand nous leur téléphonons en cas de bug. Théoriquement, il est donc possible de localiser une machine qui serait en train de s'allumer. Je pourrais envoyer un message qui aurait pour titre : « Tout va bien », lu avec soulagement par ma famille, alors qu'au même moment je me ferais trucider par les fous d'Allah après avoir été repérée par ce même message. Je renonce.

« Tu es sûre que ça n'est pas dangereux, In Amenas ? » s'enquérait ma mère, la voix pleine d'appréhension. Combien de fois m'a-t-elle posé la question ? Elle, faisant mine de ne rien savoir sur le sujet, cherchant simplement à se rassurer. Moi, pétrie de certitudes, servie par l'argumentaire clé en main de l'entreprise : « Mais non, maman, il n'y a aucun risque ! Nous sommes trop loin de tout, au milieu du désert, et, en plus, la zone est ultra-surveillée par l'armée… » Avec le temps, cette discussion avait fini par devenir automatique, évacuée en deux secondes, et vite oubliée lorsque je lui disais au revoir la veille de mon retour en avion. Peut-être ne m'a-t-elle même pas fait part de ses inquiétudes lors de mon dernier passage à Paris, lorsque nous avons fêté Noël ? Je m'enfonce dans le

fauteuil de mon bureau, soudain ramollie par l'abattement. L'écran d'ordinateur restera éteint, me renvoyant à ma culpabilité. La nuit d'angoisse de mes proches est longue, et c'est moi qui la leur inflige, car j'ai fait le choix d'In Amenas.

Dans l'obscurité, je leur murmure la promesse qu'ils entendront bientôt ma voix. Il y a de l'électricité. S'il faut que je recharge mes deux téléphones portables. Le réseau GSM est pourtant hors service depuis de nombreuses heures, mais je ne veux me fermer aucune possibilité. S'il est à nouveau possible de communiquer avec le monde extérieur, je ne me pardonnerai pas d'avoir laissé les batteries se vider. Je décide de retourner dans ma chambre pour aller chercher mes appareils. Il y a aussi, dans la réserve, les matelas entreposés pour le triage de victimes en cas d'accident industriel. Je songe à Alan, prostré par terre depuis bientôt vingt-quatre heures. Si jamais il choisit de ne pas me suivre pour rejoindre une de mes quatre cachettes, il sera au moins heureux de pouvoir se reposer sur un vrai matelas.

Entre la clinique et la réserve, puis entre la réserve et le garage, je m'immobilise au moins une bonne minute, à l'affût du moindre signe de vie, d'un cliquetis, d'un pas, d'une voix, d'une lampe-torche balayant furtivement la pénombre. Je m'apprête à sortir. Bien sûr, il y a les caméras de surveillance. Mais en pleine nuit, je sais qu'elles sont aveugles, non équipées de technologie infrarouge. Les snipers que des employés algériens ont aperçus en haut des cheminées de l'usine ne peuvent pas me voir, tant que je circule entre le bâtiment HSE et le hangar des pompiers. Je m'élance en essayant de me faire la plus légère possible sur les gravillons… avec un matelas sous le bras.

La manœuvre est moins facile que je ne l'avais imaginée. Elle devient très délicate lorsque je pousse la porte d'un coup d'épaule et

que je me retrouve dans le couloir. Je ne peux pas allumer ma lampe, car je n'ai pas de main disponible pour en masquer l'ampoule ! Il fait noir. Je progresse en laissant traîner un peu le coin du matelas et en touchant de la main droite le mur du couloir. Mon passage n'est pas très silencieux, et je suis certaine de faire tressaillir les collègues réfugiés dans les chambres. Tant pis. Je compte les pas : trente-deux jusqu'à la porte de ma chambre, la seule restée entrouverte. Je ne pouvais donc pas me tromper.

Au moment de quitter le couloir, portables et chargeurs à la main, quatre coups de feu secs claquent dans l'air frais de la nuit. Puis une détonation. Le silence reprend sa place. Soudain, une nouvelle rafale. Puis une deuxième. D'autres explosions grondent au loin. On dirait des grenades. De nouveaux tirs se font entendre une dernière fois avant que Tiguentourine replonge dans le calme et les ténèbres.

Comme chaque fois, cela vient de loin. Plusieurs kilomètres, ce qui correspond à l'emplacement de la base de vie. Ces tirs donnent-ils le coup d'envoi de l'assaut final de l'armée algérienne sur les preneurs d'otages ? Je m'attends à entendre au-dessus de moi les pales des hélicoptères militaires. Je m'attends à d'autres explosions, d'autres tirs. Rien. Il n'y aura eu que quelques coups de feu, deux ou trois détonations au cœur de la nuit. Et rien d'autre. Tout ce que je sais, c'est qu'à ce moment précis la mort a frappé. Ils tuent mes collègues ! Ils tuent mes amis !

*

J'apprendrai, plus tard, que ces coups de feu nocturnes ont correspondu à l'exécution de plusieurs otages japonais de la compagnie JGC (Japan Gasoline Corporation). De toutes les nations endeuillées, le pays du Soleil-Levant paie le plus lourd tribut. Dix

Japonais sont morts lors de l'attaque. Certains ont été abattus alors qu'ils cherchaient à s'enfuir, mais la plupart ont été exécutés pieds et poings liés, dans un déchaînement de sadisme et d'acharnement qui a particulièrement marqué plusieurs témoins algériens. L'une des explications avancées fait froid dans le dos[1]. Elle dit tout le fanatisme religieux du commando. Ce sont des disciples d'un islam salafiste, qui, dans sa lecture la plus obscurantiste du Coran, divise l'humanité en deux catégories. N'est considéré comme un péché que le meurtre sans « justification » des « *Ahl Al-Kitab* », les peuples du Livre, c'est-à-dire les chrétiens et les juifs. Cela n'empêche pas les disciples de la propagande d'Al-Qaïda de s'y livrer malgré tout. Or, les Japonais sont généralement bouddhistes ou shintoïstes, et aux yeux des musulmans les plus extrémistes, ils ne sont pas vraiment considérés comme des êtres humains, de même que les hindous ou les populations africaines animistes : les tuer n'est pas considéré comme un crime.

*

J'ai une violente montée de nausée. Mon estomac se serre. Si je deviens otage, combien de temps tiendrai-je, enchaînée, battue et violée par ces brutes ? Parmi les captifs, il y a des gens que je connais. Farid m'a appris et Hassi Messaoud nous a confirmé que les Norvégiens s'étaient fait prendre dans le bureau de la chefferie situé à l'entrée de l'usine : Tore Bech, le chef des opérations, et ses collègues Thomas, Hans, Bjarne sont-ils otages ? Sont-ils déjà morts ? Je vois leurs visages, que j'imagine tuméfiés par les coups, pétris de terreur, rongés par l'asservissement imposé par l'arme automatique pointée sur eux, et qui confère au connard qui la détient l'illusion de la toute-puissance. Et Yann ? Où est-il ? Ma gorge s'écrase sur elle-même. Je ne peux pas concevoir qu'il n'ait

rien pu faire. L'action est inscrite dans son ADN de militaire. Yann a forcément bougé, tenté quelque chose pour leur échapper ou, au pire, pour se défendre, dans un élan désespéré à travers les balles meurtrières. Comme l'héroïne bleu métallique d'Enki Bilal.

En regagnant ma réserve, je traverse le hangar et passe devant l'ambulance garée devant l'entrée. Les rafales de Kalachnikov rejouent leur sinistre tambourinade dans ma tête. J'ai le vertige. Le matériel d'urgence est devant moi : il y a les défibrillateurs, les pansements hémostatiques, les pochettes de soluté à perfuser, le respirateur artificiel, de l'adrénaline ; bref, largement de quoi maintenir un blessé grave en vie et soutenir son cœur. Le mien s'emballe. Mes larmes montent. Tout autour de moi, il y a des blessés que je ne vois pas. Il y a sans doute des agonisants, des gens que je connais, côtoie et apprécie, et je ne peux rien faire pour eux. Pour la première fois depuis le début de l'attaque me vient ce sentiment terrible de faillite et d'impuissance.

J'échoue, parce que je renonce à la seule raison de ma présence ici : sauver des vies. En réalité, je suis comme tout le monde, tout du moins comme tous ceux qui ont la chance d'avoir échappé à ces dingues : je me planque, et j'essaie de rester vivante. Je trahis, parce que les tueurs m'empêchent de faire mon métier, aller au secours des victimes. Ils ne m'ont pas encore eue. Mais ils ont pris quelque chose au fond de mon âme. Je ne m'en remettrai jamais.

*

Au Gabon, j'ai retrouvé les arbres. Les manguiers, les acajous ou les okoumés ont remplacé les châtaigniers et les chênes de mes balades adolescentes à cheval. De 2002 à 2003, je suis responsable d'une petite équipe médicale de cinq personnes sur un site de la Compagnie équatoriale des bois, à Bambidi, près de Lastourville, à

cent kilomètres de la frontière avec le Congo. Nous soignons les trois cent cinquante ouvriers de la forêt, mais plus globalement toute la population locale. On fait des jours de marche pour voir « le docteur blanc ». Une soignante française, au fond de la forêt équatoriale, ça se sait et, à des centaines de kilomètres à la ronde, la nouvelle se répand. Certains de mes patients disent venir du Congo. Le virus Ebola a fait son apparition dans la forêt congolaise et a décimé des dizaines de gorilles. La crainte d'une transmission à l'homme s'est vite propagée. La fièvre hémorragique que le virus déclenche ne laisse presque aucune chance de survie, alors que les premiers symptômes sont ceux d'une grippe. Intriguée, sans être inquiète, je me rends au centre Pasteur le plus proche, à trois heures de piste. Le responsable du centre, un médecin suisse, me saisit par les épaules :

– Tirez-vous !

– Je vous demande pardon ?

– Oui. Vous avez bien entendu, tirez-vous !

Ses gestes sont nerveux. Au milieu de la quiétude de la forêt, il semble débordé. Le médecin m'explique qu'il suffit d'un seul malade et nous sommes tous morts. La période d'incubation est d'une petite semaine, le temps de parcourir à pied la distance entre le foyer infectieux et mon dispensaire.

– De toute façon, il n'y a pas de prise en charge possible. Vous avez la chance de pouvoir partir. Alors, partez d'ici !

Je ne suis pas partie. En attendant Ebola, il y a les impaludés, les séropositifs, les tuberculeux, les blessés par des troncs d'arbres et les femmes enceintes. Et pour tous ceux-là, en attendant, je peux faire quelque chose.

*

Déjà cinq bonnes minutes qu'aucun tir n'a retenti. Reste l'alarme. Je l'entends gémir du fond de l'usine. À se focaliser dessus, on se trouve immobile, et bientôt paralysé. Avant qu'un canon froid de fusil-mitrailleur ne vienne se poser contre ma nuque, j'entreprends un dernier geste pour me prouver qu'il me reste encore un soupçon de liberté : je décide de me préparer une tasse de thé.

Dans la kitchenette, le groupe électrogène envoie son flux continu de volts et tient toutes ses promesses. Les téléphones portables se rechargent lentement. Rapidement, la bouilloire posée sur le plan de travail entre en transe sous l'effet de l'eau en ébullition. Au fond de ma tasse, un sachet de thé vert japonais Tamaryokucha attend patiemment de libérer ses arômes et de faire s'élever ses volutes dans une douce vapeur qui, bientôt, caresse mon visage.

Avant le 16 janvier à 5 h 50 du matin, le thé était pour moi un élément important dans la vie, un rituel qui ponctue ma journée, comme une horloge structure le temps. J'enveloppe la tasse de mes deux mains pour les réchauffer. « C'est toujours ça que les Boches n'auront pas ! » disait ma grand-mère, à table, quand elle nous enjoignait d'apprécier le bon repas servi dans nos assiettes. C'est une formule qu'elle a gardée bien longtemps après les privations alimentaires auxquelles sa famille fut soumise pendant l'Occupation. Un fumet agréable se dégage du récipient. Je bois deux ou trois petites gorgées. Cette chaleur me fait du bien. Au cœur de la nuit, le thé vert apaise mon désarroi et me rend un peu de mon humanité.

À côté du sachet de thé, il y a aussi une boîte de biscuits, des petits spéculoos belges ; et celle-ci m'inspire des sentiments beaucoup plus triviaux. La faim me travaille l'estomac, malgré l'effet réconfortant du thé chaud… Le premier spéculoos ne tarde pas à

être rejoint par un deuxième, puis par tous ses semblables pris un à un dans la boîte.

Je décide de regagner le garage. Avec ma tasse de thé encore fumante, je déambule à nouveau dans le couloir. La lourde porte coulissante est entrouverte. J'appuie mon épaule contre le chambranle, le regard porté vers une portion de ciel étoilé visible entre les deux bâtiments industriels. Alors que le monde s'écroule autour de moi, l'infini se dévoile pudiquement devant mon regard. Aucune nuit ne ressemblera à celle-là. Drôle d'endroit pour mourir.

Abstraction faite de l'alarme, de l'usine, des clôtures et des bâtiments, il ne reste plus que l'univers, qui rend nos petites existences si fragiles et instantanées. Vu d'en haut, notre mode de vie occidental consumériste paraît tellement vain ! C'est aussi pour ça que j'aime être à In Amenas, loin de cette frénésie qui nous pousse à conjuguer davantage le verbe avoir que le verbe être. In Amenas est pourtant l'un des sites de production de gaz qui alimentent en grande partie notre mode de vie bourgeois, occidental et consumériste.

Juste en face de moi, il y a le bâtiment HSE. Bob, Alan et Ian sont réfugiés dans l'une des chambres. Les pompiers algériens se cachent quelque part. Je veille sur mes collègues comme je veillais jadis sur les patients en réanimation. J'ai vingt ans, je suis jeune infirmière à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris. Je suis en salle de garde. J'entends le sifflement continu des appareils électriques, le souffle régulier et robotique des respirateurs artificiels. Derrière chaque porte, il y a un polytraumatisé, un patient plongé dans le coma, un autre qui a subi une lourde opération. Je veille sur des corps en souffrance. C'est mon devoir. Ici, ce sont des âmes terrorisées. Les uns se vivent comme des proies, les autres revivent

le cauchemar de leur jeunesse algérienne. C'est illusoire, mais j'ai l'impression de les protéger.

Je regarde ma montre. Il est 3 h 45. J'aimerais rester indéfiniment à 3 h 45. Après ? C'est l'inconnu. Rester ? Partir ? Mourir ? J'irai réveiller les autres à 5 heures pile. Parce que c'est toujours à 5 heures que le camp se réveille, le travail démarrant à 6 heures tous les jours. Jusqu'à 5 heures du matin, je décrète qu'il est 3 h 45. Je laisse mon esprit vagabonder.

Alors que je le faisais régulièrement depuis près de vingt-quatre heures, je n'ai même plus pensé à prendre mon pouls. Mon stress a disparu. Je n'ai pas peur. Au seuil de l'inconnu, je me sens bien. Me vient même un petit rire, vite étouffé. L'expression favorite de Djamel, mon ambulancier, m'a traversé l'esprit : « Ça se passe comme ça, chez McDonald's ! » C'est ce qu'il avait l'habitude de dire chaque fois que quelque chose ne se passait pas comme prévu, ce qui arrivait tous les jours. Chaque fois qu'il y avait un dysfonctionnement, une complication, un retournement ou une aberration et qu'on n'y pouvait pas grand-chose, il me regardait, il haussait les épaules, il écartait les mains, et il me disait : « Ça se passe comme ça, chez McDonald's ! » Une attaque terroriste ? « Eh oui ! Ça se passe comme ça, chez McDonald's… »

J'aimerais qu'il soit là, Djamel, à partager avec moi une tasse de thé et quelques biscuits. Son visage laisse paraître les émotions qui l'animent. Nous passons de longues heures à deviser de la sagesse de nos religions respectives et de la folie du monde. Il m'enseigne ses croyances sans prosélytisme. Un partage de culture entre gens qui s'estiment et se respectent. Un jour, il m'a raconté ce « hadith », une histoire sur la vie du prophète Mahomet :

« Le Prophète avait un voisin mécréant qui déposait tous les matins des ordures devant sa porte. Mais cela ne suscitait chez lui

aucune idée de vengeance. Il se contentait de ramasser les déchets et de nettoyer sa porte, sans rien dire. Un jour, il s'aperçut qu'aucune immondice n'avait été jetée devant chez lui. Ni le lendemain, ni le surlendemain. Le prophète s'inquiéta et se rendit compte que son voisin était tombé malade. Alors, accompagné d'un médecin, il se rendit à son chevet, pour lui porter de la nourriture. »

Je sais que ces gens qui nous traquent au nom de l'islam n'ont rien à voir avec l'islam de Djamel. Un islam qui vous sourit si vous ne comprenez pas grand-chose au Ramadan, qui vous l'explique avec bienveillance, et qui vous dit : « Eh ouais ! Ça se passe comme ça, chez McDonald's ! »

Ma tasse de thé est vide depuis longtemps et a fini par se refroidir. L'objet, si bienfaisant lorsqu'il est rempli, est devenu insignifiant. Surtout, ma faim est de retour. Engloutir la boîte entière de biscuits belges a été un mauvais calcul. Rien de pire que les sucres rapides pour être affamée deux heures plus tard. Ma montre affiche 4 h 50. Dans deux heures, ce sera pire. Le soleil sera levé et l'opportunité de fuir cet endroit se présentera. Il est temps d'aller réveiller les autres. Ils ont certainement faim, eux aussi.

---

1. *Paris Match*, « Terreur en Algérie, histoire d'un massacre », janvier 2013.

CHAPITRE 5

Fuir

– C’est moi ! C’est moi ! N’ayez pas peur !

Bob, Ian et Alan m’entendent chuchoter derrière la porte, mais pas un mot, pas un son, ne sort de la chambre où ils sont tous les trois réfugiés. Je sais que le moindre bruissement venant du couloir leur est forcément suspect. Toc… toc… Ça doit fuser à deux cents à l’heure dans leur tête. Ils reconnaissent ma voix. Mais ce qui leur vient peut-être à l’esprit, c’est que je suis sous la contrainte de l’un de ces terroristes pointant son canon de Kalachnikov dans mon dos. Logique, quand on vient de passer près de vingt-quatre heures à attendre d’être débusqués de nos précaires cachettes.

Ma voix souffle à nouveau contre la mince paroi de la porte en teck :

– Je suis toute seule, n’ayez pas peur, vous pouvez ouvrir !

Le loquet fait « clic ». Je m’engouffre vite dans la chambre de Bob. La lumière pâle du quart de lune qui orne la froide nuit saharienne n’arrive pas à pénétrer à l’intérieur de la pièce. Je parviens à distinguer trois silhouettes faiblement éclairées par une lampe de poche dans la pénombre.

– Je vous ai apporté… le petit déjeuner !

Mon murmure se heurte à un silence presque aussi opaque que l’obscurité de la pièce. Bob me regarde d’un air totalement incrédule, ses épais bras croisés contre son torse puissant. Assis en tailleur au fond de la pièce, Ian et Alan s’avancent sans faire de

bruit. Ils tentent de rassembler leurs esprits engourdis par les quelques minutes de sommeil qu'ils ont pu éventuellement s'accorder. À côté de Bob, pilier de rugby au crâne chauve, les deux cadres de BP ressemblent plus que jamais à deux gamins un peu perdus.

Dans ma main, un plateau : deux tasses fumantes d'eau chaude et deux bols de porridge déshydraté. Du porridge ! Deux minutes, préparation instantanée au micro-ondes. À la fin de sa rotation, Gary m'en avait laissé des dizaines de sachets.

– Où as-tu trouvé de l'eau chaude ? me questionne Ian.

Je souris.

– Je suis française, je sais me débrouiller !

Je savoure mon plaisir à voir leurs têtes mi-engourdies mi-interdites. J'ai tendance à croire que, décidément, les Anglo-Saxons évoluent dans un monde où tout est carré, prévu. Au Tchad, sur un chantier de construction de pipeline pour Exxon Mobile, j'ai découvert combien les protocoles pouvaient être détaillés. Les nombreux Texans qui travaillaient sur place étaient extrêmement pointilleux et n'aimaient donc pas collaborer avec les Français, à qui ils collaient une image brouillonne.

Gentlemen, voici le triomphe du système D *made in France* !

– Vous voulez du thé ou du café ?

La commande prise, je retourne à la kitchenette dans la station des pompiers. Dehors, je frissonne. Pas une pointe d'aube à l'horizon. Je mets encore deux bols de porridge mélangés à du lait dans le four à micro-ondes afin que nous puissions déjeuner tous les quatre ensemble.

De retour dans la chambre de Bob, Ian me propose de m'asseoir à sa place. Je préfère rester debout. Alan s'installe en tailleur à

même le sol, Bob est assis sur son lit, nous formons un petit cercle autour du plateau de petit déjeuner. Malgré l'obscurité, nous nous repérons facilement dans ce décor spartiate. Depuis le début, nous vivons un mois sur deux dans des chambres similaires. Le lit contre un mur. Un petit écran de télévision accroché au mur opposé. Un bureau et un fauteuil. Le coin WC/douche et un placard face à l'entrée. La pièce s'est considérablement refroidie depuis la coupure générale de courant. Les tasses de thé remplies d'eau bouillante dégagent une chaleur que chacun semble apprécier. Les odeurs du café et du lait chaud ajouté au porridge s'entremêlent.

Alan me tend une petite cuillère. Pour la première fois, je crois lire dans ses yeux autre chose que de la terreur. Peut-être l'ombre d'un sentiment de réconfort. Nos esprits se détendent au fur et à mesure que nos estomacs se remplissent de porridge. Personne ne pose de questions sur la nuit que j'ai passée. Je ne vais pas les affoler en leur racontant combien de fois j'ai circulé entre les bâtiments.

Nous n'avions presque rien avalé depuis le début de l'attaque, hier au petit matin. Nous mangeons vite. Impossible de savoir quand et surtout où nous pourrons prendre notre prochain repas. Le téléphone satellite Immarsat est posé sur le bureau.

– Vous avez eu des infos ?

– Non, dit Bob en secouant la tête.

– Ce serait peut-être le moment d'appeler pour savoir s'il y a du nouveau.

Bob se saisit du téléphone satellitaire :

– Ah merde ! Il n'y a plus de batterie.

Je proteste :

– Ah non ! Attendez, là, c'est pas sérieux !

Le crâne chauve de Bob entre dans ses larges épaules.

– Ben… c'est-à-dire qu'on l'a laissé allumé toute la nuit…

– Faut aller le charger. Si j'ai pu vous apporter le petit déjeuner, c'est parce qu'il y a de l'électricité dans la clinique. On doit absolument charger le téléphone satellite.

Bob se lève d'un coup sec. Ian lui fait signe de se rasseoir. Il nous ordonne de ne pas bouger.

– Il faut arrêter de passer ! Le jour va se lever…

Je m'agace.

– Ah non ! Alors écoute, les communications, c'est tout ce qu'on a. Il nous faut de l'information. Donc maintenant, on va aller charger l'Immarsat, Bob et moi.

Ian soupire et lève les yeux au ciel. Bob me fait un signe de tête. Sa main pousse déjà la porte de sa chambre. La base de chargement de l'Immarsat se trouve dans un bureau, à l'opposé, à l'autre bout du bâtiment HSE. Bob et moi avançons doucement, dans le noir, jusque dans ce bureau. Pourvu qu'il n'y ait personne. Bob ouvre la porte du bureau. La base de chargement de l'Immarsat est posée sur son socle. Nous tâtonnons pour trouver le déclic. Impossible de le détacher. Bob insiste. Clac. Rien de cassé, apparemment.

Dans la pénombre, la démarche de Bob est lourde. Ses gestes semblent être effectués avec plus de peine, sous l'effet de la privation de sommeil. Il est d'une humeur massacrante.

– J'ai passé une nuit de merde ! Je n'ai pas dormi une seconde. À chaque bruit qu'ils entendaient dans le couloir, ils sursautaient, c'était insupportable…

Je me sens obligée de passer aux aveux :

– Bob, c'est sans doute un peu de ma faute…

– Comment ça ?

– Ben, j'ai dormi dans ma chambre quelques heures, mais, à partir de minuit, j'ai commencé à circuler entre ici et le hangar des

pompiers. J'ai aménagé des cachettes dans la réserve. Si on doit rester vingt-quatre heures de plus…

Bob me coupe :

– Ah, mais, de toute façon, il est hors de question qu'on reste ici. Il faut qu'on se sauve !

– Je suis soulagée que tu n'aies pas changé d'avis pendant la nuit.

– Non. Pour moi, c'est clair. Les deux autres, ils ne veulent toujours pas, mais on va se sauver, Murielle.

– Écoute, je n'ai pas la pince-monseigneur pour couper le grillage. Je suis allée cette nuit dans l'ambulance, et je ne l'ai pas trouvée…

– Qui peut l'avoir ?

– Je pense que c'est Djamel qui l'a. Il n'y a que lui et moi qui avons les clés de l'ambulance.

– Bon, il faut qu'on trouve les gars et qu'on discute avec eux.

– Bob, si on part, c'est maintenant. Sinon, on va devoir attendre vingt-quatre heures de plus. Hors de question de se sauver en plein jour, c'est du suicide !

Les aiguilles légèrement fluorescentes de ma montre indiquent que le soleil se lève dans un peu moins d'une heure et demie.

Posé sur son socle, l'écran gris du téléphone satellite s'allume enfin. L'icône de la batterie se remplit doucement de noir. Il faut environ une heure pour une recharge complète. Un quart d'heure suffira. Je récupère mes deux téléphones portables qui, eux, sont entièrement rechargés. En revanche, le réseau est toujours coupé.

Vers 5 h 50, Bob récupère le téléphone satellite et son chargeur. Nous quittons la clinique, toujours dans la plus grande obscurité. À l'extérieur, tout est calme, froid, immobile. Avec une prudence de Sioux, Bob pousse la porte à battants du bâtiment HSE.

Un brouhaha en arabe : les pompiers sont réveillés ! Ils sont dans le couloir, bouchant le passage avec leurs épaisses carrures. Il y a aussi des collègues des ateliers en bleu de travail, certains que je ne connais pas, tous portent leur veste d'hiver. Je devine au centre du groupe les silhouettes de Djamel et Mourad. Chacun s'invective, se coupe la parole. Je reconnais le type avec sa barbe noire épaisse, ses yeux globuleux sous d'épais sourcils, et son bonnet rouge qui m'avait tant fait peur la veille. Il me sourit.

– Murielle !

Je me retourne. Farid est devant moi. Toujours aussi pâle. Dans la cohue, je lui demande comment s'est passée sa nuit.

– C'est terrible… c'est terrible.

Son regard navigue dans le vide. Farid ne parle pas de la qualité de son sommeil, mais du drame qu'il vit. C'est le seul parmi nous à avoir vu les terroristes voilà plus de vingt-quatre heures.

Le volume sonore monte de plus en plus. Chaque petit groupe discute à deux ou trois personnes, puis interpelle le groupe voisin. La discussion animée devient une engueulade.

– Farid ! Que se passe-t-il ? Il y a un plan ?

– Oui. On va tous se sauver ! On va passer la clôture et marcher, on est un groupe, on a des drapeaux blancs.

– Mais vous voulez y aller maintenant ?

– Oui, oui. On va y aller ! On va y aller !

– Mais quand ?

Le jeune ingénieur est déjà reparti dans ses palabres avec un pompier, passant du français à l'arabe. Je traduis à Bob, qui ne parle ni l'un ni l'autre.

– Bon, apparemment, ils ont décidé de partir maintenant. Tout le groupe. C'est eux qui ont la pince visiblement, puisqu'ils parlent de

franchir la clôture. On va partir avec eux, je pense que c'est une bonne idée…

– Oui ! On s'en va, je vais chercher les deux autres…

– Mais en même temps, j'ai l'impression qu'il y a un truc qui cloche entre eux, je ne sais pas ce que c'est.

Bob hoche la tête et s'empresse de regagner sa chambre. Je me dirige vers la mienne, et je tombe sur Djamel et Mourad. Chacun a dans la main un manche à balai et des draps blancs. Je devine que c'est ce qui fera office de drapeaux blancs à présenter à l'armée une fois à l'extérieur. Mourad plante ses yeux noirs dans les miens, sa paupière gauche toujours légèrement abaissée n'entame pas la détermination dans le regard du pompier :

– Il faut que vous veniez avec nous ! On ne partira pas sans vous, on ne va pas vous laisser. Il faut absolument que vous veniez.

– Oui, Mourad, je suis d'accord. Depuis le début, je dis que c'est une bonne idée. Mais…

– Tu sais, Murielle, hier, on a été récupérer vos badges dans la station des pompiers…

Et voilà. Le détail qui tue, c'était ça.

– J'ai pensé que si les terroristes étaient arrivés ici et qu'ils avaient vu le tableau dans la station des pompiers, cela leur aurait indiqué qu'il y a des expatriés à chercher.

– Merci Mourad, je n'y avais pas du tout pensé.

J'en ai presque la tête qui tourne. Comme si quelqu'un m'avait agrippée par le bras juste avant que je tombe d'une falaise. Malgré tous mes allers-retours vers la station des pompiers, je n'avais pas pensé à enlever nos badges du tableau. C'est une plaquette en bois avec des crochets qui représente les différentes zones du site de Tiguentourine : l'usine, la station des pompiers et la base de vie. À chaque déplacement, nous devons placer notre badge à l'endroit *ad*

hoc. Ça permet de connaître la position du personnel d'intervention à tout moment ; en cas d'explosion dans l'usine, on sait donc qui, parmi les pompiers, se trouve à l'intérieur et risque de faire partie des victimes potentielles. Un moyen plus efficace qu'une puce GPS. Si Mourad n'avait pas eu cette présence d'esprit, sans doute le tableau à badges aurait-il été le point de départ d'une traque macabre à l'expatrié, chambre après chambre, dans le bâtiment HSE.

Mourad poursuit, dans un français quasi parfait :

– Voilà Murielle, on a bossé le plan toute la nuit. Vous allez marcher bien au milieu du groupe. On va vous protéger. Et on va sortir tous ensemble, OK ?

Lorsque Mourad parle, il bouge ses grandes mains de telle façon qu'on a l'impression qu'il saisit une petite flamme délicate et cherche à la préserver de la tempête. Avec moi, le pompier prend une posture presque paternelle. Et pourtant :

– Murielle, pour nous, c'est comme si tu étais notre sœur.

Son frère de cœur, à Mourad, c'est Djamel, mon ambulancier. Il est à côté de lui. Il ne dit rien, mais il me sourit ; un sourire paisible. « Nous sommes une famille, on fait tout ensemble », avait-il l'habitude de dire régulièrement pour parler de la vie pendant ces vingt-huit jours à partager les mêmes repas, à dormir dans des chambres voisines. Une famille ? Façon de parler, pensais-je, trouvant cela un peu exagéré. Djamel me lance un regard appuyé, comme s'il voulait me glisser :

– Tu vois, je te l'avais bien dit…

Oui, nous sommes une famille. Et à cet instant où Alan, Ian, Bob et moi sommes des cibles – des cibles pour ce que nous représentons, pour les nationalités qui figurent sur nos passeports –, Djamel et Mourad abolissent la géopolitique, le Nord, le Sud, le terrorisme. Il n'y a plus d'Algériens et d'expatriés. Il y a cette famille

qui va tenter d'échapper ensemble à cet enfer. Jusqu'à mon dernier souffle, je penserai à Djamel et Mourad.

Des invectives de plus en plus violentes s'élèvent du couloir. Le niveau sonore m'inquiète. J'ai envie de quitter cet endroit. On va finir par se faire repérer. Nous faisons partie du groupe, certes, mais le groupe semble se fissurer. L'énervement me gagne peu à peu. Je profite d'un moment où le pompier qui parle avec Farid termine sa phrase pour le héler, avec nervosité :

– Que se passe-t-il ? Pourquoi on ne part pas tout de suite ?

– Il y en a qui ne veulent pas partir maintenant. Une partie du groupe a changé d'avis.

Mourad intervient, comme piqué au vif. Je me rends compte que visiblement il n'a pas la main sur le groupe.

– En fait, on a peur que des militaires nous tirent dessus. Il faut donc les prévenir qu'on va sortir.

– Mais, Mourad, il faut partir tout de suite ! Il faut qu'on y aille.

Il fait un geste de la main du haut vers le bas pour apaiser mon impatience.

– On va y aller, oui, mais on ne part pas maintenant. Vous, allez mettre vos vêtements de travail pour qu'on vous cache parmi nous !

Nous avons tous la même veste. Une grosse parka en plastique bleu marine avec des bandes réfléchissantes. Dans le couloir, nous nous distinguons de plus en plus nettement les uns et les autres. Le soleil n'est pas encore levé, mais l'aube pointe à l'extérieur. Une lumière d'abord grisâtre, bientôt laiteuse perce à travers les fenêtres des portes extérieures, et je perçois de mieux en mieux ces visages algériens pétris de peur. Je retourne chercher ma veste et mes affaires dans ma chambre.

En entrant dans la pièce, je jette un coup d'œil circulaire. J'ai le sentiment que je ne reverrai plus jamais cet endroit. Je m'imagine

déjà franchir la clôture et marcher vers l'inconnu. Je m'en vais. Vivante ou morte. J'abandonne mon monde d'In Amenas, dont je prends quelques morceaux : je décroche du mur le dessin de la femme en bleu d'Enki Bilal. Dans l'urgence, je garde l'essentiel.

Je me précipite dans le couloir. La porte de la chambre de Bob, juste en face de la mienne, est grande ouverte. Bob s'active lui aussi à rassembler ses quelques affaires éparpillées sur le lit. Djamel et Mourad sont sur le pas de la porte, en pleine discussion avec Alan et Ian. Eux restent immobiles, à l'intérieur de la pièce. Dans un anglais plus approximatif que le mien, Mourad redouble d'efforts pour persuader les deux ingénieurs de BP de nous suivre.

Alan porte toujours ce sweat à capuche qui donne à ce trentenaire au visage lisse et rond l'apparence d'un éternel étudiant de campus anglo-saxon. Ian serre et desserre les poings. Les deux hommes sont pères de famille. J'imagine que l'idée de laisser une jeune veuve et des orphelins envahit leurs esprits chaque fois qu'ils pensent au choix qui s'impose à nous tous : rester ou partir.

– C'est de la folie ! On ne sait pas ce qu'on va trouver dehors ! C'est de la folie ! s'écrie tout à coup Alan.

– On va se faire attraper par les terroristes ! ajoute Ian. Sortez, vous, et prévenez les militaires pour qu'ils viennent nous chercher.

Le ton monte d'un cran.

Les yeux noirs de Mourad fixent le visage mutique de Ian. L'explosif Algérien se confronte à l'impassible Anglais, à qui il faudrait rouler sur le pied pour qu'il exprime un peu d'émotion.

Entre les Algériens qui s'engueulent et l'immobilisme des deux expatriés, je m'agace :

– De toute façon, Bob et moi, on s'en va. Si vous restez, vous allez rester tout seuls.

Je tourne les talons.

– OK. On vient.

Sans doute Mourad a-t-il réussi à les persuader de nous suivre avant que je n'intervienne. De façon très égoïste, je ne m'en soucie plus. Je me fie au groupe, je monte dans la barque, même si celle-ci prend l'eau de toutes parts et que sa destination est incertaine.

Je sors mon bonnet de laine de ma poche. Il me semble suffisamment large pour cacher mes cheveux blonds d'Européenne.

La voix de Mourad se charge alors d'une gravité que je n'avais jamais encore entendue.

– Écoutez-moi. On va sortir tous ensemble, mais si jamais on tombe sur les terroristes, il ne faut pas qu'ils vous prennent. Il ne faut pas qu'ils vous voient !

Peut-on reconnaître quatre Européens cachés parmi un groupe de vingt-deux Algériens, tous vêtus de la même tenue de travail ? Les terroristes sauront-ils distinguer une femme, blonde, française, aux yeux bleus, dissimulée dans un groupe d'Algériens ? Cette question m'effraie. Aucune mèche claire ne dépasse de mon épais bonnet en laine brute, je l'enfonce jusqu'aux yeux.

Dans le couloir, la confusion règne toujours. Je croise des visages. Mon voisin de chambre, Salim Kichou. Je ne l'avais pas vu depuis l'attaque. Un grand gaillard, tout maigre, dont les traits, anguleux, me rappellent ceux de Vincent Cassel. Même front bas, même nez carré, même silhouette. Ce matin-là, sa peau claire d'Algérien du Nord est grise. Ses yeux sont gonflés. Il n'a pas dormi.

– Ça va ?

– Oui… oui… ça va aller. Allez… on s'en va, répond-il d'une voix tremblante.

Puis il marque une pause. Et se reprend, tentant de ne pas s'étrangler avec ses larmes pour que je saisisse bien chaque mot de sa phrase :

– Mais tu ne peux pas savoir, Murielle. C'est ce qu'on a vécu pendant dix ans.

Et il le répète :

– C'est ce qu'on a vécu pendant dix ans…

Salim a trente-deux ans. Comme Djamel, comme Farid, comme tous ces Algériens qui m'entourent, il a sacrifié sa jeunesse sur l'autel de la guerre civile. Plusieurs fois, Djamel m'a parlé de cette période que tous les autres taisent. Lorsqu'il faisait son service militaire, il avait été autorisé à laisser pousser ses cheveux car, sur les faux barrages dressés par les terroristes du groupe islamique armé (GIA), ceux qui avaient les cheveux coupés court, à la façon des militaires, étaient les premiers massacrés. Des dizaines de jeunes conscrits, rentrant dans leurs familles pendant leurs permissions, étaient ainsi fusillés ou égorgés et puis jetés sur le bord de la route. « Un jour, m'avait dit Salim, je te raconterai quelque chose… » Je n'ai jamais su, mais j'ai tout compris.

Le groupe semble se mettre en mouvement vers la sortie. Mais, alors que les premiers atteignent enfin la porte, il y a encore un coup d'arrêt. Et à nouveau, le ton commence à monter. Les cris reprennent. Farid m'explique d'une voix paniquée :

– Ils pensent que, si on sort, on va se faire tuer par l'armée. Il faut absolument les prévenir qu'on va sortir. Vous n'avez pas un moyen de communication ?

– Mais si ! On a l'Immarsat, on vient de le charger. Mais qui voulez-vous appeler ?

– Ma famille ! Et eux sauront qui appeler, qui prévenir, donne-moi l'Immarsat !

Je traduis pour Bob, qui me remet le téléphone satellite. Dans ce qui ressemble de plus en plus à une bousculade, entre l'alarme et le brouhaha, Farid se concentre pour composer un numéro, mais il se

rend compte que l'engin ne parvient pas à capter un signal satellite. Et si les terroristes nous cueillaient maintenant ? Et si nous sortons et que l'armée nous abat un à un ? Farid attrape enfin une petite barre de réseau. Son pouce compose à toute vitesse. Il semble y avoir une tonalité. Puis trois. Puis cinq. Puis dix. Le jeune ingénieur algérois s'agite. Les cris sont de plus en plus forts autour de lui. Pas de réponse.

Dans la cohue, je tombe encore sur Djamel.

– Et au fait, c'est toi qui as pris la pince ?

– Oui, j'ai découpé le grillage avec. C'est fait.

Il n'y a plus qu'à partir, c'est déjà ça.

Bob, Ian et Alan sont derrière moi, en tenue. Bob et Ian portent la même large veste que moi. Alan a enfilé la combinaison que je lui avais laissée hier pour qu'il se réchauffe, mais il ne porte pas de bonnet. Dans le groupe, ses cheveux, blonds, coupés au bol jusqu'aux oreilles, détonnent. D'autant qu'Alan mesure un mètre quatre-vingts. Je fais un saut dans ma chambre, car j'ai un deuxième bonnet.

– Tiens, enfile ça, cache tes cheveux !

Dans le couloir, les cris semblent s'estomper peu à peu. Nous piétinons. Nous ne sommes pas dans un avion en feu mais j'aimerais que les gens de la première rangée cessent d'hésiter et ouvrent enfin la porte. Et puis, d'un seul coup, j'aperçois que le groupe de tête est déjà sorti. Nous cessons de piétiner : nous marchons.

Il est 7 h 10, et nous entamons notre évasion. Quatre expatriés. Vingt-deux Algériens.

Une fois la porte franchie, à l'extérieur, une bonne dizaine de mètres nous séparent du grillage. Je reste à côté de Bob. Il avance lentement. Je croise le regard de Mourad. J'y vois beaucoup d'assurance. Son plan, il y croit. J'ai envie d'y croire moi aussi. Je

n’ai pas envie de subir. Je n’ai pas envie de mourir en ayant attendu que le *blast* de l’explosion de l’usine me souffle ou qu’une balle de djihadiste se loge à l’arrière de mon crâne. Malgré l’alarme, je crois entendre, faiblement, le chant d’un oiseau venu annoncer l’aube avec un peu de retard. Un oiseau en plein désert qui, lui, a fait la grasse matinée.

CHAPITRE 6

Un général en burnous

Nous ne marchons pas droit vers la clôture. Nous obliquons vers la gauche, en direction du parking du bâtiment HSE. Le parking est couvert. Nous sommes à l'abri des regards. Il faut rester bien au milieu du groupe. Personne ne court. Personne ne pousse.

Une fois sous le toit du parking, la brèche dans la clôture apparaît, béante. Elle n'est visible qu'au dernier moment, car elle est masquée par un conteneur. Les éclaireurs du groupe la franchissent sans la moindre difficulté. Djamel et sa pince-monseigneur ont découpé suffisamment large dans le grillage pour ne pas avoir besoin de se baisser.

Le mouvement est lent. Silencieux et discipliné. C'est mon tour. Je me trouve devant cette double clôture qui forme un no man's land de deux mètres cinquante de large. J'ai souvent travaillé dans des espaces clôturés par des grillages. Au Kosovo, au Tchad, en Algérie. Au Nigeria, il y avait ce qu'on appelle les « clôtures Sud-Af' » au sommet desquelles les lames de rasoir et les tessons de bouteilles remplacent les barbelés. De l'autre côté, c'était toujours l'infini : la forêt équatoriale, le delta du Niger, le désert tchadien, le Sahara sud-algérien. Mon pied droit passe le premier. Il foule un sol caillouteux, dont la couleur ocre devient éclatante. Je redresse la tête et porte mon regard au loin : un soleil majestueux se lève devant nous. Autour de moi, je ne vois plus personne. Il fait encore froid, mais une vague de chaleur envahit mon corps. Le ciel est bleu

clair et strié de bandes rosées. Le désert orangé livre sa promesse d'air pur. On entend encore l'alarme au loin. Une balle peut venir. Puis une autre. Je suis libre. Pas seulement d'In Amenas. En quelques pas, je me libère de tout.

Nos pieds ont l'habitude des sols bien goudronnés du site gazier. À l'extérieur, la surface est truffée de petits monticules de terre et de sable. Il y a des rochers à tordre une cheville distraite. Le terrain, très accidenté, aurait pu aisément servir de lieu d'entraînement au robot de la Nasa, Curiosity, avant que celui-ci ne s'envole pour la planète Mars.

Je m'efforce de ne pas regarder autour de moi, encore moins derrière mon épaule. Je pensais que tout le monde allait se mettre à courir, mais ils continuent d'avancer au même rythme. Je m'aperçois que je dépasse tout le groupe. La peur me fait accélérer. Je redoute les tirs des snipers qui sont peut-être aux aguets, en train de nous scruter avec leurs jumelles. Nous sommes à découvert.

*

Un camarade de promotion, infirmier anesthésiste qui m'avait précédée au Kosovo en 1999, avait vécu toute la guerre des Balkans. Il a connu la tristement célèbre « Sniper Avenue » à Sarajevo. Posté derrière un muret de sacs de sable, il observait les alentours à la jumelle pour tromper son ennui et vit un sniper le tenant en joue et lui faire « coucou » de l'autre main, à huit cents mètres de lui.

*

Bob est juste derrière moi. Mourad et Djamel sont à l'avant, ils ont brandi leurs draps blancs en haut de leurs manches à balai. Ils en ont fabriqué trois, bien visibles. Les tours grises et les cheminées de l'usine sont à des centaines de mètres. Une balle de fusil d'un

tireur d'élite peut parcourir facilement trois à quatre kilomètres. Je me retourne à nouveau. Impossible de distinguer à l'œil nu la moindre silhouette en haut des tours de l'usine. Je me replace au milieu du groupe, comme prévu dans le plan. Ian et Alan marchent vite eux aussi. Mais j'ai l'impression que la terreur les a quittés. Leurs visages sont concentrés, tendus, mais plus assurés.

D'un seul coup, le terrain devient beaucoup moins praticable. Les petits monticules de terre et de sable deviennent des dunes rocailleuses de près d'un mètre. Sur ma droite, au loin, j'aperçois une silhouette. Puis deux, puis trois, puis quatre. J'ai l'impression de voir des ombres sortir de trous creusés dans le désert.

– On continue ! On continue ! On continue de marcher ! crie, dans mon dos, en arabe et en français, quelqu'un du groupe.

Malgré cela, le groupe se resserre un peu sur lui-même vers la gauche, puisque les silhouettes inconnues se rapprochent par la droite.

Nous marchons. D'autres silhouettes surgissent de l'horizon. Nos pas se précipitent. Nous ne courons toujours pas. Cent mètres. Deux cents mètres. Les silhouettes deviennent des hommes en treillis, armés.

– Ne vous arrêtez pas ! hurle quelqu'un dans le groupe.

Les hommes armés sont maintenant plus d'une dizaine. Nous obliquons encore un peu plus vers la gauche. Mon cœur cogne dans ma poitrine. Les hommes armés se trouvent à cinquante mètres de nous. Et là, près de moi, une voix dit en français :

– Levez les mains ! Levez les mains ! Levez tous les mains !

Doucement, mes mains montent bien au-dessus de ma tête. Cinquante-deux mains se lèvent d'un même mouvement. Je reste bien au milieu du groupe. Entre moi et ces hommes armés en treillis, il y a mes collègues. Nous continuons à marcher, lentement, pendant

encore une dizaine de mètres. Puis une autre voix dans le groupe crie :

– À genoux ! On se met tous à genoux !

Qui sont ces hommes en treillis ? L'armée ou les terroristes ? Je veux réprimer un rire. Non pas des larmes, ni un cri, mais un rire. Finalement, je subis. Les armes sont là, je m'y soumets. Un commando hostile nous aurait interceptés dans le désert qu'il ne s'y serait pas pris autrement : « Mains en l'air ! À genoux ! » Alors, j'attends. L'estomac noué. La gorge serrée. La tête baissée, un sourire en coin.

– Là, Bob, ça va être le moment de vérité…

Bob reste silencieux.

Les silhouettes en treillis deviennent de plus en plus nombreuses. Certaines courent dans notre direction. Étrangement, ils ne nous encerclent pas mais nous font face. Ils sont au sommet d'une butte qui nous surplombe à quatre mètres de hauteur. Ils nous crient quelque chose en arabe. Les phrases, courtes, claquent dans l'air pur du Sahara algérien. L'écho rebondit légèrement sur les dunes rocailleuses. Le ton est autoritaire sans être menaçant. Dans le groupe, certains leur répondent. Impossible d'avoir une traduction. La tension est trop forte pour que quelqu'un prenne le temps de faire l'interprète.

Soudain, quelqu'un se lève parmi nous, toujours les mains en l'air au-dessus de la tête. Il se dirige, doucement, vers la butte. Une fois à son sommet, il s'arrête devant un homme armé, habillé en treillis kaki, qui tient sa Kalachnikov en bandoulière. L'homme armé s'approche de lui. Un autre type en uniforme, lui aussi équipé d'une Kalachnikov, s'avance dans son dos. Notre collègue ouvre sa veste, les deux hommes armés lui palpent le torse, vérifient qu'il n'a pas de ceinture d'explosifs sur lui. Puis ils inspectent son pantalon. Une

fouille minutieuse, qui dure près de deux minutes. L'un des hommes armés en treillis dit quelque chose en arabe et fait signe à notre collègue d'avancer. Ce dernier s'exécute et disparaît derrière la butte. Pourvu que l'on n'entende pas de coup de feu dans les secondes qui suivent.

Puis l'homme armé fait signe à une deuxième personne de venir vers lui, mains en l'air au-dessus de la tête. Nous assistons au même rituel. Une fouille au corps en règle et mon deuxième collègue disparaît derrière la butte. Puis un troisième, un quatrième, etc. L'homme armé ne s'avance pas d'un centimètre dans notre direction, il semble vouloir maintenir une distance de sécurité.

Je tourne la tête vers Bob :

– Mais ça va durer longtemps ! De toute manière, terroristes ou armée, on va tous y passer ! Autant leur dire tout de suite que nous sommes des expatriés parmi le groupe…

– Oui… Tu as raison. J'y vais !

Je voulais me sacrifier moi aussi, mais la grande silhouette de Bob s'avance déjà vers le sommet de la butte, les mains en l'air. Lorsqu'il se présente devant l'homme armé en treillis, il enlève son bonnet et dévoile son crâne chauve et sa tête d'Irlandais. Le type reste immobile face à lui. L'attitude neutre, froide. Prêt à le fouiller ou à prendre son pistolet et à lui tirer une balle dans la tête. Bob s'adresse à lui, mais l'autre n'a pas l'air de répondre. Le deuxième homme armé s'avance et le fouille, lui aussi. Bob se tourne ensuite vers moi, et me fait signe de le suivre.

Je me lève, la démarche peu assurée. Je garde les mains dressées vers le ciel, la tête un peu rentrée dans les épaules. Je monte au sommet de la butte, l'homme armé est devant moi. Il ne dit pas un mot. J'aurais voulu qu'il me fasse un large sourire pour me faire comprendre que, c'est bon, je suis sauvée. Mais il ne sourit pas. Ses

yeux très noirs et très perçants me scrutent sous un képi de couleur kaki à la visière courte. Il tient très fermement son arme contre son thorax. J'enlève mon bonnet pour lui montrer mes cheveux blonds. L'homme ne dit rien. Il regarde dans mon sac, mais ne me touche pas. Son silence est déconcertant. Il me montre du doigt la direction que je dois prendre, et je marche sur les pas de Bob pour redescendre de l'autre côté de la butte.

Bob est tout seul, et mes cinq collègues algériens sont regroupés. Expatriés et locaux séparés. C'est cuit. Le commando terroriste nous a retrouvés. Dans cinq minutes, un pick-up va venir nous chercher, Bob, Ian, Alan et moi, et nous ramener à l'usine. Je n'ai plus aucune force. Courir ? À quoi bon ? Je m'assieds à côté de Bob.

– Tu crois que c'est l'armée ou les terroristes ?

Il lève les paumes de ses mains vers le ciel et hausse les épaules :

– Je ne sais pas. On va voir.

Je compte les collègues qui descendent la butte. Ils sont bientôt une petite quinzaine à s'asseoir les uns à côté des autres. Farid se tourne vers nous.

Je crie et lui fais de grands signes :

– Farid ! Farid ! Ce sont les vrais militaires ?

– Oui ! Ne t'inquiète pas, c'est l'armée.

– T'es sûr ?

– Oui, oui, ce sont les militaires.

– Mais pourquoi nous ont-ils séparés ?

Nous sommes à une bonne vingtaine de mètres de distance, je n'arrive pas à me faire entendre, d'autant qu'entre les Algériens, la discussion s'anime à nouveau.

Ian et Alan nous ont rejoints. Je leur ai expliqué que, d'après Farid, nous avions affaire à l'armée. Nous sommes sauvés, selon lui,

mais personne ne semble s'en réjouir. Alan s'installe un peu à l'écart et s'allume une cigarette, qu'il fume sans dire un mot.

Les derniers à descendre de la butte ont avec eux les drapeaux blancs. Ils les ont repliés. Les collègues algériens semblent détendus. J'entends même quelques éclats de rire qui résonnent sur les parois ocre des monticules de roche et de sable. Les inconnus armés qui s'étaient occupés de la fouille descendent vers le groupe des vingt-deux Algériens. Un jeune homme en uniforme au visage rond et à la peau mate se dirige vers nous quatre. Je lui demande :

– Vous êtes vraiment des militaires ?

– Oui, oui, nous sommes l'armée.

Il ne semble pas s'offusquer de ma question. Même si le jeune militaire en face de moi ne semble pas avoir plus de vingt ans, les années noires, celles des faux barrages tenus par des terroristes déguisés en soldats, ont laissé des traces.

Il m'indique que nous allons rejoindre le poste de commandement installé à côté du site. Je demande à ne plus être séparée de mes collègues algériens. Il répond sèchement :

– Non. Vous, vous restez à part.

Les collègues algériens se sont mis à marcher les premiers. Ils avancent en rangs serrés, au milieu du désert, entourés de cinq militaires. D'un mouvement de tête, le jeune soldat nous fait signe de nous lever à notre tour. Nous marchons dans la même direction, sans rien dire. Je ne comprends pas pourquoi nous sommes séparés.

Bob et moi marchons vite, et nous finissons par semer notre escorte pour rejoindre le groupe des Algériens, qui avançait d'un pas lent. J'attrape Farid par l'épaule, déterminée à poursuivre ma conversation avec lui :

– Farid, comment peux-tu être sûr que ce sont bien les militaires ? C'est les gars de la caserne d'In Amenas ?

– Non, ils ne sont pas d'In Amenas, mais j'ai parlé avec eux…

– Ouais, mais bon, ça ne veut rien dire…

Sans hausser le ton, en restant très calme, Farid poursuit d'une voix bienveillante. Sur son visage, la terreur a disparu.

– Tu peux me faire confiance : ils portent une médaille autour du cou. Si c'étaient des faux militaires, ils ne l'auraient pas.

J'ignore ce que ça signifie mais cela semble un argument de poids.

– On est libres, Murielle. Sois sans crainte, on ne risque plus rien.

Les mots du jeune ingénieur algérois lèvent définitivement le doute. Un 4 × 4 Jeep avance vers nous en soulevant un nuage de poussière jaune et gris. Le groupe s'immobilise. Le militaire qui nous avait demandé de ne pas nous mêler aux Algériens s'avance vers nous, sans colère.

– Vous allez monter dans la voiture avec vos collègues.

– Bon. D'accord.

Je monte sur le siège passager arrière gauche. Bob me rejoint. Alan et Ian s'installent dans le coffre arrière, sur les deux banquettes latérales. Ian esquisse un sourire. Je crois que je ne l'avais jamais vu sourire. Même avant l'attaque.

Nous allons vivre. Nous sommes sauvés. Je suis sauvée. Mais je n'éprouve aucune joie. Je comprends que nous allons au VPC-1, le poste de garde à quelques centaines de mètres de la base de vie. Plus tard, j'apprendrai que Mohamed Lamine Lahmar, l'unique victime algérienne de l'attaque, a été tué ici, dans cette petite cahute. Je connaissais Lamine, le garde-barrière. À chacune de mes visites d'inspection du poste de garde, après avoir vérifié la boîte de premiers secours et m'être assurée du bon respect des règles d'hygiène, je buvais un thé avec lui. Il a eu le malheur de voir les

terroristes le premier. Il a eu le temps de donner l'alerte avant de mourir d'une balle dans la tête.

Lorsque nous arrivons au poste de garde, l'endroit est transformé en arsenal. Il y a des soldats partout : assis sous les bâches kaki des camions de transport de troupes, ou marchant entre les véhicules. Un armement lourd est rassemblé. Il y a des véhicules blindés, plusieurs batteries de lance-roquettes multiples. Des chars ont rejoint les camions de marchandises et les bus habituellement garés ici.

Nous descendons du 4 × 4, accueillis par quelques militaires qui nous exposent le programme : d'abord une visite médicale, puis un interrogatoire.

Je précise que mes trois collègues ne parlent pas français et je propose de traduire.

– On parlera avec vous, ça suffira.

Le militaire nous indique la direction de la visite médicale. Je cherche des yeux mes collègues algériens, Mourad, Farid, Djamel. Je ne les vois pas. Un tir retentit, d'une telle force que je sursaute. Je tourne la tête vers l'origine du coup de feu : la base de vie semble pourtant assez calme. Il n'y a pas de fumée qui s'élève dans le ciel, contrairement à l'usine près de laquelle nous étions réfugiés. Mais les grillages et les premiers bâtiments m'empêchent de voir ce qu'il s'y passe.

Nous sommes invités à monter dans un camion. Sous la bâche, un médecin en uniforme m'accueille chaleureusement :

– Alors, c'est vous la *medic* ?

– En effet, oui.

– Ne bougez pas, je vais prendre votre tension…

L'homme a une cinquantaine d'années et porte une moustache sous laquelle on devine un léger sourire. Je lui tends mon bras droit,

qu'il entoure avec le bandage du tensiomètre.

– 12/8 ! C'est bien. Tension normale, madame…

– Oui ! Mais, pendant l'attaque, j'ai mesuré mon pouls, qui n'est jamais descendu en dessous de 110 !

Le médecin du poste de commandement ne manifeste aucune surprise. Il se décale sur la gauche pour examiner Bob. Ian et Alan attendent leur tour, assis côte à côte.

Un soldat monte dans le camion :

– Madame, quelqu'un veut vous parler, venez.

Le militaire ouvre le rideau de la bâche du camion et me laisse descendre la première. L'homme qui m'attend au pied du camion est enroulé dans un burnous, un grand manteau traditionnel berbère en laine brune avec un haut capuchon pointu qui recouvre sa tête et masque son visage. Le soldat lui fait le salut militaire et m'annonce son nom avec la plus grande déférence. L'homme au burnous est un général de l'armée algérienne.

Les plis flottants de son grand capuchon marron ne laissent rien paraître de son identité. Je devine un homme corpulent, pas très grand. Il s'exprime très poliment :

– Bonjour, madame, est-ce que ça va ? Vous n'êtes pas blessée ?

Je le remercie de nous avoir secourus.

– Bon. Nous allons devoir vous interroger. Si vous avez des informations à nous donner, veuillez suivre cette personne.

Un officier se présente. Il a les cheveux poivre et sel, coupés en brosse, et arbore une moustache droite pas encore blanche.

– Venez avec moi, dit-il.

– Et mes collègues ?

– Ne vous inquiétez pas pour eux, ils nous rejoindront après.

L'homme m'accompagne jusqu'à la porte d'un bus de tourisme parqué à quelques dizaines de mètres. Nous montons à l'avant. Un

autre militaire nous attend. Je m'installe en face de lui, sur la banquette à côté du siège du chauffeur.

C'est un trentenaire, au visage plus anguleux. Il tapote son crayon de papier sur son bloc-notes.

– Alors, madame, que pouvez-vous me dire ?

Je lui dis ce que je sais, c'est-à-dire pas grand-chose. Il note poliment mon récit. Je lui propose de lui dessiner un plan de l'usine et des bâtiments où nous nous sommes cachés. J'ajoute :

– Mon collègue Bob a noté sur un papier tout ce qu'il s'est passé hier. Les tirs, les explosions, les heures précises.

L'officier lève les yeux :

– Et ces notes, vous les avez gardées ?

– Il faut demander à Bob.

L'officier demande en arabe à son collègue aux cheveux poivre et sel d'aller le chercher. Pendant que nous attendons, l'officier reste silencieux.

Bob monte dans le bus et sort de sa poche des feuilles froissées. Je leur montre. L'écriture de Bob a tendance à ressembler à des pattes de mouche, mais reste bien lisible.

– Voyez, là, ce sont les heures, et là ce sont les tirs. Tout est écrit en anglais.

Les militaires me remercient brièvement, puis descendent du bus, nous laissant seuls, Bob et moi.

– Ils vont m'interroger moi aussi ?

– Je ne sais pas. Je leur ai dit ce qu'on savait, c'est-à-dire pas grand-chose…

L'officier poivre et sel remonte à bord du bus. Son collègue trentenaire le suit. Je m'attends à ce qu'il reprenne l'interrogatoire, et à ce que je puisse poursuivre mon récit, mais il m'annonce que nous allons être évacués :

– Suivez-moi, c'est par ici.

Nous traversons le parking pour nous arrêter devant un autocar plus long, stationné sur le bord de la route. Il ressemble à celui que nous prenons pour nos transferts vers l'aéroport.

Le poste de commandement de l'armée est en ébullition. Un petit groupe de soldats équipés de lourdes tenues de combat passe devant nous. Casques, gilets pare-balles, fusils-mitrailleurs. Les batteries de lance-roquettes sont entreposées sur le parking. L'officier me fait signe de monter à bord. Je pose mon pied sur la première marche.

– Monsieur, que va-t-il se passer maintenant ?

Le bourdonnement d'un hélicoptère de combat se rapproche de nous, puis l'engin survole la base de vie. L'officier me répond en haussant la voix pour se faire entendre :

– On attend les forces spéciales qui arrivent d'Alger. L'assaut est pour cet après-midi.

La base de vie est si proche. On peut voir les bâtiments. On peut deviner que, derrière le silence des murs, des portes et des fenêtres, il y a des êtres humains pris au piège. Je suis du bon côté de la clôture. Eux, du mauvais. Yann est de l'autre côté. Son bureau est situé à l'entrée du site. Juste en face de la porte principale. Je peux le voir ! Et je ne peux rien faire. L'officier aux cheveux poivre et sel est trop poli pour me hurler : « Circulez, y'a rien à voir ! », mais les civils n'ont rien à faire sur un poste militaire. Nous avons été recueillis, examinés, rapidement interrogés, il faut maintenant partir. Alors, je monte dans le bus, le regard tourné jusqu'au dernier moment vers la base de vie. On s'en va. Je regarde une tombe.

Je m'installe à côté de Ian, au troisième rang à l'avant, et je lui demande si je peux m'asseoir près de la fenêtre. Bob et Alan sont sur les sièges derrière moi. Les vingt-deux Algériens sont là, eux aussi.

Et puis, d'autres rescapés qui gardent le silence. Dans le bus, chaque survivant garde son histoire pour soi. Il y a ce jeune ingénieur français à quelques rangées de moi. Son récit, il me le livrera plus tard, dans l'avion vers la France. La veille, il faisait partie des passagers de l'autocar en partance pour l'aéroport, attaqués les premiers par le commando. L'embuscade a eu lieu exactement là où nous passons à présent. C'est là que la voiture d'escorte en tête du convoi a essuyé les premiers coups de feu mortels. C'est là que Paul Morgan a été assassiné. Le bus s'est retrouvé sous des tirs croisés des terroristes et des gendarmes pendant plus de deux heures et demie. Au milieu de la fusillade, les militaires ont fait sortir les occupants au compte-gouttes par la vitre arrière du bus. Les expatriés ont dû ensuite ramper sur plusieurs dizaines de mètres avant de se mettre à l'abri. Aucun d'entre eux n'a été touché. Du bout des lèvres, ce survivant français m'a confié qu'à plat ventre dans le bus, pendant les rares moments d'accalmie, lui et d'autres passagers s'envoyaient des vannes.

Au fond de notre autocar, il y a Bjarne, un Norvégien d'une cinquantaine d'années, chef de la maintenance pour Statoil. Il a été capturé avec ses autres collègues, Tore, Thomas et Hans. Après avoir été molestés, ils ont été emmenés dans l'usine, au milieu d'une des unités de production. Sa chance, c'est que le lien en plastique Serflex qui lui servait de menottes était fixé à l'envers. Il s'est rapidement rendu compte que ses poignets étaient mal attachés. Pas question pour lui d'être otage dans le Sahel pendant des mois ou des années dans l'attente du versement d'une rançon. Tenu en joue par les terroristes, il a remarqué que l'un des membres du commando, très jeune et visiblement lui aussi effrayé, tenait son arme avec assez peu d'assurance. Bjarne a tenté sa chance. Il a libéré ses mains, s'est redressé et a couru le sprint de sa vie. « Stop ! Stop ou je te tue ! » a-

t-on hurlé dans son dos, alors qu'il zigzaguait entre les tuyaux remplis de gaz sous très haute pression. Le terroriste n'a pas osé faire feu, de peur de tout faire exploser. Bjarne est parvenu à semer son poursuivant et à franchir la clôture en se brisant trois côtes. Il a rejoint les militaires à pied, en marchant dans le désert.

Ce récit, il me le livre sans se plaindre de la douleur qui l'irradie à chaque inspiration. Sa voix douce trahit à peine l'émotion et l'inquiétude qui le rongent pour ses trois compatriotes et amis restés là-bas. Les terroristes ont voulu obliger en vain les quatre ingénieurs norvégiens à remettre l'usine en route – quelqu'un avait eu l'idée salutaire de couper l'alimentation dès les premières minutes de l'attaque. Les kamikazes avaient besoin que le gaz soit suffisamment sous pression pour la faire exploser. Les quatre Norvégiens ont prétendu ne pouvoir leur être d'aucune aide.

Chaque semaine, Bjarne, Thomas et Hans faisaient partie de ceux qui venaient immanquablement à la clinique pour contrôler leur poids et mesurer leur masse graisseuse. C'était devenu une compétition entre plusieurs hommes de la base. Les mardis, à 6 heures, ils se retrouvaient hilares, déchaussés et torses nus, rentrant le ventre, vidant leurs poches, dans l'espoir d'avoir perdu quelques centaines de grammes. Hans, à l'impressionnante stature nordique entretenue par l'exploitation de son domaine forestier, venait sous n'importe quel prétexte pratiquer son français débutant à la clinique, ce qui déclenchait les moqueries de ses acolytes : « Murielle, on a encore vu Hans qui te cherche. » Bjarne et moi, nous ne reverrons jamais Hans. Ni Thomas. Ni Tore.

Le bus s'éloigne de Tiguentourine, en direction de la petite ville d'In Amenas. La température commence à grimper à mesure que le soleil est haut dans le ciel. Il est 9 heures passées.

Quelqu'un a crié : « Ça y est, on a du réseau ! » et l'ensemble des passagers du bus a saisi son téléphone portable. Le silence des premiers instants se transforme en brouhaha. Un mélange d'anglais, d'arabe, de français, de berbère, de norvégien, de tagalog. Le bus, qui roule au milieu du désert, appelle le monde entier pour rassurer une mère, une épouse, un fils, Alain. Il répond à la deuxième sonnerie.

– Tout va bien, je suis sauvée, nous avons été récupérés par l'armée, je suis dans le bus en direction d'In Amenas.

Je l'entends soupirer de soulagement à travers le combiné.

– Je savais que tu t'en sortirais.

Je prête mon téléphone à Ian, puisque le sien n'a plus de batterie. Il jure de faire vite, mais multiplie les coups de fil et les textos.

– Je te rembourserai, promis, c'est la boîte qui paye !

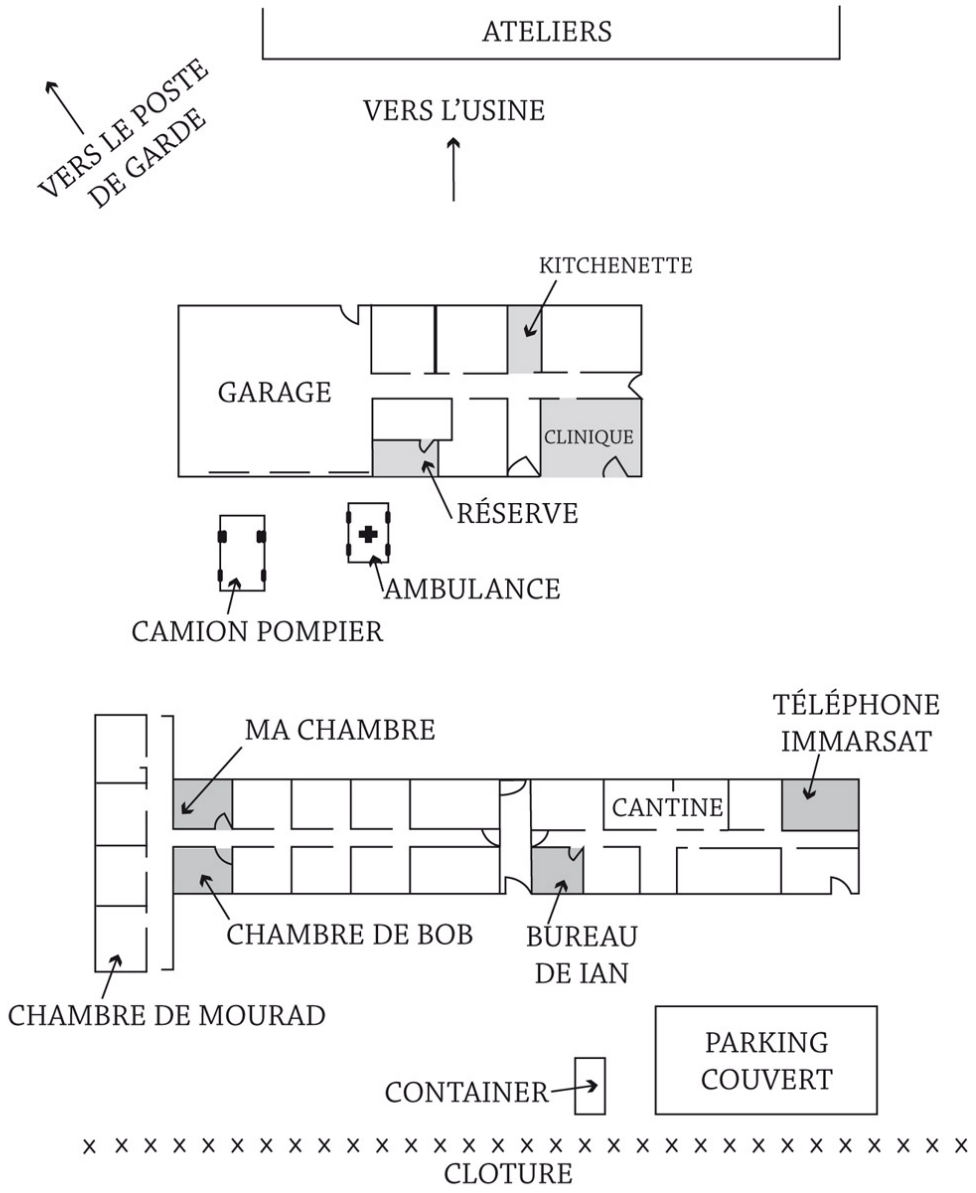
Je colle mon front contre la vitre. Dans les premiers kilomètres après Tiguentourine, la route est assez monotone. Une bande d'asphalte tracée au milieu d'un champ de cailloux. Puis le paysage devient d'un seul coup majestueux. Les premières dunes de sable se dessinent. La lumière du milieu de matinée est magnifique. Mon regard se perd dans ce tableau, sans me rendre compte que des larmes coulent sur mes joues depuis plusieurs minutes.

Souvent, dans le bus, en direction de l'aéroport, je pleure. Pas de tristesse, ni de joie. Simplement, la fatigue me fait monter les larmes. Après vingt-huit jours de travail intense, sur le pont de 6 heures à 19 heures sept jours sur sept, et les astreintes chaque nuit, j'ai besoin de me détendre. Pleurer amortit le choc et le décalage que je subis à chaque changement d'univers. Le désert algérien. Paris. Ce matin, vingt-cinq heures après le début de

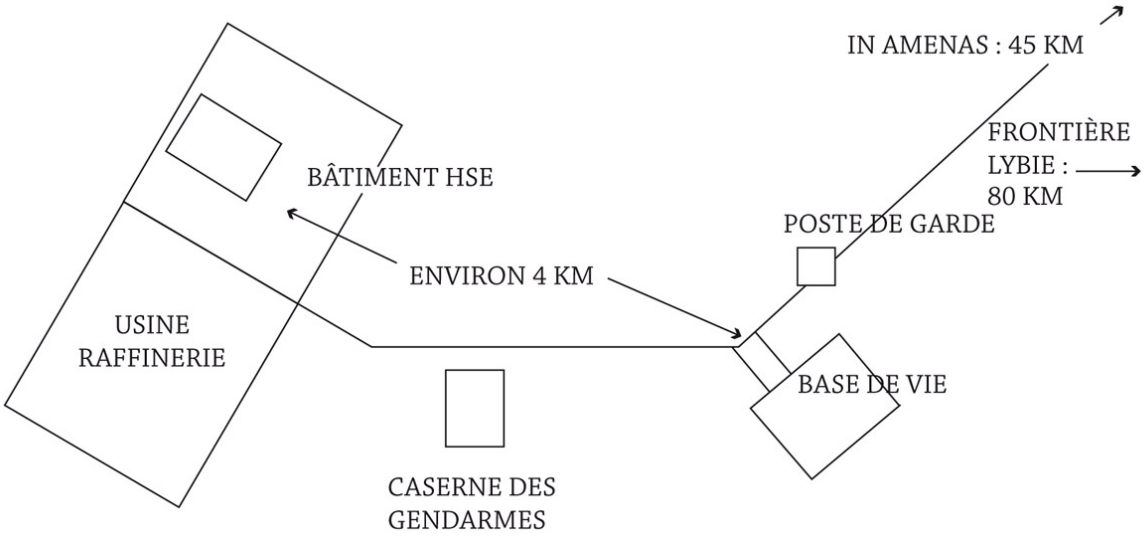
l'attaque, je pleure. J'abandonne mes amis bientôt livrés au déchaînement des armes.

Je me cache à peine pour pleurer. Chacun est trop affairé à téléphoner pour le remarquer. Je suis maintenant seule face à ma détresse. Les dunes de sable s'étendent à perte de vue.

LE BÂTIMENT HSE ET LA CASERNE DES POMPIERS



LE SITE GAZIER DE TIGUENTOURINE



DEUXIÈME PARTIE

DES MORTS ET DES OMBRES

par Walid Berrissoul

À Didier et Édouard

CHAPITRE 1

Qui a tué Yann Desjeux ?

Les questions d'un fils

Il a craqué. Aux dernières phrases de son discours, la voix de Florian Desjeux s'est brisée. Elle s'est noyée dans les larmes, au milieu du jardin des Invalides, que les derniers rayons de soleil de l'été rendaient parfois verdoyant, entre deux bourrasques de vent déjà glacial. C'est vrai qu'il était triste ce 19 septembre 2013, jour où la République française rendait son hommage national aux victimes du terrorisme. J'étais en retrait, observant ce jeune homme de vingt-huit ans prendre son tour dans l'ordre protocolaire de passage derrière le pupitre. Il avait mis une chemise blanche, une veste de costume noire et une cravate assortie. Devant la garde des Sceaux Christiane Taubira, emmitouflée dans sa cape noire en laine, et le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, Florian voulait se tenir droit. Il voulait porter sa fierté d'être le fils de Yann Desjeux, et dire sa colère. Cracher ses questions à la face du parterre de politiques, de diplomates, de flics, de magistrats et de journalistes qui l'écoutaient poliment demander des réponses. Je n'ai pu saisir ses derniers mots, soudain étouffés par les sanglots. Je crois qu'ils étaient pour son père, qu'il a vu pour la dernière fois sur le seuil de sa porte, le jour de Noël. Florian a quitté précipitamment le pupitre pour reprendre sa place parmi la rangée des victimes : son frère

Yvan, sa tante Marie-Claude, Murielle, aux côtés des parents des soldats tués par Mohammed Merah, ou du père de Philippe Verdon, un des otages d'Aqmi au Sahel, mort en captivité. Plus tard, je comprendrai que ce n'est pas l'émotion qui a terrassé Florian, mais l'amertume. Lorsque je le rencontre pour la première fois, juste après cette cérémonie, il enquête depuis huit mois sur la mort de son père. « Quand je suis parti à Alger récupérer son corps, je me suis penché sur son cercueil et je lui ai fait la promesse de découvrir ce qu'il s'était passé. »

Le 24 janvier 2013, lorsqu'elle s'envole pour l'Algérie, cela fait six jours que la vie de la famille Desjeux a basculé dans le drame. Le Centre de crise du Quai d'Orsay leur a annoncé la mort de Yann le vendredi 18 janvier, au soir du troisième jour de l'attaque du site gazier de Tiguentourine. Les autorités algériennes ont mis plusieurs jours à leur donner leur feu vert pour venir récupérer le corps, rapatrié d'In Amenas vers la capitale. Marie-Claude Desjeux, l'aînée de la fratrie, observe, bouleversée, son neveu : « Il tenait le béret rouge de parachutiste de son père entre ses mains. Il ne l'a pas lâché du voyage. » À l'âge où l'on fourmille de projets de vie, Florian Desjeux a mis les siens sur pause. Il veut d'abord connaître la vérité. « Cette promesse, me confie-t-il, peu importe le temps que ça me prendra, je la tiendrai. »

Murielle m'avait prévenu : Florian Desjeux, c'est le portrait craché de son père. Même physique d'ailier de rugby – petit, puissant, affûté –, même sourire bordé de petites fossettes, même regard pétillant, tonique, franc, déterminé. Comme son frère Yvan, marin pêcheur dans les Landes, Florian parle en écrasant les consonnes, il pince les mots comme on le fait dans le Sud-Ouest. Le père, Parisien des quartiers chics, avait fait du Pays basque sa région d'adoption, ses fils en ont adopté l'accent et la chaleur.

À la fin de la cérémonie, Florian et moi avons pris date. Je souhaitais consulter son travail. Nous avons convenu d'une visite chez lui, à Bordeaux. « Viens tôt, on va avoir beaucoup de boulot », m'avait-il averti. La journée entière n'a pas suffi. Nous avons tout épluché : témoignages écrits, courriels internes, rapports, articles de presse. Florian a réuni des dizaines de documents. Il lui a fallu du temps pour tout décortiquer, tourner les hypothèses dans tous les sens. Il a quelques bribes d'explications, rien de nature à établir la vérité. Pour le reste, Florian se heurte toujours aux mêmes réponses : « L'enquête est en cours. » Cette seule formule justifie tous les silences : le silence de l'employeur, Stirling ; le silence de BP ; le silence de l'Algérie ; le silence de la France.

Seul Français à compter parmi les quarante victimes d'In Amenas, Yann Desjeux constitue le motif principal de l'enquête préliminaire ouverte le 18 janvier (alors que la crise n'était pas terminée) par la section antiterroriste du parquet de Paris. À l'instar des enquêteurs de la DCRI à qui les investigations ont été confiées, Florian Desjeux veut savoir quand, comment et par qui son père a été tué.

Une mort sans témoins

La mort de Yann Desjeux est liée à l'épisode le plus confus de la prise d'otages, qui est aussi le plus meurtrier : l'assaut des hélicoptères de l'armée algérienne contre les 4 × 4 remplis de trente-cinq otages, sur la base de vie du site de Tiguentourine, jeudi 17 janvier en début d'après-midi.

La matinée qui précède n'est pas moins opaque quant au devenir du Français de cinquante-deux ans, chef adjoint de la sécurité du

site pour le compte de la compagnie britannique Stirling. « Longtemps, ajoute Florian Desjeux, j'étais persuadé que mon père faisait partie du convoi de 4 × 4. » Aujourd'hui, le doute domine. Yann Desjeux est un mort sans témoins. C'est un mort sans heure de décès. En revanche, les fadettes ont parlé ou, tout du moins, donné une indication : son dernier coup de fil.

Son téléphone reçoit un dernier appel le jeudi 17 janvier 2013, à 10 h 42 min 27 s. L'interlocuteur tombe sur sa messagerie. Et dès lors, tous les appels qui suivent connaîtront le même sort. Néanmoins les fadettes révèlent que, durant ses ultimes vingt-quatre heures, Yann Desjeux aura beaucoup communiqué, par téléphone ou par SMS. Les témoignages qui suivent ajoutent que certains de ses coups de fil ont permis de sauver des vies.

Mercredi 16 janvier, à 5 h 30, Yann Desjeux supervise le départ d'un convoi d'expatriés, en route pour l'aéroport d'In Amenas, à soixante kilomètres. L'une de ses principales prérogatives, en tant qu'officier de liaison, est d'assurer la sécurité des transferts du personnel. C'est un axe vital, car l'immense site gazier de Tiguentourine (dont les quatre gisements font sortir de terre près de 11 % de la production algérienne) n'échappe pas à la règle du « *back-to-back* », qui prévaut sur tous les sites d'exploitation d'hydrocarbures aux quatre coins de la planète : chaque employé a une « doublure » qui le remplace un mois sur deux, *grosso modo*.

La règle ne souffre aucune exception, jamais : tout mouvement en dehors du site doit être fait sous l'escorte des gendarmes algériens. À l'avant du bus, il y a donc un véhicule armé de gendarmes, et la voiture du chef de la sécurité du site, Paul Morgan – dont Yann Desjeux est l'adjoint. Deux autres véhicules de gendarmes algériens suivent, à l'arrière du bus. Depuis le 4 janvier, l'heure de départ a été avancée de trente minutes, afin de laisser

plus de temps pour embarquer dans l'avion. Dès 5 heures, Yann Desjeux est au pied du bus, listing des passagers à la main, pour vérifier que tout le monde est à bord.

À 5 h 40, alors que le bus roule depuis seulement quelques dizaines de secondes, vers le premier check-point, des hommes armés, visages masqués par des chèches, tirent sur le bus et sur les véhicules d'escorte. La première balle est pour Paul Morgan, atteint à la tête, alors qu'il est au volant de son 4 × 4. La scène se déroule à trois cents mètres de l'entrée de la base de vie, au PC sécurité où se trouve le bureau de Yann Desjeux. Il entend les coups de feu et voit le bus s'arrêter brusquement sous l'assaut.

L'alarme est déclenchée juste avant qu'une partie du commando terroriste ne franchisse le poste d'entrée. D'après les conclusions de l'enquête menée pour le compte du pétrolier norvégien Statoil[1], c'est le gardien, algérien, du premier check-point, Mohamed Lamine Lahmar, qui a eu le réflexe de prévenir la base de vie par radio. Il n'a sans doute eu que quelques secondes, puisqu'il a été abattu par les terroristes. Mohamed Lamine Lahmar est la seule victime algérienne. Selon plusieurs témoignages, c'est Yann Desjeux qui est allé déclencher l'alarme pour toute la base de vie. La sirène sera salvatrice pour au moins un employé : Tony Grisedale, un Britannique de soixante ans. Il sortait tout juste de sa chambre lorsqu'il a entendu la sirène. Il a fait demi-tour, s'est enfermé à clé, a baissé les volets et a survécu. Pour beaucoup d'autres qui prennent leur petit déjeuner à ce moment précis, c'est le piège et le chaos. Entre quinze et vingt terroristes envahissent la base de vie en hurlant « *Allah akbar !* » à grands coups de salves d'AK-47. Deux pick-up défoncent la clôture à la manière d'une voiture bélier. L'invasion de la base de vie s'effectue avec une facilité déconcertante.

Yann Desjeux s'enferme lui aussi dans son bureau, comme l'exige le protocole de sécurité, qui prévoit une marche à suivre en cas d'attaque terroriste : s'enfermer à clé, occlure les fenêtres, attendre. Mais Yann Desjeux téléphona, émit des appels radio, envoya des SMS. Son tout premier réflexe fut d'appeler la « base-mère », à Hassi Messaoud. Jon Wigg, son supérieur hiérarchique, qualifie cet appel de « décisif » : « C'est le premier appel téléphonique de Yann qui a alerté l'équipe de la tragédie qui se déroulait à In Amenas. »

Au siège de l'association BP-Statoil-Sonatrach de Hassi Messaoud, une cellule de crise se constitue dans la foulée de ce premier coup de fil. Alors que les terroristes étaient devant son bureau à la recherche d'expatriés, Yann Desjeux contacte très régulièrement Jon Wigg. Il a très vite entendu les bruits de pas des assaillants se rapprocher de la porte de son bureau. Pourtant, il n'est pas capturé immédiatement. « De 6 heures à 8 heures, raconte Florian, il a eu le temps d'envoyer plein d'informations à ses supérieurs. » Jon Wigg confirme que leurs échanges ont duré « pendant des heures » : « Yann a continué à m'informer des détails de l'attaque d'une manière calme et professionnelle tout en évitant la capture. »

Yann Desjeux, ancien du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Bayonne, autrement dit des forces spéciales, sait aller à l'essentiel. Non seulement il transmet ce qu'il a vu, mais il cherche à s'informer. Par radio, il appelle Murielle Ravey, qui est à l'usine, à quatre kilomètres. Elle lui apprend que l'usine est aussi attaquée, exactement au même moment. Murielle lui raconte ce qu'elle vient d'entendre : un ingénieur algérien, Farid Ben Chadi, est tombé nez à nez avec une poignée d'hommes armés, enturbannés. Ils lui ont dit qu'ils ne cherchaient que les expatriés. Ils lui ont demandé de les appeler pour qu'ils se regroupent. Puis ils lui

ont pris sa radio. Autant d'éléments « qui [ont pu] être répercutés à ceux qui se cachaient dans l'usine, ajoute Jon Wigg, permettant à certains de s'enfuir ou de se dissimuler ».

Très vite, grâce aux informations communiquées par Yann Desjeux, l'ensemble des personnels disséminés sur le site comprend qu'une grande chasse à l'expatrié est en cours. Yann Desjeux réalise que les terroristes sélectionnent leurs victimes. Il fait passer le message, à coups de SMS : « Attention, ils sont déguisés en militaires algériens. »

La France est engagée contre les islamistes au nord du Mali depuis cinq jours. Sa nationalité française fait de lui une prise de choix. Yann Desjeux est trop chevronné pour ne pas le savoir. D'ailleurs, selon un cadre supérieur de BP qui a survécu à l'attaque, le déclenchement de l'opération Serval cinq jours plus tôt était un motif d'« inquiétude » chez Yann Desjeux, ainsi que dans le petit cercle des responsables de la sécurité du site. « Nous avons communiqué quotidiennement à ce sujet », précise-t-il.

Les terroristes ont fini par le capturer. Ils ont surpris Yann téléphone à la main, dans son bureau du PC sécurité de la base de vie. À quel moment a-t-il été pris ? Entre 7 heures et 8 heures, difficile d'être plus précis. Ce qui est sûr, c'est qu'il a senti l'imminence du danger lorsque, *via* la radio, il a demandé à sa hiérarchie de Hassi Messaoud de transmettre un message, cette fois-ci à sa famille : « Ils sont à dix mètres de moi. Ils vont venir me chercher. Tu diras à ma mère, à mes deux fils, à Rose[2], à ma sœur et à mes deux frères que je les aime tous. Ils sont les lumières de ma vie. Qu'ils comprennent mes choix. »

À la base de vie, Yann Desjeux est emmené vers « Main Plaza », sorte de petite esplanade centrale juste en face de son bureau, entre la cantine, à droite, et le foyer, à gauche. Six premiers otages y sont

déjà regroupés, bientôt rejoints par d'autres au fur et à mesure que les terroristes fouillent les bâtiments de la base de vie, à la recherche des expatriés. Ils défoncent les portes, tirent dans les poignées, arpentent les couloirs, saisissent chaque employé qui n'est pas algérien. Ils explorent tout particulièrement le bâtiment où se trouvent les chambres « VIP », chambres où sont logés des cadres supérieurs importants de BP ou du pétrolier norvégien Statoil. Personnage haut placé chez BP, Nick Hitch, directeur du projet « compression », une extension de l'usine, a été l'un des tout premiers otages : « Nous avions été choisis comme cibles privilégiées par les terroristes. »

Les otages sont assis les uns à côté des autres. Les terroristes les attachent fermement aux pieds et aux poignets. Iain Adamson, un cadre britannique de BP, se souvient aussi que l'un des terroristes lui a enroulé un drôle de cordon autour du cou :

> « Quand Yann est arrivé, on nous a demandé de nous serrer et, à ce moment-là, ils nous ont mis ce qu'ils appellent du "Cortex". C'est un cordon en plastique souple de couleur jaune avec quelques entailles sur la partie extérieure où l'on voit une sorte de fibre blanche. Ils nous ont enroulé ça autour du cou, un à un, reliant six d'entre nous ensemble. À l'extrémité du cordon, il y a une bobine avec au milieu un truc en caoutchouc vert. J'ai appris, plus tard, qu'il s'agissait d'un explosif de type C4. »

D'après son témoignage, Yann Desjeux n'avait pas d'explosif autour du cou. Mais il semble que les ravisseurs lui avaient réservé une place à part :

> « Un terroriste portant une cagoule noire était positionné à côté de Yann. Il avait dans la main quelque chose qui ressemblait à… un détonateur ! Cela a été confirmé plus tard. Bizarrement, quand nous avions besoin d'aller aux toilettes, nous étions "débouclés", puis remis dans la boucle. »

D'autres otages rejoignent le groupe. Iain Adamson remarqua qu'aucun ne fut « équipé » de Cortex. Sans doute y avait-il assez de charge explosive pour tuer tout le monde. Certains sont blessés. Yann Desjeux se propose de leur administrer les premiers secours. « Dès que Yann a rejoint le groupe des otages, se souvient Nick Hitch, il a demandé aux terroristes de le laisser agir comme secouriste, ce qui lui a été accordé. »

Sous la menace d'un fusil-mitrailleur, Yann Desjeux se déplace très fréquemment vers la clinique de la base de vie. Les otages l'ont vu circuler avec un gros sac à dos de secours jaune. Car les blessures sont sérieuses. Allongé sur une table dans la cantine, un Norvégien, Kjell Jan Kversoy, a deux balles dans la jambe. Fauché par des tirs alors qu'il sortait du réfectoire après avoir pris son petit déjeuner, il a réussi à revenir dans la pièce, en rampant. Yann lui donne les premiers soins. Il lui parle, aussi. Le rassure. Il ignore qu'un autre témoin assiste à la scène, caché dans les faux plafonds. Raymond John Bell, un Britannique de quarante-deux ans, témoigne aujourd'hui dans une lettre d'attestation pour l'obtention par Yann Desjeux de la Légion d'honneur à titre posthume. Avec deux autres collègues, juste avant que les terroristes ne pénètrent dans le bâtiment, il a grimpé dans le faux plafond du réfectoire. Kjell Jan Kversoy était déjà blessé « à la fesse gauche, et [il] avait deux blessures dans le haut du dos, raconte Raymond John Bell. Mes deux amis et moi-même avons soigné cet homme avant de grimper dans

le toit. Cet homme a survécu à cette épreuve, il a été extrait avec nous le soir du 17 janvier après être resté dans le réfectoire tout le temps où nous étions là ».

D'après le témoignage de Nick Hitch, Yann Desjeux a également soigné un deuxième blessé, l'Américain Victor Lovelady, qui s'était cassé la cheville. Victor Lovelady, un Texan de cinquante-sept ans qui travaillait comme chef de projet, a été tué au cours de l'assaut des hélicoptères de l'armée algérienne, le jeudi après-midi. Les circonstances de sa mort restent, elles aussi, mystérieuses. Sa fille, Erin, vingt-sept ans, a accusé les méthodes des militaires algériens, coupables selon elle de s'être livrés à une « guerre totale ».

À l'extérieur, juste à gauche du réfectoire, au milieu de la place principale de la base de vie, les otages occidentaux sont attachés. Les Algériens, eux, sont libres d'aller et venir comme bon leur semble. Les terroristes leur ont dit qu'ils n'en avaient pas après eux, qu'ils étaient musulmans, comme eux. Quelques-uns des employés algériens, paniqués, montrent patte blanche en récitant la *Fatiha*, la première sourate du Coran. Certains s'arrêtent devant les otages et les observent. Avec son cordon d'explosif autour du cou, Iain Adamson a le sentiment très étrange d'être livré en spectacle : « Des Algériens que je ne reconnaissais pas s'affairaient autour de nous. Ils semblaient fascinés par ce qui nous arrivait. L'horreur aurait été une émotion plus appropriée… En revanche, on croisait le regard des gars qu'on connaissait, et eux, ils rentraient la tête dans les épaules. » La consternation des seconds rendait l'attitude des premiers d'autant plus bizarre, conclut l'ancien otage. Cette liberté de mouvement laissée aux travailleurs algériens donne à la base de vie une atmosphère presque normale : les gens marchent entre des bâtiments et discutent. Certains des expatriés ont d'ailleurs été piégés par les apparences : ils ont vu les Algériens se déplacer

tranquillement, ils ont cru que la crise était terminée. Ils sont sortis de leurs cachettes et se sont fait capturer.

Rapidement, des hélicoptères de l'armée ont commencé à survoler la zone. « Les terroristes sont devenus très nerveux, se souvient Iain Adamson. Ils nous ont demandé d'appeler nos ambassades respectives avec nos portables. Nous avions l'instruction très claire de leur demander le retrait immédiat des hélicoptères et des troupes, ou alors ils tueraient tout le monde et feraient tout exploser. »

Le commando qui a investi la base de vie est dirigé par un homme armé, vêtu d'un gilet à poches et le visage en partie masqué par un chèche. Les otages comprennent qu'il se fait appeler « Tahar » par ses hommes. C'est le nom de moudjahidine de Lamine Bouchened ou Lamine Bincheneb. Selon la DCRI, il s'agit du chef adjoint du commando de trente-deux hommes, membre de la *katiba* (« brigade ») *El-Mouaguiine Biddam* : « Les Signataires par le sang », brigade créée six semaines plus tôt par l'un des terroristes islamistes les plus recherchés de la planète, Mokhtar Belmokhtar, *alias* Belaâouar, *alias* « le Borgne ».

À plusieurs reprises, avec un petit Caméscope Sony, le « lieutenant » Tahar filme les otages. À la fin de la matinée, le soleil haut dans le ciel, la température grimpe vite. Tahar et ses hommes décident d'emmener les otages à l'ombre, derrière la cloison nord de l'espace VIP de la base de vie. D'autres expatriés les rejoignent, au fur et à mesure que la chasse à l'homme géante se poursuit.

> « Ils nous ont alors offert de quoi boire et manger : un sandwich, un yaourt, une pomme, du chocolat et de l'eau. Le premier jour, nous avons été globalement bien traités, témoigne Iain Adamson. C'est bizarre, ajoute-t-il, de

> remercier celui qui vous fournit des vivres, quand c'est cette même personne qui vient de vous attacher un collier d'explosif autour du cou ! »

Pour les otages, le message est clair : toute tentative d'évasion ou de secours de la part de quiconque aura pour sanction immédiate leur explosion.

Les terroristes jouent de leur pouvoir absolu. Et, alternativement, les otages passent du statut de bombe humaine à celui de bouclier humain. À au moins trois reprises, Iain Adamson est emmené, de force, pour accompagner un ou deux terroristes en reconnaissance sur la base de vie. C'est comme cela qu'ils sont tombés sur un groupe de cinq Japonais, retenus par deux autres terroristes. Deux des otages sont blessés, aux mains, au visage et aux bras. Là encore, Yann Desjeux endosse le rôle de secouriste, se souvient Iain Adamson :

> « Yann a proposé aux terroristes de se rendre au centre médical pour aller chercher de quoi soigner les blessés japonais. Les terroristes ont accepté et Yann est revenu avec un grand sac à dos jaune d'infirmerie d'urgence, et a commencé à s'occuper des blessés. »

Yann Desjeux avait pris le parti de se faire remarquer. « Chaque fois que des terroristes commençaient à crier sur un otage ou menaçaient de le frapper, mon père se manifestait, attirait l'attention sur lui, expose son fils Florian. Chaque fois, aussi, que des blessés arrivaient, il proposait ses services. » « Je crois que le fait de discuter, voire de débattre avec les terroristes l'a mis dans une

position dangereuse, estime Nick Hitch. Mais il l'a fait quand même. »

Les terroristes pouvaient donc comprendre que Yann n'était pas tout à fait un otage comme les autres. La précision de ses gestes pour soigner un blessé par balles, son calme malgré la situation de stress extrême sont autant d'indices d'un passé militaire de haut niveau. Lorsque le nom de Yann Desjeux a commencé à circuler dans les médias, au premier jour de la prise d'otages, la plus grande crainte de sa famille était que son CV soit révélé. Quelle aubaine pour Tahar et ses hommes : un ancien des forces spéciales françaises pris par hasard dans le filet d'Al-Qaïda ! Pourtant, en se portant volontaire pour soigner les autres, Yann Desjeux s'est mis à nu face aux terroristes. « Il l'a fait, écrit son supérieur hiérarchique Jon Wigg, tout en sachant que ceci le désignerait comme un professionnel et comme une cible. C'est ce qui est arrivé. Cela a conduit à sa mort. »

Ce sont des propos qui figurent dans une autre lettre d'attestation pour l'obtention de la Légion d'honneur. Dans ce courrier, Jon Wigg conclut ainsi :

« Yann a payé le prix le plus élevé pour cette attitude remarquable et oublieuse de soi-même. Cet acte courageux ne sera jamais oublié. »

Bel hommage. Belle histoire d'héroïsme sacrificiel. Mais Yann Desjeux est-il vraiment mort ainsi ?

Paris – Tiguentourine

Dans son bureau parisien, au siège du *Figaro*, dont il est le directeur délégué du pôle « télévision », Bruno Desjeux pianote

nerveusement sur son téléphone portable. Par deux fois, il a essayé de joindre son frère, Yann. Dans la matinée, quand il a vu passer la phrase : « URGENT : prise d'otages sur un site gazier en Algérie », en bandeau en bas de l'écran de sa télévision branchée sur une chaîne d'informations en continu, il a compris que son frère était concerné. Ce matin-là, sur les fils de dépêches d'agences de presse, les « alertes » qui clignotent en rouge se succèdent, laissant passer des bribes d'informations. Le premier « urgent » de Reuters, puis de l'AFP, donnait comme information l'enlèvement « de cinq Japonais et d'un Français » dans le Sud algérien, puis les unités sont devenues des dizaines, et à la fin de la journée les rédactions du monde entier ont commencé à se figurer une prise d'otages d'ampleur massive et internationale. In Amenas, bourgade saharienne poussiéreuse, est devenu un nom connu à l'échelle planétaire en quelques heures. À 12 h 12, Bruno Desjeux retente sa chance. Ça sonne. Une tonalité est coupée avant d'avoir fini de jouer sa note. Ça décroche, mais Yann Desjeux ne laisse pas à son frère le temps de dire un seul mot : « Je suis otage ! Je suis otage ! Pas d'affolement. Pas de panique ! Je suis otage… » Fin de la communication.

Main Plaza et Plaza Two

Aux moments où les otages se voyaient offrir de l'eau et de la nourriture, les terroristes se livraient à d'étranges jeux d'apprentis sorciers, ainsi que le raconte Iain Adamson :

> « Ils essayaient de fabriquer des "armes" de fortune avec des extincteurs contenant de la poudre et du CO_2. Ils avaient des

> boîtes de vis et de clous, et une mine terrestre carrée de couleur verte. Le cordon de “Cortex” a été ensuite relié à un détonateur manuel. L’un des terroristes était assis sur le sol avec dans chaque main un détonateur relié à nos cordons explosifs. Une affiche de fortune a été fabriquée à partir d’un sac en plastique vert et de ruban adhésif noir pour écrire les lettres. L’affiche a été fixée sur le mur au-dessus de la tête du terroriste tenant les détonateurs. Nous avons ensuite été à nouveau filmés par Tahar. »

Fabrication d’une bombe artisanale, otages saucissonnés à l’explosif, affiche djihadiste : une vraie mise en scène *made in Al-Qaïda*, pour qui la propagande vidéo est un pilier essentiel. Sur les photos que s’est procuré l’hebdomadaire *Paris Match*, le drapeau noir des djihadistes est hissé en haut du pavillon, sur la base de vie. Ce même étendard trônait en haut de chaque bâtiment administratif à Gao et Tombouctou, lorsque les deux cités du Nord-Mali étaient mises en coupe réglée par les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda à partir de l’hiver 2012.

Les otages, qui n’étaient qu’une poignée au début de la journée, sont désormais un groupe d’une trentaine de personnes. Il est environ 16 h 30 quand Iain Adamson fait un comptage, « environ trente-cinq personnes ». Alors que le soleil décline, la température se met à baisser. En janvier, le froid s’abat sur le désert d’une manière particulièrement brusque. « Les terroristes sont allés nous chercher des duvets dans les chambres où ils ont trouvé leurs otages. Ils nous ont donné à nouveau de l’eau et de la nourriture. Comme le sol était dur et rocailleux, on a même eu des coussins et des couvertures pour s’asseoir. »

Alors que le crépuscule gagne la base de vie, des tirs retentissent. Les terroristes ordonnent à tout le groupe de se lever et de se préparer à partir. Iain Adamson a alors vu les lampadaires de l'entrée principale de la base de vie exploser sous les balles. « Il y a eu un peu de panique chez les terroristes, et nous avons été hâtivement séparés en deux groupes pour passer la nuit. »

Le premier groupe s'est installé sur la place principale, « Main Plaza ». À gauche, se trouve le foyer, à droite, la cantine, et derrière le lotissement réservé aux personnalités « VIP » de la *joint venture*. L'autre groupe a dormi à « Plaza Two », une autre petite esplanade située à droite du lotissement VIP.

Iain passe la nuit à « Main Plaza ». À cet instant, il s'aperçoit qu'il peut détacher ses pieds assez facilement. « J'ai profité du fait de les avoir cachés sous une couverture pour frotter le cordon de plastique qui serrait mon pied droit contre une pierre assez coupante, en essayant de fragiliser le lien, puis de le rompre au moment opportun. » Songe-t-il à s'échapper, en trompant la vigilance de ses ravisseurs ? Le risque d'être abattu est trop grand. Le risque d'exploser quasi certain. Et quand bien même le détonateur se gripperait ou la Kalachnikov du terroriste s'enrayerait : alors que la température tombe à près de cinq degrés, une évasion en plein désert offre la perspective d'un secours par les soldats algériens, ou d'une errance sans fin.

Un otage, Stephen McFaul, se trouve alors dans le second groupe avec Yann Desjeux. Brun, de carrure solide, mais le visage juvénile, McFaul est un ingénieur électricien âgé de trente-six ans. Il est originaire des quartiers ouest de Belfast, dont les murs sont encore recouverts de peintures à la gloire des milices paramilitaires catholiques ou protestantes, selon que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre des *Peace Walls* dressés entre les deux communautés.

« Depuis les événements, explique ce père de deux enfants de confession catholique, nous avons la possibilité d'avoir un passeport irlandais… en plus du passeport britannique. J'ai donc les deux. » Les preneurs d'otages avaient de quoi être perplexes. D'autant que, par le passé, il a été montré que, en tant qu'otage, être ressortissant irlandais – pays neutre en toutes circonstances – n'a pas tout à fait le même sens qu'être citoyen du Royaume-Uni. Le 11 avril 1986, l'écrivain et instituteur nord-irlandais Brian Keenan a été enlevé à Beyrouth par une organisation appelée Jihad islamique. En quatre ans de captivité, il n'a jamais réussi à convaincre ses geôliers qu'il était irlandais. Pour Stephen McFaul, les ravisseurs n'ont pas saisi cette subtilité historique : « Ils n'ont fait aucune différence, Irlandais ou Britannique, pour eux, j'étais occidental[3]. »

Florian Desjeux a échangé plusieurs courriels avec Stephen McFaul, qui a insisté sur l'attitude exemplaire de son père : « Il était très calme, tout au long de cette journée. Il a utilisé et mis à profit toute son expérience en premiers secours pour aider les blessés. Un des Japonais avait une blessure par balle, et ton père lui a appliqué les premiers soins. »

Pour Florian, Stephen McFaul est un témoin capital. Pas seulement parce qu'il est un miraculé qui a survécu à l'enfer dans lequel son père a péri, et qu'il fut au plus près des circonstances de cette mort ; mais surtout parce que son témoignage le réconforte, par la vérité qu'il apporte sur le comportement héroïque de Yann Desjeux. « C'est un type qui a le cœur sur la main, confie Florian. Je suis allé le rencontrer, on s'est vus à Liverpool. Il m'a dit à quel point mon père avait rassuré les otages. » À table, avec des verres ballon bien remplis de vin, McFaul raconte à la famille Desjeux les dernières heures de Yann : « Ton père, il nous regardait tout le temps, il nous lançait des regards sereins pour essayer de nous

calmer. » Pour Jon Wigg, son supérieur hiérarchique : « Yann est devenu le pilier sur lequel les autres otages reposaient leurs forces. »

Au fur et à mesure que les tirs de l'armée algérienne s'intensifient, les terroristes éprouvent le besoin de faire connaître leurs revendications. Le mercredi matin, ils ont laissé les otages contacter leurs familles et ambassades respectives en les contraignant à faire passer leur message ; le soir, ils adoptent une stratégie plus médiatique, d'après Stephen McFaul : « Les terroristes ont communiqué avec Al Jazeera et ont demandé qui était volontaire pour parler avec eux. »

Un journaliste mauritanien à Paris

À Paris, peu après 19 heures, les salles de rédaction en ébullition se branchent toutes sur France 24. La chaîne d'informations en continu vient de faire un « coup » en diffusant le témoignage d'un otage français. Son nom ? Yann Desjeux. « Nous sommes bien traités. Dites à ma famille que le moral est bon. » C'est une phrase extraite d'un passage sonore de dix secondes, bientôt reprise dans les dépêches AFP, sur les sites d'information en continu, et dans les directs des journalistes de radio et de télévision, dont les journaux sont passés en édition spéciale. La voix de Yann Desjeux fait l'ouverture des 20 heures.

Le journaliste à l'origine de ce scoop ne fait pas partie de la rédaction de France 24, c'est un reporter indépendant mauritanien, Lemine Ould M'Salem, qui dispose de très bons contacts avec le commando issu du groupe de Mokhtar Belmokhtar. Et pour cause : deux mois avant la prise d'otages, il était à Gao, dans le nord du Mali, à l'époque sous le contrôle des groupes djihadistes. Lemine

Ould M'Salem a passé plusieurs semaines à y suivre les fidèles de Belmokhtar. Parmi le commando d'In Amenas, son interlocuteur est l'Algérien Abou el-Barâa al-Jazairi. Une photo le présente comme un homme jeune, à la barbe naissante, vêtu d'un *qamis* couleur muscat, d'une calotte et d'une paire de baskets. En fin de journée, M'Salem se rend au siège de France 24, à Issy-les-Moulineaux, aux portes de Paris. Il s'attend à un coup de fil imminent de la part des terroristes, qui lui ont promis des preuves. Vers 18 h 30, le téléphone sonne. C'est El-Barâa. « Je vous passe un des otages. » Lemine Ould M'Salem se trouve alors avec un confrère de la chaîne d'information francophone, prêt à enregistrer. L'entretien dure exactement sept minutes et six secondes. Yann Desjeux a une voix éteinte. C'est sous la contrainte évidente de ses geôliers qu'il témoigne. La chaîne choisira de n'en passer que dix secondes, par souci déontologique de « ne pas donner la parole à des otages dont on ne peut être sûrs de la liberté d'expression », comme l'a expliqué Benoît Laporte, le directeur du pôle francophone de la chaîne d'informations internationale.

Mais, avec le recul, on s'aperçoit que les informations que Yann Desjeux choisit de délivrer ou non sont cruciales, d'abord et avant tout pour les autres otages. Voici l'extrait qui démontre pourquoi :

> Lemine Ould M'Salem : Comment est-ce que vous êtes traités par vos ravisseurs ?
> Yann Desjeux : Nous sommes bien traités, ils prennent soin de nous…
> Lemine Ould M'Salem : Oui…
> Yann Desjeux : Ils nous mettent à l'abri éventuellement des tirs, éventuellement des…
> (Il lui coupe la parole.)

> Lemine Ould M'Salem : Combien de Français êtes-vous ?… Combien de Français êtes-vous pris en otages sur le site ?
> Yann Desjeux : Pour le moment, sur le site où je suis, je suis tout seul.
> Lemine Ould M'Salem : Il paraît qu'il y a d'autres Français, euh…
> Yann Desjeux : Peut-être, parce… (Il s'interrompt.)
> Lemine Ould M'Salem : Combien sont-ils ?
> Yann Desjeux : Je ne sais pas du tout.

En bottant en touche, Yann Desjeux a probablement sauvé la vie de ses collègues français dont les terroristes ignorent l'existence. En reformulant sa réponse, pense-t-il à Murielle Ravey ? Quelques heures plus tôt, lors d'un ultime échange radio alors que les terroristes investissaient les lieux, elle lui avait clairement indiqué qu'elle cherchait à se cacher avec trois autres expatriés dans la zone de l'usine. Il est évident que si Yann Desjeux avait indiqué dans l'interview que d'autres Français étaient sur le site, et combien, l'information serait revenue aux oreilles des terroristes. Son réflexe fut salutaire.

Yann Desjeux détaille en revanche les différentes nationalités des trente-cinq otages désormais présents avec lui : Britanniques, Japonais, Norvégiens, Philippins, Malaisiens. « Je crois que je n'en ai pas oublié. » Après ces quelques mots, très vite répercutés par les journalistes, le « village planétaire » prend conscience que ce sont ses enfants qui sont pris au piège. Aux quatre coins du globe, des familles vivent une seule et même journée d'angoisse, à attendre le coup de téléphone de leurs ministères des Affaires étrangères respectifs. À des milliers de kilomètres les uns des autres, des fonctionnaires se préparent à annoncer à ces proches la délivrance,

ou le drame qui les plongera pour des années dans le tourment et la quête de réponses.

Il y a bien peu d'empathie au cours de cet entretien. Les questions sont factuelles, le ton semble parfois sec. Yann Desjeux s'en accommode, contraint, sous la menace de la Kalachnikov d'Abou el-Barâa et de ses sbires, de parler dans le téléphone satellitaire. Il choisit ses mots, parle calmement, sans aucune fébrilité. Cependant, il révèle une chose importante : dès le mercredi soir, le commando avait l'intention de déplacer tous les otages vers l'usine de gaz, à quatre kilomètres, où se trouvent d'autres djihadistes et d'autres otages.

> Lemine Ould M'Salem : Alors ? Que vous ont dit vos ravisseurs ?
> (Silence. Yann Desjeux s'exprime lentement, avec prudence.)
> Yann Desjeux : Nos ravisseurs demandent à ce qu'on puisse aller sur l'usine de gaz pour que vous puissiez discuter avec eux après…
> Lemine Ould M'Salem : D'accord. Euh. Alors bon.
> Yann Desjeux : Alors dites… dites surtout qu'on est bien traités…
> Lemine Ould M'Salem : Oui ?
> Yann Desjeux : Que… ils demandent à ce que l'armée algérienne n'intervienne pas. Sinon, euh, ils nous feront sauter.
> Lemine Ould M'Salem : Comment ?
> Yann Desjeux : Je dis : sinon, ils nous feront sauter.

Le journaliste demande si l'otage français a un message à adresser à son pays. Yann Desjeux répond ce que les terroristes le

forcent à répéter : « Ils demandent que la France intervienne auprès du gouvernement algérien pour qu'il n'y ait pas d'assaut. »

En revanche, le journaliste ne lui demande pas ce qu'il veut dire à sa famille. Alors il ajoute, laissant poindre un léger agacement :

> Yann Desjeux : Je vais être obligé de vous quitter. La seule chose… la seule chose, c'est que je voudrais que ma famille, vous leur dites que… (La ligne se brouille.)
> Lemine Ould M'Salem : À votre famille, qu'est-ce que vous voulez qu'on dise ? S'il vous plaît ?
> (La ligne est brouillée.)
> Lemine Ould M'Salem : Répétez, répétez ! Il y a des… des parasites, je pense…
> Yann Desjeux : Je disais… je disais… que… Dites à ma famille que je vais bien, le moral est bon.

Il avait l'art de ne pas inquiéter ses proches, Yann Desjeux. Jusqu'à la veille de l'attaque. Ce soir-là, son frère, Bruno, l'appelle sur son portable pour lui donner des nouvelles de leur mère, hospitalisée. « Je lui ai téléphoné pour lui dire que l'opération s'était bien passée. Il a été rassuré. Puis je l'ai quand même questionné sur la situation au Mali, puisque l'opération Serval venait de commencer. Je lui ai demandé si ça ne posait pas un risque là où il était. Il m'a répondu que l'armée avait renforcé sa présence, c'est tout. »

Yann Desjeux ne parlait jamais de ses missions. Ni des récentes, celles qu'il effectuait pour des entreprises de sécurité privées chargées de la surveillance de sites sensibles, encore moins des opérations auxquelles il avait participé, en tant que militaire des forces spéciales au sein du 1er régiment de parachutistes d'infanterie

de marine (RPIMA) de Bayonne. Comme soldat, il se rend au Tchad, au Bénin, en Somalie, dans les Balkans, au Koweït ou en Arabie saoudite. Un parcours qui intrigue, parfois : pourquoi un parachutiste des forces spéciales françaises irait-il en Arabie saoudite ? Quand on examine le CV de n'importe quel militaire, les pays qu'il mentionne correspondent à l'actualité du moment : le Liban, le Golfe, le Kosovo, plus récemment l'Afghanistan ou la Côte d'Ivoire. Mais les guerres de Yann Desjeux ne sont pas médiatiques. Même s'il a pu une fois ou deux se faire avoir en se trouvant dans le champ d'une caméra de télévision française qui traînait par là. Et, chez les Desjeux, surprise : papa passe à la télé. C'était en 2009, pendant l'élection présidentielle en Afghanistan.

Florian me confie : « Ça nous a fait bizarre de le voir ce jour-là, avec un fusil-mitrailleur à la main et un lourd gilet pare-balles, en train d'escorter dans les rues de Kaboul des représentants de l'ONU qui supervisaient le scrutin. » Évidemment, Yann Desjeux n'avait pas dit grand-chose à propos de ce déplacement. « Nous étions quand même informés de certaines destinations sensibles, tempère Bruno Desjeux, parce qu'il nous appelait pour nous prévenir et nous dire qu'il avait laissé ses coordonnées à un tiers qui devait nous appeler en cas de problème. »

À quarante-deux ans, Yann Desjeux prend sa retraite du 1er RPIMA. Dans le privé, les pays qu'il écume ressemblent à ceux qu'il a connus dans sa précédente vie : Mauritanie, Afghanistan, Nigeria, Libye. Et l'Algérie. Ce dernier pays, il le connaît par cœur. Il a travaillé des années entre Alger et la cité pétrolière de Hassi Messaoud. À In Amenas, il est un « nouveau », mais dans le milieu des boîtes étrangères qui travaillent les hydrocarbures du sous-sol algérien, c'est l'un des Français les plus aguerris.

« Qu’ils arrêtent de tirer ! Je vais tuer un otage ! »

Les otages n’ont pas vraiment dormi, tant la nuit a été froide. Elle s’est toutefois passée sans incident. « Je m’assoupissais, par moments », raconte Iain Adamson.

Vers 6 h 30, le jeudi 17, « les terroristes ont allumé un feu de camp sur “Main Plaza”, je pense qu’ils l’ont fait aussi à “Plaza Two” avec de la paille et du charbon de bois. On nous a ensuite donné des yaourts, de l’eau et même du café. Les employés algériens nous avaient préparé tout cela. Les terroristes se préparaient leurs petits déjeuners sur un feu de bois qu’ils avaient allumé à côté du nôtre. Ils avaient de grands couteaux probablement pris dans les cuisines de la base de vie. »

L’intention des terroristes d’emmener tout le monde de la base de vie vers l’usine semble se confirmer selon Iain Adamson :

> « J’ai vu que, pendant la nuit, les terroristes avaient déplacé leurs véhicules pour encercler tout à la fois “Main Plaza” et “Plaza Two”. Les véhicules étaient tournés vers l’extérieur, moteurs en marche et phares allumés. »

Alors que les corps se réchauffent et que les mines, hagardes, apprécient le fait que le soleil, de plus en plus haut dans le ciel, fasse monter la température, les terroristes équipent à nouveau les otages, et notamment Iain Adamson, de leurs explosifs.

> « Ils sont revenus avec du Cortex et ils ont placé deux mines tout près de nous. Nous étions surveillés par deux terroristes

> qui étaient assis à nos côtés. Ils discutaient, tout en mangeant, et semblaient détendus. »

En réalité, les terroristes sont de plus en plus nerveux. Les positions de l'armée algérienne n'ont pas bougé d'un iota. Selon le rapport Hagen commandé par l'entreprise Statoil, BP a reçu à 7 h 05 un coup de téléphone des ravisseurs. L'un des otages est chargé, sous la contrainte, de marteler leurs revendications. Il répète que les terroristes menacent de l'exécuter si les militaires ne se retirent pas. Une heure plus tard, selon ce rapport, les tirs reprennent. Un terroriste, probablement Abou el-Barâa, reprend le téléphone satellite et appelle BP, furieux. Il menace d'exécuter l'otage britannique Nick Hitch d'un instant à l'autre. Et il ajoute un ultimatum : si les demandes ne sont pas satisfaites d'ici midi, les terroristes tueront tous les otages.

Une heure plus tard, un hélicoptère militaire algérien entreprend une première attaque. Iain Adamson est aux premières loges :

> « À ce moment-là, nous avons entendu un hélicoptère s'approcher, le bruit était cette fois plus intense que précédemment. Tous les terroristes ont plongé pour se mettre à l'abri. »

Les otages se recroquevillent. Des explosions extrêmement puissantes retentissent tout près d'eux. Stupeur. Pendant une bonne minute, tout le monde reste immobile, à couvert. Mais les terroristes, là encore, se servent des otages comme boucliers humains. « Ils nous ont ordonné de nous lever, de former un cercle et de bouger pour nous faire bien voir des hélicoptères. » Désorienté, Iain Adamson entend d'autres « impacts ». Il n'en connaît ni la

provenance ni la direction. « Quand j'ai regardé autour de moi, j'ai vu que le bâtiment du foyer avait été touché. Il y avait deux grands trous, de près d'un mètre de diamètre, dans le mur en béton au-dessus de la porte à gauche. Trois des quatre véhicules positionnés autour de nous étaient gravement endommagés. » Les trente-cinq otages et leurs ravisseurs sont en plein chaos, il y a de la fumée partout. Et les tirs sont loin d'avoir cessé. Les pieds cachés sous la couverture, Iain Adamson a réussi à rompre le lien en plastique qui les attachait. La confusion semble propice à une évasion, mais en levant les yeux vers l'un des terroristes qui surveillent le groupe, ses espoirs de fuite sont immédiatement anéantis : « Il se tenait devant nous avec le Cortex et le détonateur bien visibles dans sa main. » Dans l'autre groupe, à « Plaza Two », Stephen McFaul et Yann Desjeux servent de boucliers humains pour éloigner l'hélicoptère. Et Yann pense aussi à une évasion : « J'ai remarqué que ton père n'avait pas les mêmes liens en plastique que les autres, écrit Stephen à Florian Desjeux. Il avait des menottes. Il m'a demandé si j'avais quelque chose de tranchant sous la main pour se détacher, mais ce fut sans succès. »

Les terroristes décident de regrouper tous les otages à « Main Plaza ». L'hélicoptère tournoie toujours autour de la zone. « Nous avons été regroupés dans un cercle jalonné de mines et nous avons continué à faire signe de la main à l'hélicoptère – un terroriste a dit que tant que nous continuions à lui faire signe, il ne nous attaquerait pas. » Stephen McFaul observe ces djihadistes lourdement armés, pris de panique. « Assurément, les terroristes ont été complètement pris de court par cette attaque. Deux autres tirs, puissants, ont retenti contre le mur du réfectoire, si bien que le groupe a été douché par une pluie de poussière de ciment. »

Dans la matinée, l'autre chef du commando, Abou el-Barâa al-Jazairi, contraint Stephen McFaul et Nick Hitch à parler aux journalistes de la chaîne Al Jazeera et à leur lire le communiqué des terroristes : plus d'attaque, sinon un otage sera tué. À Paris, Lemine Ould M'Salem recontacte Abou el-Barâa à plusieurs reprises. « C'était vers 9 h 30, il m'a dit : "Qu'ils arrêtent de tirer, je vais tuer un otage ! Je vais tuer un otage !" Je lui ai demandé : "Pas notre ami français quand même ?" Il a répondu en criant : "Non, non, non, *Britâni, Britâni* !" Dans trente minutes. »

L'infirmier de Tahar

En cette fin de matinée, les terroristes ont en réalité besoin des compétences de Yann Desjeux en matière de premiers soins. Leur chef, Tahar, a été blessé lors du premier assaut de l'hélicoptère algérien. D'après le rapport Hagen, l'armée algérienne admettra plus tard que cet assaut était effectivement une tentative d'éliminer Lamine Boucheneb.

D'après le témoignage de Iain Adamson, lorsque Tahar sort du foyer tout juste attaqué, il est attaché poignet à poignet à Yann Desjeux. La dernière vision que Iain Adamson garde de Yann Desjeux vivant, c'était celle-ci : lui, attaché par une paire de menottes au poignet de Tahar, l'un des trois chefs du commando.

> « Yann avait son sac à dos jaune de secours sur l'épaule. Je présume qu'il a été forcé d'administrer les premiers soins à Tahar. Son pantalon était déchiré, laissant apparaître un bandage autour de sa jambe et une tache de sang. Tahar est apparu sur le palier de la porte du foyer. Il y avait un liquide

> répandu à ses pieds, je crois que c'était du sang. Il y en avait tellement que lorsque l'un des terroristes a accouru vers lui, il a glissé et est tombé. Puis un autre terroriste a couru, et lui aussi s'est cassé la figure. »

D'après le témoignage de Stephen McFaul, Yann part administrer des soins à Tahar vers 12 h 30. À l'intérieur du réfectoire transformé en infirmerie d'urgence, Yann soigne Lamine Boucheneb, *alias* Tahar. Raymond John Bell, le Britannique caché dans les plafonds, entend une conversation en français entre les deux hommes. « C'était surtout le terroriste qui parlait. J'ai mis un peu de temps à comprendre le français qu'il parlait. Mon français est acceptable, puisque j'ai vécu à Chamonix pendant deux ans, mais cela remonte à quelques années », s'excuse-t-il. D'après lui, pendant que Yann le soignait, Tahar en profitait pour régler ses comptes avec l'Occident.

> « Il était attristé de voir que les Américains et les Blancs vivaient dans de grandes maisons, avec de belles voitures, de bonnes écoles et des hôpitaux, alors que les musulmans n'avaient pas d'argent, pas de travail et pas de médicaments quand leurs enfants tombaient malades. Yann était très aimable avec lui. Il parlait très calmement pour apaiser le terroriste qui s'exprimait avec colère. Ce dernier parlait du manque d'égalité dans le monde et de la manière dont ils voulaient changer les choses. Yann a approuvé les propos du terroriste. La conversation a cessé et les deux hommes sont partis. »

Lamine « Tahar » Boucheneb est un enfant du coin. Un Arabe saharien de ce Sud algérien au sous-sol si riche en pétrole et en gaz,

mais dont la population a le sentiment d'être reléguée au rang de citoyens de seconde zone. Avant de se radicaliser, Lamine Boucheneb était connu dans la région comme le fondateur d'un mouvement régionaliste, « Les Fils du Sahara », créé en 2004. À l'origine, ce mouvement revendiquait le droit des jeunes de la région d'accéder aux emplois sur les sites d'hydrocarbures du désert algérien. Pendant longtemps, la politique de la Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale, et de ses filiales a été de ne recruter que des Algériens du Nord. Ensuite, le mouvement s'est teinté d'islamisme radical, d'abord salafiste, puis carrément djihadiste. Et, au tournant des années 2010, Lamine Boucheneb est devenu un proche de Mokhtar Belmokhtar – lui-même originaire de Ghardaïa, dans le Sud Algérien.

Stephen McFaul affirme avoir revu Yann Desjeux après que ce dernier a soigné Tahar. Le poignet du Français était toujours menotté à celui du chef du commando. Le destin de Yann Desjeux semble être lié à celui du fou d'Allah, cible prioritaire des forces spéciales algériennes.

Convoi piégé

Pour les terroristes, le temps des grandes manœuvres a commencé : « Ils nous ont annoncé leur intention de tous nous emmener vers le CPF dans plusieurs Land Cruiser des entreprises. » Les trente-cinq otages sont alors triés en fonction des nationalités. Yann étant le seul Français, il est vraisemblablement isolé. « Pour la première fois, souligne Iain Adamson, j'ai vraiment vu les terroristes en train de planifier une opération. Ils ont commencé à dessiner un plan, à écrire en arabe à l'encre rouge sur un bout de papier. »

Avant de faire monter les otages dans les Land Cruiser, les terroristes truffent les véhicules d'explosifs, en le faisant bien savoir aux otages comme Stephen McFaul : « Ils nous ont dit qu'ils placeraient ces explosifs dans les voitures, avec nous, et que si les militaires essayaient de nous intercepter, ils appuieraient sur le détonateur. » Iain Adamson décrit très précisément l'effrayant dispositif des djihadistes : « Ils ont coupé les longueurs du Cortex qui servait jusqu'à présent de collier d'explosifs autour de nos cous. Quelqu'un a apporté un sac rempli de grenades, et les terroristes ont commencé à en dévisser les détonateurs, un par un. Ils les ont remplacés par les détonateurs qu'ils avaient jusqu'à présent utilisés pour nos colliers d'explosifs. À ce moment-là, je me suis demandé si ces détonateurs-là n'étaient pas factices. Mais ils ont utilisé une sorte de pâte à modeler – qu'ils appelaient Semtex – avec laquelle ils ont bouché les trous des mines, enroulé le cordon d'explosif et assemblé le tout. » Le Semtex est un explosif très puissant. En 1988, 312 grammes ont suffi pour réduire en cendres le Boeing 747 qui volait au-dessus de Lockerbie, en Écosse. Ce sont les auteurs libyens de l'attentat eux-mêmes qui ont révélé le dosage aux enquêteurs. C'est aussi un explosif réputé très instable. À mesure que les trente-cinq otages assistent, impuissants, à la transformation des véhicules dans lesquels ils vont monter en voitures piégées, le funeste dessein des terroristes semble se confirmer. Nick Hitch, qui fait partie du convoi, ne se fait guère d'illusions :

> « À cet instant, je crois qu'ils ont décidé que notre groupe d'otages de la base de vie ferait partie de leur mission suicide. »

Les trente-cinq otages et les quatorze terroristes sont alors répartis dans les six Land Cruiser. Où se trouve Yann ? Personne ne le sait. « Au cours de ce moment de confusion, durant lequel les terroristes et les otages sont montés dans les voitures, je n'ai pas vu avec qui ou dans quelle voiture [Yann] était monté, témoigne Stephen McFaul. » Iain Adamson, lui non plus, « n'a aucun souvenir ». Néanmoins, il semble toujours supposer que Yann et Tahar ont pu être encore ensemble, puisqu'il affirme ne pas se rappeler « dans quel véhicule Yann et Tahar ont été installés ». Yann Desjeux et Lamine Boucheneb étaient-ils toujours ensemble, voire menottés, au moment de monter dans les six Land Cruiser ? Rien ne permet de le conclure, même si utiliser les otages comme boucliers humains semble avoir été, jusqu'au bout, la stratégie du commando.

À quelques centaines de mètres de la base de vie, des dizaines de tireurs embusqués sont positionnés. Les hélicoptères d'attaque soviétiques Mi-24 de l'Armée nationale populaire algérienne sont prêts à intercepter tout mouvement. Lorsque les six Land Cruiser entreprennent de quitter la base de vie, la volonté de mourir des terroristes et la vie des otages – dont celle de Yann Desjeux ? – sont indéfectiblement liées. À l'intérieur de l'un des 4 × 4 se trouve Iain Adamson :

> « Dans mon véhicule, ils ont cassé une des vitres arrière pour installer une lourde mitrailleuse. Il y avait beaucoup de munitions à l'arrière. Il y avait aussi une mine reliée à du Cortex et à un détonateur qui était placée dans notre voiture. Un terroriste canadien ou américain était avec nous, assis sur le siège arrière et tenant le détonateur. Ils m'ont mis à l'arrière du 4 × 4 avec un autre otage. Ensuite, nous avons été rejoints par le terroriste avec la grosse mitrailleuse.

Pendant ce temps, lorsque le conducteur du véhicule derrière nous est monté à bord de son 4 × 4, un coup de fusil est parti accidentellement. La balle a dû se loger dans le plancher et a soit cassé le moteur, soit percé un tuyau. En tout cas, il y avait une grosse fuite. Et ils ont dû aller chercher une autre voiture. Nous nous sommes ensuite dirigés vers la première entrée du site, tout près du bureau de liaison[4] où nous nous sommes arrêtés. Il y a eu des coups de feu, et j'ai vu une balle traverser le pare-brise. Personne n'a été touché. La balle venait du nord. En face de nous. Nous avons franchi le portail du camp. Je pense que nous étions le troisième véhicule à sortir mais je n'en suis pas totalement sûr, puisque j'étais recroquevillé au maximum, les mains sur la tête.

Nous avons commencé à rouler sur le bitume en direction de l'usine. Il y avait de plus en plus de coups de feu et de bruits d'impacts sur notre véhicule. Les terroristes chantaient "*Allah akbar*" sans arrêt à partir du moment où nous avons commencé à essuyer des coups de feu. En nous approchant de l'usine, nous avons bifurqué sur la piste à gauche de la route bitumée, je n'ai pas su pourquoi. Le 4 × 4 rebondissait, le chauffeur faisait des embardées, titubant presque, étant donné l'état de la piste et la vitesse à laquelle nous roulions. Je crois qu'on essuyait des tirs d'hélicoptère à ce moment-là. Ce n'était peut-être pas des tirs sur la carlingue, mais sans doute juste sur nos traces, il aurait fallu que j'examine l'état du véhicule pour en être sûr. Les terroristes qui étaient à l'arrière avec nous ripostaient avec la mitrailleuse, j'imagine contre l'hélicoptère. J'ai levé les yeux, regardé devant moi et vu que nous foncions droit vers les barrières en béton qui bordent la clôture de l'usine. J'ai crié : "Tournez à droite !

> Tournez à droite ! Ou nous allons taper dans le mur !” Le conducteur a braqué le volant à droite, et le véhicule a décollé, s’est retourné et a fini sur le toit.
> J’étais recouvert de tous les trucs qu’il y avait à l’arrière du 4 × 4. Quelque chose m’avait frappé à l’œil gauche, je ne sais pas quoi. La bombe ne semblait pas avoir explosé. Je criais : “Dehors ! Dehors !” Il y avait quelque chose de lourd sur moi – là encore, je ne sais pas ce que c’était, mais je l’ai poussé de toutes mes forces. J’ai réussi à ouvrir les portes, et j’ai commencé à courir vers la base de vie, avec deux autres rescapés. Je ne savais absolument pas où étaient les terroristes qui étaient dans la voiture, ou même s’ils avaient survécu à l’accident. Nous agitions nos mains en l’air sans arrêt pour que les hélicoptères comprennent que nous n’étions pas une menace et pour qu’ils ne nous tirent pas dessus – ce qu’ils n’ont pas fait. À ce moment-là, en revanche, des hommes armés nous tiraient dessus depuis la base de vie ! On pouvait entendre les balles siffler dans l’air. »

Iain Adamson et deux autres survivants ont été recueillis par trois véhicules de l’armée algérienne. Ils ont été sauvés, après avoir enlevé leurs chemises pour que les soldats vérifient qu’ils n’étaient pas équipés d’explosifs.

C’est probablement l’accident spectaculaire de Iain Adamson dont Stephen McFaul est témoin lorsqu’il quitte lui aussi la base de vie, à bord d’un 4 × 4 conduit par l’un des quatorze membres du commando. Selon lui, il était près de 15 heures. « J’ai remarqué qu’un des véhicules s’était crashé, et qu’il avait fait des tonneaux, mais je n’ai pas vu d’explosion. Je ne sais pas qui était à bord. » Quelques secondes plus tard, le véhicule de Stephen McFaul subit le

même sort : « La voiture s'est retournée sous l'effet des tirs d'hélicoptère, à environ deux cents mètres de l'usine. » Après l'accident, alors qu'il essaie de s'extraire de la carcasse, Stephen McFaul a une vision d'horreur : « Un terroriste était en train d'essayer d'appuyer sur le détonateur pour faire exploser la bombe à bord de notre voiture, mais rien ne s'est déclenché. C'est là que j'ai réussi à m'échapper en me glissant à travers une vitre brisée. » Dans sa course, Stephen McFaul constate un véritable carnage : plusieurs carcasses de Land Cruiser encore fumantes jalonnent la route entre l'usine et la base de vie. « Je n'y ai pas vu ton père », écrit-il à Florian Desjeux. Avec trois survivants de son 4 × 4, Stephen McFaul a ensuite été secouru, lui aussi, par les soldats algériens.

Longtemps pourtant, Florian Desjeux a pensé que son père était dans le même 4 × 4 que McFaul. C'est une version qui a circulé parmi les employés algériens de la base de vie. « J'ai d'abord recueilli le témoignage d'Azzedine, explique-t-il. C'est lui qui a reconnu le premier le corps de mon père. » Azzedine est un opérateur radio âgé de vingt-sept ans. Il travaillait sous les ordres de Yann Desjeux. Il a fallu plusieurs échanges de courriels pour que le jeune homme accepte de raconter, tant il était en état de choc. Même si son témoignage ne recèle que des informations de seconde main, la version qu'il finit par délivrer ressemble au scénario décrit par McFaul et Adamson : « Le 4 × 4 à bord duquel était Yann Desjeux s'est renversé sous l'effet de la force de balles et il s'est fait éjecter du véhicule. » Or, ni Iain Adamson, ni Stephen McFaul n'ont vu Yann Desjeux à bord de leurs voitures respectives. Il reste quatre autres véhicules, qui ont tous explosé. Est-il possible que Yann Desjeux ait été dans l'un de ces véhicules ?

Le rapport Hagen décrit minutieusement le déroulé de l'attaque des hélicoptères sur le convoi des terroristes et de leurs otages, du

« véhicule 1 » au « véhicule 6 ». D'après ce rapport, Iain Adamson se trouvait dans le « véhicule 2 », qui a fait des tonneaux après avoir tenté d'éviter une borne en béton, et Stephen McFaul était, lui, dans le « véhicule 5 », qui a lui aussi été accidenté, mais n'a pas explosé. Les « véhicule 1 », « véhicule 3 », « véhicule 4 » et « véhicule 6 » ont tous explosé. Le rapport ne dit pas si ces explosions ont été causées par les bombes à bord des véhicules, déclenchées par les terroristes, ou par des tirs de l'armée algérienne. Cependant, d'après McFaul et Adamson, les voitures qui n'ont pas explosé sont restées « indemnes » parce que les terroristes n'ont pas réussi à actionner le détonateur.

À bord du « véhicule 6 », il y avait « le leader du groupe de la base de vie, qui est mort ». Était-ce « Tahar » ? Ou Abou el-Barâa, l'autre chef du commando ? Sur ce point, le journaliste Lemine Ould M'Salem est formel : ils se sont reparlé le vendredi. « C'était le même interlocuteur que la veille, Abou el-Barâa (qui sera tué, lui aussi, par l'armée algérienne). » L'homme éliminé à bord du « véhicule 6 » ne peut donc être que « Tahar », le chef djihadiste soigné à peine trois heures plus tôt par Yann Desjeux. L'a-t-il forcé à monter avec lui à bord du « véhicule 6 » ? Rien ne permet de l'affirmer. Sauf qu'à bord de ce 4 × 4, il y a un survivant, et ce n'est pas un otage, mais l'un des membres du commando terroriste ! C'est ce que révèle le rapport Hagen. L'un des trois survivants du groupe des assaillants d'In Amenas était donc dans l'un des 4 × 4. Il a vécu les tout derniers instants de son chef, Tahar. Arrêté par les forces spéciales algériennes, il est depuis emprisonné en Algérie. Il fait partie des trois survivants du commando entendus par le FBI, en juin dernier. Quant à la France, elle a demandé à obtenir les PV d'audition dans sa sollicitation d'entraide judiciaire en matière

pénale adressée à l'Algérie. Demande restée, jusqu'à présent, sans réponse.

Reste que rien ne prouve que Yann Desjeux soit monté à bord de l'un des six Land Cruiser, même si rien n'indique non plus qu'il ait subi un traitement particulier de la part des terroristes, c'est-à-dire une exécution, alors que tous les autres otages sont montés à bord des 4 × 4. De plus, les terroristes ont assuré au journaliste mauritanien Lemine Ould M'Salem qu'ils avaient l'intention de tuer un otage, mais pas le Français. Toujours est-il que Yann Desjeux a pu aussi mourir abattu par ses ravisseurs, en tentant de s'enfuir. Ou alors il est mort, pris entre deux feux, en servant de bouclier humain « personnel » de Lamine Boucheneb *alias* « Tahar ». On l'a vu, l'utilisation d'otages comme boucliers humains dès que des membres du commando se déplaçaient et prenaient le risque de s'exposer au feu était devenue systématique. Bref, il y a plusieurs hypothèses plausibles. Et pour la famille de Yann Desjeux, un an après sa mort, tous les scénarios sont possibles. Tout est ouvert.

Un corps et des balles de Kalachnikov

Même leurs interlocuteurs officiels peinent à leur livrer une vérité définitive.

« Le gouvernement nous a d'abord expliqué que mon père avait été tué par les terroristes, expose Florian. Mais la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) nous dit autre chose : elle ignore s'il est tombé sous les balles des Kalachnikov de l'armée ou celles des Kalachnikov des terroristes. »

Les enquêteurs de la DCRI ne font que reprendre les conclusions de l'autopsie et de l'expertise balistique réalisées sur le corps de

Yann Desjeux. Selon les deux documents, il a été tué de « neuf passages projectilaires ». Ces « projectiles » ont ensuite été analysés à la division balistique de l'Institut national de police scientifique (INPS) de Paris, qui en a établi la nature exacte. Réponse : ce sont des balles de Kalachnikov, calibre 7,62 mm.

Kalachnikov, calibre 7,62 mm. Soit les mêmes balles de Kalachnikov que celles que les enquêteurs retrouvent régulièrement dans les règlements de comptes entre dealers à Marseille, et dont les douilles ont plu en grande quantité lors d'innombrables tueries perpétrées ces vingt dernières années de la Bosnie au Rwanda en passant par le Sri Lanka, l'Ouganda ou la Tchétchénie.

Comme l'écrit le journaliste italien menacé de mort Roberto Saviano dans son livre *Gomorra*, vertigineuse enquête au cœur de la mafia napolitaine :

> « Rien au monde n'a fait plus de morts que l'AK-47. La Kalachnikov a tué plus que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, plus que le virus du HIV, plus que la peste bubonique, plus que la malaria, plus que tous les attentats commis par les fondamentalistes islamistes, tous les tremblements de terre réunis. Une quantité colossale, inimaginable, de chair humaine. […] Kalachnikov a fait un geste en faveur de l'égalité : des armes pour chacun, des massacres pour tous[5]. »

À In Amenas, la Kalachnikov était effectivement la chose la mieux partagée entre les djihadistes et les militaires algériens. Alors, sans surprise, comme l'indique l'expertise balistique, rien ne permet d'établir si les balles qui ont tué Yann Desjeux « ont été tirées par une même arme ou par des armes différentes ». Conclure à une mort

par balles de Kalachnikov, c'est se donner les meilleures chances de ne jamais trouver le coupable. Mais cette conclusion de l'expertise balistique laisse la porte ouverte à la possibilité qu'il y ait eu plusieurs tireurs. La question est de savoir s'ils ont tiré ensemble, ou les uns contre les autres.

La famille Desjeux en est convaincue, Yann est mort « dans un moment d'action, soit de fuite, ou dans un contexte de violence, estime Bruno, l'un de ses frères. Mais, précise-t-il, je pense que ça correspond à un contexte de violence globale ».

L'autopsie du corps de Yann Desjeux révèle des éléments qui vont dans ce sens. Il y a un détail qui frappe Marie-Claude : la cheville gauche de son frère est fracturée et luxée. « Mon mari, qui est médecin, m'a expliqué que ça correspondait à une projection d'un corps vers l'avant. Comme si Yann avait été violemment éjecté de quelque chose. » Du « véhicule 6 », celui de Tahar, en pleine course-poursuite avec un hélicoptère de combat algérien ? Pourquoi pas ? avance Bruno Desjeux.

> « S'il était dans un des 4 × 4, mon frère, connaissant bien les forces spéciales algériennes qu'il a côtoyées pendant des années, s'est peut-être dit : "C'est quitte ou double, parce qu'il n'y aura pas de survivants." Est-ce qu'à ce moment-là, il a fait une tentative d'évasion en essayant de sauter d'un des 4 × 4 ? Et s'est-il fait rafaler, soit par un des terroristes, soit par l'hélicoptère ? Il y a vingt-cinq mille scénarios possibles ! »

L'hélicoptère qui pourchassait le convoi est un engin de combat nommé Mi-24, de fabrication soviétique, comme une grande partie de l'équipement de l'Armée nationale populaire algérienne. Est-il

possible que l'engin ait craché des balles de Kalachnikov de 7,62 mm ? La question diviserait pendant des heures les plus grands experts des questions d'armement. J'ai quand même posé la question à l'un des meilleurs spécialistes des hélicoptères de combat en France, le journaliste Bernard Bombeau, qui a traité pendant vingt ans ces questions pour la revue *Air et Cosmos.* Il a eu du mal à cacher sa perplexité :

> « On peut toujours fixer une mitraillette légère sur un hélicoptère Mi-24, mais bon, ça n'est pas fait pour ça, surtout dans ce genre d'opérations. Un Mi-24, ça fait du dégât. C'est un hélicoptère de combat plutôt utilisé contre des véhicules en mouvement, voire carrément des chars blindés. Il est aussi possible que d'autres hélicoptères, transportant des troupes armées, pour le coup, aient fait partie de l'opération. »

Mais l'autre élément qui intrigue, ce sont les trajectoires des neuf balles. Jamais tirées de face, mais de côté, touchant la partie droite, voire de dos. D'après l'autopsie, la balle qui fut fatale à Yann Desjeux est entrée par la fesse gauche, du bas vers le haut, pour se loger vers le cœur. Difficile d'imaginer qu'une Kalachnikov embarquée sur un hélicoptère de l'armée ait pu toucher une telle région du corps en tirant, par principe, du haut vers le bas, et non l'inverse. Reste qu'il y avait aussi des tireurs au sol, embusqués tout autour de la base de vie et de l'usine.

Le pire, pour la famille Desjeux, c'est de sentir que certaines réponses capitales sont à portée de main. À commencer par l'identité de l'homme – il y en a forcément un – qui a trouvé son corps sur place. Sur la base de vie ou sur la route ? Le savoir serait une avancée considérable.

> « Forcément, il y a des gens qui savent où Yann a été récupéré, s'emporte Bruno Desjeux. Simplement personne ne le dit, ni les autorités françaises, ni les autorités algériennes. »

Marie-Claude Desjeux a mis des mois à récupérer les affaires personnelles de son frère, longtemps restées sous le sceau de l'enquête algérienne. L'absence de transparence entre les parquets algérois et parisien est sidérante. Elle a pris la forme, un jour… d'un pli, arrivé au bureau de Marie-Claude. « C'était dans une enveloppe kraft, déposée par porteur. J'ai ouvert… c'était son portefeuille ! On ne m'a donné aucune explication. » Et s'il n'y avait que cela…

La famille Desjeux a fait l'aller-retour Paris-Alger sans avoir vu un seul représentant des employeurs de Yann. « Personne ne s'est préoccupé du rapatriement du corps. Ni sa boîte de sécurité AFMC-Stirling, ni BP, s'indigne Marie-Claude. À notre arrivée à Alger, on aurait pu supposer que quelqu'un de son entreprise serait là, sur le tarmac, pour nous accueillir. Il n'y avait personne. »

L'explication, son fils Florian l'a trouvée au cours de son enquête. Aussi incroyable que cela puisse paraître, Yann Desjeux n'était plus assuré. « Les salariés de Stirling-AFMC ont deux assurances, explique Florian. Une pour l'employé, minimale. Et une autre, appelée BUPA, beaucoup plus avantageuse, qui couvre tout dommage causé à l'employé à hauteur de cinq millions de livres sterling. » L'assurance BUPA voyage/travail garantit, entre autres, le rapatriement en cas de décès. Le 9 novembre 2012, un courriel envoyé par sa hiérarchie est arrivé sur la messagerie de Yann Desjeux : « Au vu des changements contractuels avec BP, l'assurance BUPA, fournie depuis de nombreuses années par Stirling, ne sera plus effective à partir du 14 décembre 2012. » Soit un mois presque jour pour jour avant l'attaque terroriste. Contacté par courriel, le

service de presse de BP, à Londres, n'a pas donné suite : « Pas d'interview tant que l'enquête est en cours. » Mike Lord, le patron de Stirling, a en revanche tenu à m'exposer, dans un long courriel, les raisons de l'annulation de l'assurance de Yann Desjeux. C'est le changement de statut de sa compagnie qui en est à l'origine. Conformément à la loi en Algérie[6], Stirling a dû s'associer à une compagnie locale, RedMed, pour former une structure appelée AFMC, 100 % algérienne. Par conséquent, les contrats de travail des employés sont eux aussi algériens, et leurs salaires sont versés en dinars. « Les employés ont désormais droit seulement aux avantages qui leur sont accordés en vertu de la loi algérienne », précise Mike Lord. Impossible pour eux de toucher une assurance versée dans une devise étrangère. « Toute l'équipe en a été informée. Nous leur avons donné l'opportunité de payer pour leur propre assurance. Certains l'ont fait. D'autres ont choisi délibérément de ne pas le faire. »

Vu l'urgence, c'est le Centre de crise du Quai d'Orsay qui a pris en charge l'affrètement du vol vers Alger, et les frais de rapatriement du corps de Yann Desjeux. Mais pour le reste, l'État français est aux abonnés absents. Le fonds d'indemnisation prévu pour les victimes du terrorisme « ne marche pas », constate, lucide, un diplomate. Et la famille Desjeux est la première à le constater. Marie-Claude, la sœur aînée, n'aime pas beaucoup parler d'argent, mais le scandale lui paraît tel qu'elle lâche les chiffres. Ridiculement bas. « Ma mère et mes deux neveux Yvan et Florian ont touché 5 000 euros chacun. » Depuis octobre 2009, une loi prévoit une indemnisation de 4 000 euros pour les propriétaires de voitures brûlées qui montreraient leur bonne foi.

Le dossier est en cours de traitement, et récemment Yvan et Florian se sont vu proposer « la modique somme de 15 000 euros »,

ironise leur tante, qui redevient sérieuse :

> « En Italie, les victimes du terrorisme sont indemnisées à vie. Ainsi que leurs descendants directs. En France, les victimes du terrorisme n'ont pas de statut. »

Secrets de famille

Il y a, chez la famille Desjeux, de la lassitude. C'est vrai. Car un an de combat, c'est déjà trop long. D'autant que les obstacles ont commencé à se dresser sur leur chemin dès les premières heures, au cœur de la douleur. Le clan, emmené par Marie-Claude, a dû batailler ferme avec les autorités algériennes pour voir le corps de Yann. « On nous a dissuadés, dissuadés et encore dissuadés, parce qu'il était dans un état épouvantable. Moi, j'ai été soulagée de le reconnaître. » Car il y a un autre fantôme qui hante la famille Desjeux, et d'autres questions : celles sur la mort du père, directeur de l'usine Lesieur à Dakar, lui aussi disparu dans des conditions plus que douteuses, alors qu'il était en déplacement à Tunis. C'était en 1966. Un dimanche. Ce père de famille, fervent catholique, avait promis d'être à la maison après la messe à laquelle il assisterait à sa descente d'avion à la chapelle de l'aéroport d'Orly. Il n'a jamais pris son vol. C'est le portier de l'hôtel Hilton de Tunis qui a trouvé son corps, inanimé, dans son lit. « On nous a raconté une belle histoire de crise cardiaque, se souvient Marie-Claude. Il y a une foultitude de petits détails que vous enregistrez enfant, et puis quelques années plus tard – j'étais déjà mariée –, tous ces détails ont commencé à m'interpeller, à commencer par le fait que ma mère est considérée

comme veuve de guerre et que nous étions déclarés pupilles de la nation… pour une histoire de père mort de crise cardiaque. »

Marie-Claude Desjeux porte la soixantaine élégante après une brillante carrière et une vie épanouie. Mais son dynamisme semble lesté par des silences de famille trop lourds à porter. Elle a eu toute sa vie d'adulte le soupçon de l'appartenance de son frère Yann à des univers occultes, aux « services ». Cette suspicion existait déjà avec le père, qui aurait fait partie d'un réseau d'espions français.

> « Quand le corps de mon père nous est revenu, nous n'avons même pas pu ouvrir le cercueil. Vous comprenez mieux pourquoi j'ai absolument tenu à voir Yann ? »

Yann Desjeux est lui aussi mort en emportant plusieurs secrets. « Il n'a jamais rien lâché. Jamais. Et toujours avec ce petit sourire en coin », souffle Marie-Claude. Elle se rappelle ses retours de mission où, au milieu de l'euphorie des retrouvailles et de l'envie irrépressible d'ouvrir la valise du voyageur pour respirer l'odeur de la contrée exotique, découvrir ses bibelots achetés là-bas, il y avait toujours des moments de cachotteries. « Yann s'enfermait dans une chambre, et ma mère nous empêchait de voir ce qu'il s'y passait. Il sortait certaines affaires de sa valise. » Et puis, c'était bon. Tout le monde pouvait passer à table.

La sœur aînée était toujours celle qui accompagnait l'intrépide Yann à l'aéroport. « En 1986, c'était pour une mission au Tchad, alors que Mitterrand disait à l'époque qu'il "n'y avait pas de forces françaises au nord du 16^{e} parallèle"[7]. Au même moment, je voyais bien les gens avec qui il partait, gros bras, crânes rasés, c'était tout juste s'ils ne portaient pas de chemises à fleurs, ça en devenait ridicule. » À chaque arrêt au dépose-minute, avant de récupérer le

barda dans le coffre de la voiture, la grande sœur tapait toujours sur l'épaule de son petit frère. « Tu fais gaffe à toi ? » La dernière fois, c'était le 9 décembre 2012.

> « C'est la dernière fois que je l'ai vu. On a passé la journée ensemble, au Pyla. Quand il a bouclé sa ceinture, je lui ai demandé de faire attention à lui, et il m'a répondu, pour la vingt-deux millionième fois : "T'inquiète, sœurette." Toujours avec cet éternel petit sourire en coin. »

Récemment, Yann Desjeux était devenu grand-père. Un jeune papy, cool, bon vivant, patron du resto La Mouche qui louche, le nez dans les embruns des vagues de la plage des Sables d'Or, à Anglet, dans son Pays basque qu'il affectionnait tant. Côté face, au sud de l'Adour, c'était ça, Yann Desjeux, pour ses proches les plus intimes. Au nord du fleuve, à Bayonne, le jour de ses obsèques et de la cérémonie qui a suivi, la famille Desjeux a découvert Yann côté pile : les copains du 1er RPIMA, les militaires des forces spéciales reconvertis dans la sécurité privée, les gens qui portent un nom de code, et Raoul, le gars un peu rustre à l'accueil de l'association « Qui Ose Gagne ». Raoul, comme Raoul Volfoni, qui « correctionne plus, mais qui dynamite ! Ventile ! Disperse ! ». Marie-Claude, la pimpante Parisienne, est d'ailleurs devenue officiellement la seule femme membre de l'association des anciens du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Bayonne. La famille parisienne des quartiers huppés se retrouve dans un univers qui sonne comme dans *Les Tontons flingueurs.* Les Desjeux découvrent un autre Yann. Celui des missions dangereuses. Celui dont l'un des « frères d'armes » me confiera : « Il s'est retrouvé dans tant de situations, l'arme à la main… C'est bête de mourir comme ça. » Son

frère, Bruno, confie : « J'ai pris conscience de l'envergure qu'il avait dans ce milieu et de l'immense respect qu'il inspirait à ses frères d'armes. »

Le milieu a son code de l'honneur, mais aussi ses codes secrets. Bruno raconte un moment très particulier : « Je me souviens, à Bayonne, après la cérémonie, un de ses plus vieux amis, un parachutiste anglais, nous a réunis en petit comité. C'était lui qui était le détenteur du dernier message transmis *via* la radio par Yann à sa famille. » Marie-Claude se souvient parfaitement de cet instant : « Il a déclaré qu'il voulait nous dire quelque chose. » Marie-Claude, Bruno et quelques « frères d'armes » forment un petit cercle autour de l'ancien « para » britannique.

> « Quand l'Anglais a commencé à prendre la parole, il voulait nous dire un truc sur Yann, et là, tout de suite, son propos est devenu d'une banalité infinie. Il nous a dit : "Euh, voilà, Yann, c'est quelqu'un de très bien que je connaissais bien, et donc, je voulais vous voir pour vous transmettre mes condoléances, mon amitié, etc." Et j'ai très bien vu la scène, en face de moi, et donc de lui, puisque j'étais à sa gauche, un des frères d'armes venait de lui faire discrètement signe, avec deux doigts, sous-entendu : "Ferme ta gueule." »

À chacun ses secrets de famille.

---

1. . « The In Amenas Attack, report of the investigation into the terrorist attack on In Amenas. Prepared for Statoil ASA's board of directors. September, 2013 ». Également appelé le « rapport Hagen », du nom du chef des enquêteurs, Torgeig Hagen, ancien patron des services de renseignement norvégiens.
2. Sa compagne.

3. Entretien avec Walid Berrissoul.
4. Le bureau de liaison est celui de Yann Desjeux.
5. Roberto Saviano, *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*, traduit de l'italien par Vincent Raynaud, Gallimard, 2007, p. 272.
6. La règle « 51/49 » régit l'investissement étranger en Algérie depuis la loi de finances de 2009. Le but est de préserver et de favoriser les investissements nationaux par rapport aux capitaux étrangers, notamment dans des secteurs stratégiques comme l'énergie.
7. Le 16e parallèle a été franchi en février 1986 par les forces libyennes du colonel Kadhafi venues soutenir Goukouni Oueddei, chef d'État tchadien renversé en 1981 par Hissène Habré avec le soutien de la France et des États-Unis. L'opération Épervier a été déclenchée par la France suite à cette incursion libyenne. La France est encore aujourd'hui présente militairement au Tchad.

CHAPITRE 2

Il ne s’est rien passé à In Amenas

« *Zenga ! Zenga !* » La télévision dans le réfectoire du bâtiment HSE est branchée sur Al Jazeera. Ce 22 février 2011, la chaîne qatarie diffuse le discours télévisé de Mouammar Kadhafi. Avec à l’arrière-plan les vraies-fausses ruines de son palais-bunker de Bab al-Azizia, le Guide de la révolution libyenne – lunettes teintées, costume traditionnel toujours aussi extravagant – menace ceux qui aspirent à une autre révolution ; une révolution sans lui. Il promet aux manifestants de les traquer « maison par maison, ruelle par ruelle ». En arabe : « *Zenga ! Zenga !* »

« *Zenga ! Zenga !* » Les pompiers algériens sont hilares. Jusqu’à présent, ils écoutaient d’une oreille les éructations du maître de Tripoli et le regardaient gesticuler dans la lucarne sans trop y prêter attention. Mais le « *Zenga ! Zenga !* » les a sidérés. Ubu roi sur l’écran. Un mélange de bouffonnerie et de folie meurtrière. Le « *Zenga ! Zenga !* », vite parodié en chanson sur YouTube, sera d’ailleurs l’un des phénomènes viraux les plus marquants de l’année sur Internet, avec plus de quatre millions de vues. Et, ce soir-là, le « *Zenga ! Zenga !* » devient très populaire parmi l’équipe des pompiers. « C’est vrai que c’est devenu un slogan, presque un cri de guerre entre nous », sourit Murielle.

Murielle Ravey, arrivée deux mois plus tôt, apprend encore à connaître ses nouveaux collègues : son ambulancier Djamel Slimani, Mourad Aberkane, le chef, Rabah Chaouche, Salim Kichou, et

Cherifi Assani, entre autres. Ses collègues trouvent d'ailleurs à ce dernier un petit air de ressemblance avec le Guide libyen : le voilà affublé du surnom « Kadhafi ».

Bref, dans la cantine des pompiers, on se marre. Al Jazeera continue de parler dans le vide des Printemps arabes, qui enfièvrent pourtant toute l'Afrique du Nord. Murielle est intriguée par le manque d'intérêt de ses collègues. Les Algériens regardent les régimes voisins vaciller comme si un Papou assistait à la prise de la Bastille de 1789. Ils semblent dans un autre espace-temps. Naïvement, Murielle demande : « Et pourquoi pas chez vous ? » Et on lui répond poliment : « Non, très peu pour nous, merci. »

Plus tard, Murielle comprendra que les aspirations démocratiques des Tunisiens ou des Égyptiens rappellent à toute une génération d'Algériens de très mauvais souvenirs. Dans leur esprit, ou plutôt dans leurs cauchemars, c'est de cette même manière, par une période de « libéralisation » du régime, que débuta l'engrenage mortel et très complexe qui conduisit à la guerre civile des années 1990, à cette « décennie de violence » qui fit près de cent mille morts.

Pourtant, Murielle perçoit aussi une grande rancœur chez ces Algériens du Nord, qui viennent travailler à plus de mille deux cents kilomètres de chez eux :

> « Ils en veulent énormément à leur gouvernement, tellement corrompu, tellement incapable de faire marcher l'économie qu'ils sont obligés d'aller chercher leur salaire au fin fond du désert, parce qu'à côté de chez eux, il n'y a pas de boulot ! »

Les collègues de Murielle aimeraient que les choses changent, certes, mais ils sont hantés par la crainte de revivre ces années

noires. Menacés par les islamistes, certains d'entre eux ne sont pas rentrés chez eux pendant des années. Chez ces pompiers algériens, il y a beaucoup d'anciens conscrits qui ont dû se laisser pousser les cheveux pour ne pas être identifiés comme militaires, en cas de faux barrages dressés par les sanguinaires membres du GIA.

De ces années noires, ils parlent le moins possible. Mais, au fil du temps, la clinique de Murielle devient un lieu de confidences. On vient la voir pour un prétendu mal de crâne, et puis on s'épanche. Parce que c'est la « *medic* », parce que c'est la seule femme, occidentale de surcroît, et parce que ces Algériens du Nord se sentent tout aussi étrangers dans ce Sud saharien que les « expats » britanniques ou norvégiens du site. Expatriés dans leur propre pays. Nationaux comme étrangers se confrontent à la rudesse du climat saharien, à ses journées de fournaise et à ses nuits glaciales. Vingt-huit jours d'affilée, un mois sur deux, c'est une existence dédiée au travail, dans un monde sans enfants, sans distractions, sans autre liberté que celle de se déplacer à l'intérieur d'une clôture. « Il y a une photo de moi où je suis en train de faire comme si je la brisais par la seule force de mes bras », raconte Murielle. Travailler à In Amenas, c'est vivre dans une bulle, hors-sol et hors de l'Histoire.

Ce Sud si tranquille

Ce soir de février 2011, la télévision narre une nouvelle étape de l'enfoncement de la Libye dans la guerre civile, et bientôt vers l'effondrement de son État. À Tiguentourine, on s'en sent très loin. La frontière n'est pourtant qu'à quatre-vingts kilomètres.

> « La raison que tout le monde a intégrée tacitement, c'est qu'on est loin, qu'on est dans le désert, isolés, et que personne ne viendra nous attaquer, explique Murielle. C'est que, surtout, on ne s'est jamais fait attaquer. »

La quiétude des compagnies pétrolières dans le Sud repose donc sur ce postulat : ça n'est jamais arrivé, donc ça n'arrivera jamais. Même aux pires moments de la guerre civile algérienne dans les années 1990, les bases gazières et pétrolières n'ont jamais fait partie des cibles des groupes islamistes. Ni le Groupe islamique armé (GIA), qui sème le chaos dans le Nord algérien, ni le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)[1] – qui devient au tournant du troisième millénaire un mouvement terroriste sahélien – ne s'intéressent, ou n'ont les moyens de s'attaquer aux « tuyaux » sur lesquels repose l'immense richesse de l'Algérie.

Lorsque au début des années 2000 le norvégien Statoil s'installe en Algérie pour s'associer au britannique BP, « les principales inquiétudes concernent alors la sécurité dans le nord du pays[2] ». Il s'agit de sécuriser les bureaux à Alger, pour parer aux risques d'enlèvements et d'attentats à la voiture piégée au cœur de la capitale.

Début 2003, lors d'une réunion des dirigeants de Statoil, dans leur siège, situé dans la ville norvégienne de Stavanger, on mise sur le fait que « le gouvernement algérien [est] dépendant d'une industrie pétrolière et gazière stable pour mettre en œuvre ses réformes économiques, et plus généralement pour réformer la société ». Autrement dit, les pétroliers occidentaux peuvent faire confiance à Alger, car Alger ne sciera pas la branche sur laquelle elle est assise. Exsangue après des années de guerre civile et d'isolement sur la scène internationale, l'Algérie a besoin des gros groupes

pétroliers étrangers pour relancer son économie, ou plutôt pour optimiser sa rente.

À In Amenas, les premières prospections commencent dès 1998. Alors qu'au nord, la guerre civile fait rage, au sud, la compagnie nationale Sonatrach parle business avec BP et, dans un premier temps, avec l'américain Amoco. Sous leurs pieds, le potentiel est considérable. Il y a quatre gisements géants de gaz naturel. Statoil rejoint la « co-entreprise » – *joint venture* en anglais – en 2003. Et la production démarre trois ans plus tard. L'Algérie, deuxième fournisseur de gaz naturel vers l'Europe après la Russie, vient de se doter d'une installation industrielle qui fournit à elle seule 12 % de sa production annuelle.

Joyau de la couronne

In Amenas, c'est un site stratégique majeur pour l'État algérien. Le jeudi 17 janvier 2013, au deuxième jour de l'attaque, Omar Berbiche, éditorialiste au quotidien francophone *El Watan*, écrit : « C'est comme si on avait attaqué le Palais du gouvernement ou la présidence de la République. »

C'est à l'armée qu'incombe la responsabilité de la sécurité du site gazier. Nouvel investisseur en Algérie, Statoil accepte les règles dès le départ, comme l'atteste ce mémo adressé à son conseil d'administration en juin 2003 : « Statoil […] utilisera l'armée algérienne pour protéger les personnels dans leurs trajets et pour protéger les installations dans lesquelles ils opèrent. »

L'armée algérienne établit ainsi une zone militaire autour du site de production, de la base de vie et aussi de l'aéroport de la ville d'In Amenas par lequel transitent les rotations d'expatriés. Le bassin

gazier s'étend sur une zone vaste comme le grand-duché du Luxembourg : 2 750 kilomètres carrés désormais couverts par un dôme invisible. Pour y pénétrer, il faut carrément obtenir l'équivalent d'un second visa à l'intérieur du pays. Le site industriel de Tiguentourine est gardé par un contingent de deux cents gendarmes. Tout mouvement d'expatriés à l'extérieur des clôtures doit se faire sous leur escorte, à commencer par les trajets en bus de la base de vie vers l'aéroport. La garnison est située dans la ville d'In Amenas, à une heure de route en empruntant un bout de la Nationale 3, la « route du Tassili », qui descend de Constantine à la frontière avec le Niger. Plus à l'est encore du site de Tiguentourine, c'est la frontière libyenne. Mille kilomètres, gardés par des gendarmes, avec « des renforcements ponctuels de l'armée si nécessaire », ajoute le rapport Statoil.

Voilà pour la forteresse. À l'intérieur, la sécurité est du ressort des entreprises. La Sonatrach algérienne, BP et Statoil se fondent sur des rapports d'évaluation de risque élaborés au début des années 2000. Une révision a eu lieu neuf ans plus tard. Et, le 16 janvier 2013, lorsque les terroristes envahissent Tiguentourine, voici le dispositif de sécurité auquel ils font face, selon le rapport Statoil :

– une double clôture autour de l'usine et de la base de vie, entourée de barrières anti-voitures piégées en béton ;

– des gardiens civils non armés contrôlant les piétons et les voitures aux entrées. « Ces hommes sont formés à la surveillance des sites, aux patrouilles, aux contrôles d'identité, à la fouille des sacs et aux contrôles d'accès », précise le rapport ;

– des chicanes et des blocs en zigzag sur la route pour ralentir les voitures ;

– des caméras de surveillance et un système d'alarme.

Les anciens des forces spéciales font du gardiennage

En gros, la sécurité interne du site d'In Amenas équivaut à une prestation de gardiennage. Mais cette tâche très anodine est supervisée par des expatriés au profil beaucoup plus aguerri : ce sont tous des anciens militaires des forces spéciales de leurs pays respectifs.

À In Amenas, ainsi que sur l'autre exploitation d'In Salah, à 1 500 kilomètres à l'ouest, la supervision de ces gardes-barrière est assurée par le service de « liaison ». Dans le milieu très cloisonné des expatriés travaillant sur les sites de production d'hydrocarbures, chacun sait que les « gens de la liaison » sont là pour remplir bien d'autres fonctions que d'apprendre à un vigile comment fouiller un sac.

Sur le site de Tiguentourine, le chef de la liaison s'appelle Paul Morgan, un ancien légionnaire. Son adjoint, on ne le présente plus : c'est Yann Desjeux. Son prédécesseur, Kevin Jones, est lui aussi un ancien des forces spéciales, vétéran du Special Air Service britannique. Des profils bien pratiques pour la communauté du renseignement. D'autant que le système de rotation, vingt-huit jours sur place, vingt-huit jours en vacances, permet des séances de débriefing très régulières. « On ne les embêtait pas trop sur place, explique un ancien du milieu du renseignement français. En général, on préférait attendre leur retour au pays pour les contacter. »

Si les services de renseignement étrangers ont leurs entrées sur ces sites industriels dits « sensibles », c'est d'abord parce que les entreprises de sécurité privées en sont une sorte de prolongement. Il n'y a qu'à jeter un œil aux organigrammes. « C'est simple : elles sont toutes dirigées par des anciens des "services" », constate un

diplomate qui était en poste à Alger pendant la crise d'In Amenas. En Algérie, le « marché » se partage entre Français et Britanniques. Côté français, il y a GEOS, dirigée par le général Jean Heinrich, ancien chef du service action de la DGSE ; et Amarante, dirigée par Pierre-Antoine Lorenzi, ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, et par Alexandre Hollander, dont on peut lire qu'il a été « officier supérieur des forces spéciales et du renseignement ». Côté britannique, les concurrents sont Control Risks, société présente dans trente-trois pays dans le monde, et Stirling. C'est cette dernière qui décroche le contrat à Tiguentourine à partir de 2011. Stirling est une société à capitaux britanniques mais basée à Malte, et son numéro de téléphone est précédé de l'indicatif « +971 », qui est celui des Émirats arabes unis. Son fondateur, Mike Lord, est un vétéran des régiments parachutistes britanniques, ancien de la Royal Military Police, qui a formé dans les années 1980 les forces spéciales de la police… sri-lankaise. Il a ensuite apporté son curriculum vitae pour le moins bigarré et son expertise à la protection de sites sensibles.

En Algérie, Stirling a dû s'associer à la société de services RedMed, pour aboutir à une structure dont le nom est AFMC (Algerian Facilities Management Company). RedMed est dirigé par Mohammed Fechkeur, dit « Mokadem ». Originaires de Laghouat, dans le centre de l'Algérie, les Fechkeur sont une famille influente de la région. Un mariage de raison, plus que de cœur, puisque c'est la loi du « 51/49 » qui s'applique. Un partenaire algérien détient 51 % du capital, et l'entreprise étrangère récupère les 49 % restants. Dans la sécurité des sites pétroliers et gaziers, cela permet aussi aux services algériens d'avoir leurs entrées. Les anciens du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) pullulent au sein des nombreuses sociétés de gardiennage qui gravitent autour de la

Sonatrach et de ses filiales. En matière de reconversions d'anciens des services de renseignement dans des sociétés privées, l'Algérie ne manque ni d'effectifs, ni de compétences.

Reste que la cohabitation n'est pas toujours simple. Et dans la presse algérienne, la présence de sociétés étrangères vouées à la protection de sites sensibles est plutôt mal vue. On y attribue même à l'une des entreprises précédemment citées la capacité à « gérer des coups d'État » ailleurs dans le monde pour défendre les intérêts de leurs clients, les entreprises multinationales[3]. Le profil des employés, anciens des corps d'élite d'armées étrangères, n'est pas de nature à calmer la méfiance des Algériens. Mike Lord, le patron de Stirling, a même dû batailler âprement avec les autorités algériennes pour faire libérer un de ses employés : « Il a été arrêté parce qu'il prenait des photos sur l'aéroport de Hassi Messaoud. Il a disparu pendant trois jours. Quand j'ai pu avoir de ses nouvelles, il était dans une prison à Alger. Accusé d'espionnage, et même de terrorisme. Il a fini par être expulsé au Royaume-Uni. » L'employé photographe était un ancien de la Royal Air Force…

À Tiguentourine, en juillet 2012, les Britanniques sont finalement mis sur la touche. Désormais, la sécurité interne du site revient exclusivement à la Sonatrach, qui possède sa propre unité, le Service de sûreté interne. Théoriquement, cela ouvre la porte à la possibilité de gardes civils armés, puisqu'en matière de protection des sites sensibles, la loi algérienne n'interdit le port d'armes qu'aux ressortissants étrangers. Pourtant, après le massacre d'In Amenas, aucune décision allant dans ce sens ne semble avoir été prise. Aux yeux des partenaires étrangers comme Statoil, cette solution n'est pas la panacée, comme l'indique le rapport : « Statoil a considéré que les risques de faire appel à des gardes armés dépassent les bénéfices. Les inquiétudes en matière de droits de l'homme, le

risque d'avoir deux entités armées différentes au sein de la même zone et les difficultés qu'entraîneraient leur entraînement et les enquêtes pour vérifier les antécédents des candidats ont conduit Statoil à se prononcer contre cette solution. » Bref, la confiance règne.

Lorsque l'attaque du 16 janvier 2013 survient, Yann Desjeux et Paul Morgan n'ont plus grand-chose d'autre à faire que de superviser les déplacements d'expatriés, en dépit de tout le prestige d'avoir appartenu à l'élite militaire de leurs pays respectifs. Ce changement brutal n'intervient pas par hasard, il est le fruit d'une lente dégradation, et d'un climat délétère, comme en témoignent les documents et notes internes que nous avons pu nous procurer.

Menaces sur les charters d'expatriés

C'est d'abord la situation globale dans le Sud algérien qui se détériore peu à peu, sans que les personnels expatriés en prennent conscience. En septembre 2011, l'ambassade américaine à Alger[4] diffuse un message d'alerte. Il existerait une menace de tirs de missile contre les avions affrétés par les compagnies pour le transport de leurs expatriés sur les sites pétroliers et gaziers du Sud algérien. Le « hub[5] » des expatriés se situe à Hassi Messaoud. C'est par cette ville saharienne, exclusivement tournée vers l'exploitation du pétrole, que transitent tous les expatriés des sites plus isolés comme In Salah ou In Amenas, avant de rentrer en Europe. Le rapport Hagen-Statoil note que l'information a créé un profond « malaise au sein des personnels […], renforcé par le fait que certaines compagnies ont décidé de ne plus autoriser leurs employés à emprunter la ligne habituelle entre l'aéroport londonien de

Gatwick et Hassi Messaoud ». L'inquiétude grandit… enfin, pour ceux qui sont au courant ! Comme beaucoup d'employés présents sur le site de Tiguentourine à cette époque, Murielle Ravey ne découvre cette menace qu'aujourd'hui. Le rapport Statoil reconnaît que l'information « n'a pas atteint tout le monde » et recommande que, la prochaine fois, « toute menace, tout changement de la situation sur le plan de la sécurité devraient être communiqués à toutes les équipes ». Joli vœu. Mais à écouter le témoignage de Murielle Ravey, on comprend que cela va impliquer un changement d'habitudes très profond, presque une révolution culturelle, tant le secret était devenu la règle. D'un côté, les « gens de la sécurité », de l'autre le reste des employés.

> « On n'était au courant de rien. Ils étaient dans leur petit monde à eux. Nous, on était la piétaille : on n'a pas à savoir, on n'a pas à connaître. »

Des missiles cachés dans le sable

Un mois plus tard, le 20 octobre 2011, le monde découvre les images de la mort d'un dictateur. La silhouette hagarde, ensanglantée de Mouammar Kadhafi capturé avant d'être tué à Syrte par les rebelles de Misrata marque le premier jour de l'histoire de la nouvelle Libye. Le tyran de Tripoli est tombé, mais pendant ce temps-là les émirs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique viennent faire leurs courses. Les arsenaux du Sud libyen, notamment dans la province du Fezzan, deviennent des armureries géantes, qui vont largement armer les djihadistes d'Abou Zeid et de Mokhtar Belmokhtar.

Quatre mois plus tard, en février 2012, les services de sécurité algériens découvrent une importante cache d'armes à quelques encablures des installations de Tiguentourine, à soixante kilomètres de la ville d'In Amenas. Quinze missiles antiaériens portables, vingt-huit missiles sol-air de fabrication russe et un stock considérable de munitions étaient enterrés dans le sable. Les enquêteurs algériens n'ont pas eu à se creuser la tête bien longtemps pour établir la provenance de ces armes. Il suffisait de regarder en direction de la frontière libyenne, distante de seulement quarante-trois kilomètres. Les missiles font partie de l'arsenal du dictateur déchu qui, au cours de son règne, en avait acheté 20 000 à Moscou. D'après la France, dans le chaos qui a suivi l'effondrement du régime de Kadhafi, la moitié de ces missiles a disparu. À Tiguentourine, parmi les employés, cette fois-ci, la nouvelle circule, sans que personne ne sache de quels types d'armes il s'agit. Pourtant, là encore, il y a une menace sur le transport aérien des expatriés : les missiles sol-air Sam-7 sont capables de pulvériser sans problème un avion de ligne à 3 500 ou 4 000 mètres d'altitude. Le quotidien *El Watan*, dans son édition du 20 février 2012, fait parler une source proche du dossier qui estime qu'il s'agit d'une « sérieuse menace à prendre en compte pour les avions au décollage ou à l'atterrissage dans les aéroports de la région, notamment celui de Zarzaitine, et celui d'In Amenas ». Mais depuis les avertissements de septembre 2011, aucune mesure de sécurité supplémentaire n'a été prise. Et là encore, lorsque les employés, inquiets, posent la question aux responsables, on leur oppose le silence. Dans le ciel du Sud algérien, les rotations d'avions remplis d'expatriés continuent.

Attentats kamikazes dans le Sahara

En juillet 2012, le bureau de Statoil à Alger commande un rapport à une société de consultants en sécurité. Son nom n'est pas communiqué, mais d'après nos informations, la *joint venture* BP-Statoil-Sonatrach a déjà fait appel à la société… Control Risks, le concurrent britannique de Stirling. Pour les uns, le gardiennage, pour les autres, les audits géostratégiques !

Le rapport se montre particulièrement pessimiste quant à la sécurité des travailleurs étrangers dans le Sahel. Les consultants en risques font le bon diagnostic : le danger vient de la Libye voisine : « Les menaces liées à la multiplication des armes et à l'affaiblissement de l'État [libyen] donnent peu de visibilité aux investisseurs et aux gouvernements. » Outre les missiles découverts en février, le rapport s'inquiète de l'apparition de phénomènes nouveaux : les attentats-suicides.

Le 3 mars 2012, un kamikaze lance son 4 × 4 bourré d'explosifs contre le siège de la gendarmerie de Tamanrasset, la capitale des Touaregs algériens. Dix gendarmes et quatorze civils sont blessés. Le jour même, un groupe djihadiste encore peu connu des observateurs de la région revendique l'attentat. Il s'agit du mouvement « Unicité et djihad en Afrique de l'Ouest », que l'on désignera ensuite par son acronyme : Mujao. Créé en 2011, le Mujao réalise ses premiers faits d'armes sur un terrain réputé être une forteresse : le territoire algérien. L'opération est renouvelée le 29 juin de la même année à Ouargla, contre le siège du commandement régional de la gendarmerie. La déflagration retentit dans toute la ville. Le kamikaze fonçait sur le bâtiment, mais il a été freiné dans sa course par des barrages de gendarmes et des échanges de tirs avant

d'actionner son détonateur. Un officier de gendarmerie a été tué sur le coup.

Ces attentats choquent l'opinion algérienne, déjà marquée par la double attaque suicide revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique contre l'académie militaire de Cherchell, dans la banlieue est d'Alger, le 26 août 2011, faisant dix-huit morts, essentiellement des officiers. Pour les Algériens, les attaques kamikazes sont une nouveauté : durant la « décennie noire », le GIA n'a revendiqué qu'un seul attentat-suicide[6].

Brouillard dans le Sahara

Pour les experts en sécurité des groupes pétroliers cités par le rapport de Statoil, les deux attentats kamikazes de Tamanrasset et de Ouargla montrent que quelque chose a changé dans la région : « Autrefois, le Sud algérien producteur de pétrole pouvait faire face à des menaces de routine. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. » Non seulement le désert du Sahara est en plein brouillard, mais surtout, pour la première fois, l'aptitude des autorités algériennes à gérer le problème est clairement mise en question. « La capacité des forces algériennes à faire face aux menaces dans le grand Sud doit être extrêmement surveillée, compte tenu de la perspective limitée, mais crédible, de débordements dans les régions productrices de pétrole et à Alger. » Cette méfiance n'a pas toujours existé. En mars 2011, Statoil, échaudée par l'évacuation forcée de ses expatriés au Caire en janvier et à Tripoli en février, organise dans ses bureaux londoniens une table ronde sur la sécurité en Algérie. Les conclusions des experts sont rassurantes. En substance, elles disent que, si l'agitation sociale est la norme, le régime est suffisamment

fort pour empêcher toute insurrection en Algérie. Mais le rapport de juillet 2012 a un ton bien plus alarmiste, à la limite du divinatoire, puisqu'il évoque une menace désormais « crédible » : « un attentat terroriste à fort impact dans les régions productrices de pétrole, notamment dans les zones où Statoil opère ».

Dans les semaines qui suivent, les gouvernements occidentaux relaient cette inquiétude, à commencer par la Grande-Bretagne qui a de nombreux ressortissants employés de BP dans la région. En août 2012, le Foreign and Commonwealth Office repeint en rouge une grande partie du Sud algérien, dans une zone qui longe les frontières nigérienne et malienne jusqu'à quatre cent cinquante kilomètres à l'intérieur des terres. De la même manière, tout déplacement à moins de cinquante kilomètres le long des frontières libyenne et tunisienne est, selon le Foreign Office, « fortement déconseillé, sauf pour raisons impératives, compte tenu de l'augmentation de la menace terroriste dans le sud de l'Algérie ».

In Amenas est à la lisière de cette zone rouge, si tant est que les zones et les frontières aient du sens dans le Sahara. D'ailleurs, le site gazier ne tarde pas à susciter les inquiétudes des experts. En avril 2012, pour la première fois, la question de l'instabilité le long de la frontière algéro-libyenne est posée en termes de risques pour les employés d'In Amenas. Et, en septembre 2012, la nature de la menace est beaucoup plus précise. Les services HSSE (Health Security, Safety and Environment) de Statoil évoquent spécifiquement « la menace du terrorisme et des enlèvements contre rançon » d'expatriés. Le 25 septembre 2012, le cabinet de consultants Exclusive Analysis publie une note sur la sécurité dans le Sud algérien. L'officine londonienne insiste sur le danger croissant des enlèvements d'expatriés en ciblant spécifiquement ceux d'In Amenas : « Les travailleurs étrangers comme les employés de BP à In

Amenas sont dans une situation à risque, particulièrement sur la route. » D'après Exclusive Analysis, à cette époque, les caisses d'Aqmi sont vides. « Aqmi est à court de financements après avoir soudoyé de nombreux notables maliens et autres chefs de mouvements alliés au Mali, comme Ansar ed-Dine. » La conséquence pourrait être une recrudescence des kidnappings dans les « zones d'opérations d'Aqmi », qui inclut les régions sud-algériennes de Tamanrasset, de l'Adrar, d'Illizi et de Tindouf. In Amenas se situe dans la *wilaya* d'Illizi.

Au même moment, en septembre 2012, il est question chez Statoil d'un « plan pour la protection des employés en Algérie ». Malgré les rapports sur des menaces bien précises d'actes de terrorisme et de risques d'enlèvements d'expatriés, ce plan incluait des scénarios de soulèvements de population comme en Égypte ou en Libye, mais pas d'attentat terroriste. Dans son rapport, Statoil reconnaît qu'il existait une alerte « stratégique », mais qu'il n'y avait pas d'avertissement « tactique » concernant In Amenas. La différence est subtile. Autrement dit, l'entreprise reconnaît que le risque était connu dans la région, mais qu'il n'y avait pas de menace spécifique contre le site d'In Amenas.

Pourtant, au cours de l'année 2012, les groupes pétroliers qui exploitent le site ont bien reçu des menaces terroristes. D'après le journaliste algérien Abdou Semmar, un groupe islamiste a envoyé un courriel aux responsables de la base de BP à Hassi Messaoud quelques mois avant l'attaque. Dans ce long message, les terroristes menacent de s'en prendre aux sites gaziers de BP si cette compagnie britannique continue d'exploiter les ressources gazières du Sud algérien avec la Sonatrach. Certes le courriel n'évoque par le site de Tiguentourine, mais il expose de façon très inquiétante des détails assez précis de la vie quotidienne d'un autre site gazier, celui de

Krechba, près d'El Goléa, dans la région de Ghardaïa. Tout semble indiquer que certains éléments du groupe faisaient partie des employés du site. D'après Abdou Semmar, la Sonatrach n'a jamais donné suite aux demandes de renforcement de la sécurité qu'aurait formulées BP à la suite de ce courriel alarmant.

Drôle de grève à Tiguentourine

Pendant ce temps-là, sur le complexe gazier de Tiguentourine, les responsables du service de liaison, Paul Morgan et Yann Desjeux notamment, consignent ces questions de sécurité dans leurs réunions hebdomadaires. Tous les samedis, ils font le point avec les dirigeants du site, notamment le directeur Lotfi Benadouda. Le rapport Statoil nous apprend que ces réunions ont évoqué les attentats-suicides de Tamanrasset en mars et celui de Ouargla en juin, le fait que le ministère des Affaires étrangères britannique a modifié ses recommandations à ses ressortissants voyageant dans la région et, bien sûr, la situation en Libye et au Mali. Rien ne filtre vers les autres employés du site. D'ailleurs les préoccupations des employés sont bien éloignées des questions de géopolitique sahélienne. Une grève très dure mine depuis plusieurs mois l'atmosphère du site, et elle va révéler de graves dysfonctionnements de sa sécurité interne.

Il ne fait pas toujours bon travailler pour la première entreprise du continent africain. À la Sonatrach[7], le climat social est parfois difficile avec les dizaines de milliers d'employés sous-traitants. En interne, ils dépendent du Bureau d'assistance administrative et technique (BAAT). En 2011, les employées du BAAT de Tiguentourine – essentiellement des techniciens de maintenance et des chauffeurs – se sont vu signifier qu'ils seraient intégrés à la

maison-mère. La décision concerne tous les employés sous-traitants des sites Sonatrach à travers le pays car, depuis mai 2011, deux directives interdisent à l'entreprise publique d'utiliser des travailleurs employés sous le régime de la sous-traitance. Dans les seize autres *joint ventures* où la Sonatrach est impliquée, l'intégration de ces « contractuels » s'opère normalement. Mais à In Amenas, cette décision n'est pas appliquée à tout le monde. Certains employés sous-traitants sont intégrés, mais la plupart restent dans le statu quo. Et en novembre 2011, la direction annonce aux chauffeurs que leur intégration à la Sonatrach est finalement annulée. « Bizarrement, se rappelle Murielle Ravey, les gens qui ont été intégrés sont ceux qui étaient arrivés en dernier. » Sur le site, très vite, un climat de suspicion généralisée s'installe : piston, favoritisme, intégration-de-celui-qui-a-un-cousin-qui-travaille-au-siège. La colère monte à Tiguentourine. Et les expatriés sont les premiers témoins de cette montée des tensions. Le 24 avril 2012, Bob Jones, le coach des pompiers qui s'échappera du site avec Murielle Ravey, écrit à son « *back-to-back* », Gary Rose. Le courriel évoque déjà des possibilités de blocage de la *joint venture*, mais par des actions qui restent pour l'instant limitées et symboliques : « ne pas déjeuner les samedis, boycotter les activités sportives et les festivités ». Les personnels lésés exigent de leur direction « une augmentation de salaire de 80 % avec un arriéré de 20 % à partir de 2008 ».

La grève démarre deux mois plus tard, le 21 juin 2012. « Ils n'ont jamais bloqué la production, précise Murielle Ravey. Ça a commencé par des sit-in quotidiens, sous le préau en tôle couvrant le parking de la base de vie. » Près de trois cents travailleurs participent au débrayage, des employés qui occupent tous types de postes. « Il y a des gens de la maintenance, des techniciens

d'exploitation, ça va jusqu'au service médical », explique Murielle Ravey. L'un des pompiers, Mourad Aberkane, sera d'ailleurs l'un des leaders du mouvement de grève. Mais les plus en colère parmi les grévistes sont les chauffeurs. Tous sont des Touaregs de la région. Ce sont eux qui assurent les va-et-vient des expatriés. Très vite, les effets de la grève des chauffeurs se font sentir. Au troisième jour, le 24 juin, vers 21 heures, Bob écrit à Gary, sur son compte personnel, « car la *joint venture* bloque notre compte professionnel ». La confidentialité de leurs échanges ne semble pas garantie : « Est-ce que tes e-mails sont surveillés ? Sois prudent », prévient Bob. Sa description de la situation est édifiante, tant la désorganisation semble régner :

> « Les nationaux [algériens] sont autorisés à partir du site, mais personne ne viendra les remplacer. Quant aux expatriés, ceux des vols de la semaine dernière sont toujours retenus à Hassi Messaoud. Les expatriés qui arriveront demain de Gatwick (Royaume-Uni) resteront à la base de Hassi Messaoud qui affichera alors complet, aussi les autres personnels voyageant sur les vols de mercredi à jeudi resteront à Gatwick. D'après ce que j'ai compris, tu fais comme d'habitude et ils t'informent en temps voulu si tu voyages ou pas, la situation pouvant changer à tout moment. Avec tous ces gens qui partent et qui ne sont pas remplacés, il est prévisible que l'usine soit arrêtée dans une semaine. La situation change constamment et les convois peuvent être arrêtés à tout moment. »

Pour gagner l'aéroport, les expatriés ne se déplacent plus en bus, seuls quelques Land Cruiser sont mis à leur disposition. Mais

surtout, décrit Bob dans son courriel, dès le début de la grève la tension est forte : « Il y a des menaces d'agitation au sein de la population civile qui bloquerait les routes et attaquerait les convois s'il n'ont pas l'aval des grévistes pour passer. »

Bob, ancien de la Royal Air Force travaillant à Tiguentourine pour encadrer l'équipe algérienne des pompiers, est alors appelé en renfort pour épauler les agents de liaison lors des transferts d'expatriés. Ils sont de moins en moins nombreux à pouvoir gagner leur poste de travail, la logistique étant insuffisante.

Entre la Sonatrach et les grévistes, le dialogue est rompu. Le 2 juillet, Gary est de retour sur le site pour une nouvelle rotation de vingt-huit jours. Il fait partie de la liste « A », celle des « personnels essentiels », puisqu'il est censé encadrer l'équipe des pompiers. La veille, dans un courriel qu'il adresse à Bob, il livre ses doutes quant à l'efficacité de son équipe d'intervention. Pourvu qu'il n'y ait pas d'accident industriel : « Ils veulent que je sois sur place pour maintenir l'équipe d'intervention, peu importe qu'ils soient capables d'intervenir ou non, pourvu qu'ils soient suffisamment nombreux. » Mourad Aberkane mène la grève avec quelques pompiers qui le suivent. Une autre partie de l'équipe refuse d'effectuer certaines tâches qui lui incombent. Dans ces conditions, Gary est sceptique sur la capacité de son équipe à assurer un niveau de sécurité suffisant. Mais « seule la production compte », dénonce-t-il : « Si nous n'avons pas d'équipe d'intervention, ils devront arrêter l'usine, c'est pour cela qu'ils me mettent la pression. »

Le 11 août, le climat se tend un peu plus. Bob écrit à Gary, et lui enjoint de ne plus utiliser son compte mail professionnel : « J'ai eu confirmation […] que les mails sont lus par les grévistes dans le but de collecter des informations sur les gens et leurs déplacements. » Sur un site comme celui de Tiguentourine, les déplacements sont

strictement confidentiels, dans la mesure où ils intéressent les escortes militaires. À ce climat de paranoïa s'ajoute une ambiance de plus en plus violente : « Les grévistes ont accru leur contestation et deviennent violents et menaçants. » Bob fait état d'une bagarre qui a éclaté à l'aéroport, et d'un « autre gars qui s'est pris une pierre sur la tête ». Les non-grévistes qui transportent le personnel subissent pressions et menaces. Les grévistes bloquent la route à l'entrée d'In Amenas. D'après Bob, l'un des plus menaçants est Mourad Aberkane :

> « J'ai remarqué son manège alors qu'il observait les allées et venues de ceux qui ont réussi à rentrer dans le site aujourd'hui ; il pistait les gens et les conducteurs. Il était un de ceux qui ont menacé l'équipe d'intervention en disant que si jamais ils étaient surpris à véhiculer qui que ce soit, ce ne serait pas bon pour leur santé ! »

Dans son rapport, Statoil note que la grève aura eu pour effet d'affecter la loyauté de certains grévistes, qui ont pu « se retourner » en faveur des terroristes dans les mois avant l'attaque. Des complicités avec les hommes de Belmokhtar ou leurs intermédiaires seraient nées au cours de cette grève ; cela ne concerne certainement pas Mourad Aberkane, en dépit de son attitude virulente. Lors de l'attaque du 16 janvier, il fera un point d'honneur à ne pas laisser Murielle, Bob, Ian et Alan se faire enfermer dans le piège des terroristes.

Le 16 août, après deux mois de grève, la situation devient suffisamment inquiétante pour mobiliser les autorités locales. D'après un courriel de Bob, le « chef de la *wilaya* » d'Illizi[8] (l'équivalent du préfet) s'est déplacé pour discuter avec des

représentants de l'entreprise et des grévistes. Mais sur place, il n'a pu rencontrer aucun représentant de la Sonatrach. À la base de vie, les notes transmises par les agents de liaison décrivent la même ambiance délétère. « Ci-joint les *handover notes* du village fantôme », écrit ainsi Yann Desjeux le 21 août à Chris Cameron, son remplaçant. Les *handover notes* sont des consignes transmises à la fin de chaque mission. C'est un document qui comprend une liste de tâches à effectuer, d'éléments à vérifier, et qui rend surtout compte de la situation sur le plan de la sécurité. Dans ses *handover notes* du 21 août, Yann Desjeux évoque par exemple les gardes, « un peu paresseux » ces derniers temps. « Je pense que ça doit être dû au fait qu'il n'y a pas beaucoup de travail sur le site. » Ce qui n'empêche pas l'ancien instructeur du 1er RPIMA de les rappeler à leurs obligations de professionnalisme en toutes circonstances. Yann Desjeux écrit que les gendarmes sont eux aussi assez démobilisés par la grève : « Comme il n'y a pas de véhicules, il n'y a pas d'escorte. Les gendarmes n'émergent pas avant 16 heures », bien que le chef de la brigade, le lieutenant Saïd, soit « un bon officier », qui se rend sur les lieux tous les jours. Toutefois, il semble difficile pour l'officier de liaison de savoir combien de gendarmes sont disponibles : « Je pense qu'ils sont moins de trente. D'après le chef du camp, ils sont une vingtaine. »

La direction a prévenu les grévistes : si le mouvement continue au-delà du 1er octobre 2012, les salaires ne seront plus versés. Tout au long du mois de septembre, ce risque a été présent dans les esprits. Les responsables de la sécurité s'inquiètent. Le 11 septembre 2012, Gary écrit à Bob. Il lui fait part des préoccupations de Paul Morgan, le chef de la sécurité : « si les gars ne sont plus payés, il craint des troubles ». L'autre risque, inévitable, est celui d'un arrêt de la production de l'usine. D'après les informations de Gary,

seulement 40 % de la maintenance est assurée : « Nous approchons le niveau critique. »

Le 24 septembre, le directeur du site de Tiguentourine, Lotfi Benadouda, se rend à Alger, au siège social de la Sonatrach, situé sur les hauteurs d'Hydra, quartier chic de la capitale, où se trouve également l'ambassade de France. Le chef de la sécurité du site de Tiguentourine, Antony Fitzpatrick, dit « Fitz », un ancien légionnaire d'une cinquantaine d'années parfaitement francophone, informe ses agents de liaison de la teneur « improductive » de cette réunion. Et pour cause, le PDG de l'entreprise publique algérienne, Abdelhamid Zerguine, est absent. Or il est le seul habilité à signer l'intégration des travailleurs sous-traitants à son entreprise. Toutefois, un geste semble leur être accordé : s'ils acceptent de reprendre le travail, leur contrat sera prolongé de neuf mois, avec la promesse d'une intégration, à terme. S'ils refusent, ils ne seront plus payés à partir du 1er octobre 2012.

« Fitz » estime qu'au-delà de cette date, il est trop dangereux de continuer de fonctionner comme à l'ordinaire. Le préfet d'Illizi a certes demandé aux grévistes d'assurer une sorte de « service minimum », mais l'ancien légionnaire a besoin de garanties plus solides. « Fitz » prend la décision d'évacuer tous les personnels expatriés « non essentiels ». Sont autorisées à rester neuf personnes, dont Murielle Ravey, en tant que *medic*. C'est aussi le cas de quinze Japonais de l'entreprise JGC, Japan Gasoline Corporation, qui est en plein chantier de construction de ses installations. Une première phase d'évacuation a lieu le même jour, lundi 24 septembre. La dernière phase se déroule deux jours plus tard, le 26 septembre. Bob écrit un courriel à Gary le 24 septembre, à 7 h 30 du matin :

> « Salut Gary,

> […] Nous avons eu une réunion entre expatriés la nuit dernière. L'évacuation de tous les expatriés a été décidée avec effet immédiat. Il ne sera plus possible d'évacuer après le 1er octobre à cause des chauffeurs et des perturbations potentielles engendrées par les grévistes.
> Même les directeurs se sortent de là, Tore [Bech], Hans, etc. Ils vont arrêter l'usine, je crois que c'est un message de BP pour pousser la Sonatrach à réagir. Pas de production, pas d'expatriés, cela signifie plus d'entrée d'argent : la Sonatrach ne peut pas gérer cela seule. Ils espèrent que cela va forcer la Sonatrach à résoudre la crise si cela la touche au porte-monnaie, pendant que les expatriés se tiennent à distance. »

En tant que membre de l'équipe d'intervention d'urgence de l'usine, Bob Jones fait partie des expatriés qui ont vocation à rester sur place. Dans sa réponse, l'inquiétude de Gary, sa « doublure », est manifeste :

> « Tire-toi de là ! Si ce n'est pas sûr pour les autres, ça n'est plus sûr pour toi. […] Je suis sûr que ce sera violent si les militaires s'en mêlent, et tu seras en position vulnérable. REFUSE DE RESTER ! Contacte la société [Bob et Gary sont employés par la même entreprise], et dis-leur ce qu'il se passe. […] Débrouille-toi pour être sur le prochain vol. »

Le 26 septembre, le directeur du site Lotfi Benadouda est de retour d'Alger. Il rencontre les grévistes à 17 heures sous le préau du parking de la base de vie, où ils tiennent un sit-in quotidien. Il dément une étrange rumeur qui a circulé parmi eux : les expatriés auraient été évacués du complexe de Tiguentourine à cause de la

situation au Mali. Et la négociation en est toujours au même point : l'intégration promise n'est toujours pas décidée.

Le 8 octobre, une partie des grévistes reprend le travail. Il s'agit des employés du BAAT. Ils ont accepté de signer un prolongement de leurs contrats de neuf mois. Les négociations ont duré toute la nuit pour aboutir à un accord, dans un climat tendu. Bob en rend compte à Gary :

> « Les grévistes seront évacués du site si l'accord n'est pas respecté ce matin. […] Voilà ce qui leur a été promis :
> – tous seront payés en septembre ;
> – leurs salaires seront équivalents à ceux de leurs collègues de la Sonatrach ;
> – on leur a dit qu'ils ne seraient pas employés de la Sonatrach, ni maintenant, ni à l'avenir, mais que, en revanche, ils auraient de vrais contrats de travail. En dehors des chauffeurs, tous doivent retourner au travail cet après-midi. »

Loin de se réjouir de cette bonne nouvelle, Gary dénonce l'irresponsabilité générale qui règne sur le complexe de Tiguentourine : « L'usine continue de tourner quand bien même ça n'est pas sûr et que la sécurité de tous est compromise. Les expatriés sont la cible des troubles et nous sommes supposés l'accepter. On marche vraiment sur la tête. » Car la grève n'est pas terminée : les chauffeurs locaux continuent leur mouvement. Pour eux, rien n'a évolué. Et pour les expatriés, le sentiment d'être piégés au milieu d'un conflit qui ne les concerne pas est d'autant plus aigu. La sécurité et les déplacements des seconds dépendent des premiers.

Le 15 octobre, Bob Jones est le seul expatrié à rester à l'usine. À son « *back-to-back* » Gary Rose, il fait part du très mauvais tournant que prend à nouveau la grève : « On a dit aux chauffeurs qu'ils ne seraient pas payés en octobre. C'est l'Aïd et ils ont besoin d'acheter leur mouton. » Bob raconte qu'il a pu « glaner » quelques informations çà et là. Rien d'officiel ne lui a été communiqué et il en est « fort mécontent ». D'autant que rien de ce qu'il a pu recueillir n'est de nature à le rassurer :

> « BP et Statoil se sont réunis et le résultat, c'est qu'ils évacuent à nouveau les expatriés car ils s'attendent à des troubles majeurs la semaine prochaine. Il semblerait qu'il n'y ait plus d'autre solution car les chauffeurs se sont vu offrir la meilleure proposition, c'était à prendre ou à laisser, et ils ont refusé. On attend maintenant leur réaction d'autant plus que BP et Statoil perdent des millions parce que la campagne de fractionnement, pour extraire du gaz du sous-sol, est suspendue. Le plan est d'utiliser des militaires comme chauffeurs. Encore une fois, ça risque de provoquer des troubles importants. »

Grève de la faim sous haute surveillance

La menace de ne plus verser de salaire aux chauffeurs est mise à exécution. La paie du mois d'octobre ne leur a pas été versée. Le vendredi 23 novembre, certains annoncent leur intention d'entamer une grève de la faim à partir du dimanche, et pour une durée

illimitée tant que la Sonatrach n'acceptera pas de les intégrer. Dans le Sahara algérien, où les températures dépassent largement les quarante degrés à l'ombre pendant la journée, une grève de la faim relève de l'acte désespéré. Pour les cadres expatriés du site, la situation est grave. La veille, Tore Bech, le chef des opérations du complexe de Tiguentourine, envoie un courriel au docteur Karim Benassou, le médecin algérien de la base de vie : « Comme vous le savez sans doute, les chauffeurs commencent une grève de la faim demain dimanche 25 novembre. Je vous demande de m'envoyer un rapport médical quotidien sur l'état de santé des personnels en grève de la faim. Nous ne sommes pas préparés à affronter une situation de ce genre, et j'aurai besoin, tous les jours, de solliciter votre avis de façon que nous prenions les meilleures décisions. Votre rôle vous met dans une position clé pour cette situation difficile. »

Les chauffeurs locaux, touaregs pour la plupart, qui exposent ainsi leur santé, ont l'appui de toute la région, à commencer par leurs familles. La situation est critique. Elle exacerbe les tensions récurrentes entre les populations locales du Sud algérien – les plus pauvres du pays – et les compagnies d'hydrocarbures qui en exploitent le sous-sol. Sous le préau du parking de la base de vie, les grévistes de la faim sont d'abord quatre. Le docteur Karim Benassou les examine deux fois par jour. Ils ne se nourrissent que de sucre et d'eau. Le lendemain matin, les grévistes de la faim sont désormais cinq. Le docteur Benassou les examine le matin et le soir. Pour l'instant, leur état de santé ne semble pas susciter d'inquiétude, mais la vigilance est de mise, car les choses peuvent se dégrader brutalement. Les grévistes sont allongés à même le sol, extrêmement froid pendant la nuit. Le médecin estime que « dans ces conditions, il y a un risque d'infections respiratoires ».

Les familles investissent le site

Dans l'après-midi du lundi 26 novembre, le chef de la liaison, Paul Morgan, avertit brièvement ses collègues :

> « Des membres des familles des chauffeurs en grève ont pu leur rendre visite sous la tente, située sur le parking de la base de vie, et sans que personne ne leur en donne l'autorisation. En gros, Tore Bech et moi-même nous sommes fait berner de façon flagrante. »

Aux yeux de ces ex-militaires chargés de la sécurité du site, l'intrusion des familles sur le parking de la base de vie est considérée comme un « incident de sécurité ». Le complexe gazier de Tiguentourine est situé au cœur d'une zone militaire. L'accès est strictement réglementé par les autorisations des gendarmes qui accordent un laissez-passer dûment vérifié au poste de contrôle à plusieurs centaines de mètres de l'entrée du site. La règle est qu'il n'est permis à personne d'autre que des employés du site d'entrer sur les installations industrielles. Pourtant, ce lundi après-midi, vers 16 heures, Paul Morgan entend dire que des familles de grévistes de la faim sont sur le parking de la base de vie. Il les verra de ses propres yeux, ainsi qu'il l'écrit dans son rapport : « J'ai jeté un œil dans la tente [des grévistes] et j'ai vu qu'il y avait quatre femmes et trois enfants. »

Le poste de garde « VCP1 » a vu arriver trois berlines Toyota Corolla. En coupant par la piste, les véhicules ont ainsi évité le poste militaire situé à la bifurcation de la route nationale qui vient d'In Amenas. Plus tôt dans l'après-midi, les grévistes avaient annoncé que leurs familles avaient l'intention de leur rendre visite sur la base

de vie. Le ton est rapidement monté lorsqu'il leur a été proposé de les rencontrer à l'extérieur du site, devant le poste de garde. Pour apaiser les esprits, le commandant sous-chef de secteur Hocine a alors accepté de faire entrer les familles sur la base de vie, mais sous la surveillance de ses hommes. Le gendarme algérien ne veut pas de vagues. Des pancartes « soutien aux grévistes » sont affichées dans plusieurs villes du Sud. Des élections locales sont censées avoir lieu dans quelques jours. Et les familles se montrent pressantes. D'après un rapport interne sur la sécurité, « trois autobus remplis de membres des familles des grévistes sont prêts à se rendre sur la base de vie si les premières familles se voient refuser l'accès au complexe. » Les gendarmes algériens cèdent, et les responsables expatriés de la sécurité sont court-circuités. Dans ses demandes d'explication, Paul Morgan se heurte à un mur : « J'ai demandé aux gardes qui leur avait autorisé l'entrée, ils ont refusé de me le dire. » Les gendarmes sont sur place. Paul Morgan et le chef des opérations Tore Bech demandent des explications au commandant Hocine. « Il était penaud […] il nous disait que les gendarmes ont eu à tout superviser et qu'il fallait qu'ils calment le jeu, écrit Paul Morgan. J'ai demandé pourquoi il ne nous avait pas avertis, je n'ai jamais pu obtenir de réponse claire. »

Depuis le mois de juillet, la sécurité interne de Tiguentourine est théoriquement gérée par la Sonatrach elle-même, au travers de son propre Service de sûreté interne. À Tiguentourine, c'est Karim Abaidi qui occupe ce poste. Quand Paul Morgan lui demande des explications, la réponse de Karim Abaidi est cinglante : « Il m'a répondu qu'il n'avait aucun compte à me rendre. » Entre les Algériens et les expatriés, sur le plan de la sécurité, la confrontation est totale et la confusion règne. Trente minutes après cet incident, une séance d'explications assez houleuse se tient entre expatriés et

Algériens. Le chef des opérations, Tore Bech, censé être averti de tout ce qu'il se passe à Tiguentourine, est furieux. La mauvaise communication entre services sur des incidents de ce type, dit-il, est de nature à compromettre la sécurité, et, par conséquent, il pourrait envisager d'évacuer les travailleurs expatriés. Il exprime clairement son malaise vis-à-vis des vigiles du service de sûreté interne de la Sonatrach. Piqué au vif, Lotfi Benadouda lui rétorque que si BP et Statoil veulent stopper leurs opérations, libre à eux, mais ce ne sera pas une décision de son entreprise.

Les Algériens avertissent les expatriés : de nouvelles intrusions sont à prévoir, aussi longtemps que durera la grève de la faim. Sur le site, parmi les employés, la rumeur sur les bus pleins à craquer de proches des grévistes de la faim provoque un réel émoi. On laisse entendre que le « grand débarquement » pourrait avoir lieu vendredi. Bob écrit à Gary :

> « Les gardes ne les arrêteront pas, et la gendarmerie va les laisser passer pour éviter les troubles. Par conséquent, nous n'avons plus de sécurité, n'importe qui et n'importe quoi peuvent se trouver dans ces bus […]. Les collègues algériens sont plus soucieux que les expatriés, ils ne cessent de dire : "Vous ne savez pas de quoi ces gens sont capables" […]. »

Menaces de vendetta

Tore Bech, le chef des opérations, décide de tenir une réunion de crise tous les jours à 10 heures dans son bureau. Mardi 27 novembre, le docteur Karim Benassou prend la parole en premier pour évoquer l'état de santé des grévistes. Le taux de sucre dans leur

sang atteint des niveaux dangereusement bas. Deux grévistes de la faim montrent des signes cliniques particulièrement inquiétants. Il s'attend à devoir les conduire à l'hôpital d'In Amenas d'ici deux à trois jours. En début d'après-midi, il constate que le nombre de grévistes de la faim est passé de cinq à six. Les nouvelles ne sont pas rassurantes, d'autant que les familles ont clairement formulé des menaces de mort en cas de décès de l'un des grévistes.

Selon le compte rendu de cette réunion, le « superintendant » de Tiguentourine, Messaoud Laradi, a été pris à partie par une femme, qui lui a signifié qu'il serait tenu pour responsable si l'un des grévistes venait à mourir. Elle, ou quelqu'un d'autre parmi le groupe, a ensuite promis des représailles plus graves encore. Une véritable déclaration de vendetta que les responsables de la sécurité prennent suffisamment au sérieux pour l'écrire dans leurs rapports : « Si un des chauffeurs meurt, alors vingt employés du site mourront eux aussi. »

Messaoud Laradi a ensuite demandé à quitter la base le lendemain matin, ce qui lui a été refusé. Sur le site, la rumeur court qu'il aurait déjà fui à cause de ces menaces de mort. Bob en fait état dans un courriel qu'il adresse à Gary le 28 novembre : « Apparemment, c'est trente employés qui seraient tués. Plus l'histoire circule, plus ce nombre augmente. Les expatriés ne semblent pas s'en préoccuper mais les Algériens sont véritablement effrayés. » Les clans touaregs ou arabes du Sud algérien pratiquent-ils la vendetta ? Dans l'esprit des ouvriers algériens originaires du Nord, cela ne fait aucun doute.

Pour les expatriés en charge de la sécurité, la conclusion s'impose d'elle-même : le site de Tiguentourine n'est plus sanctuarisé. Dans une note adressée par courriel à ses supérieurs à Hassi Messaoud, Paul Morgan rapporte que les gendarmes lui ont

promis qu'à l'avenir les membres des familles des grévistes seront bloqués au poste de garde et ne seront pas autorisés à aller plus loin. Mais l'ancien légionnaire ne se fait « aucune illusion » :

> « Si vingt femmes de plus débarquent au poste de garde et commencent à faire un scandale parce qu'elles ne peuvent pas aller voir leurs maris ou leurs fils en grève de la faim, et que les grévistes eux-mêmes se rendent compte que leurs épouses ou leurs filles sont bloquées au poste de garde, je suis convaincu que les gendarmes les laisseront passer. »

Plus inquiétant encore, Paul Morgan expose à sa hiérarchie ses doutes sur l'identité et les intentions de certains de ces visiteurs : « Contrairement à ce qu'assurent les gardes et les gendarmes, les visiteurs ne sont absolument pas fouillés (les hommes ne fouillent pas les femmes, un point c'est tout), et je n'ai absolument aucun moyen de savoir avec certitude s'il n'y a pas des infiltrés parmi eux. » Paul Morgan ne précise pas la nature de ses soupçons sur ces potentiels « infiltrés ». Pense-t-il à des taupes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, ou à ses alliés, de plus en plus actifs dans la région ? Est-il conscient de la possibilité jugée « crédible » d'attentats contre des installations gazières dans le Sud algérien ? Le chef de la liaison n'est pas un géopoliticien, mais un ancien militaire. Et son analyse est qu'il y a des gens potentiellement dangereux parmi les « visiteurs » de la base de vie. Dans le doute, Paul Morgan décide de fermer l'accès au parking de la base de vie aux employés du site, qu'ils soient algériens ou expatriés.

Le chef de la sécurité, tué le matin du 16 janvier 2013 lors de l'assaut contre le bus des expatriés, avait-il eu une intuition prémonitoire ? Y a-t-il un lien entre la grève et les complicités

internes qui ont pu conduire au massacre d'In Amenas ? En tout cas, le rapport Statoil le laisse entendre :

> « Les enquêteurs n'ont pas trouvé de preuve suggérant un lien direct entre la grève et l'attaque. Cependant, cette grève, qui a duré longtemps, a mis à l'épreuve l'efficacité des services de sécurité interne, a érodé le moral et la loyauté de certains employés, et a probablement eu un impact négatif sur les populations locales. Cela a créé un contexte favorable à une menace plus importante de fuites de certaines informations organisées par certains employés. »

Selon ce rapport, cette fuite d'informations est même presque inévitable, compte tenu du nombre de « visiteurs légitimes » qui se rendent chaque jour sur le site : « La majorité fait partie de la population locale. »

Parmi ces « visiteurs légitimes », il y a en premier lieu les chauffeurs, qui apportent quotidiennement matériel, fournitures et nourriture, indispensables au fonctionnement de cette communauté de travailleurs de près d'un millier d'âmes. Or, d'après les services de renseignement algériens, BP travaillait depuis des années avec une entreprise de fret appartenant à une famille répondant au nom de « Ghediri » ou « Gheider ». Le patron de cette entreprise ne serait autre que le frère d'Abou Zeid, l'un des émirs d'Aqmi tué par les forces spéciales françaises en mars 2013 dans le massif de l'Adrar des Ifoghas, dans l'extrême nord du Mali. D'après « l'album photo » de la DCRI, Abdelhamid Abou Zeid est le nom de guerre d'un individu appelé… Mohammed Gheider. Un enfant, lui aussi, du Sud algérien, né à Debdeb, à proximité de la frontière libyenne, et d'In Amenas. La société de son frère est légalement enregistrée à

Ouargla, dont la chambre de commerce abrite quasi exclusivement des entreprises de services auprès de l'industrie pétrolière. D'après le quotidien algérien *Liberté Algérie*, le chef du commando, Lamine « Tahar » Boucheneb, aurait fait embaucher un de ses cousins comme chauffeur-livreur. Le rapport de Statoil ne confirme ni n'infirme cette information. Pas plus que BP n'a été en mesure d'y apporter un démenti. Ce qui est clairement établi, en revanche, c'est que les autorités algériennes détiennent un homme qui a été employé sur le site comme chauffeur pendant plusieurs mois de l'année 2012. Les autorités algériennes le suspectent d'avoir fourni aux terroristes des informations sur le fonctionnement du complexe de Tiguentourine. Au vu des documents internes émanant des services de sécurité du site, il est clair que la grève a mobilisé les esprits et a eu pour effet de relâcher la vigilance sur le reste, sur ces sables de plus en plus mouvants du Sud-Est algérien.

Dans ce Sahara algérien si tranquille, la sécurité des sites d'hydrocarbures et des gens qui y travaillent ne dépend pas des barrières électrifiées ou de l'armée. Elle repose sur un maillage complexe mêlant vigilance des militaires algériens et acceptation sociale de la part de la population locale, toujours prompte à exprimer de la rancœur contre ces grands groupes pétroliers d'Alger ou du monde occidental venus exploiter les richesses de leur sous-sol. C'est un équilibre très subtil à maintenir, où Alger, *via* le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), joue un jeu d'alliances complexes avec les notables locaux. Un diplomate décrypte : « Ça passe par des bakchichs, clairement, mais plus souvent par des distributions de postes, des investitures pour devenir député par exemple. On croit souvent que l'État algérien est hypercentralisé, jacobin, mais en réalité, il repose toujours sur un jeu d'allégeances du local vers le national. » Dans le Sud, le terrain

est tenu grâce à des échanges de bons procédés : renseignements utiles contre prébendes. Un conflit social tel qu'une grève des chauffeurs, en lutte contre un empire pétrolier, peut-il briser cet équilibre ? « Aisément, répond notre diplomate. Un Mokhtar Belmokhtar qui passe dans la région, nous, on le voit comme l'ennemi à abattre. Eux, ils le voient comme quelqu'un qui est chez lui et qui passe juste dans le coin. »

Un autre terroriste est bien connu des habitants de la région : Lamine Boucheneb. Avant de se radicaliser, il avait fondé en 2004 un mouvement aux accents plutôt sociaux, Les Fils du Sahara. Et sa revendication originelle fait étrangement écho au conflit social qui agita le site de Tiguentourine et toute la population environnante pendant les mois qui précédèrent l'attaque. Au début, Boucheneb était lui aussi en lutte contre la Sonatrach, qu'il accusait de priver toute la jeunesse locale du marché de l'emploi en n'embauchant que dans le nord de l'Algérie. On peut imaginer qu'il a pu profiter du contexte de la grève pour enfiler une casquette moins djihadiste et plus de « justicier social » pour trouver un écho favorable auprès de la population locale. « Tous les samedis, à In Amenas, il y a un grand souk qui attire beaucoup de monde de la région, explique un expatrié qui a travaillé sur place. In Amenas se situe sur une ancienne route de commerce de chameaux. » Dans le Sahel, tout se sait, à des milliers de kilomètres de distance. Mais les responsables de Tiguentourine, eux, étaient-ils les seuls de tout le désert du Sahara à ne pas savoir ce qui se préparait ?

Aujourd'hui, la suspicion des victimes est d'autant plus grande que chacun, ou presque, se remémore des souvenirs qui, rétrospectivement, leur paraissent très étranges. Des détails, des petits riens qui intriguent. Quelques semaines avant l'attaque, le couvre-feu, censé s'appliquer à partir de 19 heures, a été avancé

d'une heure. « On ne nous a jamais dit pourquoi, raconte Murielle. Moi, j'étais embêtée, car je devais souvent me déplacer entre l'usine et la base de vie. Il fallait que je me dépêche de terminer mon travail sur la base de vie pour ne pas me retrouver coincée sur place, faute d'escorte au-delà de 18 heures. » Dans les documents internes que nous nous sommes procurés, comme dans le rapport Statoil, rien ne mentionne ce changement d'horaires. « C'est sans doute une coïncidence, veut croire Murielle, tout comme le fait d'avoir changé l'horaire de départ des bus quelques jours avant l'attaque. On peut imaginer que, par précaution, il soit bon de brouiller les pistes, comme quand on change son mot de passe.

Aux premiers jours de 2013, Tiguentourine semble vouloir tourner la page des mois chaotiques qu'elle vient de traverser. La grève des chauffeurs est terminée. Une solution, temporaire, fragile, a été trouvée. Ce conflit social, obsédant pour tout le monde, provisoirement réglé, laisse place aux autres problèmes. Et ils sont nombreux. À commencer par la sécurité. La grève a révélé des brèches manifestes, et les assurances semblent se montrer tatillonnes. Dans son contrat, la *joint venture* a l'obligation de réaliser un exercice majeur tous les ans pour se mettre à jour, et surtout vérifier que tout fonctionnera bien en cas d'accident majeur. Une usine qui fournit 12 % de la production algérienne de gaz, ça coûte cher aux assurances. Elles veulent des garanties.

> « Ils se sont rendu compte qu'ils n'avaient pas fait cet exercice pour l'année 2012, raconte Murielle. Du coup, pour rattraper ce retard, ils nous ont demandé d'organiser l'exercice en catastrophe. »

Le travail demandé est considérable : il faut imaginer un scénario d'accident crédible, avec des blessés et des morts. Tout doit être pensé dans le moindre détail, du maquillage sanguinolent des « fausses victimes » jusqu'à la réservation – bien sûr, pour de faux – d'avions de rapatriement pour les blessés graves. Murielle Ravey a un rôle central dans l'exercice, c'est elle qui devra coordonner toutes ses équipes, des bénévoles qu'elle forme tout au long de l'année aux techniques de premiers soins, mais aussi les pompiers, et son ambulancier, Djamel.

C'est à Gary Rose d'imaginer le scénario. C'est lui qui occupe en alternance avec Bob Jones le poste de coach des pompiers. On lui signifie d'emblée qu'il ne pourra rien organiser sur la base de vie, ni sur l'usine pour ne pas gêner la production. Il conçoit alors le scénario suivant : un carambolage majeur sur la route d'In Amenas, avec plusieurs voitures accidentées et un bus. Il y a deux morts et des blessés graves. En la matière, l'imagination de Gary Rose est très réaliste : il prévoit des voitures incendiées, des gens incarcérés à l'intérieur. Il délègue à Murielle le soin d'imaginer les types de blessures des victimes. Et, bien sûr, tout devra se faire sous bonne escorte de l'armée. Il faut aussi lancer les invitations au *wali*, l'équivalent du préfet, au maire d'In Amenas, et ne froisser personne.

Après dix jours de préparation intense, l'exercice est prêt dans les temps. Le dimanche 13 janvier au matin, Murielle examine un patient dans la clinique. Gary entrouvre la porte. Elle lui demande d'attendre quelques dizaines de secondes, le temps de terminer sa consultation.

> « Quand il est revenu, il n'exprimait aucune émotion sur son visage, il a simplement dit : "L'exercice est annulé." J'ai cru à

> une blague. Mais il m'a assuré que cela n'en était pas une. Je n'ai pas gardé mon calme comme lui (rires). »

Pour l'organisation de l'exercice, Gary Rose a repoussé son départ de quelques jours. Il prendra l'avion le lundi 14 au soir. Sa navette vers l'aéroport a bien failli ne pas partir, puisque, à nouveau, des chauffeurs touaregs ont menacé de reprendre leur grève. C'est la raison avancée par la hiérarchie de l'usine. « On nous a donné des "raisons de sécurité", dit Murielle. Ce qui veut tout et rien dire. » Surtout quand on n'explique pas clairement quelles sont précisément ces raisons de sécurité : les responsables de Tiguentourine avaient-ils peur qu'un tel exercice, réalisé à l'extérieur du complexe, ne provoque de l'agitation au sein de la population, encore chauffée à blanc par la grève des chauffeurs ? Gary Rose est rentré au Royaume-Uni sans avoir eu la moindre explication de la part de ses supérieurs, Tore Bech, Paul Morgan et Yann Desjeux. Tous les trois sont morts à Tiguentourine.

Murielle a pu, en revanche, recueillir quelques confidences, au détour d'une conversation de consultation médicale. Elle a bien senti que la grève a laissé des traces, et un profond malaise chez les « gens de la sécurité ». Quelques jours avant l'attaque, elle a reçu la visite de Paul Morgan, dépité par le désaveu subi fin novembre avec l'intrusion des familles. « Il m'a dit clairement : c'est ma dernière rotation à In Amenas, on ne contrôle plus la sécurité ici. » Depuis, cette phrase et le visage de Paul Morgan hantent Murielle Ravey.

Le chef de la sécurité d'In Amenas lui avait fait part de sa décision de quitter le site ; il fut assassiné quelques jours après. Prémonition ? Elle ose à peine prononcer le mot. Mais, bien sûr, l'idée l'obsède. Comment en serait-il autrement ?

À Tiguentourine, Murielle était sans doute celle auprès de qui ses collègues se sont le plus épanchés. Le mal du pays. Des pères de famille glissant vers la rupture dans leur couple. La pression du travail. Comme les autres, Paul Morgan était venu se plaindre. Il avait vidé son sac, mais sans prévenir que celui-ci recèlerait une très lourde énigme. Son départ avait-il valeur d'avertissement, d'annonce du massacre à venir ? Il témoigne en tout cas d'un climat à la fois exécrable et inquiétant, dans les semaines qui précèdent le drame d'In Amenas.

Car il n'y a pas que l'intrusion des familles des grévistes, le 27 novembre 2012, qui a effaré Paul Morgan et l'équipe de liaison. Au cours de la même période, entre la fin novembre et le début du mois de décembre s'est produit un incident beaucoup plus grave : des hommes armés auraient été vus dans l'enceinte même du site de production. Des gardiens de sécurité auraient surpris quatre hommes portant des uniformes de l'armée algérienne sur un parking à quelques dizaines de mètres de l'enceinte de l'usine. Les quatre « militaires » étaient venus en voiture, avec leurs Kalachnikov. Ils ont passé un premier poste de contrôle sans être inquiétés, avant d'accéder à la zone de production, normalement interdite à tout visiteur. L'incident est d'autant plus sérieux que les armes à feu sont strictement prohibées à l'intérieur d'un site où la moindre étincelle peut provoquer une explosion massive.

Au cours d'une réunion de sécurité du samedi, lorsque Tore Bech, le chef des opérations, évoque le sujet, dans un mélange d'incompréhension et de colère froide, la stupeur est générale parmi les participants. Gary Rose, le coach des pompiers, *back-to-back* de Bob Jones, assiste à un échange très tendu avec Paul Morgan : « la présence de militaires armés dans l'enceinte de l'usine lui est venue aux oreilles. Il a demandé à Paul de s'expliquer. » Mais le chef de la

sécurité est pris en porte à faux : il n'est pas au courant. L'incident se serait produit pendant la rotation de son *back-to-back*, Fitz. La défaillance est manifeste car, entre les deux hommes, l'information n'a visiblement pas été transmise. D'après Gary Rose, Paul Morgan aurait demandé alors à en savoir davantage afin de mener son enquête, mais « Tore a coupé court à la conversation. » Sujet suivant.

Personne ne saura si l'enquête a effectivement été menée. Personne ne saura ce que Paul Morgan a découvert. Qui étaient ces militaires ? Etaient-ce des soldats du contingent détaché à la protection du site ? Et surtout : que venaient-ils faire dans l'enceinte du site de production ? Aucun courriel, aucun document, aucun rapport écrit ne mentionne cet incident. Parmi les employés et les survivants de Tiguentourine, l'émoi fut pourtant considérable. Jusqu'aux questions les plus folles que se posent aujourd'hui Gary Rose, Murielle Ravey et quelques autres : ces mystérieux militaires aperçus dans l'enceinte de l'usine étaient-ils réellement des militaires ? L'enquête sur cette énigmatique intrusion s'est arrêtée à la mort de Paul Morgan et de Tore Bech.

Rien ne permet, bien sûr, d'affirmer que les responsables, civils et militaires, de la sécurité des employés de Tiguentourine aient pu être au courant d'une menace imminente sur le site gazier. Reste un mélange de signes, d'intuitions, de silences et de paroles inquiètes distillées par celui qui en sait un peu plus que l'autre. Un cocktail très opaque, où la stupeur d'avoir été frappé par surprise rejoint la théorie du complot. Mais ce que Tiguentourine ne pouvait ignorer, c'est que, sans bouger de latitude et de longitude, en gardant ses forages bien ancrés dans le sous-sol riche en gaz, elle avait quitté le Sud tranquille de l'Algérie, pour se retrouver au milieu du territoire des grands fauves.

1. Créé en 1998, à l'occasion d'une scission avec le GIA suite à des désaccords sur les massacres de civils, le GSPC fera allégeance à Al-Qaïda pour devenir Aqmi, Al-Qaïda au Maghreb islamique.
2. . « The In Amenas Attack », Statoil Report, septembre 2013.
3. Mokhtar Benzaki, « Sécurité des sites pétroliers en Algérie : quatre sociétés se partagent le marché », *Le Soir d'Algérie*, 21 janvier 2013.
4. Les autorités américaines sont tenues par la loi fédérale de transmettre toute menace qu'elles reçoivent.
5. Un « hub » est une plate-forme de correspondance. Il s'agit du point central d'un réseau de transport, une plaque tournante qui assure par sa concentration un maximum de correspondances. Le concept de hub est fortement utilisé et théorisé dans le domaine du transport aérien.
6. Le 30 janvier 1995, un kamikaze a fait exploser sa voiture piégée devant le commissariat central du boulevard Amirouche, une artère très fréquentée d'Alger, tuant quarante-deux personnes.
7. La Sonatrach, Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures, a été créée au lendemain de l'indépendance en 1962. En situation de monopole, l'entreprise algérienne est la douzième plus grosse entreprise d'hydrocarbures au monde. Troisième exportateur de gaz de pétrole liquéfié (GPL), cinquième exportateur mondial de gaz naturel, l'« empire Sonatrach » a réalisé un chiffre d'affaires de 40,9 milliards d'euros en 2010.
8. Le *wali* d'Illizi, Mohammed Laid Khelfi, avait été brièvement enlevé au mois de janvier de la même année, puis libéré… en territoire libyen ! Il a été remplacé le 3 mars 2013 par Ali Madoui sur une décision du président Bouteflika.

CHAPITRE 3

Le territoire des grands fauves

Paris, mercredi 16 janvier 2013, 5 h 45

Le journaliste mauritanien Mohammed Lemine Ould M'Salem est réveillé par la sonnerie de son téléphone portable. Il rate l'appel, mais le numéro du correspondant s'est affiché. « Ça commençait par +882, ce qui correspond à un téléphone satellitaire, un Thuraya. » Le Thuraya, c'est le téléphone des gens qui se déplacent dans des régions du monde où la couverture par le réseau GSM est inexistante sur des milliers de kilomètres. Dans le désert du Sahara, c'est un outil indispensable pour quiconque y circule : commerçant, trafiquant, militaire… ou terroriste. Lemine Ould M'Salem le sait bien : il est lui-même originaire de la région, des confins septentrionaux de la Mauritanie. Deux mois avant ce coup de fil, il fut l'un des rares journalistes travaillant pour des médias occidentaux à avoir pu séjourner à Gao, ville malienne à l'époque sous le joug des islamistes du Mujao et de la « brigade des Enturbannés » de Mokhtar Belmokhtar. « J'ai immédiatement regardé dans mes vieux téléphones, que j'avais utilisés sur place, pour voir si ce numéro n'était pas enregistré. » Lemine Ould M'Salem envoie un SMS à l'un de ses confrères dans la région, un dénommé Ousmane, correspondant de l'agence mauritanienne

« Sahara Médias »[1] à Tombouctou. Il lui copie le numéro de téléphone en lui demandant de le vérifier dans ses répertoires. S'impatientant de connaître sa réponse, il l'appelle, bien que, à Tombouctou, il soit 4 heures du matin.

– Allô ? Ousmane ? Je suis désolé de te déranger…

– Non, tu ne me réveilles pas… Je viens de recevoir un appel de ce même numéro de téléphone… C'était Juleybib.

El Hassan Ould Khellih, *alias* « Juleybib », est l'un des bras droits de Mokhtar Belmokhtar. Juleybib signifie en arabe « petit homme », en référence à l'un des compagnons du Prophète. Au moment des faits, il n'a pas encore trente ans, mais, assure Lemine Ould M'Salem, « son nom est bien connu des services de renseignement du monde entier ». En particulier des services français, qui le traquent depuis qu'il a été impliqué dans l'enlèvement et la mort en janvier 2011 d'Antoine de Léocour et de Vincent Delory, deux jeunes Français kidnappés dans un restaurant à Niamey. Juleybib a été tué dans la nuit du 14 novembre 2013, dans l'extrême nord du Mali. L'aviation française a repéré et détruit le 4 × 4 dans lequel il se trouvait, avec deux autres djihadistes. D'après la DCRI, Juleybib était un Mauritanien, informaticien de formation, né le 10 janvier 1984 à Tidjikja, à quatre cent quatre-vingts kilomètres à l'ouest de Nouakchott. La DCRI le présentait comme l'homme qui, au sein du groupe de Mokhtar Belmokhtar, « était plus particulièrement chargé de la communication du groupe ».

Et, donc, en bon « communicant », Juleybib fait sonner tous les téléphones portables des journalistes qu'il a dans son répertoire. Sauf que, dans le Sahara, un coup de fil n'a rien de simple. Mohammed Lemine Ould M'Salem rate son premier appel. Il essaye, en vain, de joindre Juleybib. C'est finalement ce dernier qui le rappelle, et sa voix semble gonflée par l'excitation :

– Allô ? Allô ? Je t'ai appelé, mais tu n'as pas décroché. J'ai aussi téléphoné à Ousmane, il va diffuser tout à l'heure !

– Quoi ? Quoi ?

La ligne grésille. Le jeune djihadiste mauritanien jubile :

– On t'avait dit qu'on allait faire quelque chose, non ? Une opération spectaculaire ? C'est fait ! On vient de déclencher une opération en Algérie sur un site gazier ! […] Il y a une base de vie, et il y a une usine, gardée par huit cents soldats algériens ! On occupe le site d'In Amenas ! L'un des sites les mieux gardés de la région, par l'armée la plus forte de la région. Alors, tu peux diffuser ça, hein !

Juleybib se fait pressant. Son correspondant est presque paralysé de stupéfaction. Diffuser ces informations telles quelles, sans les vérifier ? Il est bientôt 6 heures, les matinales des radios commencent, les sites d'information en continu se réveillent, les quotidiens sont en kiosque. Aucune rédaction parisienne ne prendra le risque de « diffuser » ces informations fracassantes en l'état. Lemine Ould M'Salem, qui travaille comme journaliste indépendant pour plusieurs médias français[2], le sait.

– Attends, ça ne se passe pas comme ça ici, on ne peut pas diffuser ça comme ça…

– Tu veux des preuves ? Tu veux des preuves ? Alors tiens, note ! Prends les numéros des chefs du commando…

Le journaliste mauritanien se concentre pour bien entendre, malgré la friture et les coupures sur la ligne du téléphone satellite, chacun des chiffres que lui donne Juleybib. Il va obtenir trois numéros, et trois noms : Abou Doujana, Abou el-Barâa al-Jazairi et Zakaria el-Mouhajir[3].

Les multiples noms des djihadistes

Deux de ces noms apparaissent dans le trombinoscope de la DCRI : celui d'Abou Doujana, nom de guerre d'Abderrahmane al-Nigiri, et celui d'Abou el-Barâa al-Jazairi. C'est une liste comportant cinquante-deux noms et photographies, qui a été présentée par les enquêteurs à chacun des rescapés de la prise d'otages au cours de leurs auditions au siège de Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine. Dans toute enquête criminelle, on présente aux témoins et aux victimes une liste de noms et de photos, en posant toujours la même question : « Reconnaissez-vous l'une de ces personnes ? » Sauf que, dans le cas des victimes d'In Amenas, la liste des suspects regroupe tout le gratin des djihadistes du Sahel. En numéro un : Abdelmalek Droukdal, *alias* Abou Moussab Abdelwahoud, le chef historique d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. En bas de la liste, les trois têtes du commando du 16 janvier :

N° 50 : Abou el-Barâa al-Jazairi. Sa photo, diffusée sur Internet et dans les médias, montre un homme jeune, avec un *kamis* beige, une calotte blanche sur la tête. Il pose devant la roue d'un camion et porte des baskets avec un pantalon relevé au-dessus des chevilles, conformément aux exigences vestimentaires de l'islam salafiste.

N° 51 : Lamine Boucheneb, *alias* Tahar. C'est un homme plus âgé, sa barbe est un peu blanchie. Un chèche blanc enroulé autour du visage, il porte une veste militaire kaki.

N° 52 : Abderrahmane al-Nigiri, *alias* Abou Doujana. La seule image connue de cet homme, présenté comme un Nigérien, est une capture d'écran d'une vidéo où il apparaît les cheveux en pétard, la barbe mal taillée et les sourcils froncés, comme s'il venait de faire un effort physique.

Fait étrange, au téléphone, Juleybib ne mentionne pas Lamine Boucheneb, *alias* « Tahar ». Pour Lemine Ould M'Salem, c'est parce que Lamine Boucheneb et Abou el-Barâa sont une seule et même personne. Ce qu'on ne retrouve ni dans le rapport établi par Statoil, ni dans les PV des enquêteurs de la DCRI : « Le commando […] ayant agi à In Amenas était dirigé par le nommé Abou el-Barâa al-Jazairi, *alias* Abelkader Derouiche. Cet individu, tué lors de l'assaut des forces algériennes, était auparavant inconnu de notre direction. Le chef adjoint du commando qui était à la tête d'un groupe était nommé Lamine Bouchened, *alias* Lamine Benchineb, *alias* Tahar, qui a également été tué au cours de l'assaut. »

« Bouchened », « Benchineb » : que le lecteur se rassure, il n'y a aucune faute de frappe dans l'orthographe de ces noms. D'ailleurs, à vrai dire, ces noms n'en sont pas. En tout cas, ce ne sont certainement pas ceux-là qui figurent sur les actes de naissance de ces terroristes. Pour brouiller les pistes, ils manient à l'envi l'art de multiplier les noms de code, les surnoms liés à l'origine : al-Nigiri, « le Nigérien », al-Jazairi, « l'Algérien », etc. Ou alors, plus rarement, les surnoms liés à des vocations plus guerrières. Un exemple ? La fiche numéro vingt du « trombinoscope » de la DCRI, un certain « Ousmane Kharachi Sall ». Sa photo montre une bouille de gamin noir à peine sorti de l'adolescence, mais le djihadiste peut se targuer d'avoir déjà quatre surnoms : « Othmane Karachi Sall *alias* Hassan le Mauritanien *alias* Hassan le Kamikaze *alias* Hassan Abou Abdallah. »

Au-delà du folklore, la seule certitude, c'est que ces cinquante-deux individus aux noms fantomatiques sont parmi les plus dangereux de la planète. Et, ce matin du 16 janvier 2013, les noms que note Lemine Ould M'Salem sur son calepin sont ceux des lieutenants les plus proches du djihadiste le plus menaçant du

Sahara, Mokhtar Belmokhtar. Ils ont été choisis, triés sur le volet, pour conduire l'opération contre le site gazier algérien.

Assaut sur Tiguentourine

Al-Jazairi, Boucheneb et Al-Nigiri commandent un groupe de trente-deux djihadistes, qui forme une colonne d'au moins trois véhicules 4 × 4 de type pick-up. Ce sont des Toyota Land Cruiser, couleur sable. Ils arrivent de la Libye toute proche. Quelques dizaines de kilomètres en territoire algérien ont suffi à atteindre le complexe gazier de Tiguentourine et ses cent trente-cinq expatriés. Sur la piste, une fois la frontière libyenne dépassée, ils n'ont pas croisé un seul militaire, et n'ont été repérés par personne. Des pick-up chargés de terroristes qui franchissent une frontière dans le désert, est-ce que cela se voit ? Pas forcément, disent les connaisseurs du Sahara. Et cela tient avant tout à la marque du véhicule : Toyota Land Cruiser. Donc le 4 × 4 le plus répandu dans toute la région. Du Sahara occidental jusqu'au Darfour, il y en a des milliers.

L'un des pick-up sert de voiture-bélier pour défoncer la grille d'entrée de la base de vie, qui cède. Les terroristes envahissent les lieux avec fracas en hurlant : « *Allah akbar* ». Certains sont encagoulés. Ils portent tous des uniformes militaires, treillis, vestes, équipements fournis par le Qatar aux membres de la rébellion armée libyenne lors du soulèvement de 2011. Mais les terroristes ne se sont pas rendus en Libye seulement pour la friperie. L'arsenal, impressionnant, est lui aussi d'origine libyenne : Kalachnikov AK-103, mitrailleuses lourdes Douchka 12,7 mm, lance-roquettes

antichars RPG-7 dont les roquettes S-5 remplissaient les dépôts de Kadhafi du temps de son règne sans partage[4].

Des terroristes comme chez eux

« Tahar » Boucheneb et Abou el-Barâa investissent la base de vie, tandis qu'Abdoul Rahman « le Nigérien » fond avec ses hommes sur l'usine. Les membres du commando vont se déplacer sur les installations avec une facilité déconcertante. Comme s'ils y avaient tous eux-mêmes vécu et travaillé pendant des années. Objectif : les expatriés, et en premier lieu les haut placés. De fait, à peine ont-ils pénétré dans le périmètre de la base de vie qu'ils se dirigent droit vers l'espace VIP, situé à quelques mètres en face de l'entrée principale. Capturé dans sa chambre, Nick Hitch, chef du projet « compression » pour BP, est l'un des tout premiers otages. « Ils savaient exactement où ils allaient. Ils sont venus nous trouver directement[5]. » Le bâtiment abrite les cadres supérieurs travaillant sur le site, et les hauts dirigeants de BP ou de Statoil qui sont de passage. Pour Nick Hitch, il est clair que les terroristes n'ont pas choisi leur date au hasard : « Cette semaine-là, il y avait plusieurs VIP. » Alexandre Berceaux, l'un des quatre Français survivants d'In Amenas, confirme, lui aussi, lors de son audition par la DCRI, que des hauts responsables étaient attendus. Le cuistot, employé de la société de services CIS Catering, avait reçu la consigne de préparer « seize repas VIP pour le mercredi [16 janvier] au soir ».

Joint par téléphone à son bureau londonien, Nick Hitch se remet de cette expérience avec peine. Il a vu la mort – la sienne, celle de ses amis – de trop près. Ses souvenirs sont précis, ses mots choisis. Nick Hitch est un homme rationnel, mesuré, mais la manière dont

les terroristes ont envahi ce lieu qui lui paraissait si inviolable le tourmente. Pour lui, l'hypothèse d'une ou plusieurs taupes qui ont informé les terroristes est une certitude. « Il est clair que les terroristes ont bénéficié de beaucoup d'aide de la part de certains Algériens à l'intérieur du camp, ce qui leur a permis d'attaquer rapidement et de viser des gens en particulier. » Un employé algérien affirme qu'ils « avaient les numéros des chambres des étrangers[6] ». Un autre, sous couvert d'anonymat, assure qu'ils avaient même « des listes de noms ».

Un gamin de l'Ontario

Nick Hitch se souvient que l'un des terroristes avait sur lui un carnet de notes. « *Passports ! Passports !* » ordonne-t-il en anglais à ses otages, d'un ton brutal, et avec un parfait accent nord-américain. Sidéré, Nick Hitch dévisage le djihadiste : il a les cheveux bouclés, blonds, il porte des lunettes qui lui donnent l'air d'un post-adolescent autrefois un peu rejeté de ses camarades de lycée, et une Kalachnikov AK-47. Le moudjahidine que Nick Hitch a en face de lui est un Canadien de vingt-deux ans, Xristos Katsiroubas. Un gamin de London, une petite ville de l'Ontario, issu d'une famille grecque orthodoxe. Au lycée, il s'est lié d'amitié avec un de ses camarades de classe, Ali Medlej. Xristos Katsiroubas s'est converti à l'islam, pour en prendre le chemin le plus radical. C'est avec Medlej qu'il a traversé l'Atlantique, quelques mois plus tôt, pour rejoindre au nord du Mali, la *katiba* des Enturbannés de Mokhtar Belmokhtar et, finalement, le commando-suicide de Tiguentourine. « C'est lui qui était chargé de noter les noms et nationalités des otages à partir de leurs passeports. » D'après un autre otage du même groupe, le

Philippin Joseph Balmaceda, dit « Jojo », Katsiroubas était identifié comme un « négociateur » parmi les terroristes. Ou plutôt comme un relais régulier des revendications du groupe auprès des ambassades étrangères, des autorités algériennes et de BP. Les termes de sa « négociation » étaient d'ailleurs assez rudes : « Il a menacé d'exécuter un otage toutes les heures », affirme Balmaceda. En toute logique, c'est aussi Katsiroubas qui était chargé de faire l'interprète avec les otages. Katsiroubas et Medlej sont les seuls Occidentaux du commando, qui compte huit nationalités. Tous les autres sont originaires du Maghreb, du Sahel, et même du Moyen-Orient. Les Algériens reconnaissent des accents tunisien, égyptien, voire syrien ou yéménite.

La garde rapprochée de Belmokhtar à In Amenas

Mais le groupe se compose surtout de djihadistes bien connus des services de renseignement de la région, en particulier du DRS algérien et de la beaucoup moins puissante DGSN, la Direction générale de la sûreté nationale mauritanienne. Spécialiste ès explosifs, responsable de la logistique pour Belmokhtar, Abderrahmane al-Nigiri, « le Nigérien », a surtout beaucoup fait pour l'embrigadement de dizaines de jeunes Mauritaniens désœuvrés qu'il a transformés en fanatiques du djihad. Son nom apparaît dans des attaques et des attentats dont les Occidentaux ont très peu entendu parler. Bien moins médiatisée que les attentats de Londres en juillet 2005, l'attaque de la caserne mauritanienne de Lemgheity, bourgade pauvre près de la frontière algérienne, le

5 juin 2005, a causé la mort de quinze soldats et a été revendiquée deux jours plus tard par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). L'attaque a été menée par Mokhtar Belmokhtar en personne.

Un autre membre du commando d'In Amenas fait partie de la *razzia* menée en 2005 : Abdellahi Ould Hmeida. Il est surnommé « le Zarqaoui mauritanien », en référence au chef particulièrement sanguinaire d'Al-Qaïda en Irak dans le chaos de l'après-Saddam Hussein. Al-Qaïda, Abdellahi Ould Hmeida l'aurait rejointe à l'âge de quatorze ans. Il est lié à l'assassinat de quatre touristes français en Mauritanie, le 24 décembre 2007. Ses complices, arrêtés par la police, ont été jugés et condamnés à mort par la cour criminelle de Nouakchott le 25 mai 2010. À l'énoncé du verdict, l'un des suspects a promis « de livrer tous ceux qui assistaient à l'audience en offrande à Belmokhtar » ; un autre a juré « d'égorger tous les Français », joignant le geste à la parole sous le nez des journalistes français présents dans la salle d'audience[7]. Ils en sont sortis sous escorte.

Malgré ses compétences d'artificier, Abderrahmane « le Nigérien » est aussi à l'origine d'un attentat raté. C'était à Nouakchott, en février 2011. Ce jour-là, un membre d'Aqmi, Mohamed Ould M'Balla, prend la fuite en direction du territoire malien où il est arrêté et remis aux autorités mauritaniennes. Et l'homme d'une trentaine d'années surnommé « Maouiya » passe à table. Son nom apparaît dans un compte rendu d'audition du renseignement intérieur français datant de mars 2011. Il n'y est pas précisé si l'homme d'Aqmi a été entendu par des officiers français ou mauritaniens. En tout cas, les informations qu'il délivre sont en bonne place dans la documentation opérationnelle de la DCRI. Et

pour cause : il décrit le fonctionnement du cœur même du groupe de Mokhtar Belmokhtar.

On apprend que la garde rapprochée de la *katiba* (« brigade ») de Belmokhtar se compose de quarante hommes, et possède neuf véhicules de type Land Cruiser armés. À la tête du groupe, il y a un « conseil consultatif », le conseil de la « *choura* ». On retrouve plusieurs membres qui composeront le commando de Tiguentourine : Abderrahmane al-Nigiri, mais aussi un dénommé « Tahar », apparenté à Lamine Boucheneb, ainsi qu'il était appelé par ses hommes, d'après les témoignages des otages. Parmi les hommes du conseil de la *choura*, on trouve aussi le « communicant » Juleybib, et un autre fort en gueule : Omar Ould Hamaha.

Omar Ould Hamaha, *alias* Omar el-Barbouchi, *alias* Omar Chaïbani, ne parle jamais. Il crie. C'est un parfait francophone, qui porte une barbichette pointue teinte au henné. Au printemps 2012, lors de la prise de contrôle de Gao par les islamistes radicaux du Mujao, il était apparu, vociférant, devant les caméras de télévision pour proclamer la charia dans son application la plus stricte. Les drapeaux noirs du djihad flottaient déjà sur les bâtiments officiels de la ville. En janvier 2013, quelques jours avant l'opération Serval, il m'avait répété au téléphone ces mêmes phrases, la même propagande, en hurlant : « Nous pouvons frapper même à l'intérieur de l'Élysée ! » Bizarrement, avec lui, la ligne ne se coupait jamais, comme si les interférences de la liaison satellite n'osaient se manifester, par peur de sa voix aiguë et criarde. À l'époque, on avait du mal à le situer, Omar Ould Hamaha. Certains disaient qu'il était membre du Mujao, d'autres d'Aqmi, d'autres encore qu'il était un peu marginalisé et que, en dehors de jouer le rôle d'épouvantail qui s'invite dans les radios et les télévisions hexagonales, il n'avait pas beaucoup de crédibilité. Finalement, on s'aperçoit qu'Omar Ould

Hamaha est un proche parmi les proches de Belmokhtar. C'est même son oncle par alliance, puisque cet Arabe bérabiche est membre d'une famille de Tombouctou qui a marié Belmokhtar avec une de ses filles. D'après la DCRI, Omar Ould Hamaha est tout simplement le « numéro deux » de la *katibat el-Moulathamine*, la « brigade des Enturbannés » de Mokhtar Belmokhtar, qui est le groupe de combattants islamistes le plus anciennement implanté de la région.

Mokhtar Belmokhtar, trabendiste du djihad

La brigade des Enturbannés est la plus ancienne des *katiba* d'Aqmi. Tellement ancienne, qu'elle existait même avant Aqmi. Mokhtar Belmokhtar, né le 1er juin 1972 à Ghardaïa, dans le Sud algérien, est retourné s'implanter dans sa région d'origine dès 1996 pour y mener le djihad. En Afghanistan, en 1993, « le Borgne » a perdu son œil gauche, lacéré par un éclat d'obus près de Jalalabad. C'est donc un vétéran du djihad qui combat au sein du GIA et prend la tête de la « neuvième *wilaya*[8] », qui devient ensuite l'émirat de la région saharienne du GSPC, puis d'Aqmi.

Ce ne sont pas que des changements d'étiquette. Pour bien comprendre, il faut s'arrêter sur une période précise : la fin de l'année 1997. Dans le nord de l'Algérie, la terreur est absolue. Le GIA a décrété que l'ensemble de la population algérienne était mécréante, « *kouffar* », et que par conséquent il était permis d'éliminer hommes, femmes et enfants. Cela donna lieu au massacre de Bentalha, le 22 décembre 1997. Cinq cents morts, et une photo qui devint l'une des plus célèbres au monde : cette femme, pâle de

douleur, n'ayant plus de larmes, effondrée contre un mur de l'hôpital où sont transportés les blessés. La « Madone de Bentalha »[9] illustre le sommet de l'horreur qui traumatisa toute une génération d'Algériens. L'onde de choc parvint même jusqu'au sein de l'état-major du GIA. Un camp obéissant à l'idéologie salafiste se dégage. Il s'oppose au diktat « takfiriste »[10], qui considère toute la population comme impie et prône de se recentrer sur la lutte contre l'État algérien, sa police, son armée, ses institutions. Il ne faut pas se méprendre, les salafistes du GIA n'ont rien de modérés : dans leur vision des choses, tuer un fonctionnaire ou un instituteur est tout aussi légitime, du moment qu'ils représentent l'État. Ces salafistes du GIA forment, au début de l'année suivante, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dirigé par Hassan Hattab, et qui fera allégeance, quelques années plus tard, à l'Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden et d'Ayman al-Zaouahiri.

Mokhtar Belmokhtar intègre le GSPC en conservant son implantation dans le Sahara algérien. Il garde ses hommes, ses contacts, ses réseaux et ses trafics. Il acquiert le sobriquet de « Mister Marlboro », que lui-même conteste : « C'est la technique de la presse instrumentalisée pour diaboliser les moudjahidines que de les faire passer pour des brigands, des trafiquants de drogue[11]. » Sauf que, dans le désert, le vent n'efface pas toujours les traces. Et les siennes sont nombreuses. Les cigarettes, certes, mais aussi les produits subventionnés, comme l'essence algérienne. En Algérie, le litre de sans-plomb est à dix centimes d'euro, et peut être revendu dix fois plus cher de l'autre côté de la frontière. « Du trafic ? Ils en font tous ! confirme Lemine Ould M'Salem. La limonade à Gao, elle vient d'Algérie. Et dans le nord du Mali, je n'ai jamais fumé une cigarette où il n'y avait pas écrit : "vente en Mauritanie". Dans cette région du monde, l'essentiel des produits de consommation courante

vient de la contrebande. En fait, eux appellent ça du commerce, mais c'est du trafic. De toute façon, pour vivre dans cette région, c'est obligatoire, il faut vendre et acheter. » Le « trabendo », question de survie ? De ce point de vue, cela fait près de vingt ans que Belmokhtar « survit » dans la région. Depuis le début des années 2000, trafiquer dans le Sahara est d'autant plus lucratif que la région est devenue le point d'entrée privilégié des trafiquants de drogue sud-américains pour acheminer la marchandise vers l'Europe. Belmokhtar est-il lui-même un trafiquant de drogue ? Cela serait encore moins compatible avec sa réputation de religieux salafiste pur et dur qu'il essaie de se construire. « Dans le désert, ceux qui disent faire du "commerce" ne font que transporter des choses. Leur contenu n'est pas leur problème », complète Lemine Ould M'Salem. Si Belmokhtar n'achemine pas lui-même des palettes entières de cocaïne d'une frontière à une autre, il tire en tout cas une grande partie de ses revenus d'une sorte de dîme qu'il prélève aux contrebandiers qui traversent sa « zone », un vaste territoire qui s'étend du Nord-Est mauritanien au Nord-Ouest malien.

Comme tout trabendiste, Belmokhtar se déplace beaucoup. En l'an 2000, un service de renseignement occidental parvient, pendant quelques mois, à le pister. Un ancien de ce service raconte : « On s'était débrouillés pour lui revendre une belle voiture, par des intermédiaires mauritaniens. Un Toyota Land Cruiser rutilant, avec plein d'options. Le but, c'était de s'assurer qu'il se le prenne pour lui. » Ce qui se produisit. La voiture était effectivement très bien équipée, et notamment d'une… balise Argos. « Tous les jours, pendant plusieurs mois, on disait aux Algériens : "Là, il est passé par là", "Là, il est passé par ici". Mais ils n'en ont jamais rien fait. » Belmokhtar aime toujours se tailler la part du lion. D'après l'audition de son lieutenant emprisonné en mars 2011, Mohamed

Ould M'Balla, « le véhicule de l'émir [Belmokhtar] est doté d'un missile sol-air Sam-7 ». Les Sam-7 libyens de fabrication russe, exactement comme ceux qui ont été découverts dans le sable d'In Amenas en février 2012.

Longtemps, l'Algérie a fermé les yeux. Même si Mokhtar Belmokhtar a failli, par deux fois, se faire prendre dans les filets de l'armée algérienne. Et puis il s'est enfoncé dans le nord du Mali, où, comme le dit le mémo de la DCRI, son groupe « est à la genèse de la politique expansionniste sudiste d'Aqmi ». La stratégie de s'installer au sud de l'Algérie est payante. Il s'allie aux tribus arabes de la région, puis aux Touaregs, il recrute à tour de bras dans ces contrées sous-administrées et, surtout, il bénéficie d'une manne financière nouvelle, et bientôt considérable : celle des rapts d'Occidentaux.

« Toi ! Deux millions ! Deux millions ! »

Lorsque Mohamed Ould M'Balla est interrogé et révèle que son groupe dispose de « cinq millions d'euros », il ne cite pas le trafic de cigarettes pour expliquer la provenance de cette fortune, mais bien la « rançon versée pour libérer les deux otages espagnols » Roque Pascual et Albert Vilalta, deux humanitaires enlevés en 2009 et retenus près de neuf mois. Une somme évidemment jamais confirmée par Madrid. En fait, l'argent de Belmokhtar, c'est tabou contre tabou. Le tabou des trafics, *haram* (« péché ») qu'il estime être de la propagande visant à le décrédibiliser ; et le tabou des rançons, que les pays occidentaux nient et nieront toujours, mais que les djihadistes prennent un malin plaisir à leur rappeler. Restent

les chiffres. D'après l'estimation d'Alain Chouet[12], ancien patron de la DGSE, la valeur d'une rançon pour un otage est passée en dix ans de l'ordre de la centaine de milliers d'euros à la dizaine de millions d'euros.

Un ordre de grandeur plausible, estime Lemine Ould M'Salem. Il a pu constater l'évolution du marché d'assez près. Ça ne le concernait pas lui, mais le caméraman français qui l'accompagnait au cours d'un reportage dans le Sahel en 2009 :

> « On était quelque part entre la Mauritanie et le Mali. On avait rencontré clandestinement un membre d'Aqmi. On avait fait l'interview, mais j'avais pris toutes les précautions pour que mon ami ne soit pas enlevé. Le combattant d'Aqmi était entièrement masqué, on n'a pas vu son visage. À la fin de l'interview, mon ami éteint sa caméra, et là, le djihadiste d'Aqmi qui ne parlait pourtant pas un mot de français le regarde droit dans les yeux, le pointe du doigt et lui dit :
> – Toi ! Deux millions ! Deux millions !
> Mon ami a un peu paniqué, il m'a demandé :
> – Mais qu'est-ce qu'il dit ?
> – Il dit que ta rançon est de deux millions d'euros. C'est ta valeur, en tant qu'otage. Moi, je n'en ai pas, je suis mauritanien, personne ne viendra payer pour moi. »

Dès le milieu des années 2000, Mokhtar Belmokhtar a déjà fait fortune grâce aux rançons de prises d'otages, alors que, dans le nord de l'Algérie, l'insurrection islamiste agonise. Le GIA a rendu les armes et de nombreux combattants ont décidé de quitter le maquis pour accepter l'amnistie proposée par le plan de « concorde civile » du président Abdelaziz Bouteflika. Belmokhtar engrange finances,

alliances, soutiens, et poursuit sa stratégie au service d'une cause qu'il n'a jamais abandonnée : le djihad.

> « Il faut bien voir qu'il s'est radicalisé avant de faire du business et non l'inverse, observe un diplomate français. Le voir comme un trafiquant qui utilise la religion occasionnellement serait une profonde erreur. »

Le 23 août 2013, le groupe de Mokhtar Belmokhtar et le Mujao annonçaient leur fusion, pour former les « Almoravides ». Leur nouveau groupe ne s'inspire plus d'Al-Qaïda au Maghreb islamique mais d'Al-Qaïda tout court, ainsi que des talibans afghans. Point d'orgue d'une mutation qui prend ses racines dans les mois qui précèdent le siège d'In Amenas. L'attaque a été l'épreuve du feu d'un groupe qui a pour seule vocation les actions kamikazes. Ce groupe se fait appeler « Les Signataires par le sang ». Il se compose de plusieurs *seriyat* (« phalanges »). Plonger dans l'entourage de Belmokhtar permet de comprendre le fanatisme absolu de ces hommes, et de remonter à la genèse du commando de Tiguentourine, la septième *seriyat* des Signataires par le sang.

Chez les talibans du Sahara

Mohammed Lemine Ould M'Salem est un Saharien qui vit et travaille à Paris depuis de nombreuses années. Mais il a gardé du Sahara une notion du temps très particulière. « Dans le désert, la montre ne s'arrête que sur les cinq prières quotidiennes », dit-on. À Paris, je l'ai attendu, longtemps, à la terrasse d'un café. Une heure la

première fois, une heure et demie la deuxième. Mais nos entretiens ont duré longtemps, eux aussi. Car, en dehors des otages qui s'y sont retrouvés de force, Lemine Ould M'Salem est l'un des rares à avoir pu s'immerger aussi longtemps dans l'entourage de Mokhtar Belmokhtar. Et, à lui aussi, il a fallu du temps et de la patience pour comprendre comment ces hommes fonctionnent, quel est leur mode de vie, et pourquoi, à seulement quelques centaines d'individus, ils parviennent à déstabiliser presque toute l'Afrique du Nord.

« J'ai vu que d'autres confrères journalistes mauritaniens parvenaient à se rendre à Tombouctou et à Gao pour aller rencontrer les islamistes. La plupart travaillent pour des chaînes du Golfe. Je me suis dit : "Pourquoi pas moi". » Au printemps 2012, Lemine Ould M'Salem prend contact avec son ami Ousmane, à Tombouctou. Celui-ci le met en relation avec Senda Boumama, le porte-parole du groupe islamiste touareg Ansar ed-Dine[13].

À l'époque, Ansar ed-Dine est allié avec Aqmi pour le contrôle de Tombouctou. Leurs hommes ont transformé la ville en sinistre laboratoire de la charia islamique la plus rétrograde. Une police des mœurs circule dans les rues. Les voleurs ont les mains coupées. La musique, le sport, la cigarette sont interdits. Et le monde assiste, impuissant et médusé, à la destruction à coups de pioche des mausolées des saints musulmans enterrés dans la ville, mausolées classés patrimoine mondial en péril. Les islamistes, sous prétexte de lutter contre l'idolâtrie, mutilent « la cité aux 333 saints ». Lemine Ould M'Salem cherche à se rendre sur place pour comprendre la vie quotidienne sous le joug de ces talibans du Sahara. « Bien sûr ! Je ne peux pas t'empêcher de venir, tu es chez toi », lui répond Senda Boumama. Entre un Mauritanien du Nord-Est et un Malien de Tombouctou, quelle différence, à part une frontière qui n'a de sens pour personne ? En revanche, à chaque fois, Lemine est accompagné

d'un étranger, pour qui la demande a été refusée. La première fois, c'est un JRI (journaliste reporter d'images) français ; la seconde, un Mauritanien, mais qui travaille pour une chaîne de télévision irakienne à capitaux chiites. Cette seule indication a suffi à refroidir la « commission médias » d'Ansar ed-Dine. Réponse ? OK pour Lemine, *niet* pour la chaîne irakienne chiite. La raison ? « Les médias qui insultent les compagnons du Prophète, on ne les accepte pas. » Brahim, le pauvre correspondant mauritanien, paye pour un contentieux qui remonte aux premiers temps de l'islam, l'époque dans laquelle les nouveaux maîtres de Tombouctou vivent. Après une semaine d'attente dans une bourgade isolée, à la frontière mauritano-malienne, Brahim repart dans l'autre sens, mille cinq cents kilomètres de désert jusqu'à Nouakchott. Lemine poursuit sa route, seul. « J'ai mis vingt-quatre heures à arriver à Tombouctou. » En pleine saison des pluies, nombreux sont les véhicules embourbés sur la route qu'il fallait aider. Le voilà arrivé à Tombouctou le soir, à 20 heures. Sur place, l'ambiance est lugubre, pas un seul restaurant n'est ouvert. La police islamique veille. Lemine s'installe à l'Auberge du Désert, où sont logés tous les journalistes qui travaillent pour la presse étrangère. Aucun Occidental, évidemment. « À 99 %, ce sont des Mauritaniens ou des Tchadiens. En gros, il faut être de la région. Quand tu es saharien, ils te perçoivent comme un local. » Pour les autres… on parlera plutôt de rançon sur pattes. « Honnêtement, je ne peux pas garantir la sécurité d'un étranger sur place », avait poliment répondu Senda Boumama. Autant ne pas tenter le diable.

Lemine Ould M'Salem doit trouver « Talha », *alias* Abderrahmane el-Libi, qui est à ce moment-là le chef de la ville. « Je pensais qu'Aqmi était ultraminoritaire par rapport à Ansar ed-Dine, mais c'était tout le contraire. » Abderrahmane el-Libi n'est autre que le chef d'une des trois *katiba* qui composent l'émirat d'Aqmi, la brigade

« El Fakhane » (avec la *katiba* d'Abou Zeid et la *katiba* des Enturbannés de Belmokhtar). Talha est mauritanien, mais a été élevé en Libye. En fait, Lemine n'arrive pas bien à déterminer sa nationalité. Son arabe a de bien étranges intonations. « Au début, j'ai cru qu'il était algérien, et puis j'ai senti qu'il avait des expressions très libyennes. À force de se fréquenter, entre Mauritaniens ou Algériens du Nord, Marocains, Tunisiens, ils ont inventé une espèce de langue parlée où il est très difficile de déceler l'origine de son interlocuteur. » Une autre façon de brouiller les pistes : l'effacement des différences dialectales. Les arabisants débutants en ont rêvé, Al-Qaïda l'a fait !

« Ça m'a surtout entraîné à l'ambiance, à comprendre comment ces gens fonctionnent. » Lemine Ould M'Salem découvre que l'intolérance de ces gens vis-à-vis de ceux qui pratiquent un islam différent du leur est réelle. Et cela se ressent dès le premier verre de thé, que Lemine a vécu comme un test :

> « Il ne fallait surtout pas tenir un verre de thé avec la main gauche, ou manger avec la main gauche. Tout doit se faire par la main droite. Il fallait faire attention à tous ces détails. À mon avis, quelqu'un qui n'a pas une très bonne culture théologique et qui n'a pas reçu d'éducation islamique aurait eu des ennuis. Moi-même, j'avais laissé pousser ma barbe, et j'avais relevé mon pantalon au-dessus de la cheville. Disons que c'était mieux pour moi. Ils estiment que c'est la Sunna[14] et que la Sunna est un devoir pour tout musulman. Il valait mieux éviter d'avoir une discussion avec eux sur ce genre de questions. »

Le plus dur pour lui a été de s'abstenir de fumer, même en cachette dans sa chambre d'hôtel.

> « À Tombouctou, si tu te faisais surprendre avec un paquet de clopes, c'était le tribunal islamique, avec rappel à l'ordre la première fois, et coups de chicote s'ils t'y reprennent. »

De tels châtiments ont régulièrement été appliqués, jusqu'à l'exécution en place publique pour des faits d'adultère par exemple. « Il y avait beaucoup de méfiance. J'étais accompagné en permanence par des membres d'Aqmi, raconte Lemine. Ils ont photocopié mon passeport, ma carte de presse. J'ai rempli un formulaire avec mon adresse en France et mon numéro de téléphone. » Au pays des héritiers de Ben Laden, on ne plaisante pas avec la paperasserie. Mais au moins cela lui ouvre des portes. « Avec cette autorisation, je me suis aperçu que ça me permettait de me rendre aussi à Gao. »

Entre Ansar ed-Dine et Aqmi d'un côté, le Mujao et le groupe de Belmokhtar de l'autre, il y a une forme de réciprocité. « Mon ami Ousmane, le correspondant de Sahara Médias, m'a expliqué que, quand un des groupes autorise quelqu'un à venir chez lui, l'autre groupe l'accepte aussi. » Ousmane met Lemine en contact avec des responsables à Gao : Ali Touré, *alias* Abou Mohammed, qui était à cette époque le chef de la sécurité à Gao, et Hassan Ould Khellih, *alias* Juleybib. Lemine prend la route, accompagné d'un Touareg de Tombouctou.

Le « neveu » de Juleybib

Sur la route en direction de Gao, le long des méandres du fleuve Niger, les drapeaux noirs flottent dans chaque village traversé. « Ils flottaient même déjà bien avant Tombouctou, précise Lemine. À Gundam, Niafounké, etc. » Lorsqu'il arrive dans la cité des Askias, les mêmes étendards sont partout. Ce sont des drapeaux où est écrite la « *chahada* », profession de foi des musulmans. « Ils étaient sur chaque bâtiment officiel, notamment l'ex-mairie, qui était devenue le siège de la "Hisba", la police des mœurs. »

La ville est malgré tout un peu plus animée que Tombouctou. Quelques restaurants sont ouverts. Un semblant de vie anime le marché. Juleybib et Abou Mohammed ne donnent toujours aucun signe de vie. Sans doute sont-ils quelque part dans le désert, puisque la couverture du réseau s'arrête dès les premières centaines de mètres au-delà des faubourgs de Gao. En attendant, Lemine rend visite, sur le marché, à Bekay, un notable kounta qui vend du riz, du thé, des casseroles et des tissus. En temps normal, son magasin est l'un des plus gros de Gao. « Mais là, il a tout stocké, il m'a dit ne plus vendre que l'essentiel. » Le pouls de la ville est pris. Sur le chemin de l'hôtel, Lemine et le jeune Touareg qui l'accompagne sont appréhendés par des djihadistes. Ils sont emmenés à la police islamique. « Je savais que c'étaient des petits jeunes qui voulaient juste faire du zèle. » Au commissariat, Lemine repère le sbire qui paraît être le chef, et lui lance :

– Écoute, ne perds pas ton temps. Je suis journaliste. Abou Mohammed sait que je suis là. Juleybib sait que je suis là…

Le jeune le toise.

– C'est qui, Juleybib ?

– Tu connais pas Juleybib ? Tu connais pas Abou Mohammed ?

Le « commissaire de Gao » sort de son bureau. C'est un Égyptien. Il a à peine le temps de voir son visage. « Dès qu'il a vu que j'étais journaliste, il a enfilé une cagoule. » Lemine Ould M'Salem lui explique la situation :

– Je suis un journaliste mauritanien. Je travaille pour des médias français, j'habite à Paris, j'ai passé un mois à travailler à Tombouctou, et maintenant, je suis ici pour travailler sur vous. Juleybib est informé, Abou Mohammed est informé, et je suis en train d'essayer de les joindre depuis ce matin, mais bon, ils doivent être occupés. Le commissaire masqué l'interroge :

– Juleybib le Mauritanien ?

– Oui.

– Tu peux l'appeler ?

Par chance, cette fois-ci, Juleybib décroche.

– Allô ?

– Oui… Allô, *salam oualeykum*. Écoute, Juleybib, je suis au commissariat, j'ai été arrêté. Il y a le commissaire égyptien de la police islamique qui parle avec le groupe qui m'a arrêté…

– Passe-les-moi ! Passe-les-moi !

En quelques secondes, les gamins armés jusqu'alors si méfiants deviennent presque déférents. Ils s'excusent et remettent les passeports à Lemine et à son accompagnateur de Tombouctou. Juleybib les attend dans le hall d'entrée de leur hôtel, le motel Askia. Il est accompagné d'un Tunisien, « Meghrine », qui s'occupe du « bureau médias ». « Il me paraissait être quelqu'un de la classe moyenne de Tunis, le genre de jeune qu'on croise au Bardo par exemple. Il parlait parfaitement français, et d'ailleurs, je ne sais pas pourquoi, il refusait ostensiblement de me parler en arabe. » Contrairement aux responsables d'Aqmi à Tombouctou, Juleybib ne demande pas à consulter les papiers d'identité de Lemine. L'échange

est plus chaleureux. « Il m'a dit : "On va se présenter à la mauritanienne. Tu es de quelle tribu ?" » Le but du jeu est de finir la présentation à la mauritanienne en concluant que, finalement, en cherchant bien, il existe un lien de parenté qui permet à l'autre d'appeler son interlocuteur « cousin ». Dans le cas de la rencontre avec Lemine, après avoir exploré les factions et sous-factions de leur tribu commune, Juleybib lui demande :

– Donc, alors, Lemine, je peux t'appeler mon neveu ?

– Bien sûr !

Le « neveu » de Juleybib, qui a quelques années de plus que son « oncle », a donc brisé la glace. Sans se faire aucune illusion sur l'aspect purement formel de l'exercice : « Je pense qu'il serait capable d'égorger son propre frère s'il le trouvait en porte-à-faux. »

Le disque dur de Belmokhtar

Au fil du temps un rapport de confiance s'établit. Les hommes de Belmokhtar laissent Lemine rencontrer leurs prisonniers, leurs chefs – jamais Belmokhtar en personne. Un jour, Lemine se retrouve avec un objet compromettant entre les mains : un disque dur externe. « Ils sont venus me chercher à l'hôtel pour une interview, et, en descendant de voiture pour me saluer devant l'entrée, Juleybib, qui tenait sa Kalachnikov par la bandoulière, a fait tomber un truc de sa djellaba. Je n'ai pas vu ce que c'était. De retour à l'hôtel, le soir, le gérant m'a dit : "Lemine, tu as perdu quelque chose." Il m'a remis un disque dur externe. » Un disque dur externe Samsung, avec sa pochette. Intact. Et bourré d'informations. Lemine file sans dire un mot dans sa chambre. « Je l'ai branché à mon ordinateur. C'était une

mine d'or. Il y avait cinq cents gigas de documents internes à l'organisation de Mokhtar Belmokhtar. »

Sur son écran s'affiche une véritable encyclopédie. Il consulte des documents officiels provenant d'Al-Qaïda mère, seule institution dont ils reconnaissent les « fatwas ». Le lien est prouvé : Belmokhtar et ses hommes n'obéissent plus à Droukdel, l'émir d'Aqmi, mais directement à Al-Zaouahiri, le numéro un d'Al-Qaïda après la mort de Ben Laden. Nous sommes début novembre 2012. La rupture officielle avec Aqmi est annoncée un mois plus tard. Dans un document retrouvé à Tombouctou au printemps 2013, et daté du 3 octobre 2012, des hauts dirigeants de la *choura* d'Aqmi cassent du sucre sur le dos du « Borgne » : ils lui reprochent sa trop grande indépendance parce qu'il ne répond plus au téléphone et boycotte des réunions à Tombouctou qu'il estime « inutiles ». Bref, l'état-major d'Aqmi s'exaspère : « [Il] ne veut suivre personne. Il ne veut qu'être suivi et obéi. » Ils déplorent aussi que l'enlèvement du diplomate canadien Robert Fowler et d'un collaborateur au Niger en 2008 n'ait rapporté « que » 700 000 euros. Ils lui reprochent enfin de ne pas avoir organisé d'opération d'envergure dans la région malgré les moyens mis à sa disposition. L'avenir leur apportera un cinglant démenti. Belmokhtar roule pour lui-même, et Lemine Ould M'Salem s'en rend compte, en consultant, à la barbe de ses hôtes, des documents ultraconfidentiels.

> « Il y avait aussi des fiches pratiques, du style : "comment résister aux interrogatoires ?", "comment résister à la torture ?", "comment fabriquer des explosifs ?", et des modes d'emploi pour savoir comment fonctionne tel ou tel type d'arme. Ça allait du couteau de cuisine à l'hélicoptère de combat Apache. »

Seul dans sa chambre d'hôtel, devant son ordinateur, Lemine Ould M'Salem sait qu'il s'est potentiellement mis dans une situation dangereuse. Un temps, il hésite : recopier ces fichiers sur son ordinateur pour les publier une fois de retour en France ? Sur ce disque dur, il se doute bien qu'il y a de quoi nourrir un petit Wikileaks à la sauce islamiste du Sahel. Le scoop paraît trop risqué.

> « Je me suis dit que je n'étais pas venu pour ça. D'abord, parce que, par principe, je ne prends pas quelque chose qui ne m'appartient pas. Ensuite, et surtout, parce qu'ils peuvent me choper n'importe où ! Ici, ou alors ils attendent que je revienne dans la région. À Bamako, ou même à Dakar… »

Lemine prend son téléphone. Il appelle Juleybib.

– Allô ? Tu as perdu quelque chose tout à l'heure à l'hôtel.

– OK. Je t'envoie quelqu'un pour le récupérer.

– Non, non, non ! Il faut que ce soit toi, je dois te parler.

Échaudé par son expérience au commissariat à son arrivée à Gao, Lemine a besoin d'avoir la garantie qu'il ne sera pas conduit directement au tribunal islamique pour être puni par un second couteau un peu trop diligent. « Je ne sais pas comment ces gens réagissent devant ce genre de situation. Il fallait que je parle à Juleybib lui-même. » Le jeune bras droit de Belmokhtar accepte. Il se présente dans le hall de l'hôtel. Lemine lui montre le disque dur :

– Ce disque, tu le connais ?

– Oui ! Oui ! C'est le mien !

Le jeune djihadiste semble étonné. Lemine garde son calme et poursuit son explication étape par étape : « Il est tombé quand tu es venu me chercher, et c'est Mohammed, le gérant de l'hôtel, qui me l'a remis tout à l'heure. »

Juleybib écoute, sans dire un mot.

– Je ne vais pas te mentir : je l'ai ouvert. Je ne te cacherai rien de ce que j'y ai vu.

Il lui énumère les documents, un à un. Juleybib est toujours silencieux, dans sa djellaba, chèche noir sur la tête et Kalachnikov à l'épaule.

– Donc, si ça vous met en danger, prenez vos dispositions. Et moi, si ce que j'ai fait m'a mis en danger, j'assume. Je suis prêt à partir avec toi au tribunal islamique, et à être jugé.

Juleybib s'exclame :

– Mais non ! Tu n'iras pas au tribunal. Heureusement que c'est tombé entre tes mains !

Lemine est rassuré. La sentence d'une main coupée pour vol ne s'abattra pas sur lui. Depuis le début, il avait senti chez Juleybib, le salafiste radical, une certaine capacité de discernement. Un rapport de confiance s'installe entre le djihadiste et le journaliste.

– Lemine, maintenant que je te connais, que je sais que tu es quelqu'un de bien, je vais te donner un cadeau.

– Quoi ?

– Tu vas voir ! Les gars de Nouakchott[15], je leur envoie souvent des trucs. Mais toi, je vais te donner quelque chose que je ne leur ai jamais donné.

– Justement, je voulais te dire… Moi, j'aimerais bien que tu me donnes des documents que tu n'as jamais diffusés. Des trucs exclusifs.

– Tu les auras.

Lemine Ould M'Salem a quitté Gao les mains vides. Ce n'est pas faute d'avoir insisté. « Je l'ai rappelé des dizaines de fois. À la limite du harcèlement. » Frustré, il ne se gêne pas non plus pour jouer sur la fibre mauritanienne et saharienne de son hôte :

> « J'ai évoqué la tradition, celui qui est accueilli quelque part ne repart jamais sans un cadeau. Il m'a dit : "Ne t'en fais pas." Mais il était très pris par ses activités de bras droit de Belmokhtar. Apparemment, c'était son chauffeur, son homme à tout faire, celui en qui il avait vraiment confiance. »

L'acte de naissance des « Signataires par le sang »

> « J'ai amené le borgne pour me tenir compagnie, il a ouvert son œil et m'a fait peur. »
>
> Proverbe algérien

Lemine Ould M'Salem est de retour à Paris le 18 novembre 2012. Trois semaines plus tard, le 8 décembre, il reçoit un SMS provenant d'un numéro de portable malien. « Dans le message, il y avait un lien hypertexte, rien d'autre. » Il copie le lien dans son navigateur Internet. Son système d'exploitation lui propose de télécharger une vidéo. Dans l'intitulé du lien de téléchargement, il est écrit « Abou Abbas ». Khaled Abou el-Abbas est l'autre nom de guerre de Mokhtar Belmokhtar. Et lorsque le téléchargement est achevé, l'homme le plus dangereux du Sahara apparaît sur son écran. C'est sa toute première apparition officielle. Le monde va découvrir le visage du « Borgne ». L'œil gauche en verre n'était pas une légende. Veste militaire kaki, turban noir enroulé autour de la tête et le long d'une barbe légèrement grisonnante, il se tient droit face à l'objectif, entre l'étendard noir du djihad et le canon de son fusil-mitrailleur. Il parle lentement et, pendant près de quinze minutes, menace les Occidentaux, la France en particulier, contre toute intervention au

Mali. Surtout, il officialise sa rupture avec Aqmi pour annoncer la création de son nouveau groupe, *El-Mouaguiine Biddam* : « Les Signataires par le sang ». Dans un premier temps, les chancelleries occidentales et les experts ont considéré la création de ce nouveau groupe comme une frasque. À l'époque, le collimateur est fixé sur son grand rival Abou Zeid, le geôlier des otages français d'Arlit. Belmokhtar est perçu comme un narco-djihadiste qui cherche à repositionner son image. L'assaut contre le site gazier de Tiguentourine révélera au monde la véritable vocation des Signataires par le sang : celle d'être un commando suicide, dont tous les membres ont juré de mourir en tuant. « Dans la vidéo, il précise bien que ses membres ont signé sur le Coran, ajoute Lemine Ould M'Salem. Vu leur mentalité, je pense que l'engagement suprême que peut prendre un musulman selon ce genre de groupe, c'est de jurer sur le Coran. Même si c'est une pratique déconseillée, voire réprouvée par beaucoup de théologiens musulmans. »

Lorsqu'il était à Gao, fin octobre 2012, Lemine Ould M'Salem pense avoir assisté aux prémices de ce nouveau groupe. Omar Ould Hamaha, le djihadiste à la barbe rousse, lui en avait en tout cas décrit toutes les caractéristiques. « Il m'avait dit : "Nous avons des centaines de moudjahidines triés sur le volet, prêts pour le martyr. Ils peuvent frapper partout, en Afrique, en Europe, aux États-Unis." » Aucun doute, quelque part dans le désert autour de la ville, l'entraînement du commando d'In Amenas était déjà en cours. « Juleybib m'a dit que l'opération se préparait depuis trois mois. » Belmokhtar a pensé son nouveau groupe comme une sorte d'unité des forces spéciales. Dont les membres sont d'abord recrutés sur la base du volontariat, puis sélectionnés sur différents critères. En premier lieu, pour Lemine Ould M'Salem, c'est le degré de fanatisme qui est déterminant :

> « À Gao, on m'a raconté que, quand une opération kamikaze est décidée, certains passaient des nuits entières à prier afin d'être choisis pour l'opération. Leur expression exacte est "ils tiennent la nuit". En espérant être sélectionnés pour le martyre. Dans leur logique, le djihad est une obligation divine exactement comme les cinq piliers de l'islam. C'est le sixième pilier. Ça vous donne une idée de la détermination de ces gens. »

Pour Tiguentourine, il estime qu'il y a eu environ deux cents candidats, pour trente-deux places. En septembre 2013, les Signataires par le sang ont publié une nouvelle vidéo, qui montre des membres du commando d'In Amenas, ainsi que celui du double attentat d'Agadez et d'Arlit, au Niger, le 25 mai 2013. Ils sont à l'entraînement. Belmokhtar apparaît avec l'un d'entre eux pour lui montrer comment se servir efficacement d'un lance-roquettes. Puis on voit ses fidèles l'enlacer pour lui dire adieu. Lemine Ould M'Salem a reçu de nombreuses autres vidéos, beaucoup plus détaillées, montrant les préparatifs, de véritables publireportages made in Al-Qaïda. Ce qui frappe, c'est leur nombre. Sur les vidéos, Lemine estime qu'ils sont entre trois cents et quatre cents individus à s'entraîner avec rigueur. Trois cents à quatre cents personnes qui ont vocation à être des bombes humaines.

> « Il faut voir les sourires qu'ils avaient juste avant l'attaque d'In Amenas. On les voit après l'entraînement. Ils rigolent entre eux, ils boivent du thé et font des parties de chasse à la gazelle. On les voit aussi courir, intercepter une bagnole, tirer vite, simuler des attaques, etc. Ils sont tous masqués. Sauf

> ceux qui sont déjà fichés, et qui laissent apparaître leur visage. »

Belmokhtar le premier. Depuis In Amenas, il a rejoint le club très fermé des terroristes internationaux recherchés contre récompense par les États-Unis. Le programme « Reward for Justice » du Département d'État promet jusqu'à cinq millions de dollars pour celui qui livrera des informations pouvant conduire jusqu'à Belmokhtar. Une consécration, même s'il lui reste des échelons à gravir. Le mollah Omar est « *wanted* » pour dix millions de dollars. Et la tête d'Ayman al-Zaouahiri, le successeur de Ben Laden, est mise à prix pour vingt-cinq millions de dollars. Mais la notoriété n'empêche pas de prendre des précautions.

> « Même Juleybib, quand je l'avais au téléphone, j'entendais toujours du bruit autour de lui, des gens. Il savait qu'il pouvait se faire localiser avec son portable : tout le monde a son numéro ! Alors, la parade, c'était de se mélanger à la population pour ne pas être une cible. »

Mais ce sont des renseignements fournis par cette même population du nord-Mali qui ont permis aux militaires français de remonter jusqu'au bras droit de Belmokhtar. Cela a abouti à l'élimination de Juleybib par un raid aérien qui a détruit son 4 × 4 dans la nuit du 14 novembre 2013.

Pour faire partie de la brigade des Signataires par le sang, il ne suffit pas de prouver son aptitude à être un parfait kamikaze illuminé. Il faut aussi apporter son réseau, ses connaissances. Les Mauritaniens s'illustrent par exemple par leur savoir théologique[16]. D'après les déclarations de Mohamed Ould M'Balla recueillies par la

DCRI, la « référence théologique » du groupe de Belmokhtar est un certain Abou Zaynab, un Mauritanien de vingt-six ans. « Les Sahariens en général, et plus particulièrement les Mauritaniens ont une réputation d'être théologiquement plus solides, explique Lemine. Localement, il y a une très ancienne tradition de savoir islamique en Mauritanie. C'est le cas en Mauritanie comme dans le nord du Mali ou le sud de l'Algérie. Il y a une tradition quotidienne, familiale, n'importe quel enfant passe forcément par l'école coranique et, avant un certain âge, il doit avoir une certaine maîtrise des grands textes théologiques. Dans ma région, n'importe quel gamin ou jeune fille, même si c'est un futur médecin ou agrégé de philo, son éducation commence comme ça. Ce qui n'est pas le cas d'un Algérois, d'un Casablancais ou même d'un Cairote. » Pour lui, c'est même l'un des facteurs qui expliquent la prise de distance de Belmokhtar ou du groupe malien Mujao avec les émirs d'Aqmi qui sont tous du nord de l'Algérie.

> « Ils leur reconnaissent certainement une antériorité dans la lutte islamiste, mais ils en avaient marre du leadership des Algériens. »

Tahar, le prof de maths devenu djihadiste

Pour l'attaque d'In Amenas, l'homme clé s'appelle Lamine « Tahar » Boucheneb. De cette *katiba*, qui jure sur le Coran de mourir en martyr, c'est l'un des plus âgés. Il n'a pas vraiment le profil du Saharien désœuvré ou du « loup solitaire » européen qui

rejoint les camps d'entraînement pour se former au djihad. Lamine Boucheneb est un homme d'une cinquantaine d'années, né à Ouargla, à moins de huit cents kilomètres au sud d'Alger. Sa famille est modeste, ses parents sont très religieux, ce qui n'a rien d'original dans le Sahara. Il aurait été professeur de mathématiques[17] avant de se lancer dans l'activisme politique.

D'après la DCRI, son mouvement, créé en octobre 2007 avec son frère Youcef, s'appelle d'abord « Mouvement des fils du Sahara », avant d'être rebaptisé « Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique » (MFSJI). D'autres sources parlent de « Mouvement pour l'autonomie du Sud ». Sa revendication première est sociale. Dans le Sud algérien, ce n'est pas difficile. La région est à la fois la plus riche, de par son sous-sol, et la moins développée du pays. Régulièrement, les villes du Sud comme Illizi ou Ouargla sont secouées par des émeutes de demandeurs d'emploi. Le chômage, des jeunes en particulier, est endémique. Il s'agit d'obtenir que le gouvernement algérien forme les jeunes de sa région, afin qu'ils puissent accéder à des emplois dans les filiales des entreprises pétrolières installées dans le désert, à commencer par la Sonatrach, à In Salah, par exemple, ou à In Amenas. La politique de l'entreprise publique était de ne recruter que des Algériens du Nord, mieux formés à ces métiers.

> « L'écrasante majorité des gens du Sud se sentent des Algériens de seconde zone, ajoute Lemine Ould M'Salem. Lamine Boucheneb est de ceux-là. »

Pendant la prise d'otages de Tiguentourine, entre le mercredi 16 et le jeudi 17 janvier 2013, où il est tué, plusieurs témoins l'entendent tenir un discours de cette teneur. Il explique aux

Algériens qu'il croise toute sa rancœur contre la *hogra* (« mépris »), exercée par la bureaucratie à son encontre, alors qu'il voulait créer son entreprise[18]. Tout en soignant sa blessure, Yann Desjeux l'écoute poliment discourir sur les différences Nord/Sud, l'injustice que subissent les musulmans.

Comment ce professeur de maths aux idées plutôt de gauche a-t-il pu glisser dans l'islamisme radical ?

> « De la même manière que les rebelles touaregs du nord du Mali qui ont quitté leur mouvement d'origine pour aller intégrer Aqmi, le Mujao ou Ansar ed-Dine, répond Lemine Ould M'Salem. Il y a un effet d'opportunité : ils les trouvent plus efficaces. Et ensuite, en revanche, il y a un endoctrinement. Iyad Ag Ghali [le chef d'Ansar ed-Dine] est un ancien chef rebelle, ancien diplomate, notable connu dans toute la région, mais il est devenu salafiste après l'âge de cinquante ans. »

Lamine Boucheneb n'est pas un Touareg. C'est un Arabe du Sud algérien, mais ses idées ont un écho qui va au-delà des différences entre communautés. Et très vite en tout cas, il adopte des moyens violents et spectaculaires pour faire entendre ses revendications. Le 8 novembre 2007, à l'aéroport de Djanet (Sud-Est algérien), il manque d'un cheveu de faire exploser au lance-roquettes un avion de la compagnie nationale Air Algérie au décollage. À l'époque, déjà, le groupe était très bien informé sur le fonctionnement et les failles éventuelles de la sécurité de l'aéroport. À l'époque, aussi, le groupe était très bien armé. Les articles de la presse algérienne soupçonnaient alors la Libye de Kadhafi de soutenir en sous-main le mouvement. Boucheneb a bien d'autres mentors dans la région. Et

en premier lieu les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. D'après Laurence Aïda Ammour, sociologue spécialiste de la criminalité dans la zone saharo-sahélienne, le basculement s'opère fin 2011 :

> « En octobre, le MFSJI avait signé un cessez-le-feu avec le gouvernement, mais l'arrestation de certains de ses militants avait mis fin à cet accord. Du coup, l'organisation avait décidé de reprendre ses activités et quelques-uns de ses combattants avaient même rejoint la brigade […] d'Abou Zeid. Ce dernier et Mokhtar Belmokhtar avaient décidé d'équiper le MFSJI en armes et en explosifs et d'assurer l'entraînement de nouvelles recrues pour l'exécution d'attentats terroristes en Algérie […]. »[19]

En septembre 2011, Lamine Boucheneb poste une vidéo sur YouTube où il annonce son intention de reprendre les armes et de s'installer dans le nord du Mali. D'après la DCRI, il serait le « beau-frère de Belmokhtar ». Famille, quand tu nous tiens. Il intègre la *choura*, l'état-major de la *katiba* des Enturbannés, et, lorsque l'opération d'In Amenas baptisée « Abderrahmane al-Mauritani » (du nom d'un proche de Belmokhtar tué au Mali) est décidée, c'est lui qui est choisi pour la mettre en œuvre. L'« enfant du pays » Boucheneb peut alors s'appuyer sur sa connaissance du terrain, faire jouer ses réseaux. À Ouargla, sa ville natale, il fait embaucher l'un de ses neveux dans une société de transport de marchandises sous-traitante de BP. Selon les services de renseignement algériens du DRS, cette entreprise appartenait au frère d'Abou Zeid. Les renseignements français indiquent par ailleurs qu'en 2012 le groupe de Boucheneb « se serait également implanté en Libye où il aurait

procédé à ses recrutements et à des acquisitions d'armes ». Durant son périple depuis la ville malienne d'Aguel'hok jusqu'à In Amenas, le commando a fait une halte assez longue en territoire libyen, où il a été rejoint par une autre partie des combattants. Car, de l'autre côté de la frontière algérienne, à quelques dizaines de kilomètres d'In Amenas, la Libye, en plein chaos, est devenue la terre d'élection des djihadistes de toute la région.

Mars 2013. Dans la région de Ghat, frontière libyenne

Le sergent-chef Ibrahim Abakada est un homme bien démuni. Son visage buriné par les conditions extrêmes que lui inflige le désert est entouré par un chèche couleur blanc cassé. Lorsque, en mars 2013, le journaliste de *Paris Match* François Delabarre rencontre ce garde-frontière membre de la *katiba* touarègue de Ténéré, appelée « brigade du Sahara », l'homme lui raconte spontanément un très mauvais souvenir : la journée du 16 janvier 2013. Un parfait exemple de la porosité des frontières dans cette région, qui se trouve être le sujet de l'enquête du journaliste. Ce jour-là, le sergent-chef Ibrahim Abakada a compris qu'un commando lourdement armé venait de lui passer sous le nez. Encore un. En sept mois de présence sur ce poste sisyphéen, il a aussi vu passer « des clandestins, des contrebandiers, des trafiquants ». La plupart du temps, les véhicules sont armés. Tradition saharienne. Et ils sont mieux armés que les trente gardes-frontières qu'il a sous ses ordres. Trente hommes. Cinq voitures. Un téléphone. Et mille kilomètres de

frontière à surveiller. « Un seul téléphone, pour toute la région, c'est n'importe quoi ! »

Au lendemain de l'attaque, il se rend à Sebha, la grande ville du Sud libyen, capitale de la région frontalière et désertique du Fezzan. « Nous n'avons quasiment aucun moyen pour travailler. Après la prise d'otages d'In Amenas, ils ont donné deux voitures. »

Le sergent-chef a beau connaître comme sa poche les pistes de ce coin de Sahara, et vous citer une flopée de noms de villages sahariens qui n'apparaîtront jamais sur Google Maps, il ne sait toujours pas par où les terroristes ont pu passer. « Personne ne peut le dire. Il y a des routes de partout. Entre Haa et Timbeka, il y a des pistes qui passent du côté du territoire algérien. Le Sahara est ouvert ! Peut-être qu'ils sont partis de Ghadamès[20], d'Aalaouinat pour aller à In Amenas. On ne sait pas. » Personne ne sait par où le groupe de « Tahar » Boucheneb est sorti de Libye. En revanche, nul n'ignore leur point d'entrée dans le pays.

La passe de Salvador

À partir du poste-frontière d'Anay, où est posté le sergent-chef Abakada, l'une des pistes conduit à un carrefour de tous les trafics, de toutes les contrebandes, de tous les djihadistes : la passe de Salvador. Ici se croisent les frontières libyenne, nigérienne et algérienne. Pour un Occidental, c'est un trou noir, la garantie à peu près totale de se faire kidnapper. Pour un convoi de pick-up lourdement armés d'Al-Qaïda, la passe du Salvador est un lieu de transit d'un sanctuaire à un autre. Au déclenchement de l'opération Serval, et même avant, beaucoup de cadres d'Aqmi ont commencé à fuir le nord du Mali pour rejoindre la Libye. « Belmokhtar en

personne y est allé pour acheter des armes », précise Lemine Ould M'Salem, qui tient ses informations de l'entourage du Borgne. Et, début janvier 2013, le convoi de Boucheneb remonte du Niger par cette même passe de Salvador. La frontière algérienne est à quelques encablures, mais pas question d'y pénétrer maintenant. In Amenas est encore à près de huit cents kilomètres au nord. Le but du jeu est d'y entrer au tout dernier moment et de parcourir la distance la plus courte possible en territoire algérien pour atteindre sa cible.

Mais, aux yeux du groupe de Belmokhtar, la Libye n'offre pas seulement des pistes sécurisées, dépourvues de toute surveillance. C'est un sanctuaire. Outre les armes de Kadhafi, éparpillées dans tout le Sahara, qui ont permis aux islamistes de conquérir le nord du Mali pendant l'hiver 2012, Mokhtar Belmokhtar y a aussi des alliés. Et selon plusieurs spécialistes, les complicités s'opèrent à un certain niveau.

L'étrange *katiba* « 315 »

Difficile de trouver plus inclassable que Samuel Laurent. L'auteur de *Sahelistan*, livre paru en mai 2013[21], n'est ni journaliste, ni diplomate, ni même membre des services de renseignement d'aucun pays. Sur la quatrième de couverture de son livre, il est « dépêché en Libye au début de l'année 2012 par un groupe d'investisseurs asiatiques » qui veulent tâter le pouls du pays, tout juste débarrassé de son tyran. Chaque époque a ses aventuriers, même si la nôtre a parfois du mal à les comprendre. En tout cas, Samuel Laurent est l'un des rares Occidentaux, sans doute le seul pendant cette période, à s'enfoncer aussi loin dans le Sud libyen et à approcher les bastions djihadistes de l'Est.

Quelques semaines après l'attaque d'In Amenas, il se trouve dans la ville d'Oubari, fief historique des Touaregs libyens, communauté qui n'a pas la citoyenneté du pays, mais sur laquelle Mouammar Kadhafi s'est longtemps appuyé. Ici, d'après Samuel Laurent, entre « cinq cents et sept cents » combattants islamistes seraient récemment remontés du nord du Mali. Comme partout dans le pays, la sécurité est assurée par des *katiba*, plus ou moins importantes en nombre et en armes – certaines contrôlent des régions entières, d'autres un pâté de maisons – et plus ou moins reconnues ou alliées au gouvernement de transition, qui siège à Tripoli. À Oubari, l'une des principales brigades est la *katiba* « 315 ». Son fondateur, le cheikh Ahmed, possède une école coranique dans la ville. Il est décrit comme un religieux salafiste, proche d'Al-Qaïda. Un des interlocuteurs de Samuel Laurent relate une rencontre entre le cheikh Ahmed et un certain… Abou el-Barâa al-Jazairi, l'un des trois meneurs du commando d'In Amenas ! D'après lui, cela s'est passé « dans une maison sûre appartenant à la brigade […]. Une grande bâtisse bleu clair qui servait à je ne sais quelle administration avant la chute de Kadhafi. Je commençais à croire que Mokhtar Belmokhtar voulait installer son nouveau quartier général en Libye ».

D'après l'ouvrage, les hommes du commando se trouvaient dans le Fezzan depuis des semaines. Ils sont signalés régulièrement plus au nord, dans la région du « Wadi al-Shaati ». « C'est une zone frontalière avec l'Algérie, très instable depuis la révolution et traditionnellement acquise à Kadhafi […]. » L'interlocuteur de Samuel Laurent dessine l'itinéraire très probable des terroristes :

> « J'entendais parler d'eux à Brak, à Quttah, à Timssen, puis à Aïwinate et de nouveau à Timsen ou à Adiri…

– Désolé, mais je ne connais pas la plupart de ces villes.
– Normal, il ne s'agit que de minuscules bourgades perdues le long d'une route qui se termine en cul-de-sac. Le Wadi al-Shaati se présente sous la forme d'une longue vallée montagneuse qui s'étend sur quatre-vingts kilomètres à l'ouest de Brak. Ensuite, lorsqu'on arrive à Adiri, les rochers cèdent la place au désert pendant des centaines de kilomètres, jusqu'à l'Algérie. Ce désert, seuls les Touaregs peuvent vous le faire traverser. Et devinez ce qui se trouve en face ?
– In Amenas ?
– Exact ! »

La *katiba* 315 démentira son appartenance à Al-Qaïda ou son soutien à quelque groupe terroriste que ce soit. Certains habitants continuent d'affirmer le contraire, et soutiennent que leurs hommes installent de véritables camps d'entraînement pour djihadistes dans la région. Mais, le 23 octobre 2013, Alger sort du bois pour s'inquiéter, à son tour, de la présence de ces « milices » pour garder les frontières.

Selon le quotidien algérien *El Watan*, qui cite des sources militaires algériennes, c'est l'enlèvement, en octobre 2013, du Premier ministre Ali Zeidan qui a changé la donne. Les rares forces régulières présentes à la frontière entre la Libye et l'Algérie se sont retirées pour venir renforcer la sécurité à Tripoli et à Benghazi. Immédiatement, des milices touarègues apparemment salafistes et des tribus de Zentan les ont remplacées. Alger craint le pire. Les djihadistes qui ont attaqué In Amenas sont venus par cette frontière. D'autres peuvent revenir. D'après *El Watan*, en octobre 2013, 20 000 militaires sont déployés tout au long de sa frontière avec la Libye et

avec la Tunisie, où d'autres islamistes mènent depuis des mois des batailles meurtrières dans le mont Chaâmbi contre des militaires tunisiens.

En juillet 2012, lorsque Laurent Fabius plaidait auprès de l'ONU pour qu'elle adopte en urgence une résolution sur le Mali, alors occupé, dans le nord, par les islamistes, il avait inventé l'expression « Sahelistan ». Il est clair que le Sahelistan s'est déplacé au nord. Longtemps, les États de la région, Algérie en tête, pensaient contenir les combattants de la nébuleuse d'Al-Qaïda dans les no man's land du Sahel. Les voici qui gangrènent aujourd'hui la Libye, menacent l'Algérie, fragilisent la Tunisie. Ce n'est plus le Sahara qui est touché, mais le cœur du Maghreb.

---

1. Sahara Médias est une agence de presse mauritanienne par laquelle transitent régulièrement des communiqués et des vidéos d'Aqmi, et plus généralement des groupes djihadistes de la région.
2. *Libération*, *Paris Match*, *Sud-Ouest*, la chaîne France 24 notamment.
3. Qui signifie « migrant » en arabe.
4. L'arsenal laissé sur place par les terroristes a été exposé par l'armée aux journalistes, algériens pour la plupart, qui ont pu venir filmer les lieux après le dénouement de l'attaque, le samedi 19 janvier.
5. Entretien avec Walid Berrissoul.
6. Cité dans l'ebook de *Paris Match*, « Terreur en Algérie, histoire d'un massacre », janvier 2013.
7. *Le Monde*, 25 mai 2010.
8. L'insurrection du GIA, qui visait à prendre le contrôle de l'État algérien, avait calqué son organisation territoriale sur celle du FLN algérien pendant la guerre d'indépendance. La *wilaya* est une division administrative.
9. Juliette Hanrot, *La Madone de Bentalha, histoire d'une photographie*, Armand Colin, 2012.
10. Les « *takfiri* », terme qui signifie littéralement « excommunication », sont adeptes d'une idéologie radicale qui considère les musulmans ne partageant pas leur point de vue comme des apostats et donc des cibles légitimes pour leurs attaques.

11. Serge Daniel, *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Fayard, 2012.
12. Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux*, La Découverte, 2013.
13. Ansar ed-Dine, qui signifie « Défenseurs de l'islam », est un groupe islamiste dirigé par le Malien Iyad Ag Ghali, un des principaux chefs de la rébellion touarègue dans les années 1990. Ce groupe est apparu en mars 2012 pour occuper le nord du Mali.
14. La tradition.
15. Deux agences mauritaniennes servent de relais médiatique aux communiqués des groupes islamistes de la région : Sahara Médias et ANI, Agence Nouakchott Information. Pendant la prise d'otages de Tiguentourine, tous les bilans provenaient de ces deux sources.
16. Hacen Ould Lebatt, « Introduction à la généalogie d'Aqmi », revue *Défense nationale*, mai 2011.
17. . « Terreur en Algérie, histoire d'un massacre », *Paris Match*, janvier 2013
18. *Ibid.*
19. Laurence Aïda Ammour, « L'Algérie et les crises régionales : entre velléités hégémoniques et repli sur soi », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles, avril 2013.
20. Ghadamès est une ville libyenne située entre la frontière algérienne et l'extrême sud de la Tunisie.
21. Samuel Laurent, *Sahelistan*, Seuil, 2013.

CHAPITRE 4

Les vieux démons

Tiguentourine, entre l'usine et la base de vie, jeudi 17 janvier, vers 14 heures

En l'espace d'une minute, Stephen McFaul a frôlé la mort à quatre reprises. Ces soixante secondes sont gravées à jamais dans sa mémoire comme un instant qui lui a paru à la fois une éternité et une fulgurance. La première fois qu'il a vu sa fin arriver, c'est quand le 4 × 4 Land Cruiser qui roulait à toute vitesse sur la piste entre la base de vie et l'usine de Tiguentourine s'est trouvé sous le feu nourri d'un hélicoptère de l'armée algérienne. La deuxième fois, c'est lorsque le véhicule, miné à l'explosif Semtex et conduit par un fou d'Allah, a fait des tonneaux pour finir sur le toit. La troisième fois, c'est quand, tentant de s'extraire de la voiture accidentée, il a vu le terroriste canadien du commando, Xristos Katsiroubas, essayer d'appuyer sur le détonateur du cordon d'explosifs qu'il avait autour du cou. La quatrième fois, c'est lorsqu'il a couru dans le désert, sous les balles de l'hélicoptère Mi-24 qui pourchassait le convoi rempli d'otages et de terroristes.

> « J'ai été le premier à réussir à m'extraire. J'ai pu me glisser par la vitre arrière, qu'un des terroristes avait brisée pour faire sortir le canon de sa mitrailleuse lourde[1] […]. Ce dernier avait perdu connaissance. Une fois dehors, l'hélicoptère faisait des cercles au-dessus de moi et… me tirait dessus ! Il me tirait dessus directement ! J'ai commencé à courir. Je pouvais voir les balles taper le sol, et le sable se projeter en l'air. Je leur faisais des grands signes avec les bras pour leur faire comprendre que j'étais un otage et pas un terroriste. Au bout de cinquante mètres, je me suis jeté au sol. L'hélicoptère continuait à tirer dans ma direction. Les balles m'envoyaient de la poussière et du sable dans le visage. L'hélicoptère s'est éloigné. J'ai pu me relever, et là, j'ai vu les deux autres otages qui étaient avec moi dans le véhicule accidenté : Iain Adamson et Nick Hitch. L'hélicoptère est alors revenu sur nous et a tiré à nouveau, mais moins intensément, peut-être deux ou trois balles. Puis il est reparti. »

Ce témoignage, digne de la séquence de l'attaque de l'avion sur Cary Grant dans *La Mort aux trousses* d'Alfred Hitchcock, illustre la brutalité de l'assaut de l'armée algérienne.

Stephen McFaul parle avec ce fort accent, fier et chaleureux, qu'on ne trouve qu'en Irlande du Nord. Il a retrouvé la terre qui l'a vu naître en plein tourment, et qui s'est aujourd'hui assagie. Il a retrouvé son village, à quelques kilomètres de Belfast, où c'est déjà la campagne verdoyante et où « protestants et catholiques vivent maintenant ensemble, dans la même rue ». Il a retrouvé sa femme, Angela, et ses deux « *boys* », deux têtes rousses, Dylan et Jake. À Tiguentourine, ce 17 janvier 2013, c'est eux qu'il a appelés en

premier : « *I'm free ! Love ! I'm free !* » Stephen McFaul est un homme chanceux. Ce jour-là, il a échappé à un piège mortel, pris entre le fanatisme suicidaire des hommes de Belmokhtar et la violence sans concession ni discernement, parfois, de l'armée algérienne. Car il n'y a pas eu que l'assaut de l'hélicoptère. « À de nombreuses reprises, nous aurions pu être tués par l'armée », explique McFaul. Au cours de la matinée du jeudi, le groupe des otages, tenu en joue par les terroristes, a été la cible d'une première attaque à l'arme lourde. L'hélicoptère des forces spéciales du Groupement d'intervention spécialisé (GIS), le « GIGN algérien », cherche à abattre le meneur, Lamine Boucheneb, dit « Tahar ». Après le bruit et le fracas, les otages lèvent la tête et découvrent un trou de près d'un mètre de diamètre dans un mur. Du gros calibre, tiré d'un hélicoptère, le Mi-24 Super-Hind, conçu par les ingénieurs soviétiques pour abattre des véhicules blindés. Stephen McFaul assène : « Il est clair que la priorité de l'armée était de préserver leur intérêts, pas la vie des otages. » Plusieurs anciens otages partagent aujourd'hui cette amertume vis-à-vis des méthodes de l'armée algérienne. D'autant que cette dernière n'a jamais répondu à leurs interrogations. Elle n'a jamais livré officiellement sa version précise des faits. Un an après le sanglant dénouement de cette prise d'otages, le soupçon selon lequel plusieurs otages seraient morts directement du fait des assauts des militaires est toujours présent.

Les hélicoptères ont-ils tiré des missiles ?

Lorsque Lamine Boucheneb et Abou el-Barâa décident de faire monter les otages dans les six 4 × 4 Toyota Land Cruiser pour les emmener à la base de vie, les autres membres du commando comprennent que l'heure fatidique est arrivée. L'opération-suicide a commencé. Plusieurs terroristes, dont le Canadien Xristos Katsiroubas, installent des explosifs à l'intérieur des véhicules. Des otages assistent, mortifiés, aux accolades des djihadistes se disant adieu. Aucun des six véhicules n'arrivera à destination. Deux ont été fauchés par une pluie de balles, qui ont fini par les retourner. Quatre ont explosé. Sur les quarante victimes parmi les otages de Tiguentourine, vingt-six ont trouvé la mort dans ce convoi. Comment les voitures ont-elles explosé ? Le rapport commandé par la compagnie norvégienne Statoil se montre prudent. L'origine de l'explosion des véhicules n'est pas précisée. Semtex placé à bord des 4 × 4 ? Missiles tirés par les hélicoptères, tuant du même coup terroristes et otages ?

Les trois survivants du convoi que j'ai interrogés, Stephen McFaul, Nick Hitch et Iain Adamson, n'ont pas le souvenir d'avoir été témoins de tirs de missiles. Officiellement, l'Armée nationale populaire algérienne garde le silence sur l'opération. Il faudra attendre le lundi suivant, le 21 janvier, pour que le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, donne une conférence de presse au cours de laquelle il décrira l'attaque des hélicoptères en des termes pour le moins sibyllins : « Il y a eu une réponse forte de la part de l'armée, et trois voitures ont explosé. »

Sur Internet, en revanche, l'information a circulé beaucoup plus vite, et avec une foultitude de détails. Dès les premières heures de la

crise, des récits très précis et très documentés du déroulement des opérations militaires ont été publiés. Le vendredi 18 janvier, à 15 h 23, alors que la prise d'otages n'est pas terminée, le blogueur « Secret Difa3 » livre déjà tous les détails de l'attaque du convoi. Il décrit « les puissantes caméras » de l'hélicoptère Mi-24 qui survole une colonne de cinq 4 × 4 en fuite. Il raconte ensuite l'opération par le menu : « L'officier d'armement reçoit l'ordre de détruire le convoi. Le terrain s'y prête, il n'y a aucune installation sensible à proximité ni regroupement de civils. » À part les civils regroupés à l'intérieur des véhicules… « Le Super-Hind tire deux, puis trois missiles à guidage laser Ingwee sur les trois véhicules de queue qui explosent sur-le-champ. Pris de panique, ne voyant pas la provenance des tirs, les terroristes de tête se font exploser. »

Bien que très précise, cette version ne recoupe pas totalement celle du rapport Statoil. D'abord parce qu'il n'y a pas cinq, mais six véhicules[2] ; ensuite, parce que le déroulement décrit par les enquêteurs qui travaillaient pour le compte de l'entreprise norvégienne n'est pas le même. D'après leur version, le second véhicule n'a pas explosé. Officiellement, l'armée algérienne n'a pas démenti ni confirmé avoir tiré des missiles sur les convois d'otages.

L'armée algérienne est-elle sans voix ?

On ne sait pas grand-chose sur « Secret Difa3 ». Le blogueur algérien serait informaticien de profession et proche de « plusieurs officiers de l'armée algérienne ». Rien de surprenant dans le fait que « Secret Difa3 » se soit fait raconter tout l'assaut de Tiguentourine par un gradé bien informé. « Ils ont toujours fait comme ça », observe le réalisateur algérien Malik Aït Aoudia, fin connaisseur de

l'institution militaire algérienne. « À Alger, il y a quelques journalistes qui s'assoient régulièrement dans le bureau d'un haut gradé, qui prennent des notes et qui publient l'histoire telle quelle », raconte un diplomate. Jusqu'à présent, l'armée algérienne faisait passer ses messages et sa version de faits par voie de presse. Dans les journaux algériens, on trouve des « sources sécuritaires » à toutes les pages. Aujourd'hui, certains blogueurs semblent être devenus à leur tour des vecteurs de communication privilégiés. L'élite de l'armée algérienne, que l'on dépeint souvent comme étant composée de généraux antédiluviens, sait s'adapter à l'époque, plus que l'on ne l'imagine ! D'après la lettre d'informations *Maghreb Confidentiel*, l'Armée nationale populaire (ANP) a même organisé « un colloque restreint sur les stratégies à adopter sur Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux ». C'était les 3 et 4 juin 2013 au Cercle national de l'armée d'Alger. Ce séminaire s'est tenu en présence d'officiers du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), et les hauts gradés ont notamment planché sur « l'étude des commentaires et des débats suscités sur le Web par la réaction musclée de l'ANP suite à la prise d'otages massive d'In Amenas ». Il serait question d'accroître la présence de l'armée sur les réseaux sociaux, avec notamment la création d'une page Facebook, voire d'une « web TV » et d'une « web radio ». Mais, durant les trois jours qu'a duré l'attaque, l'armée algérienne s'est surtout illustrée par son silence. Alors que, le 18 janvier, des internautes algériens écrivent des commentaires enflammés à la suite du billet de « Secret Difa3 »[3], les chancelleries concernées par la prise d'otages ne disposent d'aucune information officielle. « C'était : laissez-nous faire, et après on vous répond », résume un diplomate français qui était en première ligne, au Quai d'Orsay, pendant toute la crise. Dans les salles de rédaction parisiennes, les journalistes ne disposent que des bilans donnés par

les preneurs d'otages eux-mêmes, trop heureux d'occuper l'espace médiatique.

En menant l'assaut de Tiguentourine, l'Algérie a mis dix pays devant le fait accompli. À Londres, au 10 Downing Street, David Cameron est furieux. Dès l'annonce de l'assaut, il demande à ce qu'on lui passe le Premier ministre algérien. La veille, il avait demandé expressément à être prévenu avant que toute action militaire soit envisagée par les Algériens. C'était la ligne de conduite adoptée par plusieurs pays concernés par la prise d'otages massive, dont le Japon. À Tokyo, le chef du gouvernement, Shinzo Abe, convoque même une conférence de presse. Il qualifie de « très regrettable » l'assaut de l'armée. Seule la France, engagée dans l'opération Serval depuis cinq jours, s'efforcera de taire ses critiques. Un mot d'ordre qui s'avérera payant.

> « Jusqu'à In Amenas, explique-t-on au Quai d'Orsay, l'Algérie nous ouvrait son espace aérien pour aller au Mali, mais au compte-gouttes. Il fallait demander une autorisation pour chaque vol. Après In Amenas, l'autorisation de survol est devenue permanente, ils ont pleinement accepté de jouer le jeu. Sans doute aussi parce qu'ils se sont aperçus de leurs propres failles vis-à-vis des islamistes qu'ils pensaient contenir au Sud. »

Étrange communication que celle de l'armée algérienne. Pas de conférence de presse, pas d'interview, pas vraiment de porte-parole. « Il y en a un. Le poste existe. Mais il attend qu'on lui dise de parler ! » plaisante un Algérien de Paris. L'armée possède en revanche… une revue mensuelle, *El Djeich*. Et dans ses colonnes, la gazette de la « grande muette » prend des positions aux accents très

nationalistes. Pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas prévenu les pays concernés par la prise d'otages ? La réponse est dans l'éditorial de son édition de février 2013, et elle est sans détour : « L'Algérie a agi sans consultation ni concertation aucune pour que nul n'intervienne dans les affaires internes du pays. » Le détournement, en décembre 1994, de l'Airbus d'Air France reliant Alger et Paris, qui s'était terminé par l'intervention du GIGN français sur le tarmac de l'aéroport de Marseille-Marignane, est un épisode encore très mal digéré. Dès les premières heures après la prise de contrôle du complexe gazier par les terroristes, la Grande-Bretagne, qui possède un grand nombre de ressortissants sur place, avait proposé son aide. Et la revue rappelle la ligne de conduite officielle :

> « Pas de négociation avec les terroristes, afin que les criminels ne se transforment pas en négociateurs. »

Cette règle trouve son origine dans les sanglantes années 1990. Et, à In Amenas, elle est appliquée avec d'autant plus de vigueur que les généraux à la manœuvre sont les mêmes qui ont mené la guerre aux terroristes du GIA pendant cette décennie « de sang et de larmes ».

Le retour des généraux de la décennie noire

Le jeudi 17 janvier 2013, en fin de matinée, l'état-major installé au poste de contrôle « VCP1 », situé à quelques centaines de mètres de la base de vie, attend l'arrivée des forces spéciales. Ces forces

spéciales, ce sont les « ninjas », les hommes du Groupement d'intervention spécial, le GIS. Un détachement arrive d'Alger, un autre, de Tamanrasset, la grande ville du Sud algérien. Deux hélicoptères Mi-24 Super-Hind font partie du dispositif. Et l'homme qui prend la main sur l'organisation de l'assaut est tout simplement le numéro deux du très puissant DRS, le général Athmane Tartag, dit « Bachir »[4].

Son arrivée coïncide avec l'offensive de plus en plus intense des militaires sur les terroristes retranchés à l'intérieur de la base de vie. Durant les premières heures, les gendarmes et les officiers des quatrième et sixième régions militaires[5] avaient plutôt joué la carte des pourparlers. Des notables arabes et touaregs des environs avaient même été mis à contribution pour établir un contact. Avec Tartag, cette option n'est plus de mise. « C'est un dur, il fait partie de ceux qu'on appelle les "généraux éradicateurs". Pas d'entente, pas de compromis, pas de négociation », précise Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de la DGSE au début des années 2000. Est-ce Tartag qui a appelé, à Gao, l'un des bras droits de Belmokhtar, pour le sommer de mettre fin à la prise d'otages ? D'après Lemine Ould M'Salem, un général algérien aurait téléphoné à Juleybib, plusieurs heures après le début de la prise d'otages. « Il lui a dit : "Bon maintenant, vous relâchez tout le monde, sinon, je fais tout péter !" » Pour le réalisateur Malik Aït Aoudia, qui l'a rencontré, ce coup de sang ne ressemble pas forcément au personnage : « C'est plutôt un animal à sang froid. Un joueur d'échecs à la voix douce. » Quoi qu'il en soit, à In Amenas, les ordres de « Bachir », surnommé parfois « le Bombardier », sont clairs : éliminer le meneur, ne pas laisser les terroristes s'échapper avec les otages, empêcher l'explosion de l'usine. La manière forte l'a emporté.

Né en 1939, Athmane Tartag a forgé sa réputation de faucon « éradicateur » au cœur de la décennie d'insurrection islamiste. Dès 1990, il est le patron du Centre principal militaire d'investigation (CPMI) de Ben Aknoun, à cinq kilomètres au sud d'Alger. Pour certains, ce nom évoque le pire centre de torture de la guerre civile algérienne. Au cours de cette période, le nombre de disparus est estimé entre 7 000 et 10 000 personnes, islamistes ou civils. Une grande partie aurait transité par Ben Aknoun. Il existe des témoignages, mais pas de chiffres exacts, pas de preuves, pas d'enquête car, depuis 1999, des lois d'amnistie couvrent islamistes comme militaires[6]. La « *rahma* », le pardon en arabe, absout nombre d'officiers, accusés d'avoir commis des exactions pendant les années noires.

Pour d'autres, Athmane Tartag est le meilleur spécialiste de la lutte antiterroriste de son pays. Malik Aït Aoudia, réalisateur de plusieurs documentaires sur l'Algérie – dont un qui contredit l'hypothèse d'une implication des forces de sécurité algériennes dans l'assassinat des moines de Tibhérine en 1996 –, retient surtout les succès enregistrés par Tartag. « Il faut se souvenir que c'est lui qui a démantelé le FIDA[7]. Rappelez-vous : c'était eux qui étaient derrière l'assassinat de beaucoup de gens de l'élite en Algérie. Les juges, les journalistes, les intellectuels tombaient les uns après les autres. Quand il est arrivé à la tête du CPMI, on l'a chargé de travailler au démantèlement de cette cellule. Et il a gagné. Il les a détruits. Et moi, je suis content qu'il ait gagné. Moi-même, ils m'avaient menacé de mort. Deux fois, ils sont venus chez moi. Tartag, il a sauvé des vies, en détruisant le FIDA… »

Pendant toute la décennie noire, Athmane Tartag est à la tête de ce centre névralgique de la lutte antiterroriste… souvent au sein des propres rangs de l'armée. À en croire le journaliste algérien

Mohamed Sifaoui[8], Tartag était surtout chargé de s'occuper de la chasse aux sorcières, contre les officiers réputés proches des idées islamistes. « C'était l'exécuteur des basses œuvres… », lâche Alain Chouet. La plupart du temps au service de ses intérêts personnels, ajoute Mohamed Sifaoui, qui cite un ancien responsable algérien, sous couvert de l'anonymat : « Le patron du CPMI a utilisé cette mission pour purger l'armée de ses éléments considérés comme potentiellement dangereux […]. Il n'a pas hésité à régler, en marge de cette action, des comptes personnels qui devaient être rentables pour lui et ses chefs, à la fois pour leurs carrières et pour leurs magouilles. » Un autre interlocuteur de Sifaoui dira : « Du temps de Tartag […] on a transformé les jeunes militaires en fous furieux. » Et il accuse Tartag, entre autres, de s'être comporté « en seigneur de guerre ».

Dans le bureau de sa société de production rempli de livres et d'essais sur l'histoire de l'Algérie, Malik Aït Aoudia dresse un portrait totalement à rebours du personnage.

> « C'est pas une brute. C'est un intello ! Il aborde la lutte antiterroriste comme une lutte antisubversive. Il a affaire à des gens qui font de la politique de manière violente. On peut les neutraliser de la manière forte, c'est ce qu'il a fait ; on peut aussi les neutraliser intellectuellement ; neutraliser les réseaux de soutien. Il a utilisé toute la palette… et il n'était pas le seul ! Moi, quand je l'ai interviewé, j'ai été bluffé par sa connaissance des réseaux islamistes. Ils connaissent leurs familles, leur passé, etc. Tartag a aussi géré beaucoup de repentis qu'il a "retournés". Cela fait partie de ses succès. Et cela a créé la panique au sein du GIA. Ils ont tous commencé à se soupçonner les uns les autres, et c'est pour ça qu'ils ont

> commencé à s'entretuer. C'est pour ça aussi qu'ils le détestent et qu'ils lui font cette réputation. »

La « concorde civile » et l'amnistie qui en découle empêcheront sans doute pour longtemps de connaître les réels faits d'armes d'Athmane Tartag et des autres officiers algériens responsables de la lutte antiterroriste dans les années 1990. Cela n'a pas empêché les câbles diplomatiques de circuler et de forger la réputation controversée du personnage dans les capitales occidentales. « C'est vrai qu'il avait un don. Une capacité à faire parler n'importe quel terroriste, de façon, disons, énergique », raille un diplomate français. D'ailleurs, selon Mohamed Sifaoui, Athmane Tartag serait, avec trois autres officiers algériens, « indésirable aux États-Unis, en raison de l'implication avérée des uns et des autres dans de graves atteintes aux principes des droits de l'homme ». Si même le pays de Guantanamo, des prisons secrètes de la CIA en Europe de l'Est et des exécutions extrajudiciaires trouve que trop, c'est trop…

Pendant la décennie suivante, « Bachir » Tartag fait moins parler de lui. Beaucoup évoquent une mise au placard. Mais le 22 décembre 2011, il fait un retour spectaculaire en étant nommé à la tête du contre-espionnage algérien, la DSI (Direction de la sécurité intérieure), véritable colonne vertébrale du DRS. De fait, il devient le numéro deux, et le successeur potentiel du grand patron du DRS, le général Mohamed Mediène, dit « Toufik ».

« En Algérie, on dit “sport et musique” »

Si Tartag est un personnage controversé, Mediène est une énigme. Les Algériens le présentent comme le vrai maître de leur pays. La rue algéroise lui donne d’ailleurs régulièrement ce surnom : « Rab Dzayer », le « dieu de l’Algérie ». Cela fait référence à une anecdote, sans doute totalement fantasmée, selon laquelle il serait entré un jour dans une salle d’interrogatoire en hurlant : « Je suis le dieu de l’Algérie. » Autour de « Toufik » fourmillent bon nombre de légendes urbaines, y compris au sein du DRS. Chawki Amari, journaliste à *El Watan*, rapporte cette anecdote qu’il a entendue, un jour, parmi des agents du DRS qui travaillent tout en bas de l’échelle : le général « reçoit toujours les gens de dos dans son bureau […]. Si tu le vois de face, c’est la dernière fois que tu vois quelqu’un de ta vie ».

En Algérie, l’odeur de soufre qui plane au-dessus des tout-puissants services de renseignement remonte aux années Boumediene (1965-1978).

> « Avant, le DRS s’appelait la SM, la Sécurité militaire, rappelle Alain Chouet. À Alger, personne ne disait “sécurité militaire”, les gens parlaient de “sport et musique”, façon de ne pas nommer les choses… »

Depuis que le « sport et musique » est devenu DRS, en septembre 1990, Toufik est à sa tête, et il n’en a jamais bougé. « Cinq présidents de la République se sont succédé, et lui, il est toujours là, apparemment inamovible, écrit le blogueur algérien Baki Mansour. Du fait de sa longévité, Toufik a parfois été comparé

à John Edgar Hoover, le mythique directeur du FBI. Mais le Hoover algérien d'aujourd'hui a relativement plus de pouvoir que n'en a jamais eu l'Américain. Pour que la comparaison soit valable, il aurait fallu que Hoover contrôle en même temps la CIA, la NSA et la Defense Intelligence Agency (DIA). »

Le général Toufik est d'autant plus mystérieux que les Algériens ne lui connaissent pas de visage. « Quatre ou cinq photos de lui sont partagées […] sur Internet », écrit Baki Mansour. Et encore, ce dernier, auteur d'une enquête sur le sujet, n'est même pas certain qu'il s'agisse bien de « Toufik » Mediène. « C'est presque devenu un jeu, écrit-il. Chaque fois qu'un film d'archives émerge et qu'on y voit un visage inconnu parmi les grands généraux, la blogosphère algérienne s'empresse d'en faire un nouveau Toufik. »

Né en 1939, « Toufik » a intégré les rangs du Front de libération nationale (FLN) à l'âge de dix-huit ans. En 1961, les cadres du FLN sont persuadés depuis déjà plusieurs années que l'indépendance de leur pays n'est qu'une question de temps. Il faut donc préparer les institutions du futur État algérien… et donc ses services secrets, qui prennent le nom de ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Les « pays frères », Union soviétique en tête, se proposent de former les futurs cadres de l'armée algérienne. Mediène fait partie de la première promotion, « Tapis rouge ». Il apprend les rouages du renseignement auprès du KGB à Moscou. « Il n'a pas été formé en Suède ou au Danemark, concède Malik Aït Aoudia. Ce ne sont pas les services de renseignement d'une démocratie… »

De l'école du KGB, il retient une leçon primordiale : la nécessité d'être omniprésent. Une réalité qu'a pu observer un diplomate européen qui était en poste à Alger il y a encore quelques mois : « Dans chaque administration locale, chaque établissement public, il

y a quelqu'un du DRS. » Personne ne peut dire quels sont ses effectifs. 100 000 ? 500 000 ? L'ancien Premier ministre Sid Ahmed Ghozali, aujourd'hui opposant déclaré au président Bouteflika, décrit un système tentaculaire[9] :

> « Si vous comptez tous ceux qui travaillent officiellement pour les services, ceux qui travaillent avec eux officieusement, par peur, par intérêt, ou parce qu'ils savent à qui ils doivent leur nomination, vous découvrirez l'existence d'un parti clandestin de deux millions de membres. »

Mohamed Mediène fait aujourd'hui l'objet de toutes les spéculations sur sa succession. Son état de santé est un mystère, à l'image de celui du président Bouteflika. Un courriel écrit le 23 février 2011 par une analyste américaine de l'agence américaine de renseignement privée Stratfor et révélé par WikiLeaks[10], décrit Mediène comme étant « gravement malade […] du diabète et de son grand âge[11] ». Il n'y a pas que l'état de santé de Bouteflika qui concentre toutes les attentions du pays. Au siège du DRS, à Dely Ibrahim, dans la banlieue d'Alger, comme au palais présidentiel d'El Mouradia, il y a ces mêmes bruits autour de l'état de santé des deux « tauliers », âgés respectivement de soixante-quatorze et soixante-seize ans. Depuis son hospitalisation en France en avril 2013, personne ne sait exactement de quoi souffre le président Abdelaziz Bouteflika. Sa maladie ne l'a pas empêché de se porter candidat à sa succession aux prochaines élections. La date est censée être fixée au 6 avril 2014. Cette perspective aiguise les couteaux entre les deux maisons les plus puissantes du pays : d'un côté le DRS, de l'autre, l'entourage de « Boutef ».

De l’affaire Sonatrach à In Amenas

Depuis 2009, la Sonatrach est régulièrement secouée par des affaires de corruption à côté desquelles l’affaire d’In Amenas passe pour un épiphénomène. Des enquêtes sont ouvertes en Italie, aux États-Unis, au Canada. Et les sommes sur lesquelles portent les soupçons de versement de pots-de-vin sont astronomiques : depuis février, le parquet de Milan enquête sur des versements de 197 millions de dollars par le géant énergétique italien ENI à des responsables algériens en échange de contrats. En avril 2013, un proche parmi les proches de Bouteflika est visé. Chakib Khelil, puissant ministre de l’Énergie de 2000 à 2010, quitte l’Algérie. Ses deux appartements d’Oran et d’Alger sont perquisitionnés. Le parquet d’Alger confie les investigations au DRS, et, d’après *Maghreb Confidentiel*, le chef d’orchestre de ces enquêtes anticorruption s’appelle… Athmane Tartag.

La riposte du palais d’El Mouradia se produit en septembre 2013, à l’occasion d’une valse de nominations. Des décrets présidentiels amputent le DRS d’une partie de ses prérogatives, comme l’information et la communication, ainsi que la sécurité de l’armée. Le service de police judiciaire du DRS, piloté par Tartag, est placé sous la tutelle de la justice militaire. Le tout est chapeauté par le chef d’état-major de l’armée, le général Gaïd Salah, quatre-vingts ans, un proche du président[12]. Le 22 septembre 2013, selon *El Watan*, Athmane Tartag est mis à la retraite et remplacé à la tête du contre-espionnage algérien, le DSI, par l’attaché militaire de l’ambassade d’Algérie à Paris. Dans un pays où les généraux portent l’uniforme jusqu’à pousser le déambulateur, l’affaire fait sourire certains observateurs étrangers.

> « Ça a été la punition d'In Amenas, confie une source diplomatique. On a touché le joyau de la couronne ! Le clan Bouteflika le lui fait payer. Mais c'est surtout pour l'écarter des dossiers de corruption qu'ils le mettent sur la touche. »

D'autant que, dans l'immédiat, le général Tartag était sorti plutôt renforcé de cet épisode. Il n'avait pas été jugé comptable des brèches dans la sécurité des frontières algérienne et libyenne. À l'inverse, le camp du président Bouteflika, sous le feu médiatique, a été exposé aux critiques pour sa politique de négociation avec les islamistes du Nord-Mali, notamment le mouvement Ansar ed-Dine d'Iyad Ag Ghali. Le clan des « durs », Tartag en tête, a pris le dessus quand il a constaté qu'avec l'attaque de Tiguentourine, la stratégie de Bouteflika était un échec, puisque cela n'avait pas permis d'empêcher le pire aux frontières sud de l'Algérie.

> « Il y avait une sorte d'accord tacite entre Alger et les islamistes, décrypte l'ancien de la DGSE Alain Chouet. Attention, cela ne veut pas dire qu'ils se sont vus dans un bureau avec Belmokhtar, et encore moins qu'ils ont signé un bout de papier. C'est plutôt que les faits précèdent la règle : on constate que vous ne touchez pas aux "tuyaux" d'hydrocarbures dans le Sud algérien, donc on vous laisse tranquille en échange, et on ferme les yeux, notamment, sur les prises d'otages d'Occidentaux. Tiguentourine a été un vrai coup de canif dans le contrat. »

Et Tartag n'est peut-être pas totalement sorti du jeu. D'après Malik Aït Aoudia, il est « auprès de Mediène, il occupe un poste officieux à son cabinet ». Des généraux mis à la retraite et remis en

selle pour cumuler encore quelques trimestres, cela s'est déjà vu. À commencer par Tartag lui-même. Dans la perspective des élections, en avril 2014, toutes les petites révolutions de palais sont possibles, mais personne ne sait à quoi ressemblera le pouvoir algérien demain.

En attendant, les vieux démons du terrorisme travaillent toujours le pays. L'Algérie vit sur ses lauriers d'être l'une des rares nations au monde à être venues à bout d'une insurrection islamiste qui menaçait le cœur même de l'État. La réalité, c'est que les maquis du nord de l'Algérie continuent d'abriter un « terrorisme résiduel » avec 1 234 attaques et attentats depuis 2001. Mais c'est aux marges de ce pays grand comme cinq fois la France que la menace est la plus sérieuse. Ironie de l'histoire, la seule frontière calme est celle que l'Algérie partage avec son ennemi héréditaire, le Maroc. Pour le reste, le danger est partout : au Mali, où les groupes djihadistes n'ont pas tous été chassés par l'opération Serval[13] ; en Tunisie, où des djihadistes ont pris le maquis dans les montagnes frontalières ; en Libye, dont les mille kilomètres de frontière avec l'Algérie sont désormais gardés par des milices touaregs sans uniforme, qu'Alger accuse d'être des « salafistes ». 70 % du budget de l'Algérie provient des richesses de son sous-sol, mais, de plus en plus, la ressource pétrolière du Sud algérien apparaît comme cernée de toutes parts.

Retour à Tiguentourine

Les tout premiers expatriés ont commencé à revenir à In Amenas en octobre 2013. D'après un courriel d'un ancien employé, il s'agit, à l'heure où ces lignes sont écrites, de rotations d'une journée sur place effectuées par des collègues qui sont basés à Hassi Messaoud.

Le site a été rénové, et trois unités militaires, dont des parachutistes, ont été installées tout autour, pour des patrouilles permanentes. Afin d'éviter tout risque d'attaque par la route, une piste d'aviation vient d'être construite à Tiguentourine. Désormais, les rotations d'expatriés se feront par les airs. L'ouverture devait être programmée pour le mois de novembre, avec le retour des premiers convois.

Dans le même temps, à deux cents kilomètres d'In Amenas, l'armée algérienne découvrait une vaste cache d'armes. Un « arsenal de guerre », selon une source au sein des services de sécurité citée par la dépêche de l'agence Reuters. Les militaires ont trouvé une centaine de missiles sol-air, capables d'abattre un avion de ligne au décollage.

---

1. Il s'agit d'une « Douchka » de calibre 12,7 mm.
2. Comme le montrent plusieurs photos des carcasses prises après l'assaut.
3. . « Vive nos forces spéciales ! Vive l'Algérie ! », parmi les soixante-sept commentaires postés ce jour-là.
4. Héritage de la guerre d'indépendance, les hauts gradés de l'armée ont des noms de guerre.
5. Respectivement basées à Ouargla et à Tamanrasset.
6. Le 16 septembre 1999, la « concorde civile » proposée par le nouveau président Abdelaziz Bouteflika est adoptée par référendum.
7. Front islamique du djihad armé.
8. Mohamed Sifaoui, *Histoire secrète de l'Algérie indépendante*, Nouveau Monde Éditions, 2012.
9. Sid Ahmed Ghozali : « Nous ne sommes pas sortis de l'ère néocoloniale », interview parue dans *L'Humanité*, 19 octobre 2012.
10. Le 27 février 2012, le site WikiLeaks a annoncé avoir commencé la publication de plus de cinq millions de courriels de la société privée d'analyse stratégique et de renseignement Stratfor. Ces courriels ne proviendraient pas de lanceurs d'alertes, mais d'un piratage informatique.

11. Le courriel a été toutefois rédigé après une discussion avec un diplomate algérien noté « source C », donc à fiabilité moyenne (A étant la meilleure note, F, la plus mauvaise).
12. . « Abdelaziz Bouteflika s'attaque aux services secrets algériens », *Le Figaro*, 12 septembre 2013.
13. En atteste l'opération de grande ampleur menée par l'armée française et l'ONU dans le nord du Mali le jeudi 24 octobre 2013.

Épilogue de Murielle Ravey

Vendredi 18 janvier 2013 au soir, retour à Paris. Retour à la case départ. Retour à ma vie d'avant ce poste que j'ai accepté en décembre 2010 au fin fond du Sahara algérien. Et pourtant, même dans cet endroit si reculé, la violence vient de frapper.

Paris sous la neige décourage les derniers journalistes de faire le pied de grue devant mon portail. Je suis chez moi et je m'y sens étrangère. Les actualités télévisées du week-end me confirment l'ampleur du massacre et l'assaut militaire mené à la russe, sans distinction. Le visage de Yann Desjeux apparaît sur l'écran. Je fonds en larmes.

Alors que l'on cherche les derniers disparus, je suis en sécurité à Paris. L'esprit vide mais en quête de sens. Un sens qui pourrait justifier ce qui vient de se passer. Impression d'être comme celui qui chute dans le vide et tente vainement de se rattraper en agitant les bras alors que ses mains n'ont plus de prise sur rien.

Puis le quotidien a repris son rythme. Un simulacre de vie qui, heureusement, n'exige aucune adhésion de la part de celui qui s'y prête. Métro dans la grisaille, faire les courses, s'alimenter selon les injonctions du moment. Six fruits, huit légumes frais en plein hiver. Écouter ceux qui me disent que cela va passer, qu'après tout, tous ces gens n'étaient pas vraiment des amis, juste des collègues de travail, que je dois me réjouir d'être en vie et d'avoir réagi activement à cette attaque. Je reçois des messages de sympathie de ma famille, de mes amis, auxquels je tarde à répondre. Le 23 janvier

2013, Florence Cassez sort des geôles mexicaines, In Amenas disparaît des écrans.

Lorsqu'il n'est pas au bureau, à Londres, Bob sillonne les routes écossaises au guidon de sa moto, une BMW 1200cc GS. Il retournera certainement en Algérie. Le psychiatre qui le suit dit qu'il est en plein déni de cette catastrophe.

Après avoir donné quelques interviews, Alan est devenu une vedette dans son pays. Il a même été reçu par Sa Majesté la reine d'Angleterre. BP lui fournira un autre poste. Il reste très affecté par ces vingt-cinq heures de terreur. Ian projette de retourner à Hassi Messaoud mais pour d'autres fonctions.

Mourad, Djamel, Salim ont repris le travail dès que l'usine a recommencé son activité. Tous disent : « Ce ne sera plus jamais pareil, vous nous manquez, c'est si ennuyeux maintenant. » Ils ne diront jamais à quel point ils ont été choqués, mais leurs courriers le laissent deviner. La stèle de marbre noire érigée à l'entrée de l'usine leur rappelle chaque matin que quarante d'entre nous y ont laissé la vie.

Farid, le jeune ingénieur du service environnement, a perdu son emploi. J'ignore s'il a retrouvé un poste, en Algérie ou ailleurs.

BP a ouvert des bureaux temporaires à Londres pour mobiliser les équipes et tenter de piloter à distance les sites d'In Amenas et de Hassi Messaoud en attendant leur retour sur place. Mais les contacts avec l'équipe algérienne sont difficiles, voire inexistants. L'usine peut tourner sans expatriés, semble-t-on penser ; puisque vous avez été *chassés*…

Alors que toutes les mesures de sécurité restent difficiles à mettre en place, BP et Statoil pressent leurs employés et leurs sous-traitants de décider s'ils retourneront en Algérie. L'urgence à être présent sur

le site et à reprendre sa position au sein de la *joint venture* prime sur la sécurité. Qu'a-t-on appris de ce massacre ?

Les employés algériens sous-traitants qui furent en grève pendant quatre mois afin de faire respecter la nouvelle loi qui oblige la Sonatrach à leur proposer un contrat ont été remerciés du jour au lendemain. Certains travaillaient à Tiguentourine depuis l'inauguration du site en 2006. Ils ont été remplacés par des habitants de la région, la *wilaya* d'Illizi, afin de pacifier les esprits et d'offrir des débouchés aux jeunes Sahariens.

Sur l'écran de mon ordinateur s'affichent quelques photos que mes amis algériens m'ont envoyées dans les semaines qui ont suivi. Je suis perplexe et révoltée. Sous mes yeux, le bâtiment HSE, ma chambre, les bureaux et la clinique. Des lieux si familiers et pourtant à peine reconnaissables. Toutes les pièces sont saccagées, pillées, les portes défoncées, poignées pendantes et chambranles disloqués. Les armoires béantes ont vomi leurs contenus sur le sol. Et puis des impacts de balles partout. À hauteur d'homme. Je scrute les photos une à une afin de discerner ces petits points noirs qui ne semblent pas être plus larges qu'un ou deux centimètres. Un impact au-dessus de mon lit, bien rond. Deux impacts à quelques centimètres de l'écran de mon ordinateur à la clinique. Étrangement, la vitre d'une fenêtre est toujours en place malgré trois impacts. Le bureau dans lequel nous étions réfugiés est marqué par les rafales de tirs qui ont emporté de larges morceaux de plâtre sur tous les murs. Qui a tiré ? Les terroristes venus finalement nous chercher ? L'armée à leur poursuite ? Récemment, Ian m'a dit qu'il était content d'avoir changé d'avis et de partir avec le groupe, persuadé que les terroristes auraient fini par pénétrer dans le bureau.

Dans *L'Arche des Kerguelen*, Jean-Paul Kauffmann écrit : « Le mauvais temps accroît le désordre du temps. Cette confusion qu'autorise la langue française entre la météorologie et la durée m'apparaît à présent logique : c'est la température et le climat qui décident de la succession des jours et des heures. » Pour moi, le temps passe, et j'attends. J'attends le temps de la guérison.

Je ne me suis plus sentie à ma place, tout n'était qu'agression. Le seul moyen d'y échapper était de rester cloîtrée chez moi, alors que je n'aime que les grands espaces. J'ai alors quitté mon pays, j'ai quitté ma maison, mon conjoint. Je suis allée me réfugier dans le Grand Nord, ou du moins pas très loin du cercle polaire. Alors que le Sud offre douceur et facilité, je suis partie affronter les éléments, le vent et la morsure du froid sur une terre aride et sublime à la fois où seuls bruyères et lichens poussent, les arbres ayant capitulé face aux tempêtes. Celui qui cherche les obstacles et veut mesurer sa force va vers le Nord. C'est un rendez-vous avec soi-même afin d'y affronter ses démons et de se dépouiller du vernis des apparences. Aux laques sophistiquées, je préfère la brutalité rugueuse et simple des espaces sauvages. Le vent et les embruns décapent tout. Auront-ils raison de mon sentiment d'impuissance, de colère et de désolation ? J'ai fui vers un autre désert.

Victimes de la prise d'otages d'In Amenas

Tadanori Aratani
Gary Samuel Barlow
Tore Bech
Carlson John Bilsland
Hans M. Bjone
Mihail Marius Bucur
Frederick Martin Buttaccio
Julius Ceasar Caluza Madrid
Wensler Garpino Caringal
Chung Ngen Chong
Ionut Tiberiu Costache
German de Guzman
Yann Desjeux
Raffy Edubane
Carlos Estrada
Jon Jon Morgado Falogme
Rokuro Fuchida
Yasuji Goto
Stephen Green
Silvino Robeniol Imanil Jr
Fumihiro Ito
Sebastian John
Keisuke Kawabata

Satoshi Kiyama
Mohamed Lamine Lahmar
César Araos Laluan
Victor Lovelady
Hidemi Maekawa
Angelito Manaois Jr
Paul Morgan
Bunshiro Naito
Hiroaki Ogata
Gordon Lee Rowan
Illuminado Santiago
Victor Sneberg
Thomas Snekkevik
Ping Wee Tan
Alf Vik
Kenneth Hugh Whiteside
Takashi Yamada

Remerciements

Remerciements de Murielle Ravey

J’exprime ma gratitude aux personnes qui m’ont aidée dans cette épreuve,

Djamel, Mourad, Farid pour m’avoir protégée,
Bob pour avoir rendu ces heures moins pénibles,
Walid sans lequel ce livre n’aurait jamais vu le jour,
Tayeb, Prince du désert, « passeur » de Tiguentourine,
Alain, pour sa patience et sa pugnacité comme modèle
et ma famille, cocon protecteur et bienveillant.

Remerciements de Walid Berrissoul

À Pierre Ballester pour m’avoir mis sur le vélo, au pied des vingt-deux virages. Merci pour ses messages d’encouragement et ses métaphores sportives.

À Murielle Ravey pour sa confiance. À Gary Rose pour son hospitalité.

À Florian Desjeux pour sa quête de vérité. À Marie-Claude et Bruno Desjeux.

À Emmanuel Renard, Gwendoline Debono et Fabien Namias.

À Oriane L. pour sa relecture attentive, son petit bureau en bois, et son infinie patience avec moi. L'auteur tâchera de se faire pardonner auprès d'elle pour les nuits blanches infligées. Merci aussi à Murielle L.

À Malik Aït Aoudia, Séverine Labat et Habib Souaïdia…même si ils sont irréconciliables, et qu'ils m'en voudront sûrement de figurer dans la même liste. En tout cas, merci à eux de m'avoir expliqué les plaies de l'Algérie d'aujourd'hui. Merci à Lazare Beullac, Lemine Ould M'Salem et François de Labarre. Merci à Alain Chouet.

Merci à Didier Le Bret et Annick Étienne-Diener du Centre de crise du Quai d'Orsay.

À Hervé de la Martinière pour son écoute et sa confiance. Merci à Odile Horion, Valérie Gautier et Annie-Laurie Clément. Merci, enfin, à Nadia Butaud pour son énergie, sa bonne humeur, et son talent.

À mes parents pour leur soutien.